



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 5 - Numéro 49

12 décembre 2008



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Canada, 2008

ISSN 17104149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	4
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	6
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	15
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	62
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	

4.6 Autres décisions	
5. Institutions financières	95
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés des valeurs	98
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Régime de l'autorité principale	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation et organismes d'autorégulation	359
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation et des OAR	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	

Liste des acronymes et abréviations :

Autorité :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LAMF
BDRVM :	Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
CSF :	Chambre de la sécurité financière
ChAD :	Chambre de l'assurance de dommages instituée en vertu de la LDPSF
OAR :	Organismes d'autorégulation et organismes dispensés de reconnaissance à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la surveillance de l'Autorité
OCRCVM :	Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

2.1 RÔLES D'AUDIENCES



RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
1°	<i>Normand Théberge c. Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.)	2008-020	Alain Gélinas	12 décembre 2008, 9 h 30	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers [LVM 322]	À la suite de l'audience du 27 août 2008 et de l'avis d'audience du 17 novembre 2008
2°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Global Petroleum Strategies LLC</i> et <i>Petroleum Unlimited LLC</i> et <i>Aurora Escrow Services LLC</i> et <i>Reserve Oil and Gas LLC</i> et <i>Roger A Kimmel jr</i> et <i>Rosemary Salveggi</i> et <i>Troy Gray</i> et <i>Stephen J. Shore</i> (intimés)	2008-042	Alain Gélinas Claude St Pierre	15 décembre 2008, 14 h 00	Demande d'ordonnance d'interdiction d'opération sur valeurs par ordonnance réciproque [LVM 264, 265, 318.2 et 323.8.1]	À la suite de la demande du 27 novembre et de l'avis d'audience du 1 ^{er} décembre 2008
3°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Liz Perez Villarreal</i> (intimée)	2008-005	Alain Gélinas	16 décembre 2008, 9 h 30	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 9 octobre 2008 Audience <i>pro forma</i>

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
4°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Partenaires Evergreen Capital</i> (intimée)	2008-041	Alain Gélinas Claude St Pierre	16 décembre 2008, 14 h 00	Demande de retrait des droits conférés par l'inscription [LVM 152]	À la suite de la demande d'audience du 25 novembre 2008 et de l'avis d'audience du 1 ^{er} décembre 2008 <i>Audience pro forma</i>
5°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Elliott Page Limitée</i> (Financière Manuvie)	2008-023	Alain Gélinas	18 décembre 2008, 9 h 30	Demande de blâme et de pénalité administrative [LVM 273 et 273.1]	À la suite de l'audience et de la remise du 29 octobre 2008
6°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Claude Cajolet</i> (intimé)	2008-035	Alain Gélinas Claude St Pierre	19 décembre 2008, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'audience du 21 octobre 2008 <i>Audience pro forma</i>
7°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Gestion Cristallin inc.</i> (Colby, Monet, Demers, Delage & Crevier, av.) (intimée)	2008-037	Alain Gélinas Claude St Pierre	14 janvier 2008, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-158 et 273.1]	À la suite de l'audience du 27 novembre 2008

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
8°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Louis-Robert Lemire</i> (intimé) (Yarosky, Daviault & Isaacs, avocats)	2008-028	Alain Gélinas Claude St Pierre	15 janvier 2009, 9 h 30	Interdiction d'opérations sur valeurs [LVM-265] Demande d'audience de l'intimé	À la suite de la décision du 9 septembre 2008 et de l'audience du 6 octobre 2008, des remises du 6 novembre et du 3 décembre 2008 <i>Audience pro forma</i>
9°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Ressources minières Andréane inc.</i> et <i>Minéraux Izza inc.</i> et <i>HE-5 Resources corporation</i> et <i>Serge Ollu</i> et <i>Denyse Raynald</i> et <i>Jacques Vallée</i> et <i>Andréa Cortellazzi</i> et <i>Marie-Hélène Frigon</i> et <i>Yves Renaud</i> (Séguin Racine, avocats) et <i>RBC Banque Royale</i> (intimés)	2008-036	Alain Gélinas Claude St Pierre	19 janvier 2009, 9 h 30	Demande de blocage de fonds et d'interdiction d'opération sur valeurs [LVM 249, 265] Demande d'audience de l'intimé Yves Renaud	À la suite de l'ordonnance de blocage et d'interdiction d'opération sur valeurs du 8 octobre 2008, ainsi que de l'audience <i>pro forma</i> du 11 décembre 2008
10°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Gestion de Capital Triglobal inc.</i> et <i>Société de gestion de fortune Triglobal inc.</i> et	2007-033	Alain Gélinas	21 janvier 2009, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire	À la suite de l'audience du 23 septembre 2008

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Themistoklis Papadopoulos et Anna Papathanasiou et Franco Mignacca et Joseph Jekkel et PNB Management inc. et Mario Bright et Focus Management inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et Banque CIBC et Groupe Financier Banque TD et BNP Parisbas (Canada) (mises en cause)</i>				[LVM-249, 257, 265, et 266] Demande d'audience de Franco Mignacca et de Joseph Jekkel	
11°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion de Capital Triglobal inc. et Société de gestion de fortune Triglobal inc. et Themistoklis Papadopoulos et Anna Papathanasiou et Franco Mignacca et Joseph Jekkel et PNB Management inc. et Mario Bright et Focus</i>	2007-033	Alain Gélinas	22 janvier 2009, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire [LVM-249, 257, 265, et 266] Demande d'audience de Franco Mignacca et de Joseph Jekkel	À la suite de l'audience du 21 janvier 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
	<i>Management inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et Banque CIBC et Groupe Financier Banque TD et BNP Parisbas (Canada) (mises en cause)</i>					
12°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Gestion de Capital Triglobal inc. et Soc.de gestion de fortune Triglobal inc. et Themistoklis Papadopoulos et Anna Papathanasiou et Franco Mignacca et Joseph Jekkel et PNB Man. inc. et Mario Bright et Focus Man. inc. et Ivest Fund Ltd et Kevin Coombes et 3769682 Canada Inc. (intimés) et Interactive Brokers et B. CIBC et Groupe Fin. Banque TD et BNP Parisbas (Canada) (m. en cause)</i>	2007-033	Alain Gélinais	23 janvier 2009, 9 h 30	Blocage, interdiction d'opération sur valeurs, interdiction d'agir à titre de conseiller en valeurs et recommandation au ministre de nommer un administrateur provisoire [LVM-249, 257, 265, et 266] Demande d'audience de Franco Mignacca et de Joseph Jekkel	À la suite de l'audience du 22 janvier 2009

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
13°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Corporation de Valeurs mobilières Dundee</i> (Heenan Blaikie, avocats) (intimée)	2008-029	Alain Gélinas	27 janvier 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-158 et 273.1]	À la suite de l'audience <i>pro forma</i> du 9 décembre 2008
14°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Kenneth Battah</i> (Laframboise et Gutkin, avocats) (intimé)	2008-032	Alain Gélinas Claude St Pierre Gerald La Haye	12 février 2009, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs et d'agir à titre de conseiller en valeurs [LVM-265 et 266]	À la suite de l'audience du 1er décembre 2008 <i>Audience pro forma</i>
15°	<i>Autorité des marchés financiers</i> (Girard et al.) c. <i>Bernard Dionne et Jean-Marc Leblond et Mathieu Truchon et Michel Beaulieu</i> (Heenan Blaikie, avocats) et <i>BMO Nesbitt Burns Ltée</i> (Ogilvy Renault, avocats) (intimés)	2008-034	Alain Gélinas Claude St Pierre	13 février 2009, 9 h 30	Demande d'imposition d'une pénalité administrative [LVM-273.1]	À la suite de l'audience du 21 octobre 2008 et de la remise du 19 décembre 2008 <i>Audience pro forma</i>

RÔLE DES AUDIENCES

N°	Parties (Avocats)	N° du dossier	Membre(s)	Date	Nature	Commentaires
16°	<i>Autorité des marchés financiers (Girard et al.) c. Future Growth Group inc. et Future Growth Fund Limited et Future Growth Market Neutral Equity Fund Limited et Future Growth World Fund et Adrian Samuel Leemhuis (intimés)</i>	2008-013	Alain Gélinas	10 mars 2008, 9 h 30	Interdiction d'opération sur valeurs [LVM-265]	À la suite des audiences <i>pro forma</i> des 2, 20 mai, 26 juin, 28 août et 3 décembre 2008 <i>Audience pro forma</i>

Le 12 décembre 2008

Salle d'audience : Salle *Paul Fortugno*

500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec M^e Cathy Jalbert, au Secrétariat à l'adresse suivante :

500, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 16.40, Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : (514) 873-2211

Courriel : secretariat@bdrvm.com www.bdrvm.com

2.2 DÉCISIONS

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers en valeurs

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Ayotte	Esther	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2008-12-02
Bessette	Noëlla	Marchés mondiaux CIBC inc.	2008-11-27
Bloom	Brian Matthew	Corporation de Valeurs Mobilières Dundee	2008-11-25
Cheslock	Wilmer Richard	BMO Nesbitt Burns Inc.	2008-11-26
Chetcuti	Daniel John	Corporation Recherche Capital	2008-12-02
Clynick	Patricia Ann	Marchés mondiaux CIBC inc.	2008-11-28
Cochrane	Steven William	Blackmont Capital Inc.	2008-11-26
Compton	Pauline Norma	Marchés mondiaux CIBC inc.	2008-12-01
Corbeil	Valérie	Industrielle Alliance Valeurs Mobilières inc.	2008-11-27
Côté	Marie Mélanie Jean	Marchés mondiaux CIBC inc.	2008-11-25
Dillon	Joseph charles Rene	Marchés mondiaux CIBC inc.	2008-12-01
Gori	Annamaria Cecilia	TD Waterhouse Canada inc.	2008-11-28
Harbec	André	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2008-11-28
Hétu	Nathalie Caroline Marie	Corporation Recherche Capital	2008-12-01

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Jacques	René	Industrielle Alliance Valeurs Mobilières inc.	2008-11-30
Johnson	Martin	Industrielle Alliance Valeurs Mobilières inc.	2008-11-27
Lorion	Sophie	Le Groupe Option Retraite inc.	2008-11-21
Maschowsky	Alexia Tatiana Elodie	Gestion de Capital Assante Itée	2008-11-27
Michelin	Jean	Le Groupe Option Retraite inc.	2008-11-21
Morin	Kim	BMO Nesbitt Burns Itée/Ltd.	2008-11-28
Parish	Ethan Jobe Harrington	BMO Nesbitt Burns Inc.	2008-11-27
Pepler	Alison Galbraith	Blackmont Capital Inc.	2008-11-26
Ross	Leslie Kenneth	BMO Nesbitt Burns Inc.	2008-11-28
St-Amour	Karine	Le Groupe Option Retraite inc.	2008-11-21
Trudel	Robert	Le Groupe Option Retraite inc.	2008-11-21

Conseillers en valeurs

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Garant	Jean-Sébastien	Optimum gestion de placements inc.	2008-11-28
Hicks	Timothy John	Investissements Russell Canada limitée	2008-12-03
Linden	Josephine	Goldman Sachs & Co.	2008-11-29
Mazareanu	Stefan	Gestion de placements UBS Canada inc.	2008-12-01

Cabinets de services financiers et sociétés autonomes

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Disciplines et catégories de disciplines		Mentions spéciales
1a	Assurance de personnes	A Restreint à l'assurance-vie
1b	Assurance contre les accidents ou la maladie	B Restreint aux produits d'assurance collective contre les accidents et la maladie
2a	Assurance collective de personnes	C Courtage spécial
2b	Régime d'assurance collective	D Courtage relatif à des prêts garantis par hypothèque immobilière
2c	Régime de rentes collectives	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
3a	Assurance de dommages (Agent)	F Placement de parts permanentes et de parts privilégiées
3b	Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c	Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a	Assurance de dommages (Courtier)	
4b	Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c	Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a	Expertise en règlement de sinistres	
5b	Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c	Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
5d	Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur	
5e	Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des particuliers	
5f	Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des entreprises	
6	Planification financière	
7	Courtage en épargne collective	
8	Courtage en contrats d'investissements	
9	Courtage en plans de bourses d'études	

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
------------	-----	--------	-------------	------------------------------

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
148154	Agnessi	Marina	7	2008-12-04
180250	Alarie	Marc-André	1B	2008-12-04
173052	Alexandre	Aurore	7	2008-12-03
100174	Allaire	Suzanne	7	2008-12-08
176571	Amokrane	Mohand Arezki	1A	2008-12-04
180094	André De Carvalho	David	7	2008-12-03
166429	Arbour	Paul	1A	2008-12-04
166429	Arbour	Paul	7	2008-12-03
100694	Aubin	Gaéтан	4A	2008-12-04
100898	Axais	Nectar	7	2008-12-04
169206	Balthazar	Dominique	7	2008-12-03
101241	Bassily	Paul	7	2008-11-28
164502	Beaudin	Brigitte	4A	2008-12-04
101678	Beaulne	Deborah	7	2008-12-05
179052	Beauregard Totaro	Philippe	1A	2008-12-03
173795	Bel Khaiate	Fatima Zahra	4B	2008-12-04
178765	Bergeron	Joanne	7, F	2008-12-01
102662	Bergman	Israel	1A, 2A	2008-12-04
102662	Bergman	Israel	7	2008-12-01
103510	Blanchette	Lise	7, F	2008-12-01
104045	Borgia	Luc	7	2008-12-08
104044	Borgia	Jean	7	2008-12-08
104071	Bossé	Nathalie	6	2008-12-04
150810	Bouchard	Luc	4A	2008-12-04
179525	Boucher	Nathalie	7	2008-12-02
104338	Boucher	Jean-Claude	7	2008-12-04
104482	Boudreault	Paul-Émile	2A	2008-12-04
158399	Bou langer	Vincent	4A	2008-12-09
158399	Bou langer	Vincent	1A	2008-12-09
173274	Boulos	Nadia	7	2008-11-27
171421	Bourgault	Céline	3B	2008-12-04
149178	Bourgeois	Marie-Josée	4A	2008-12-09
169384	Brazeau Nadeau	Vanessa	4A	2008-12-05
105132	Breton	Thérèse	7	2008-11-28
105131	Breton	Sylvie	7' F	2008-12-03
177576	Burns	Kathleen	7, F	2008-12-02
169486	Béchar d	Geneviève	1A	2008-12-03
102128	Bé langer	Michel	7	2008-12-01
102958	Bérubé	André	1A, 6	2008-12-04
168125	Calderone	Angela	7	2008-12-03

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
147608	Caron	Rosanne	7	2008-12-01
173821	Cayer	Jean-Paul	1B	2008-12-09
177965	Champagne-Loiseau	Sébastien	1A	2008-12-04
106604	Chang	Steve	7	2008-12-03
106760	Charest	Yves	4A	2008-12-08
106809	Charlebois	Danielle	6	2008-12-03
106809	Charlebois	Danielle	7	2008-12-01
106922	Chartrand	Maurice	7	2008-12-01
107016	Chênevert	Colette	7	2008-12-01
179155	Cossette	Simon	1A	2008-12-04
108249	Coursol	Lucie	1A, 6	2008-12-04
108401	Couture	Raymond	E	2008-12-04
170071	Dabady	Roseline	7	2008-11-28
167806	Dalbec	Eve	2B	2008-12-04
164394	De Melo	Sacha	1A	2008-12-03
109501	Derry	Suzanne	7	2008-12-01
177784	Deschenes	Richard	9, D	2008-12-03
175098	Descôteaux	Éric	5B	2008-12-03
178092	Desmarais	Sabrina	1B	2008-12-04
110048	Desrosiers	Mariette	7	2008-12-01
178945	Dessureault	Frédéric	7	2008-12-01
180358	Dibis	Assaad	7	2008-12-03
175348	Dion	Danielle	7	2008-12-05
110390	Ditcham	Jacqueline	7, F	2008-12-01
179654	Doyon	Stéphanie	7	2008-12-01
110685	Drolet	Diane	7	2008-11-28
138111	Drouin	Louise	7	2008-12-04
173421	Dubois	Kateri	3B	2008-12-04
177789	Dumas	Alexandre	9, D	2008-12-03
180256	Dushaj	Edlira	7	2008-12-01
160825	Dussault	Caroline	7	2008-12-03
174043	El Maskini	Issam	1A	2008-12-04
155629	Emond	Robert	4B	2008-12-04
111953	Farah	Ramzy	7	2008-12-01
112095	Ferland	Don	7	2008-11-28
146362	Flynn	Elaine-Lise	7	2008-12-01
112443	Forest	Johanne	7	2008-12-03
175479	Fredette	Sylvain	7	2008-12-04
164459	Furfaro	Rosemary	7	2008-11-27
113456	Gagnon	Lucie	4A	2008-12-03

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
173845	Gagnon	François	7	2008-12-04
113238	Gagné	Sylvie	7	2008-11-28
113981	Gauthier	Denis	6	2008-12-03
114722	Girard	Marie-Claude	1A	2008-12-04
176996	Girard	Eliane	1A	2008-12-05
115482	Grenier	Pierre	7, F	2008-12-01
179330	Hallée	Natasha	7	2008-12-03
178241	Healey	Andréa	1B	2008-12-04
116620	Hrtschan	Sylvia	7	2008-12-01
152367	Huard	Daniel	E	2008-12-04
173412	Hébert	Janie	5E	2008-12-03
116793	Iammatteo	Lena	4B	2008-12-03
158040	Jacques	Rosalie	7, F	2008-12-02
159678	Jarkas	Lama	7	2008-12-02
174803	Karlsson	Lori	7	2008-12-05
174183	Kayihura	Eustache	7	2008-12-03
160506	Kuan	Kin I (Jacqueline)	7	2008-12-01
117755	Labelle	Serge	1A	2008-12-04
179028	Lafond	Sylvie	4B	2008-12-08
180385	Lam	Tsz Ka	7	2008-11-28
179566	Lanciaux	Sophie	4A	2008-12-03
119091	Langlois	Daniel	9	2008-12-03
165130	Lapointe	Annie	1A	2008-12-05
160933	Larouche	Jocelyne	7	2008-11-27
166123	Larouche	Roxanne	1A	2008-12-04
160848	Laurin	Patricia	7, F	2008-12-04
173043	Lavoie	Nancy	7	2008-12-03
120157	Lavoie	Paul	7	2008-12-08
120207	Lazaratos	Evangelia	7	2008-12-02
165752	Leblanc	Alexandre	7	2008-11-27
180039	Leclerc	Isabelle	1A	2008-12-04
127861	Lelièvre-Provost	Linda	7, F	2008-12-05
171679	Liu	Jiali	7	2008-12-01
167009	Lévesque	Hugo	7, F	2008-11-28
121789	Lévesque	Robert	7	2008-12-05
180784	Magri	Arthur	7	2008-12-05
122724	Marcotte	Julie	7	2008-12-08
122716	Marcotte	Emmanuel	7	2008-12-08
163326	Martellino	Dominic	7	2008-12-01
178309	Matteau	Karine	5B	2008-12-04

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
123722	Mercier	Roch	1A, 2B	2008-11-26
155840	Michel	Stafford	7	2008-12-02
173748	Minoiu	Christina	7	2008-12-04
173527	Monaghan	Kevin	7	2008-11-27
173527	Monaghan	Kevin	1A	2008-12-05
158857	Morin	Caroline	7	2008-12-02
124805	Nadeau	Laurent	1A	2008-12-04
174198	Ng	David	7	2008-12-02
166943	Nykanorov	Maksym	7	2008-11-28
177956	Ortega	Orlando	1A	2008-12-04
177956	Ortega	Orlando	7	2008-12-03
177123	Ostrout-Tardif	Philippe	7	2008-12-02
180596	Ouellet	Louis Martin	4B	2008-12-03
177087	Ouzaa	Doha	7	2008-12-03
177867	Palmorino	Karina	7	2008-12-03
125617	Panno	Annunziata	7	2008-12-01
175357	Papineau	Nathalie	7, F	2008-12-01
165961	Paquet	Sylvie	7	2008-12-02
125835	Paquin	Normand	7	2008-12-02
125927	Paré	Claude	6	2008-12-04
125927	Paré	Claude	7, F	2008-12-01
175092	Pelletier	Mathieu	7	2008-12-01
158088	Perreault	Lucie	7	2008-11-28
170817	Plante	Alexandre	7, F	2008-12-05
159340	Quenneville	Alexandre	7, F	2008-12-05
179176	Rachaaib	Hamid	1A	2008-12-04
175995	Rollin	Sebastien	7	2008-12-05
177921	Rossi	Nadia	7	2008-11-28
130057	Ryan-Lavallée	Suzanne	7	2008-12-01
174324	Sabourin	Véronique	7	2008-11-28
170865	Salama	Maged	7	2008-12-05
130213	Samson	Jeannine	7, F	2008-12-05
130628	Sedillot	Alain	7	2008-12-05
176714	Sheikh	Durashahwar	7	2008-12-01
174571	Sirois	Jean-Martin	4B	2008-12-03
177432	Stassen	Christoffel	7	2008-12-04
178593	Sweeney	Michel	1A	2008-12-04
178593	Sweeney	Michel	7	2008-12-01
132486	Thibodeau	Maryse	7, F	2008-12-05
132226	Thériault	Claudette	7, F	2008-12-05

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
175187	Thériault	Alexandra	7	2008-12-05
179804	Tse	Lai	7	2008-12-01
157360	Turgeon	Ginette	7, F	2008-12-05
160411	Turgeon	Caroline	4B	2008-12-08
172139	Valenti	Matthew	7	2008-12-04
179106	Viljean	Nancy	7	2008-11-28
163713	Yu	Gee-Hung Donald	7	2008-11-28

Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende mentionnée ci-haut pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
176800	Vachichin	Pierre	1A	2008-11-30

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'un dirigeant ou d'un dirigeant responsable

Erratum

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée dans la section 3.5.1 du bulletin du 5 décembre 2008 (Vol. 5, n° 48). Les inscriptions suivantes dans le tableau « Courtiers en valeurs » n'auraient pas dû paraître étant donné que les individus concernés ont cessé d'exercer comme représentants seulement :

Courtiers en valeurs

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Bombardier Marcotte	Charles	Marchés mondiaux CIBC inc.	2008-11-20
Denis	André	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2008-11-24
Désy	Nathalie	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2008-11-17
Donahue	Graham Peter	Scotia Capitaux inc.	2008-11-17
Lapshinoff	Rueben Ben	Scotia Capitaux inc.	2008-11-26
Lee	Yubin	TD Waterhouse Canada inc.	2008-11-21
Ouellette	Nathalie	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2008-11-24
Robert	Ronald	RBC Placements en Direct inc.	2008-11-21
Roland	Lucie	Marchés mondiaux CIBC inc.	2008-11-17
Stewart	Gloria Patricia	TD Waterhouse Canada inc.	2008-11-21
Villeneuve	Martin	Le Groupe Option Retraite inc.	2008-11-21

Le 12 décembre 2008.

Courtiers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
BMO Nesbitt Burns Inc.	Baranowsky	Orin Michael	2008-11-26
BMO Nesbitt Burns Inc.	Grieve	Douglas Slater McLaren	2008-12-01
BMO Nesbitt Burns Inc.	Hillyer	Christopher John	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns Inc.	Little	Arthur Thomas	2008-11-28
BMO Nesbitt Burns Inc.	Manget	Kenneth James Steven	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns Inc.	McCusker	Paul Stephen	2008-12-01
BMO Nesbitt Burns Inc.	Ross	Leslie Kenneth	2008-11-28
BMO Nesbitt Burns Inc.	Sandhu	Hernal Singh	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns Inc.	Sunder	Sanjeev	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns Inc.	Wright	David Walter	2008-11-26
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Baranowsky	Orin Michael	2008-11-26
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Grieve	Douglas Slater McLaren	2008-12-01
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Hillyer	Christopher John	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Little	Arthur Thomas	2008-11-28
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Manget	Kenneth James Steven	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	McCusker	Paul Stephen	2008-12-01

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.	Ross	Leslie Kenneth	2008-11-28
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.	Sandhu	Hernal Singh	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.	Sunder	Sanjeev	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns Ltée/Ltd.	Wright	David Walter	2008-11-26
Corporation Recherche Capital	Chetcuti	Daniel John	2008-12-02
Gestion de Capital Assante Ltée	Samji	Areef	2008-11-28
Le Groupe Option Retraite	Boulianne	Martin-Pierre	2008-11-21
Le Groupe Option Retraite	Davis	Brian Adam	2008-11-21
Le Groupe Option Retraite	Frappier	Mélanie	2008-11-21
Le Groupe Option Retraite	Legris	Alain	2008-11-21
Le Groupe Option Retraite	Rousseau	Richard	2008-11-21
Le Groupe Option Retraite	Wetzel	Gerhard Walter	2008-11-21
Le Groupe Option Retraite inc.	Lessard	Claude	2008-11-24
Le Groupe Option Retraite inc.	Mondou	Stéphane	2008-11-24
Marchés mondiaux CIBC inc.	Bacchus	Sheik Sadrudeen Azad	2008-11-28
Marchés mondiaux CIBC inc.	Chychrun	Sheldon Michael	2008-12-03
Marchés mondiaux CIBC inc.	Daschko	Alexander	2008-11-28
Marchés mondiaux CIBC inc.	Dillon	Joseph Charles Rene	2008-12-01
Marchés mondiaux CIBC inc.	Eastman	Douglas Edison	2008-12-01
Marchés mondiaux CIBC inc.	Helby	Sandor Bernard	2008-11-28
Marchés mondiaux CIBC inc.	Plexman	Robert Dana	2008-11-28
Marchés mondiaux CIBC inc.	Ricken	Janice Anne	2008-11-14
Marchés mondiaux CIBC inc.	Weiss	Lorne Roger	2008-11-21
Morgan Stanley Canada limitée	Novak	Christian Mario	2008-11-20
Morgan Stanley Canada limitée	South	Amy Florence	2008-11-20
Services Investisseurs CIBC inc.	Bacchus	Sheik Sadrudeen Azad	2008-11-28
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Ashfield	Mark	2008-11-24
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Bossé	Nathalie	2008-11-24
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Boyer	Raymond Jules	2008-11-24
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Martel	Louis	2008-11-28
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Turenne	Ginette	2008-11-24
Valeurs Mobilières Haywood inc.	Hoffman	Brian	2008-11-27
Valeurs Mobilières Patrimoine Integral	Davies	John Trustram	2008-11-18

Conseillers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
-----------------	-----	--------	-------------------

cessation			
Conseillers en gestion globale State Street Itée	Weston	Robert	2008-11-28
Duncan Ross et associés	Dawson	Graham Russell	2008-06-02
Gestion d'actifs capital International (Canada)	Locke	Michael	2008-12-02
Gestion d'actifs CIBC inc.	Tan	Ruo	2008-11-03
Gestion de placements UBS Canada inc.	Mazareanu	Stefan	2008-12-01
Gestion de portefeuille Natcan inc.	Gauthier	Denis	2008-11-27
Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) limitée	Wong	Milton Kwong Yin	2008-12-02
Goldman Sachs & Co.	Linden	Josephine	2008-11-29
Investissements Russell Canada limitée	Griswold	John David	2008-12-03
Investissements Russell Canada limitée	Hicks	Timothy John	2008-12-03
McLean, Budden limitée	Bogart	Thomas Anthony	2008-12-01

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date de cessation
500643	Assurances Michel Bertrand & Associés inc.	Bertrand	Michel	2008-12-04

3.5.2 Les cessations d'activités

Radiations pour les courtiers en valeurs

Nom de la firme	Catégorie	Date de radiation
Georges Azimov	Exercice restreint catégorie négociateur autonome	2008-12-08

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
506066	Vanphila Phabmixay	Assurance de personnes	2008-12-05
507310	Denis Meury	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2008-12-09
507498	Michael Kogan	Assurance de personnes	2008-12-08
508954	Alain Bond	Assurance de personnes	2008-12-09
510041	AST assurances inc.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-12-09

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
510650	Bertin Beaulieu	Assurance de personnes	2008-12-05
511571	Anne Rochette	Assurance de personnes	2008-12-04
511768	Sacha De melo	Assurance de personnes	2008-12-03
512435	David-Charles Pidgeon	Assurance de personnes Planification financière	2008-12-08
512526	Patricia Verger	Assurance de personnes	2008-12-04
512620	Marc Normandeau	Assurance de personnes	2008-12-03
513936	Julie Roy	Assurance de personnes	2008-12-09

Représentants autonomes et cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Numéro de décision	Décision	Date de la décision
502194	Richard Langevin assurances ltée	2008-PDIS-0150	Radiation	2008-12-05
510758	Kamil Nakhleh	2008-PDIS-0124	Radiation	2008-11-07
512568	Mohammed Bencherif Ouedrhiri	2008-PDIS-0147	Radiation	2008-12-04
513122	Pierre Fortin	2008-PDIS-0148	Radiation	2008-12-04

3.5.3 Les ajouts concernant les agréments des dirigeants ou dirigeants responsables

Courtiers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Blackmont Capital Inc.	Bonfanti	Josephine	2008-12-02
BMO Nesbitt Burns inc.	Fox	Bradley Aron	2008-11-28
BMO Nesbitt Burns inc.	Johnston	James Maurice	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns inc.	Katzin	Jeffrey Adam	2008-12-04
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Leggett	Mark Howard	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Uppal	Narinder Kaur	2008-11-27
BMO Nesbitt Burns ltée/Ltd.	Wismer	David Michael	2008-11-27
Deutsche Bank Valeurs Mobilières limitée	Bak	Jonathan	2008-11-28
Financière Banque Nationale inc.	Tyniec	Anna	2008-11-27
GMP Valeurs Mobilières S.E.C.	Farrell	Joseph Matthew	2008-11-27
Jennings Capital inc.	Coll	Ronald Irwin	2008-12-02
La Corporation Canaccord Capital	Lee	Walter Robert	2008-11-28
La Corporation Canaccord Capital	Smith	Kyle Andrew	2008-11-27
Marchés financiers Macquarie Canada ltée	Bradley	Paul Joseph	2008-12-03
Marchés mondiaux CIBC inc.	Gilbert	Sean Cory	2008-12-03
Marchés mondiaux CIBC inc.	McIntyre	Sean Joseph	2008-12-04
Paradigme Capital inc.	Mills	Patrick Michael	2008-12-01

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Placements Manuvie incorporée	Smith	Derek Edward	2008-12-01
Questrade inc.	Kerrison	Andrew James	2008-11-28
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Eagleson	Brian Roy	2008-12-01
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	Guy	Donald Geoffrey	2008-12-01
Renaissance Capital inc.	Ostiguy	Gaston	2008-11-28
Services financiers Penson Canada inc.	Tremblay	Sophie	2008-11-28

Conseillers en valeurs

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Addenda Capital inc.	Robinson	Christopher	2008-11-19
Allard, Allard & associés inc.	Allard	Caroline	2008-11-21
Bimcor inc.	Wells	David	2008-11-18
Conseillers en placements T.E.	Gagliardi	Claudio	2008-11-21
Corporation financière Unie	Gillies	Janet	2008-09-19
Gestion d'actifs CIBC inc.	Pabla	Kathleen	2008-11-17
Gestion privée de portefeuille MD inc.	Kahler	Brian	2008-10-31
Van Berkomp et associés inc.	Sirois	Mathieu	2008-11-13

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date
500643	Assurances Michel Bertrand & associés inc.	Bertrand	Olivier	2008-12-04

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Conseillers en valeurs

Nom de la firme	Catégorie	Nom du dirigeant responsable	Nom des dirigeants	Date de la décision
Gestion de capitaux Martlet inc.	Plein exercice	Kenneth Lester	Peter Christoffersen Christiane Lepage François Roy Kenneth McKinnon Peter Todd	2008-12-02

Nom de la firme	Catégorie	Nom du dirigeant responsable	Nom des dirigeants	Date de la décision
Gestion de placements Hillsdale inc.	Plein exercice	Albert Guthrie	John Clifford Arun Kaul John Loeprich Harry Marmer John Motherwell Ian Pember	2008-10-27

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
513891	Solutions Financières Beaulieu inc.	Bertin Beaulieu	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2008-12-05
513897	Assurances S. Gosselin inc.	Serge Gosselin	Assurance de dommages	2008-12-03
513922	6972268 Canada inc.	Alain Bond	Assurance de personnes	2008-12-09
513939	Denis Meury services financiers inc.	Denis Meury	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2008-12-09

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.7.1 Autorité

Décision n° 2008-PDIS-0148

PIERRE FORTIN
Adresse inconnue
Inscription n° 513 122

Décision

(article 115 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, L.R.Q., c. D-9.2)

LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS

Le 6 novembre 2008, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») émettait à l'encontre de Pierre Fortin un avis (l'« avis ») en vertu de l'article 117 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »), préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de cette même loi.

FAITS CONSTATÉS

1. Pierre Fortin détient une inscription auprès de l'Autorité lui permettant d'agir à titre de représentant autonome, portant le n° 513 122, dans la discipline de l'assurance de personnes. À ce titre, Pierre Fortin est assujéti à la LDPSF.
2. Pierre Fortin n'a pas, à ce jour, de représentant rattaché à son inscription de représentant autonome, et ce, depuis le 1^{er} mai 2008.
3. Pierre Fortin, selon nos informations, ne possède pas d'assurance de responsabilité, et ce, depuis le 21 décembre 2007.
4. Le 22 février 2008, un agent de la Direction de la certification et de l'inscription a transmis à Pierre Fortin, par poste certifiée, un avis de non-renouvellement de son certificat n° 155 571, venant à échéance le 30 avril 2008, en raison du non-respect des exigences prescrites par le *Règlement sur la formation continue de la Chambre de la sécurité financière* (CSF). Toutefois, cet avis a été retourné à l'Autorité le 4 mars 2008 avec la mention « *Parti sans laisser d'adresse* ».
5. Le 7 juillet 2008, un agent du Service de la conformité a transmis à Pierre Fortin, par poste certifiée, un avis de défaut concernant l'absence de représentant rattaché à son inscription n° 513 122. Toutefois, cet avis a été retourné à l'Autorité le 10 juillet 2008 avec la mention « *Déménagé / Inconnu* ».
6. Les 14, 15 juillet et 6 août 2008, un agent du Service de la conformité a essayé de joindre Pierre Fortin au numéro de téléphone inscrit à son dossier. Par contre, il a été impossible de le joindre, car un message enregistré mentionnait « *La boîte vocale est pleine* ».
7. Les 6 août et 19 septembre 2008, un agent du Service de la conformité a entrepris toutes les démarches nécessaires et a réussi à retrouver Pierre Fortin. Par contre, les informations trouvées sont identiques à celles inscrites au dossier de M. Fortin.

8. Le 9 octobre 2008, un agent du Service de la conformité a transmis à Pierre Fortin, par poste certifiée, un avis semblable à celui-ci. Toutefois, cet avis a été retourné à l'Autorité le 15 octobre 2008 avec la mention « *Parti sans laisser d'adresse* ».
9. Le 22 octobre 2008, un agent du Service de la conformité a entrepris toutes les démarches nécessaires et a réussi à retrouver Pierre Fortin.

MANQUEMENTS REPROCHÉS À PIERRE FORTIN

10. Pierre Fortin a fait défaut de respecter l'article 128 de la LDPSF en omettant d'avoir un représentant rattaché à son inscription de représentant autonome.
11. Pierre Fortin a fait défaut de respecter l'article 136 de la LDPSF en omettant de produire à l'Autorité une copie attestant qu'il maintenait une assurance de responsabilité conforme aux exigences déterminées par règlement.
12. Pierre Fortin a fait défaut de respecter l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* en omettant de fournir un contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome et qui répond à ces exigences.
13. Pierre Fortin a fait défaut de respecter l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* en omettant d'aviser l'Autorité de ses nouvelles coordonnées.

LES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES À L'AUTORITÉ

Dans cet avis, l'Autorité donnait à Pierre Fortin l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 24 novembre 2008. Toutefois, l'avis a été retourné à l'Autorité le 13 novembre 2008 avec la mention « *Parti sans laisser d'adresse* ».

Dans les circonstances, l'Autorité se dit prête à rendre sa décision.

LA DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut radier une inscription pour une discipline donnée, la suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou que la protection du public l'exige.

Elle peut imposer, en plus, au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 100 000 \$.

CONSIDÉRANT l'article 117 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité signifie au cabinet un avis d'au moins 15 jours de la date à laquelle il pourra présenter ses observations.

L'avis mentionne les faits qui sont reprochés au cabinet. »;

CONSIDÉRANT l'article 128 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant en assurance de personnes ou un représentant en assurance collective, qui n'est pas visé à l'article 32, un courtier en assurance de dommages, un

planificateur financier ou un expert en sinistre qui n'agit pas pour le compte d'un cabinet ou qui n'est pas un associé ou un employé d'une société autonome doit, pour exercer ses activités, s'inscrire auprès de l'Autorité comme représentant autonome dans toutes les disciplines ou catégories de disciplines, autres qu'une discipline en valeurs mobilières, pour lesquelles il est autorisé à agir en vertu de son certificat.

(...) »;

CONSIDÉRANT l'article 136 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant autonome doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, acquitter la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin.

(...)

Malgré les articles 115, 117, 119, 121, 122 et 124, l'Autorité suspend ou, en cas de récidive, peut radier l'inscription d'un représentant autonome qui cesse de maintenir cette assurance ou qui fait défaut d'acquitter la prime fixée. »;

CONSIDÉRANT l'article 146 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Les articles 74, 75, 102, 103 à 103.4, 106 à 113, 115, 117, 119, 121, 122, 124 et 126 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un représentant autonome.

(...) »;

CONSIDÉRANT l'article 707 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, qui se lit comme suit :

« L'Autorité des marchés financiers, instituée par l'article 1 de la présente loi, est substituée au Bureau des services financiers et au Fonds d'indemnisation des services financiers, institués en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2). Elle en acquiert les droits et en assume les obligations. »;

CONSIDÉRANT l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui se lit comme suit :

« Sauf à l'égard de la catégorie d'expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur, le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome, du cabinet ou de la société autonome doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et, pour chaque période de 12 mois, à :

a) 1 000 000 \$ pour le représentant autonome;

(...)

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder :

a) 10 000 \$ pour le représentant autonome;

(...)

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

(...)

b) dans le cas d'un représentant autonome, la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises dans l'exercice de ses fonctions ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou ses stagiaires, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

(...)

d) la couverture offerte quant aux activités du cabinet, du représentant autonome ou des associés et représentants à l'emploi de la société autonome pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue, pour une période de cinq ans, pour toutes les activités visées par la couverture, à compter de la date de la radiation ou de la suspension de l'inscription du cabinet, du représentant autonome ou de la société autonome, selon le cas;

e) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser le Bureau de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

f) l'assureur doit aviser le Bureau dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

g) l'assureur doit aviser le Bureau de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

Le montant de la franchise prévu au contrat d'assurance peut néanmoins être supérieur à celui visé aux sous-paragraphes a à c du paragraphe 2° du premier alinéa, pourvu que l'assuré maintienne en tout temps des liquidités au moins égales au montant mentionné au contrat. On entend par « liquidités », la somme des espèces et des valeurs immédiatement convertibles en espèces. »;

CONSIDÉRANT l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, qui se lit comme suit :

« Si, pendant la durée d'une inscription, survient un changement de circonstances affectant la véracité des renseignements et documents fournis, le titulaire de l'inscription doit en aviser l'Autorité par écrit dans un délai de 30 jours suivant un tel changement. »

CONSIDÉRANT la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que les manquements survenus ne se reproduisent plus à l'avenir;

Il convient pour l'Autorité de :

RADIER l'inscription de Pierre Fortin dans la discipline de l'assurance de personnes;

Et, par conséquent, que Pierre Fortin :

Cesse d'exercer ses activités.

La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.

Fait le 4 décembre 2008.

Le directeur des pratiques de distribution,

François Bédard

En vertu de l'article 119 de la LDPSF, vous pouvez en appeler de cette décision devant la Cour du Québec.

En vertu de l'article 121 de la LDPSF, l'appel de la présente décision ne suspend pas son exécution à moins qu'un juge de la Cour du Québec n'en décide autrement.

En vertu de l'article 122 de la LDPSF, votre appel sera formé par le dépôt d'un avis à cet effet auprès de l'Autorité, dans les 30 jours de la date de signification de la présente décision.

Le cas échéant, veuillez transmettre votre avis à l'adresse suivante :

**Autorité des marchés financiers
Direction du secrétariat
À l'attention de M^e Marjorie Côté
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 4e étage
Québec (Québec) G1V 5C1**

Si vous avez besoin d'information, vous pouvez communiquer avec M^e Marjorie Côté, par téléphone au 1 877-525-0337, poste 2518, par télécopie au (418) 647-1125 ou par courrier électronique à marjorie.cote@lautorite.qc.ca.

Décision n° 2008-PDIS-0147

MOHAMMED BENCHERIF OUEDRHIRI

Adresse inconnue

Inscription n° 512 568

Décision

(article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)

LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS

Le 5 novembre 2008, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») émettait à l'encontre de Mohammed Bencherif Ouedrhiri un avis (l'« avis ») en vertu de l'article 117 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »), préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de cette même loi.

L'avis à Mohammed Bencherif Ouedrhiri établit les faits constatés et les manquements qui lui sont reprochés de la manière suivante :

FAITS CONSTATÉS

1. Mohammed Bencherif Ouedrhiri détient une inscription auprès de l'Autorité lui permettant d'agir à titre de représentant autonome, portant le n° 512 568, dans la discipline de l'assurance de personnes. À ce titre, Mohammed Bencherif Ouedrhiri est assujéti à la LDPSF.
2. Mohammed Bencherif Ouedrhiri n'a pas, à ce jour, de représentant rattaché à son inscription de représentant autonome, et ce, depuis le 1^{er} février 2007.
3. Mohammed Bencherif Ouedrhiri, selon nos informations, ne possède pas d'assurance de responsabilité, et ce, depuis le 3 juin 2007.
4. Le 15 janvier 2007, l'Autorité a transmis à Mohammed Bencherif Ouedrhiri, par courrier, un avis de non-paiement de cotisation aux Chambres dans lequel le représentant avait jusqu'au 31 janvier 2007 pour se conformer à défaut de quoi, son certificat n° 170 641 serait suspendu.
5. Le 6 février 2007, un agent de la Direction de la certification et de l'inscription a envoyé à Mohammed Bencherif Ouedrhiri, par poste certifiée, un avis de non-renouvellement de son certificat n° 170 641, auquel était joint un formulaire « *Demande de retrait de l'inscription* ».
6. Le 15 août 2008, un agent du Service de la conformité a transmis un courriel à Mohammed Bencherif Ouedrhiri, dans lequel il était mentionné que ce dernier était en défaut concernant l'absence de représentant rattaché à son inscription n° 512 568. De plus, un formulaire « *Demande de retrait de l'inscription* » était joint au courriel.
7. Le 24 septembre 2008, un agent du Service de la conformité a transmis à Mohammed Bencherif Ouedrhiri, par poste certifiée, un avis de défaut concernant l'absence de représentant rattaché à son inscription n° 512 568. Dans cet avis, l'Autorité demande de remplir le formulaire « *Demande de retrait de l'inscription* » dans les 30 jours de la réception de la lettre. Toutefois, l'avis a été retourné à l'Autorité avec la mention « Non réclamé ».

MANQUEMENTS REPROCHÉS À MOHAMMED BENCHERIF OUEDRHIRI

8. Mohammed Bencherif Ouedrhiri a fait défaut de respecter l'article 128 de la LDPSF en omettant d'avoir un représentant rattaché à son inscription de représentant autonome.
9. Mohammed Bencherif Ouedrhiri a fait défaut de respecter l'article 136 de la LDPSF en omettant de produire à l'Autorité une copie attestant qu'il maintenait une assurance de responsabilité conforme aux exigences déterminées par règlement.
10. Mohammed Bencherif Ouedrhiri a fait défaut de respecter l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* en omettant de fournir un contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome et qui répond à ces exigences.
11. Mohammed Bencherif Ouedrhiri a fait défaut de respecter l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome* en omettant d'aviser l'Autorité de ses nouvelles coordonnées.

LES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES À L'AUTORITÉ

Dans cet avis, l'Autorité donnait à Mohammed Bencherif Ouedrhiri l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 21 novembre 2008. Toutefois, l'avis a été retourné à l'Autorité le 12 novembre 2008 avec la mention « Inconnu ».

Dans les circonstances, l'Autorité se dit prête à rendre sa décision.

LA DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut radier une inscription pour une discipline donnée, la suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou que la protection du public l'exige.

Elle peut imposer, en plus, au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 100 000 \$.

CONSIDÉRANT l'article 117 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité signifie au cabinet un avis d'au moins 15 jours de la date à laquelle il pourra présenter ses observations.

L'avis mentionne les faits qui sont reprochés au cabinet.

CONSIDÉRANT l'article 128 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant en assurance de personnes ou un représentant en assurance collective, qui n'est pas visé à l'article 32, un courtier en assurance de dommages, un planificateur financier ou un expert en sinistre qui n'agit pas pour le compte d'un cabinet ou qui n'est pas un associé ou un employé d'une société autonome doit, pour exercer ses activités, s'inscrire auprès de l'Autorité comme représentant autonome dans toutes les disciplines ou catégories de disciplines, autres qu'une discipline en valeurs mobilières, pour lesquelles il est autorisé à agir en vertu de son certificat.

(...) »;

CONSIDÉRANT l'article 136 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant autonome doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, acquitter la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin.

(...)

Malgré les articles 115, 117, 119, 121, 122 et 124, l'Autorité suspend ou, en cas de récidive, peut radier l'inscription d'un représentant autonome qui cesse de maintenir cette assurance ou qui fait défaut d'acquitter la prime fixée.

CONSIDÉRANT l'article 146 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Les articles 74, 75, 102, 103 à 103.4, 106 à 113, 115, 117, 119, 121, 122, 124 et 126 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un représentant autonome.

(...) »;

CONSIDÉRANT l'article 707 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, qui se lit comme suit :

« L'Autorité des marchés financiers, instituée par l'article 1 de la présente loi, est substituée au Bureau des services financiers et au Fonds d'indemnisation des services financiers, institués en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2). Elle en acquiert les droits et en assume les obligations. »;

CONSIDÉRANT l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui se lit comme suit :

« Sauf à l'égard de la catégorie d'expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur, le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome, du cabinet ou de la société autonome doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et, pour chaque période de 12 mois, à :

a) 1 000 000 \$ pour le représentant autonome;

(...)

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder :

a) 10 000 \$ pour le représentant autonome;

(...)

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

(...)

b) dans le cas d'un représentant autonome, la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises dans l'exercice de ses fonctions ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou ses stagiaires, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

(...)

d) la couverture offerte quant aux activités du cabinet, du représentant autonome ou des associés et représentants à l'emploi de la société autonome pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue, pour une période de cinq ans, pour toutes les activités visées par la couverture, à compter de la date de la radiation ou de la suspension de l'inscription du cabinet, du représentant autonome ou de la société autonome, selon le cas;

e) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser le Bureau de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

f) l'assureur doit aviser le Bureau dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

g) l'assureur doit aviser le Bureau de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

Le montant de la franchise prévu au contrat d'assurance peut néanmoins être supérieur à celui visé aux sous-paragraphes a à c du paragraphe 2° du premier alinéa, pourvu que l'assuré maintienne en tout temps des liquidités au moins égales au montant mentionné au contrat. On entend par « liquidités », la somme des espèces et des valeurs immédiatement convertibles en espèces. »;

CONSIDÉRANT l'article 9 du *Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome*, qui se lit comme suit :

« Si, pendant la durée d'une inscription, survient un changement de circonstances affectant la véracité des renseignements et documents fournis, le titulaire de l'inscription doit en aviser l'Autorité par écrit dans un délai de 30 jours suivant un tel changement. »

CONSIDÉRANT la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que les manquements survenus ne se reproduisent plus à l'avenir;

Il convient pour l'Autorité de :

RADIER l'inscription de Mohammed Bencherif Ouedrhiri dans la discipline de l'assurance de personnes;

Et, par conséquent, que Mohammed Bencherif Ouedrhiri :

Cesse d'exercer ses activités.

La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.

Fait le 4 décembre 2008.

Le directeur des pratiques de distribution,

François Bédard

En vertu de l'article 119 de la LDPSF, vous pouvez en appeler de cette décision devant la Cour du Québec.

En vertu de l'article 121 de la LDPSF, l'appel de la présente décision ne suspend pas son exécution à moins qu'un juge de la Cour du Québec n'en décide autrement.

En vertu de l'article 122 de la LDPSF, votre appel sera formé par le dépôt d'un avis à cet effet auprès de l'Autorité, dans les 30 jours de la date de signification de la présente décision.

Le cas échéant, veuillez transmettre votre avis à l'adresse suivante :

**Autorité des marchés financiers
Direction du secrétariat
À l'attention de M^e Marjorie Côté
Place de la Cité, tour Cominar**

2640, boulevard Laurier, 4e étage
 Québec (Québec) G1V 5C1

Si vous avez besoin d'information, vous pouvez communiquer avec M^o Marjorie Côté, par téléphone au 1 877-525-0337, poste 2518, par télécopie au (418) 647-1125 ou par courrier électronique à marjorie.cote@lautorite.qc.ca.

Décision n^o 2008-PDIS-0150

RICHARD LANGEVIN ASSURANCES LTÉE
 Adresse inconnue
 Inscription n^o 502 194

DÉCISION

(article 115, *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D 9.2)

LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS

Le 6 novembre 2008, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») émettait à l'encontre du cabinet Richard Langevin assurances ltée un avis (l'« avis ») en vertu de l'article 117 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »), préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de cette loi.

L'avis à Richard Langevin assurances ltée établit les faits constatés et les manquements reprochés à ce dernier de la manière suivante :

FAITS CONSTATÉS

1. Richard Langevin assurances ltée détient une inscription auprès de l'Autorité dans les disciplines de l'assurance de personnes et de l'assurance collective de personnes, portant le n^o 502 194, et, à ce titre, est assujéti à la LDPSF.
2. Richard Langevin assurances ltée n'a pas, à ce jour, de représentant rattaché, et ce, depuis le 15 mai 2007 dans la discipline de l'assurance collective de personnes et depuis le 1^{er} novembre 2007 dans la discipline de l'assurance de personnes.
3. Richard Langevin assurances ltée n'a pas, selon nos informations, de police d'assurance de responsabilité professionnelle en vigueur, et ce, depuis le 1^{er} octobre 2007.
4. Le 11 juin 2007, la Direction du secrétariat a transmis à Richard Langevin assurances ltée, par huissier, un avis préalable à l'émission d'une décision en vertu des articles 115 et 117 de la LDPSF.
5. Le 17 octobre 2007, l'Autorité a reçu une demande de retrait de l'inscription pour Richard Langevin assurances ltée. En raison de l'avis envoyé le 11 juin 2007, l'Autorité n'a pu procéder au retrait.
6. Le 1^{er} novembre 2007, l'Autorité a rendu la décision n^o 2007-PDG-0190 qui se lit comme suit : « Il convient pour l'Autorité d' (de) :

IMPOSER au cabinet Richard Langevin assurances ltée une pénalité globale de 5 000 \$, laquelle sera payable au plus tard 30 jours suivant la date de signature de la présente décision;

REQUÉRIR de la part du cabinet Richard Langevin assurances ltée qu'il fournisse, à la satisfaction de l'Autorité, le détail des mesures de contrôle et de surveillance mises en place depuis décembre 2004 pour s'assurer que le cabinet, ses dirigeants responsables, ses représentants et ses employés respectent la LDPSF et ses règlements, et ce, dans les 45 jours de la date de signature de la décision;

[...]

SUSPENDRE l'inscription du cabinet Richard Langevin assurances ltée dans toutes les disciplines dans lesquelles il est inscrit, et ce, tant et aussi longtemps qu'il ne se sera pas conformé à la décision.

7. À ce jour, l'Autorité n'a rien reçu de la part de Richard Langevin assurances ltée.
8. Le 29 octobre 2008, un agent du Service de la conformité a vérifié le statut d'immatriculation de Richard Langevin assurances ltée au système « CIDREQ » et le cabinet est toujours immatriculé.

MANQUEMENTS REPROCHÉS

9. Richard Langevin assurances ltée a fait défaut de respecter l'article 82 de la LDPSF en omettant d'avoir un représentant rattaché.
10. Richard Langevin assurances ltée a fait défaut de respecter l'article 83 de la LDPSF en omettant de produire à l'Autorité une copie attestant qu'il maintenait une assurance de responsabilité conforme aux exigences déterminées par règlement.
11. Richard Langevin assurances ltée a fait défaut de respecter l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* en omettant de fournir un contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du cabinet et qui répond à ces exigences.

LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER DES OBSERVATIONS ÉCRITES ET DE PRODUIRE DES DOCUMENTS À L'APPUI DE CELLES-CI

Dans son avis, l'Autorité donnait à Richard Langevin assurances ltée l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 24 novembre 2008. Toutefois, l'avis a été retourné à l'Autorité le 13 novembre 2008 avec la mention « *Inconnu* ».

Dans les circonstances, l'Autorité se dit prête à rendre sa décision.

LA DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut radier une inscription pour une discipline donnée, la suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou que la protection du public l'exige.

Elle peut imposer, en plus, au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 100 000 \$. »;

CONSIDÉRANT l'article 117 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité signifie au cabinet un avis d'au moins 15 jours de la date à laquelle il pourra présenter ses observations.

L'avis mentionne les faits qui sont reprochés au cabinet. »;

CONSIDÉRANT l'article 82 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet ne peut agir dans une discipline que par l'entremise d'un représentant pour lequel il a satisfait aux exigences prévues aux articles 74, 76 et 77.

Une personne morale qui ne respecte pas les dispositions du premier alinéa ne peut réclamer ni recevoir de rémunération pour les produits qu'elle a alors vendus ou les services qu'elle a rendus. »;

CONSIDÉRANT l'article 83 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un cabinet doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement, pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, acquitter la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin. Il doit aussi s'assurer que tout représentant qui agit pour son compte sans être un de ses employés est couvert par une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, qu'il a acquitté la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin.

Malgré les articles 115, 117, 119, 121, 122 et 124, l'Autorité suspend, ou en cas de récidive, peut radier l'inscription d'un cabinet qui cesse de maintenir cette assurance ou qui fait défaut d'acquitter la prime fixée ou dont un représentant qui n'est pas un de ses employés n'est pas couvert par une assurance pour couvrir sa responsabilité ou n'a pas acquitté la prime fixée par l'Autorité à cette fin. »;

CONSIDÉRANT l'article 707 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, qui se lit comme suit :

« L'Autorité des marchés financiers, instituée par l'article 1 de la présente loi, est substituée au Bureau des services financiers et au Fonds d'indemnisation des services financiers, institués en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2). Elle en acquiert les droits et en assume les obligations. »;

CONSIDÉRANT l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui se lit comme suit :

« Sauf à l'égard de la catégorie d'expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur, le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome, du cabinet ou de la société autonome doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et, pour chaque période de 12 mois, à :

(...)

b) 1 000 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome;

c) 2 000 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant plus de 3 représentants qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome.

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder :

(...)

b) 10 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant 3 représentants ou moins qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome;

c) 25 000 \$ pour le cabinet ou la société autonome comptant plus de 3 représentants qui agissent pour le compte du cabinet ou de la société autonome.

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

a) dans le cas du cabinet, la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises dans l'exercice de ses activités ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou les stagiaires des représentants dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

(...)

d) la couverture offerte quant aux activités du cabinet, du représentant autonome ou des associés et représentants à l'emploi de la société autonome pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue, pour une période de cinq ans, pour toutes les activités visées par la couverture, à compter de la date de la radiation ou de la suspension de l'inscription du cabinet, du représentant autonome ou de la société autonome, selon le cas;

e) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser le Bureau de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

f) l'assureur doit aviser le Bureau dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

g) l'assureur doit aviser le Bureau de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

Le montant de la franchise prévu au contrat d'assurance peut néanmoins être supérieur à celui visé aux sous-paragraphes a à c du paragraphe 2° du premier alinéa, pourvu que l'assuré maintienne en tout temps des liquidités au moins égales au montant mentionné au contrat. On entend par « liquidités », la somme des espèces et des valeurs immédiatement convertibles en espèces. »;

CONSIDÉRANT la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que la LDPSF et ses règlements soient respectés;

Il convient pour l'Autorité de :

RADIER l'inscription à titre de cabinet de Richard Langevin assurances ltée dans les disciplines de l'assurance de personnes et de l'assurance collective de personnes.

Et, par conséquent, que Richard Langevin assurances ltée :

Cesse d'exercer ses activités.

La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.

Fait le 5 décembre 2008.

Le directeur des pratiques de distribution,

François Bédard

En vertu de l'article 119 de la LDPSF, vous pouvez en appeler de cette décision devant la Cour du Québec.

En vertu de l'article 121 de la LDPSF, l'appel de la présente décision ne suspend pas son exécution à moins qu'un juge de la Cour du Québec n'en décide autrement.

En vertu de l'article 122 de la LDPSF, votre appel sera formé par le dépôt d'un avis à cet effet auprès de l'Autorité, dans les 30 jours de la date de signification de la présente décision.

Le cas échéant, veuillez transmettre votre avis à l'adresse suivante :

**Autorité des marchés financiers
Direction du secrétariat
À l'attention de M^e Marjorie Côté
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 4^e étage
Québec (Québec) G1V 5C1**

Si vous avez besoin d'information, vous pouvez communiquer avec M^e Marjorie Côté, par téléphone au 1 877-525-0337, poste 2518, par télécopie au (418) 647-1125 ou par courrier électronique à marjorie.cote@lautorite.qc.ca.

Décision n° 2008-PDIS-0124**KAMIL NAKHLEH**

[...]

Inscription n° 510 758

Décision**(article 115 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2)****LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS**

Le 9 octobre 2008, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») émettait à l'encontre de Kamil Nakhleh un avis (l'« avis ») en vertu de l'article 117 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « LDPSF »), préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article 115 de cette même loi.

L'avis à Kamil Nakhleh établit les faits constatés et les manquements qui lui sont reprochés de la manière suivante :

FAITS CONSTATÉS

1. Kamil Nakhleh détient une inscription auprès de l'Autorité lui permettant d'agir à titre de représentant autonome, portant le n° 510 758, dans la discipline de l'assurance de personnes. À ce titre, Kamil Nakhleh est assujéti à la « LDPSF ».
2. Kamil Nakhleh n'a pas, à ce jour, de représentant rattaché à son inscription de représentant autonome, et ce, depuis le 1^{er} septembre 2007.
3. Kamil Nakhleh, selon nos informations, ne possède pas d'assurance de responsabilité, et ce, depuis le 22 août 2007.
4. Le 15 août 2007, l'Autorité a transmis à Kamil Nakhleh, par courrier, un avis de non-paiement de cotisation aux Chambres dans lequel le représentant avait jusqu'au 31 août 2007 pour se conformer à défaut de quoi, son certificat n° 157 713 serait suspendu.
5. Le 6 septembre 2007, la Direction de la certification et de l'inscription a envoyé à Kamil Nakhleh, par poste certifiée, un avis de non-renouvellement de son certificat n° 157 713 auquel était joint un formulaire « *Demande de retrait de l'inscription* ».
6. Le 25 août 2008, un agent du Service de la conformité a transmis à Kamil Nakhleh, par poste certifiée, un avis de défaut concernant l'absence de représentant rattaché à son inscription n° 510 758. Toutefois, l'avis a été retourné à l'Autorité le 16 septembre 2008 avec la mention « *Non réclamé* ».
7. Le 19 septembre 2008, un agent du Service de la conformité a entrepris les démarches nécessaires et a réussi à retrouver Kamil Nakhleh. Par contre, les informations trouvées sont identiques à celles inscrites au dossier de M. Nakhleh.

MANQUEMENTS REPROCHÉS À KAMIL NAKHLEH

8. Kamil Nakhleh a fait défaut de respecter l'article 128 de la LDPSF en omettant d'avoir un représentant rattaché à son inscription de représentant autonome.
9. Kamil Nakhleh a fait défaut de respecter l'article 136 de la LDPSF en omettant de produire à l'Autorité une copie attestant qu'il maintenait une assurance de responsabilité conforme aux exigences déterminées par règlement.
10. Kamil Nakhleh a fait défaut de respecter l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome* en omettant de fournir un contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome et qui répond à ces exigences.

LES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES À L'AUTORITÉ

Dans cet avis, l'Autorité donnait à Kamil Nakhleh l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 24 octobre 2008. Toutefois, l'avis a été retourné à l'Autorité le 4 novembre 2008 avec la mention « *Non réclamé* ».

Dans les circonstances, l'Autorité se dit prête à rendre sa décision.

LA DÉCISION

CONSIDÉRANT l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut radier une inscription pour une discipline donnée, la suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte

pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou que la protection du public l'exige.

Elle peut imposer, en plus, au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 100 000 \$.»

CONSIDÉRANT l'article 117 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité signifie au cabinet un avis d'au moins 15 jours de la date à laquelle il pourra présenter ses observations.

L'avis mentionne les faits qui sont reprochés au cabinet. »;

CONSIDÉRANT l'article 128 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant en assurance de personnes ou un représentant en assurance collective, qui n'est pas visé à l'article 32, un courtier en assurance de dommages, un planificateur financier ou un expert en sinistre qui n'agit pas pour le compte d'un cabinet ou qui n'est pas un associé ou un employé d'une société autonome doit, pour exercer ses activités, s'inscrire auprès de l'Autorité comme représentant autonome dans toutes les disciplines ou catégories de disciplines, autres qu'une discipline en valeurs mobilières, pour lesquelles il est autorisé à agir en vertu de son certificat.

(...) »;

CONSIDÉRANT l'article 136 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant autonome doit, tant qu'il est inscrit, maintenir une assurance conforme aux exigences déterminées par règlement pour couvrir sa responsabilité ou, s'il existe un fonds d'assurance, acquitter la prime d'assurance fixée par l'Autorité à cette fin.

(...)

Malgré les articles 115, 117, 119, 121, 122 et 124, l'Autorité suspend ou, en cas de récidive, peut radier l'inscription d'un représentant autonome qui cesse de maintenir cette assurance ou qui fait défaut d'acquitter la prime fixée. »;

CONSIDÉRANT l'article 146 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Les articles 74, 75, 102, 103 à 103.4, 106 à 113, 115, 117, 119, 121, 122, 124 et 126 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un représentant autonome.

(...) »;

CONSIDÉRANT l'article 707 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, qui se lit comme suit :

« L'Autorité des marchés financiers, instituée par l'article 1 de la présente loi, est substituée au Bureau des services financiers et au Fonds d'indemnisation des services financiers, institués en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2). Elle en acquiert les droits et en assume les obligations. »;

CONSIDÉRANT l'article 29 du *Règlement sur le cabinet, le représentant autonome et la société autonome*, qui se lit comme suit :

« Sauf à l'égard de la catégorie d'expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur, le contrat d'assurance qui couvre la responsabilité du représentant autonome, du cabinet ou de la société autonome doit satisfaire aux exigences suivantes :

1° le montant couvert ne doit pas être inférieur à 500 000 \$ par réclamation et, pour chaque période de 12 mois, à :

a) 1 000 000 \$ pour le représentant autonome;

(...)

2° il peut comporter une franchise qui ne peut excéder :

a) 10 000 \$ pour le représentant autonome;

(...)

3° il doit comporter des dispositions suivant lesquelles :

(...)

b) dans le cas d'un représentant autonome, la garantie couvre la responsabilité découlant de fautes, d'erreurs, de négligences ou d'omissions commises dans l'exercice de ses fonctions ou de celles commises par ses mandataires, ses employés ou ses stagiaires, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient ou non encore en fonction à la date de la réclamation;

(...)

d) la couverture offerte quant aux activités du cabinet, du représentant autonome ou des associés et représentants à l'emploi de la société autonome pendant la période au cours de laquelle le contrat est en vigueur continuera d'exister au-delà de la période d'assurance qui y est prévue, pour une période de cinq ans, pour toutes les activités visées par la couverture, à compter de la date de la radiation ou de la suspension de l'inscription du cabinet, du représentant autonome ou de la société autonome, selon le cas;

e) le délai suivant lequel l'assureur doit aviser le Bureau de son intention de ne pas renouveler ou de résilier le contrat est de 30 jours avant la date du non-renouvellement ou de la résiliation;

f) l'assureur doit aviser le Bureau dès qu'il reçoit un avis de non-renouvellement ou de résiliation du contrat d'assurance;

g) l'assureur doit aviser le Bureau de la réception de toute réclamation, qu'il décide de l'honorer ou non.

Le montant de la franchise prévu au contrat d'assurance peut néanmoins être supérieur à celui visé aux sous-paragraphes a à c du paragraphe 2° du premier alinéa, pourvu que l'assuré maintienne en tout temps des liquidités au moins égales

au montant mentionné au contrat. On entend par « liquidités », la somme des espèces et des valeurs immédiatement convertibles en espèces. »;

CONSIDÉRANT la protection du public et le fait qu'il y a lieu de s'assurer que les manquements survenus ne se reproduisent plus à l'avenir;

Il convient pour l'Autorité de :

RADIER l'inscription de Kamil Nakhleh dans la discipline de l'assurance de personnes;

Et, par conséquent, que Kamil Nakhleh :

Cesse d'exercer ses activités.

La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.

Fait le 7 novembre 2008.

Le directeur des pratiques de distribution,

François Bédard

En vertu de l'article 119 de la LDPSF, vous pouvez en appeler de cette décision devant la Cour du Québec.

En vertu de l'article 121 de la LDPSF, l'appel de la présente décision ne suspend pas son exécution à moins qu'un juge de la Cour du Québec n'en décide autrement.

En vertu de l'article 122 de la LDPSF, votre appel sera formé par le dépôt d'un avis à cet effet auprès de l'Autorité, dans les 30 jours de la date de signification de la présente décision.

Le cas échéant, veuillez transmettre votre avis à l'adresse suivante :

**Autorité des marchés financiers
Direction du secrétariat
À l'attention de M^e Marjorie Côté
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 4^e étage
Québec (Québec) G1V 5C1**

Si vous avez besoin d'information, vous pouvez communiquer avec M^e Marjorie Côté, par téléphone au 1 877-525-0337, poste 2518, par télécopie au (418) 647-1125 ou par courrier électronique à marjorie.cote@lautorite.qc.ca.

3.7.2 BDRVM

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

FORMATION D'INSTRUCTION

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Date : 19 novembre 2008

DEVANT: **Me Jean-Pierre Lussier, président**
 Mme Élane C. Phénix
 Me Danielle Le May

**ORGANISME CANADIEN DE RÈGLEMENTATION DU COMMERCE DES VALEURS
MOBILIÈRES,**

«OCRCVM»

Et

DONALD PHILIP STEVENSON

«Intimé»

DÉCISION SUR ENTENTE DE RÈGLEMENT

[1] Le 30 septembre 2008, les parties signaient une entente de règlement conformément aux articles 35 à 40 du Statut 20 et de la Règle 15 des Règles de procédures de l'OCRCVM.

[2] Dans cette entente, Monsieur Stevenson reconnaît avoir commis les quatre infractions suivantes.

No. 1

During the period from May 2003 to August 2005, the Respondent failed to properly exercise his gatekeeper duty in his supervision of the opening, by a RR, of accounts for twenty (20) offshore corporations with the same designated beneficiary, without properly inquiring and in approving them while the required information was incomplete, inaccurate or missing on the forms, contrary Regulation 1300.2 and Policy no. 2, thereby failing to ensure that the opening of these accounts was within the grounds of good business practices, contrary to By-law 29.1.

No. 2

During the period from 2001 to 2006, the Respondent failed to keep proper tracking and record of his branch supervisory daily and monthly reviews and of his inquiries and their follows-up, as required by Policy no. 2.

No. 3

On or around October 28, 2005, the Respondent placed himself in conflict of interest in obtaining a personal loan from one of his subordinate, thereby placing his personal interest over his supervisory duty and compromising his independence in the exercise of the responsibilities he owed in this regard, contrary to By-law 29.1.

No. 4

On or before October 28, 2005, the Respondent failed to obtain the prior approval of his employer before entering into a personal financial business with an employee under his direct supervisory authority and, until this was discovered by his compliance department in January 2006, and especially in November 2005, when he was made aware that this employee was operating an undisclosed business of loans, he never disclosed having himself become a debtor of this employee by obtaining from him a loan for an amount of \$200,000, contrary to By-law 29.1.

[3] Par la même entente de règlement, Monsieur Stevenson accepte de se voir imposer les sanctions suivantes :

- a) A global fine in the amount of fifty thousand dollars (\$50,000), with respect to Contraventions no. 1 to no. 4, payable to IIROC on the effective date of the Settlement Agreement unless otherwise agreed by the parties;
- b) Suspension from approval as Sales Manager, Officer and Director, including revocation of Senior Vice-President designation, for a period of 12 months commencing on the effective date of the Settlement Agreement;
- c) Prohibition on approval by IIROC in the position of Branch Manager, Co-Branch Manager of Officer, or to act in any other management, compliance or supervisory function, for a period of twelve (12) months commencing on the effective date of the Settlement Agreement;
- d) Successful completion of the Partners, Directors and Senior Officers Qualifying Examination, administered by the Canadian Securities Institute, prior to any approval or re-approval in any officer position or compliance or supervisory function;
- e) Successful completion of the Branch Managers Course, administered by the Canadian Securities Institute, prior to any approval or re-approval in the capacity of Branch Manager or Co-Branch Manager;
- f) Successful completion of the Conduct and Practice Handbook Examination, administered by the Canadian Securities Institute, within six (6) months from the effective date of the Settlement Agreement as a condition upon his existing approval as Registered Representative with Options;
- g) Requirement of on-site close supervision, in the manner prescribed by IIROC as a condition upon his existing approval as Registered Representative with Options, for a period of twelve (12) months commencing on the effective date of the Settlement Agreement.
- h) Requirement that Close Supervision Reports (Appendix A), signed by the Branch Manager and countersigned by the Chief Compliance Officer, be filed monthly with the Registration Department of IIROC to confirm the close supervision of the Respondent.

[4] Le 30 octobre 2008, les parties se sont présentées devant notre formation d'instruction et ont requis notre approbation des sanctions ci-dessus reproduites.

[5] Le Statut 20 (à son article 36) prévoit que la compétence de la formation d'instruction face à une telle entente de règlement, se limite à l'acceptation ou au rejet

de celle-ci. La formation, après avoir considéré les infractions, leur gravité objective et subjective, de même que les critères applicables en matière de sanction, n'a pas à substituer sa propre discrétion et à indiquer la sanction qu'elle aurait elle-même retenue. Son rôle se limite à décider si la ou les sanctions convenue(s) entre les parties demeure(nt) dans les limites de ce qui est juste et raisonnable, compte tenu de l'ensemble des circonstances et des critères applicables.

[6] Les faits pertinents aux infractions, de même que les détails relatifs à Monsieur Stevenson et à sa carrière au sein de l'industrie des valeurs mobilières, apparaissent à l'entente de règlement. Celle-ci est annexée à la présente pour en faire partie intégrante. Il n'y a donc pas lieu de la reproduire à nouveau ci-après.

[7] Brièvement, pour le bénéfice du lecteur, rappelons que les quatre infractions admises par Monsieur Stevenson concernent d'abord un défaut de supervision adéquate lors de l'ouverture d'une vingtaine de comptes de corporations étrangères contrôlées par un même bénéficiaire. Les formulaires d'ouverture de compte comportaient des omissions ou des informations erronées ou contradictoires et n'ont donné lieu à aucune enquête ni vérification par Monsieur Stevenson auprès du représentant ayant ouvert lesdits comptes.

[8] Ensuite Monsieur Stevenson a reconnu s'être placé en conflit d'intérêt en obtenant un prêt personnel auprès d'un représentant sous sa supervision. Il n'a pas divulgué l'existence de ce prêt avant que cela ne soit découvert par le chef de la conformité de la firme où il oeuvrait.

[9] Notre formation a considéré en premier lieu les lignes directrices sur les sanctions disciplinaires, lesquelles fournissent certaines orientations en vue de déterminer les sanctions appropriées. Bien que ces lignes directrices ne soient pas impératives, elles peuvent servir de guide ne serait-ce que pour apprécier la gravité objective des infractions. Reste que cette gravité objective doit elle-même être évaluée en tenant compte des circonstances particulières de l'affaire ainsi que celles propres au contrevenant lui-même.

[10] Or ces lignes directrices suggèrent qu'un dirigeant coupable d'un défaut de supervision reçoive une amende d'au moins \$25,000, soit forcé à passer à nouveau l'examen d'aptitude pour associés, administrateurs et dirigeants, soit l'objet d'une suspension, voire d'une interdiction permanente à exercer des fonctions de supervision et, dans les cas graves, fasse l'objet d'une interdiction permanente d'oeuvrer dans le domaine des valeurs mobilières.

[11] Et, par rapport à la tenue de dossiers, les lignes directrices mentionnent une amende d'au moins \$10,000., l'obligation de passer l'examen d'aptitude pour associés, administrateurs et dirigeants, une suspension d'exercer des fonctions de surveillance et, dans les cas les plus graves, une interdiction permanente d'oeuvrer dans l'industrie à quelque titre que ce soit.

[12] Dans le cas de Monsieur Stevenson, l'absence de préjudice et le fait que ce dernier ait oeuvré pendant une quarantaine d'années dans l'industrie sans que son dossier disciplinaire ne soit jamais entaché, peut nous permettre d'écarter d'emblée l'idée d'une interdiction permanente. Comme la sanction convenue par les parties comporte des suspension et interdiction temporaires d'une durée de douze (12) mois, de même que l'obligation de suivre à nouveau des cours et passer avec succès les examens qui s'y rattachent, on peut d'emblée convenir que la sanction proposée s'inscrit tout à fait dans le spectre des sanctions recommandées aux lignes directrices.

[13] Pour ce qui est maintenant du conflit d'intérêt, les lignes directrices traitent d'opérations personnelles avec un client. Elles sont toutefois silencieuses en rapport avec les conflits d'intérêt pouvant exister entre un représentant et un dirigeant. Il importe par ailleurs de garder à l'esprit que pour un conflit d'intérêt avec un client, les lignes directrices évoquent une amende minimum de \$10,000., un cours de formation professionnelle, une supervision étroite d'une durée de 12 à 24 mois, une suspension d'autorisation lorsque les clients ont subi des pertes et les agissements sont multiples, de même qu'une interdiction permanente dans les cas graves.

[14] De l'avis de la formation, même si les conflits d'intérêt entre un dirigeant et un représentant ne font pas l'objet comme tel d'une ligne directrice en matière de sanction, ils ne sont pas moins des contraventions de nature à miner la crédibilité de l'industrie, de même que celle de la firme où elles se produisent. Bien sûr, les clients du représentant concerné ne sont pas directement concernés par le conflit d'intérêt. Mais il est fort à craindre qu'un dirigeant, débiteur d'un représentant sous sa supervision, se montre trop indulgent et mette en veilleuse ses devoirs de surveillance à l'égard de son créancier. À court, moyen et long terme, il y a là un risque à l'égard des clients de ce représentant.

[15] Notre formation n'a aucun indice qu'en l'espèce, des clients aient pu subir quelque inconvénient de la situation de conflit d'intérêt entre Monsieur Stevenson et son représentant MB, mais le risque pour eux, né de l'existence du conflit d'intérêt, est réel. Il y a donc lieu de sanctionner un tel conflit tout autant qu'on doit le faire dans les cas où le conflit existe entre un client et son représentant. Et les sanctions proposées par les lignes directrices à l'égard d'un conflit d'intérêt client-représentant conservent leur pertinence à l'occasion d'un conflit d'intérêt représentant-dirigeant.

[16] On nous a représenté que Monsieur Stevenson n'a pas été véritablement conscient de l'existence d'un conflit d'intérêt. Le représentant concerné était un ami personnel qui lui a prêté de l'argent non pas via sa corporation prêteuse, mais personnellement. Dans les circonstances, Monsieur Stevenson ne se sentait pas tenu de divulguer la chose à la firme où il oeuvrait. À notre avis, cette explication résiste mal à l'analyse. Une personne ayant travaillé toute sa vie dans le domaine des valeurs mobilières, sait ou devrait savoir que l'industrie est fondée sur la confiance des investisseurs dans leur représentant et les firmes qui les emploient. Ceci étant, il faut une bonne part de restriction mentale pour ne pas réaliser qu'un superviseur endetté

envers un supervisé est susceptible de lever les yeux sur certaines irrégularités commises par le supervisé, entachant par là la réputation de la firme où ils oeuvrent et, en bout de ligne, le commerce des valeurs mobilières. Ce type de conflit d'intérêt est incompatible avec la fonction de chien de garde conférée à un dirigeant.

[17] Ceci précisé, il faut conserver à l'esprit les facteurs atténuants suivants. Selon les représentations qui nous ont été faites, ni les clients, ni la firme n'ont subi de préjudice. Monsieur Stevenson n'a pas agi frauduleusement et les reproches qui lui ont été faits résultent plutôt de mauvais jugements que d'une intention malsaine, ce qui est une considération pertinente par rapport au facteur « répréhensibilité ». Monsieur Stevenson n'a pas tiré avantage des infractions. Il n'a aucun antécédent disciplinaire et a collaboré pleinement à l'enquête. C'est un homme au début de la soixantaine qui devra suivre à nouveau des cours et repasser des examens malgré sa longue expérience. L'impact de la sanction est sérieux pour lui.

[18] À propos maintenant de la jurisprudence, notre formation a examiné avec attention les décisions disciplinaires sur lesquelles on a attiré son attention. De brefs commentaires s'imposent sur chacune d'elles.

[19] Dans *Simon Schillaci*¹, il s'agissait d'un défaut de supervision et de dossiers de supervision inadéquats. La sanction fut de \$15,000. d'amende et les frais (\$10,000.), ainsi que l'obligation de suivre le cours et réussir l'examen du séminaire sur la gestion efficace et le cours à l'intention des responsables des contrats d'options. Dans le cas sous étude, l'amende est globale sur l'ensemble des infractions. Il est normal qu'elle soit plus sévère que celle imposée à Monsieur Schillaci à cause des infractions reliées au conflit d'intérêt. Mais il faut aussi garder à l'esprit que Monsieur Stevenson est l'objet d'une suspension comme dirigeant et éventuellement d'une étroite supervision.

[20] Dans *Robert Roy Morrison*², il y avait des manquements à la surveillance. Il a reçu \$35,000. d'amende et l'obligation d'acquitter les frais fixés à \$4,000. En plus, il s'est vu imposer une interdiction d'agir dans des fonctions de surveillance pour trois ans et l'obligation de passer à nouveau l'examen destiné aux directeurs de succursale. Cette affaire se distingue de la nôtre d'une part, parce qu'il n'était pas question de conflit d'intérêt et, d'autre part, parce que divers clients ont subi des préjudices suite à la supervision inadéquate exercée par Monsieur Morrison.

[21] Dans *Frank Youden*³, celui-ci a été condamné à une amende de \$70,000., aux frais fixés à \$15,000., à l'obligation de repasser l'examen relatif au cours destiné aux directeurs de succursale pour avoir fait défaut de superviser les opérations d'un représentant. Dans ce cas, deux clients de représentant ont été lésés pendant une période de deux ans et ont subi des pertes financières importantes. L'amende retenue par la formation est sensiblement plus lourde que dans le cas présent, mais il faut noter

¹ Bulletin no. 3609, 5 février 2007;

² Bulletin no. 3141, 28 avril 2003;

³ Décision du 30 octobre 2007;

que Monsieur Youden n'a reçu aucune suspension, contrairement au cas actuellement sous étude. Cette disparité justifie certes une amende plus élevée.

[22] Dans *Richard Mills*⁴, il s'agissait là aussi de supervision relativement à deux clients d'un représentant. La sanction fut une amende de \$50,000. et des frais établis à \$35,000. et l'obligation de refaire l'examen du cours destiné aux directeurs de succursale. Aucune suspension ne fut retenue, contrairement au cas sous étude, ce qui permet de relativiser le montant de l'amende et des frais. De surcroît, les clients concernés avaient subi des pertes sérieuses.

[23] Dans *Roger Racine*⁵, il s'agissait là aussi de supervision inadéquate dans l'ouverture et les opérations de comptes. Le contrevenant a reçu une amende de \$30,000., une suspension à titre de directeur de succursale pour une durée de six mois et une obligation de refaire et réussir le cours de directeur de succursale ainsi que le cours à l'intention des responsables des contrats d'option. Plusieurs clients ont souffert du manque de surveillance et les pertes financières ont été importantes. Ce dernier facteur aggravant n'est absolument pas présent dans le cas sous étude.

[24] Dans *Peter Bacsalmasi*⁶, il s'agissait aussi du défaut de surveillance d'un représentant et de ne pas avoir veillé à ce que l'acceptation d'ordres dans les comptes de deux clients de ce représentant soit dans les limites d'une saine pratique des affaires. L'amende fut de \$25,000., les frais de \$4,500. et Bacsalmasi fut en outre soumis à l'obligation de réussir à nouveau l'examen d'aptitude pour associés, administrateurs et dirigeants. Il faut noter que, dans cette affaire, le contrevenant n'a fait l'objet d'aucune suspension.

[25] Dans *Stephen Brook Toban*⁷, les infractions étaient d'avoir facilité l'ouverture de compte pour 35 résidents étrangers sans s'assurer de la légitimité de l'ouverture de comptes et d'avoir facilité des transactions dans ces comptes, sans s'assurer non plus de leur légitimité. Monsieur Toban, de surcroît, avait effectué des transactions dans le compte d'un client sur les instructions d'une personne non autorisée à transiger dans ce compte. La sanction fut très sévère en ce qu'il y a eu interdiction permanente d'agir à quelque titre dans l'industrie, une amende de \$100,000. et les frais de \$25,000. en plus du remboursement des commissions générées par les transactions. De l'avis de notre formation, les faits de cette affaire étaient particulièrement graves et n'ont pas de commune mesure avec ceux concernant Monsieur Stevenson. Cette décision illustre en revanche l'éventail des circonstances pouvant être reliées à une infraction concernant l'omission de surveillance de la part d'un dirigeant.

⁴ Bulletin no. 2842, 17 avril 2001;

⁵ Rapporté à Quicklaw (2006) 1 D.A.C.D. no. 24;

⁶ Bulletin no. 3262, 15 mars 2004;

⁷ Bulletin no. 3615, 16 mars 2007;

[26] Dans *Chak Ng*⁸, il s'agissait d'un représentant qui, sans le savoir, avait facilité des opérations de manipulation du marché. Bien que cette affaire ne concerne pas un dirigeant, elle est pertinente au cas sous étude, ne serait-ce que pour souligner l'existence d'une contravention, même en l'absence d'intention malveillante. Lorsqu'elle a imposé à Monsieur Ng une suspension, la formation a expliqué qu'une manipulation des marchés entraîne pour le public investisseur et l'intégrité du secteur des valeurs mobilières de sérieux dommages. Il faut éviter qu'une simple amende soit perçue comme à peine une tape sur les doigts et une suspension est la plupart du temps appropriée, même en l'absence d'intention malveillante. Dans le cas de Monsieur Stevenson, on retrouve une suspension d'agir comme dirigeant pour une durée de 12 mois, ce qui confère à la sanction un aspect dissuasif certain.

[27] Dans *Robert Faiello*⁹, ce dernier fut condamné à \$20,000. d'amende et à une suspension de deux ans pour agir en quelque qualité dans le domaine des valeurs mobilières. Il fut aussi obligé de réussir à nouveau le cours sur le Manuel sur les normes de conduite et condamné aux frais dont le montant fut fixé à \$5,000. En l'espèce, il y a eu manipulation du marché et la formation est arrivée à la conclusion que même si Monsieur Faiello n'a pas réalisé qu'il y avait eu telle manipulation, il avait manqué à son obligation de chien de garde et aurait dû s'apercevoir que son client utilisait son compte pour manipuler le marché.

[28] Dans *Donald Little*¹⁰, il ne s'agissait pas d'un manque de surveillance, mais d'un représentant ayant accepté personnellement une forte somme d'argent provenant d'une cliente âgée, à l'insu et sans le consentement de la firme qui l'employait. La formation d'instruction a tenu compte qu'il avait été incapable de travailler pendant 14 mois suite à son congédiement et, pour cette raison, n'a pas imposé de suspension. Monsieur Little a été condamné à une amende de \$15,000. et les frais ainsi qu'à l'obligation de réussir à nouveau l'examen sur le Manuel sur les normes de conduite.

[29] Dans *Robert Scott Ritchie*¹¹, il s'agissait de transactions financières entre un représentant et un client, à l'insu et sans le consentement de la firme employant ledit représentant. Et l'amende fut de \$10,000., plus \$1000. de frais. Le représentant a été condamné à une supervision étroite pour une durée de 12 mois.

[30] Dans *David Wayne Gradidge*¹², le représentant avait acheté un immeuble avec un client, à l'insu de son employeur. Il avait aussi prêté de l'argent à ce même client et il avait joint ses propres fonds à ceux d'un autre client dans l'achat de titres pour ce client. Il avait aussi prêté de l'argent à un troisième client et lui avait vendu un immeuble, le tout à l'insu de la firme qui l'employait. Outre le remboursement de commissions et de profits, il a été condamné à \$60,000. d'amende, \$5,000. de frais, à

⁸ Rapporté à Quicklaw (2007), 1 D.A.C.D. no. 47;

⁹ Bulletin no. 3605, 24 janvier 2007;

¹⁰ Bulletin no. 3644, 9 juillet 2007;

¹¹ Bulletin no. 3459, 7 septembre 2005;

¹² Bulletin no. 3579, 30 octobre 2006;

l'obligation de réussir à nouveau l'examen sur le Manuel sur les normes de conduite et à une étroite supervision pendant 12 mois. On lui a également interdit d'acquérir des titres dans une corporation publique ou une fiducie de revenu pour une période de 24 mois.

[31] Enfin, dans *Ronald Keith Furevick*¹³, il s'agissait d'un représentant ayant caché à son employeur qu'il était lui-même le véritable bénéficiaire d'un compte ouvert au nom d'une autre personne. Il avait également fausement représenté à la conformité que les transactions dans ce compte avaient été faites par la personne au nom de laquelle le compte était ouvert. Enfin, il avait effectué des transactions non autorisées dans les comptes de cinq clients. Il fut condamné à une suspension de 18 mois à quelque titre que ce soit, à une suspension de 10 ans pour agir dans une fonction de supervision, à l'obligation de passer à nouveau l'examen sur le Manuel sur les normes de conduite, à une étroite supervision d'une durée d'un an et à une amende de \$35,000.

[32] L'ensemble de cette jurisprudence démontre à n'en pas douter, la grande variété des sanctions possibles tant dans les cas de manquements à l'obligation de surveillance que dans les cas de conflit d'intérêt et de non-divulgence à la firme de circonstances pouvant laisser croire à un conflit d'intérêt. Dans chaque cas, on le voit, il faut tenir compte de la gravité objective et subjective des contraventions et selon le cas, la sanction retenue sera plus ou moins sévère.

[33] Pour ce qui est du cas sous étude, la sanction qu'aura à subir Monsieur Stevenson possède un caractère dissuasif certain. Pour un homme ayant travaillé toute sa vie dans le domaine des valeurs mobilières, la révocation de ses fonctions durant 12 mois, l'interdiction d'oeuvrer comme dirigeant pendant 12 mois, l'obligation de réussir à nouveau les examens pour se qualifier dans une fonction de supervision ou de dirigeant, de même que sur le Manuel sur les normes de conduite, sans oublier l'assujettissement à une étroite supervision à titre de représentant pour les contrats d'option, sont des sanctions suffisamment dissuasives pour lui comme pour ceux qui oeuvrent dans le commerce des valeurs mobilières. À ces sanctions s'ajoutent une amende globale de \$50,000. et les frais fixés à \$5,000.

[34] L'ensemble de ces sanctions eu égard aux circonstances particulières de la commission des infractions, persuade notre formation que les sanctions convenues entre l'OCRCVM et Monsieur Stevenson se situent dans les paramètres d'une sanction juste et raisonnable

ET, POUR CES MOTIFS, , NOTRE FORMATION :

[35] **DONNE** son approbation à l'entente de règlement

Le 19 novembre 2008

¹³ Bulletin no. 3664, 28 août 2007;

Original signé par :

« Danielle Le May »

Me Danielle Le May, membre de la formation
d'instruction

« Elaine Phénix »

Madame Elaine C. Phénix, membre de la
formation d'instruction

« Me Jean – Pierre Lussier »

Me Jean-Pierre Lussier, président de la
formation d'instruction

Pour l'OCRCVM: Me Sylvie Poirier

Pour Donald Philip Stevenson: Me Julie-Martine Loranger

Date d'audience : 30 octobre 2008

Date de délibéré : 30 octobre 2008

Date de décision : 19 novembre 2008

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

3.8.1 Dispenses

Régime du passeport

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

Dispense d'exercer leur fonction à temps plein.

- Lester, Kenneth
Gestion de capitaux Martlet inc.

Cette personne est dispensée de l'application de l'article 53 de l'*Instruction générale n° Q-9* afin de lui permettre d'exercer une autre activité.

Le bénéficiaire de cette dispense est assorti des restrictions ou conditions suivantes :

- le représentant exerce une autre activité, en dehors de la période habituelle de travail ou d'une façon qui, de l'avis du directeur, n'interfère pas avec ses fonctions de représentant;
- le fait pour le représentant d'exercer une autre activité ne crée pas, de l'avis du directeur, de conflit d'intérêts ni d'apparence de conflit d'intérêts avec ses fonctions de représentant;
- le conseiller en valeurs auprès duquel le représentant est inscrit consent par écrit à ce que celui-ci exerce une autre activité;
- le représentant souscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers l'engagement d'informer par écrit le directeur de tout changement dans les informations soumises lors de la demande de dispense.

3.8.2 Exercice d'une autre activité

Aucune information.

3.8.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Gestion de capitaux Martlet inc.

Approbation de la prise de position importante de 100 % du capital-actions du conseiller en valeurs de plein exercice Gestion de capitaux Martlet inc. par l'Université McGill.

3.8.4 Autres

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Les informations présentées ci-après résument les décisions rendues relativement aux demandes de réclamations adressées à l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de l'administration qu'elle effectue du fonds d'indemnisation des services financiers. Ces informations sont publiées en application de l'article 193 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2).

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1732	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	12146,35\$
2007-IND-1733	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	58520,20\$
2007-IND-1734	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	7091,85\$
2007-IND-1735	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	87897,21\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1736	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	28 mai 2007	10642,81\$
2007-IND-1737	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	4146,39\$
2007-IND-1738	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	111868,63\$
2007-IND-1739	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	24463,64\$
2007-IND-1740	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	46021,57\$
2007-IND-1741	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	200000,00\$
2007-IND-1742	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	19627,27\$
2007-IND-1743	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	28527,03\$
2007-IND-1744	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	44152,41\$
2007-IND-1745	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	167571,71\$
2007-IND-1746	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	123844,02\$
2007-IND-1747	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	11500,00\$
2007-IND-1748	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	16126,27\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1749	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	5278,58\$
2007-IND-1750	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	101489,01\$
2007-IND-1751	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	10777,91\$
2007-IND-1752	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	7952,00\$
2007-IND-1753	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	12662,88\$
2007-IND-1754	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	7283,53\$
2007-IND-1755	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	6500,00\$
2007-IND-1756	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	8169,49\$
2007-IND-1757	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	28 mai 2007	123237,74\$
2007-IND-1758	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	40341,81\$
2007-IND-1759	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	23966,93\$
2007-IND-1760	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	59137,01\$
2007-IND-1761	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	928,12\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1762	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	8000,00\$
2007-IND-1763	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	79558,85\$
2007-IND-1764	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	7247,32\$
2007-IND-1765	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	3235,77\$
2007-IND-1766	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	25701,36\$
2007-IND-1767	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	3945,00\$
2007-IND-1768	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	27398,56\$
2007-IND-1769	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	32432,15\$
2007-IND-1770	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	79415,18\$
2007-IND-1771	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	48000,31\$
2007-IND-1772	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	40597,79\$
2007-IND-1773	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	23460,07\$
2007-IND-1774	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	32034,17\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1775	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	77302,13\$
2007-IND-1776	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	91028,68\$
2007-IND-1777	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	13168,14\$
2007-IND-1778	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	25537,69\$
2007-IND-1779	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	9403,92\$
2007-IND-1780	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	20119,70\$
2007-IND-1781	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	20286,61\$
2007-IND-1782	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	13008,87\$
2007-IND-1783	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	173226,83\$
2007-IND-1784	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	1221,14\$
2007-IND-1785	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	7401,73\$
2007-IND-1786	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	41971,92\$
2007-IND-1787	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	12758,98\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1788	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	15080,43\$
2007-IND-1789	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	24290,03\$
2007-IND-1790	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	49859,70\$
2007-IND-1791	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	7 mai 2007	159000,90\$
2007-IND-1792	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	81840,03\$
2007-IND-1793	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	29019,88\$
2007-IND-1794	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	2877,58\$
2007-IND-1795	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	33419,32\$
2007-IND-1796	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	20691,75\$
2007-IND-1797	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	14815,07\$
2007-IND-1798	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	25585,58\$
2007-IND-1799	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	52054,03\$
2007-IND-1800	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	69713,90\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1801	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	69053,98\$
2007-IND-1802	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	155724,80\$
2007-IND-1803	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	63846,61\$
2007-IND-1804	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 mai 2007	776,99\$
2007-IND-1805	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	14052,44\$
2007-IND-1806	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	12512,12\$
2007-IND-1807	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	115717,69\$
2007-IND-1808	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	44032,63\$
2007-IND-1809	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	42987,83\$
2007-IND-1810	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	33424,65\$
2007-IND-1811	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	81977,58\$
2007-IND-1812	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	14396,43\$
2007-IND-1813	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	136562,11\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1814	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	34232,75\$
2007-IND-1815	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	2684,76\$
2007-IND-1816	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	46412,42\$
2007-IND-1817	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	130942,38\$
2007-IND-1818	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	10767,33\$
2007-IND-1819	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	9425,93\$
2007-IND-1820	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	1990,00\$
2007-IND-1821	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	13655,36\$
2007-IND-1822	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	5694,51\$
2007-IND-1823	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	10000,00\$
2007-IND-1824	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	27988,68\$
2007-IND-1825	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	11626,81\$
2007-IND-1826	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	200000,00\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1827	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	22349,45\$
2007-IND-1828	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	4299,61\$
2007-IND-1829	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	53465,68\$
2007-IND-1830	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	45642,23\$
2007-IND-1831	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	4325,50\$
2007-IND-1832	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	42716,07\$
2007-IND-1833	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	9407,24\$
2007-IND-1834	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	13004,56\$
2007-IND-1835	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	24897,13\$
2007-IND-1836	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	98250,71\$
2007-IND-1837	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	47964,33\$
2007-IND-1838	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	8577,30\$
2007-IND-1839	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	4053,22\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1840	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	2300,00\$
2007-IND-1841	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 mai 2007	18923,30\$
2007-IND-1842	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	27942,87\$
2007-IND-1843	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	69958,90\$
2007-IND-1844	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	6948,63\$
2007-IND-1845	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	105404,94\$
2007-IND-1846	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	6429,48\$
2007-IND-1847	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	87640,20\$
2007-IND-1848	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	11865,65\$
2007-IND-1849	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	91092,81\$
2007-IND-1850	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	12752,85\$
2007-IND-1851	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	52278,52\$
2007-IND-1852	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	1000,00\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1853	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	31568,32\$
2007-IND-1854	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	10295,02\$
2007-IND-1855	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 mai 2007	1200,00\$
2007-IND-1856	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	35090,65\$
2007-IND-1857	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	3225,86\$
2007-IND-1858	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	74838,20\$
2007-IND-1859	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	23772,94\$
2007-IND-1860	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	96370,39\$
2007-IND-1861	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	2159,69\$
2007-IND-1862	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 mai 2007	12000,00\$
2007-IND-1863	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	78503,99\$
2007-IND-1864	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	48557,63\$
2007-IND-1865	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	68828,96\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1866	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	1643,76\$
2007-IND-1867	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	167806,67\$
2007-IND-1868	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	6916,83\$
2007-IND-1869	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	83,07\$
2007-IND-1870	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	22579,73\$
2007-IND-1871	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	32838,95\$
2007-IND-1872	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	85897,42\$
2007-IND-1873	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	32675,21\$
2007-IND-1874	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	44835,95\$
2007-IND-1875	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	21533,97\$
2007-IND-1876	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	12685,75\$
2007-IND-1877	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	13303,04\$
2007-IND-1878	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	8000,00\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1879	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	65828,13\$
2007-IND-1880	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	45817,20\$
2007-IND-1881	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	14992,78\$
2007-IND-1882	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	23571,37\$
2007-IND-1883	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	24567,57\$
2007-IND-1884	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	14550,00\$
2007-IND-1885	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 mai 2007	13535,10\$
2007-IND-1886	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	37070,87\$
2007-IND-1887	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	4106,37\$
2007-IND-1888	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	91249,10\$
2007-IND-1889	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	71927,36\$
2007-IND-1890	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	32943,66\$
2007-IND-1891	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	6808,32\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1892	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	26343,98\$
2007-IND-1893	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	200000,00\$
2007-IND-1894	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	54376,33\$
2007-IND-1895	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	6773,97\$
2007-IND-1896	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	7404,78\$
2007-IND-1897	Groupe Futur	Épargne collective	Rejetée	10 août 2007	n/a
2007-IND-1898	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	23136,21\$
2007-IND-1899	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	49000,00\$
2007-IND-1900	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	10000,00\$
2007-IND-1901	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	90000,00\$
2007-IND-1902	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	26950,00\$
2007-IND-1903	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	8 mai 2007	40000,00\$
2007-IND-1904	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	8921,19\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1905	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	5050,70\$
2007-IND-1906	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	4149,35\$
2007-IND-1907	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	8240,15\$
2007-IND-1908	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	10897,31\$
2007-IND-1909	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	6308,64\$
2007-IND-1910	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 mai 2007	1344,40\$
2007-IND-1911	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	5956,72\$
2007-IND-1912	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	1153,98\$
2007-IND-1913	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	6758,34\$
2007-IND-1914	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	21059,43\$
2007-IND-1915	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	13830,47\$
2007-IND-1916	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	28 mai 2007	5034,16\$
2007-IND-1917	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	28 mai 2007	9080,93\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1918	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	8848,02\$
2007-IND-1919	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	10624,31\$
2007-IND-1920	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	4367,04\$
2007-IND-1921	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	12484,10\$
2007-IND-1922	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	1749,64\$
2007-IND-1923	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	345,41\$
2007-IND-1924	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	4063,79\$
2007-IND-1925	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	4 juin 2007	4498,39\$
2007-IND-1926	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	3541,41\$
2007-IND-1927	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	25647,13\$
2007-IND-1928	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	10820,62\$
2007-IND-1929	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	10247,06\$
2007-IND-1930	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	15721,61\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1931	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	5850,04\$
2007-IND-1932	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	8508,47\$
2007-IND-1933	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	9168,65\$
2007-IND-1934	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	17434,95\$
2007-IND-1935	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	4075,95\$
2007-IND-1936	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	9842,21\$
2007-IND-1937	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	5969,16\$
2007-IND-1938	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	466,50\$
2007-IND-1939	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	22409,01\$
2007-IND-1940	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	4873,37\$
2007-IND-1941	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	84954,04\$
2007-IND-1942	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	1953,55\$
2007-IND-1943	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2820,86\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1944	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	4200,34\$
2007-IND-1945	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	26213,54\$
2007-IND-1946	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	23032,96\$
2007-IND-1947	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	14 mai 2007	22059,01\$
2007-IND-1948	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	21208,24\$
2007-IND-1949	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	3909,63\$
2007-IND-1950	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	6435,86\$
2007-IND-1951	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	6322,40\$
2007-IND-1952	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	8287,33\$
2007-IND-1953	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2512,13\$
2007-IND-1954	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2489,87\$
2007-IND-1955	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	5843,37\$
2007-IND-1956	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	16193,52\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1957	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	22 mai 2007	5870,23\$
2007-IND-1958	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	24391,37\$
2007-IND-1959	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	20181,76\$
2007-IND-1960	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	20 septembre 2007	4350,00\$
2007-IND-1961	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	104180,28\$
2007-IND-1962	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	35175,33\$
2007-IND-1963	MCA Valeurs Mobilières inc.	Épargne collective	Rejetée	10 août 2007	n/a
2007-IND-1964	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	42832,30\$
2007-IND-1965	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	90204,37\$
2007-IND-1966	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	34520,08\$
2007-IND-1967	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	1849,24\$
2007-IND-1968	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	3250,53\$
2007-IND-1969	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	12153,85\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
1969				2007	
2007-IND-1970	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	19192,32\$
2007-IND-1971	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	3992,92\$
2007-IND-1972	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	25187,01\$
2007-IND-1973	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	9016,89\$
2007-IND-1974	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	64706,12\$
2007-IND-1975	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	16396,02\$
2007-IND-1976	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	8329,78\$
2007-IND-1977	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	81163,74\$
2007-IND-1978	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	71802,32\$
2007-IND-1979	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	3414,96\$
2007-IND-1980	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	7368,86\$
2007-IND-1981	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	4569,25\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-1982	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Rejetée	17 septembre 2007	n/a
2007-IND-1983	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	26685,44\$
2007-IND-1984	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	168376,24\$
2007-IND-1985	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	153091,63\$
2007-IND-1986	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	22761,61\$
2007-IND-1987	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	134444,71\$
2007-IND-1988	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	113281,27\$
2007-IND-1989	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	37734,38\$
2007-IND-1990	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	20197,74\$
2007-IND-1991	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	26348,91\$
2007-IND-1992	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	6221,65\$
2007-IND-1993	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	13465,05\$
2007-IND-1994	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	193490,53\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
1994				2007	
2007-IND-1995	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	66681,48\$
2007-IND-1996	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	3698,44\$
2007-IND-1997	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	42218,71\$
2007-IND-1998	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	118614,15\$
2007-IND-1999	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	8278,21\$
2007-IND-2000	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	10420,96\$
2007-IND-2001	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	13566,35\$
2007-IND-2002	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	43284,73\$
2007-IND-2003	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	6372,65\$
2007-IND-2004	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	7825,95\$
2007-IND-2005	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	2769,33\$
2007-IND-2006	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Rejetée	14 juin 2007	n/a

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2007	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	30939,50\$
2007-IND-2008	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	35723,31\$
2007-IND-2009	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	52592,53\$
2007-IND-2010	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	9418,42\$
2007-IND-2011	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	14229,69\$
2007-IND-2012	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	7403,49\$
2007-IND-2013	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	3160,94\$
2007-IND-2014	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	26934,61\$
2007-IND-2015	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	27206,66\$
2007-IND-2016	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	23072,88\$
2007-IND-2017	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	8757,61\$
2007-IND-2018	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	4150,70\$
2007-IND-2019	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	15208,38\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2020	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	3870,79\$
2007-IND-2021	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	41314,92\$
2007-IND-2022	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	3762,40\$
2007-IND-2023	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	88838,86\$
2007-IND-2024	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	33408,69\$
2007-IND-2025	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	3452,52\$
2007-IND-2026	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	8115,27\$
2007-IND-2027	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	45526,04\$
2007-IND-2028	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	572,10\$
2007-IND-2029	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	22801,09\$
2007-IND-2030	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	85135,49\$
2007-IND-2031	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	47814,03\$
2007-IND-2032	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2834,92\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2033	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	6898,60\$
2007-IND-2034	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2027,03\$
2007-IND-2035	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	1150,00\$
2007-IND-2036	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	3181,85\$
2007-IND-2037	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	4200,00\$
2007-IND-2038	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	7117,10\$
2007-IND-2039	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	18000,00\$
2007-IND-2040	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	27353,33\$
2007-IND-2041	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	13452,67\$
2007-IND-2042	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	750,00\$
2007-IND-2043	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	28070,37\$
2007-IND-2044	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	3744,05\$
2007-IND-2045	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2767,70\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2046	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	12000,00\$
2007-IND-2047	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	9200,00\$
2007-IND-2048	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	8100,00\$
2007-IND-2049	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	5986,86\$
2007-IND-2050	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	1856,33\$
2007-IND-2051	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	23907,96\$
2007-IND-2052	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	16000,00\$
2007-IND-2053	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	46917,48\$
2007-IND-2054	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	10163,67\$
2007-IND-2055	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	3959,29\$
2007-IND-2056	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	23447,23\$
2007-IND-2057	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	75999,11\$
2007-IND-2058	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	3301,56\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2059	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	4000,00\$
2007-IND-2060	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	25190,78\$
2007-IND-2061	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	13069,67\$
2007-IND-2062	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	6652,07\$
2007-IND-2063	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	25969,65\$
2007-IND-2064	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	164834,96\$
2007-IND-2065	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	13019,27\$
2007-IND-2066	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	6080,47\$
2007-IND-2067	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	7274,74\$
2007-IND-2068	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	2 août 2007	57622,57\$
2007-IND-2069	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	12648,03\$
2007-IND-2070	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	86224,74\$
2007-IND-2071	Norboung Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	77536,05\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2072	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	50000,00\$
2007-IND-2073	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	51938,66\$
2007-IND-2074	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	62321,56\$
2007-IND-2075	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	10795,19\$
2007-IND-2076	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	802,81\$
2007-IND-2077	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	28418,74\$
2007-IND-2078	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	1541,00\$
2007-IND-2079	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	26855,17\$
2007-IND-2080	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	67823,82\$
2007-IND-2081	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	7120,47\$
2007-IND-2082	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	23800,57\$
2007-IND-2083	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	8505,12\$
2007-IND-2084	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	27760,80\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2085	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	1000,00\$
2007-IND-2086	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	20879,07\$
2007-IND-2087	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	6469,92\$
2007-IND-2088	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	24832,19\$
2007-IND-2089	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	1 ^{er} août 2007	34512,55\$
2007-IND-2090	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	20500,00\$
2007-IND-2091	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	31774,73\$
2007-IND-2092	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	10033,66\$
2007-IND-2093	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	11 juin 2007	84413,71\$
2007-IND-2094	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	20000,00\$
2007-IND-2095	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	26 juin 2007	3801,81\$
2007-IND-2096	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	58164,63\$
2007-IND-2097	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	10174,96\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2098	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	11435,59\$
2007-IND-2099	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	1612,92\$
2007-IND-2100	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	28 mai 2007	1500,00\$
2007-IND-2101	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	10 août 2007	4509,91\$
2007-IND-2102	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	700,00\$
2007-IND-2103	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2782,22\$
2007-IND-2104	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	18 juin 2007	13323,51\$
2007-IND-2105	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	7 mai 2007	3000,00\$
2007-IND-2106	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	7 mai 2007	11180,12\$
2007-IND-2107	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	28 mai 2007	7666,74\$
2007-IND-2108	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	8 mai 2007	30159,07\$
2007-IND-2109	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	8 mai 2007	89400,00\$
2007-IND-2110	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	8 mai 2007	35579,70\$

Numéro de décision	Cabinet impliqué	Discipline du cabinet	Décision	Date de la décision	Montant versé
2007-IND-2111	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	28 mai 2007	50601,36\$
2007-IND-2128	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	50634,00\$
2007-IND-2129	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	3 juillet 2007	3706,19\$
2007-IND-2130	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	7080,48\$
2007-IND-2131	Groupe Futur inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	2134,33\$
2007-IND-2132	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	17 octobre 2007	50818,75\$
2007-IND-2133	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	31 juillet 2007	3882,12\$
2007-IND-2151	Norbourg Capital inc.	Épargne collective	Accueillie	6 août 2007	3031,05\$

Mille cent soixante-quinze (1175) décisions de « non admissibilité » ont été rendues par le directeur de l'indemnisation dans l'affaire « Norbourg ».

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis relatif au report de la date de la prise d'effet des nouvelles versions des formulaires d'assurance automobile prescrits par l'Autorité des marchés financiers (article 422 de la *Loi sur les assurances*)

En vertu du second alinéa de l'article 422 de la *Loi sur les assurances*¹, L.R.Q., c. A-32 la forme et les conditions des polices d'assurance relatives à la propriété des véhicules automobiles ou à leur utilisation doivent être approuvées par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »).

Veillez prendre note que la date d'implantation des formulaires qui était prévue pour le 16 mars 2009 est reportée à une date ultérieure.

En effet, d'autres modifications aux formulaires et avenants devraient être soumises par le Groupement des assureurs automobiles à l'Autorité au cours des prochaines semaines pour fins d'approbation.

Nous vous aviserons de la nouvelle date d'implantation lorsque l'Autorité aura approuvé toutes les modifications. En raison de ces circonstances, nous nous excusons des inconvénients et nous vous remercions de votre compréhension.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Monsieur Benoit Vaillancourt
 Direction des normes et vigie
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : (418) 525-0337, poste 4593
 Courrier électronique : benoit.vaillancourt@lautorite.qc.ca

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

¹ L'article 422 de la Loi sur les assurances prévoit ce qui suit :

« L'Autorité peut prescrire les formulaires nécessaires à l'application de la présente loi.

La forme et les conditions des polices d'assurance relatives à la propriété des véhicules automobiles ou à leur utilisation doivent être approuvées par l'Autorité. »

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés des valeurs

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Régime de l'autorité principale
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

Décision N° 2008-PDG-0259

Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, conformément aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 9°, 11°, 19°, 19.3°, 19.4°, 20° et 34° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par L.Q., c. 2006, c. 50, L.Q. 2007, c. 15, L.Q. 2008, c. 7 et L.Q. 2008, c. 24 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par L.Q. 2007, c. 15 et L.Q. 2008, c. 7;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 18 avril 2008 [(2008) Vol. 5, n° 15, B.A.M.F., Section 6.2.1], du projet de règlement, accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, L.R.Q., c. R-18.1, le tout, conformément à l'article 331.2 de la Loi;

Vu les modifications apportées au projet de règlement à la suite de la consultation;

Vu la nouvelle publication du projet de règlement pour information au Bulletin le 15 août 2008 [(2008) Vol. 5, n° 32, B.A.M.F., Section 6.2.2];

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la Loi au ministre des Finances, qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la Loi;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement des marchés de valeurs;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa transmission à la ministre des Finances pour approbation.

Fait le 17 novembre 2008.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

Décision N° 2008-PDG-0260

Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, conformément aux paragraphes 1°, 8° et 20° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par L.Q. 2006, c. 50, L.Q. 2007, c. 15, L.Q. 2008, c. 7 et L.Q. 2008, c. 24 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par L.Q. 2007, c. 15 et L.Q. 2008, c. 7;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 18 avril 2008 [(2008) Vol. 5, n° 15, B.A.M.F., Section 6.2.1], du projet de règlement, accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, L.R.Q., c. R-18.1, le tout, conformément à l'article 331.2 de la Loi;

Vu les modifications apportées au projet de règlement à la suite de la consultation;

Vu la nouvelle publication du projet de règlement pour information au Bulletin le 15 août 2008 [(2008) Vol. 5, n° 32, B.A.M.F., Section 6.2.2];

Vu la décision n° 2008-PDG-0259 en date du 14 novembre 2008, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* et a autorisé sa transmission à la ministre des Finances pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la Loi;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la Loi au ministre des Finances, qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la Loi;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement des marchés de valeurs;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa transmission à la ministre des Finances pour approbation.

Fait le 17 novembre 2008.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

DÉCISION N° 2008-PDG-0269***Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par L.Q. 2007, c. 15, L.Q. 2008, c. 7 et L.Q. 2008, c. 24 (la « Loi »), d'établir des instructions générales définissant les exigences découlant de l'application de l'article 276 de la Loi, à l'intérieur de la discrétion qui lui est conférée;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par L.Q. 2007, c. 15 et L.Q. 2008, c. 7;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 18 avril 2008 [(2008) Vol. 5, n° 15, B.A.M.F., Section 6.2.1], du projet de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (l'« Instruction générale »);

Vu les modifications apportées au projet de l'Instruction générale à la suite de la consultation;

Vu la nouvelle publication du projet de l'Instruction générale pour information au Bulletin le 15 août 2008 [(2008) Vol. 5, n° 32, B.A.M.F., Section 6.2.2];

Vu la décision n° 2008-PDG-0259 en date du 14 novembre 2008, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* et a autorisé sa transmission à la ministre des Finances pour approbation, conformément à l'article 331.2 de la Loi;

Vu le remplacement de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* établie par la décision n° 2005-PDG-0194 du 30 juin 2005, par l'Instruction générale dont les textes sont annexés à la présente décision;

Vu l'article 298 de la Loi prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement des marchés de valeurs;

En conséquence :

L'Autorité établit l'*Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa publication au Bulletin.

La présente décision prend effet le 15 décembre 2008.

Fait le 8 décembre 2008.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs¹

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le règlement suivant :

- *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, l'*Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*.

Avis de publication

Le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* a été pris par l'Autorité le 17 novembre 2008, a reçu l'approbation ministérielle requise et est entré en vigueur le 15 décembre 2008.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 10 décembre 2008 et est reproduit ci-dessous.

Le 12 décembre 2008

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

Règlements concordants au Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue²

L'Autorité des marchés financiers publie les règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, l'Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Avis de publication

Ces règlements ont été pris par l'Autorité le 14 novembre 2008, ont reçu les approbations ministérielles requises et sont entrés en vigueur le 15 décembre 2008.

Les arrêtés ministériels approuvant ces règlements ont été publiés dans la Gazette officielle du Québec, en date du 10 décembre 2008 et sont reproduits ci-après.

Le 12 décembre 2008

² Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

Règlements et autres actes

A.M., 2008-16

Arrêté numéro V-1.1-2008-16 de la ministre des Finances en date du 25 novembre 2008

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs

VU que les paragraphes 1°, 2°, 3°, 9°, 11°, 19°, 19.3°, 19.4°, 20° et 34° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V1.1), modifié par l'article 108 du chapitre 50 des lois de 2006, par l'article 15 du chapitre 15 des lois de 2007 et par l'article 170 du chapitre 7 des lois de 2008, prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes ;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication ;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement ;

VU que le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs a été approuvé par l'arrêté ministériel 2005-09 du 7 juin 2005 (2005, *G.O.* 2, 2851) ;

VU qu'il y a lieu d'abroger ce règlement ;

VU que le projet de Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 5, n° 15 du 18 avril 2008 ;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté, le 17 novembre 2008, par la décision n° 2008-PDG0259, le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs ;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification ;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 25 novembre 2008

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 9°, 11°, 19°, 19.3°, 19.4°, 20° et 34° ; 2007, c. 15 ; 2008, c. 7 ; 2008, c. 24)

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

«acquéreur par prise de contrôle inversée» : un acquéreur par prise de contrôle inversée au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005 ;

«attestation annuelle» : l'attestation dont le dépôt est prévu à la partie 4 ou à l'article 6.1 ;

«attestation intermédiaire» : l'attestation dont le dépôt est prévu à la partie 5 ou à l'article 6.2 ;

« CIIF » : le contrôle interne à l'égard de l'information financière, c'est-à-dire le processus conçu par les dirigeants signataires de l'émetteur, ou sous leur supervision, et mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction ou d'autres membres du personnel de l'émetteur pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur, notamment des politiques et procédures qui :

a) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'émetteur;

b) sont conçues pour fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux PCGR de l'émetteur et que les encaissements et décaissements de l'émetteur ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de l'émetteur;

c) sont conçues pour fournir l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de l'émetteur qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers annuels ou les états financiers intermédiaires est soit interdite, soit détectée à temps;

« CPI » : les contrôles et procédures de communication de l'information, c'est-à-dire les contrôles et autres procédures de l'émetteur qui sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information qu'il doit présenter dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation, notamment les contrôles et procédures conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de l'émetteur, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information;

« dirigeant signataire » : tout chef de la direction et tout chef des finances d'un émetteur, ou, lorsqu'un émetteur n'a pas de chef de la direction ou de chef des finances, toute personne physique exerçant des fonctions analogues;

« documents annuels » : la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel d'un émetteur déposés pour un exercice conformément à la législation en valeurs mobilières, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle;

« documents intermédiaires » : les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire d'un émetteur déposés pour une période intermédiaire conformément à la législation en valeurs mobilières;

« émetteur émergent » : tout émetteur assujéti qui, à la date de clôture de la période visée par les documents annuels ou intermédiaires, selon le cas, n'avait aucun de ses titres inscrit à la cote de la Bourse de Toronto, d'un marché américain, d'un marché situé à l'extérieur du Canada ou des États-Unis d'Amérique, ou coté sur un de ces marchés, à l'exception de l'Alternative Investment Market du London Stock Exchange ou des marchés PLUS exploités par PLUS Markets Group plc;

« émetteur non émergent » : tout émetteur assujéti qui n'est pas émetteur émergent;

« entité à détenteurs de droits variables » : une entité à détenteurs de droits variables au sens des PCGR de l'émetteur;

« entité consolidée par intégration proportionnelle » : toute entité dans laquelle un émetteur a une participation comptabilisée en inscrivant, ligne par ligne, dans les postes correspondants des états financiers de l'émetteur, la fraction représentant ses intérêts dans chacun des actifs, passifs, produits et charges de l'entité;

« états financiers annuels » : les états financiers annuels dont le dépôt est prévu par le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

« états financiers intermédiaires » : les états financiers intermédiaires dont le dépôt est prévu par le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

« faiblesse importante » : toute déficience ou combinaison de déficiences du CIIF faisant qu'il est raisonnablement possible qu'une inexactitude importante dans les états financiers annuels ou intermédiaires de l'émetteur assujéti ne soit pas prévenue ou détectée en temps opportun;

« Loi Sarbanes-Oxley » : le *Sarbanes-Oxley Act of 2002*, Pub.L. 107204, 116 Stat. 745 (2002) des États-Unis d'Amérique, et ses modifications;

« marché » : un marché au sens du Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché adopté par la décision n^o 2001-C-0409 du 28 août 2001;

« marché américain » : un marché américain au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

«notice annuelle»: une notice annuelle au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

«PCGR de l'émetteur»: les PCGR de l'émetteur au sens du Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables approuvées par l'arrêté ministériel n° 2005-08 du 19 mai 2005;

«période comptable»: un exercice ou une période intermédiaire;

«période intermédiaire»: une période intermédiaire au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

«principes comptables»: les principes comptables au sens du Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérification et monnaies de présentation acceptables;

«prise de contrôle inversée»: une prise de contrôle inversée au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

«rapport de gestion»: un rapport de gestion au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

«société acquise par prise de contrôle inversée»: une société acquise par prise de contrôle inversée au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

«textes mettant en œuvre l'article 302»: la législation fédérale américaine en valeurs mobilières mettant en œuvre les obligations en matière d'attestation des rapports annuels prévues au paragraphe *a* de l'article 302 de la Loi Sarbanes-Oxley;

«textes mettant en œuvre l'article 404»: la législation fédérale américaine en valeurs mobilières mettant en œuvre les obligations en matière de rapport sur le contrôle interne prévues aux paragraphes *a* et *b* de l'article 404 de la Loi Sarbanes-Oxley.

1.2. Champ d'application

1) Le présent règlement s'applique à tout émetteur assujéti qui n'est pas un fonds d'investissement.

2) Le présent règlement s'applique aux documents annuels et aux documents intermédiaires des périodes comptables se terminant le 15 décembre 2008 ou après cette date.

PARTIE 2 OBLIGATION D'ATTESTATION

2.1. Obligation d'attestation des dirigeants signataires

Tout dirigeant signataire atteste les éléments de la forme prévue de l'attestation à déposer en vertu de la partie 4 ou 5.

PARTIE 3 CPCI ET CIIF

3.1. Établissement et maintien des CPCI et du CIIF

Tout émetteur non émergent établit et maintient des CPCI et un CIIF.

3.2. Présentation d'une faiblesse importante dans le rapport de gestion

Malgré l'article 3.1, l'émetteur non émergent qui détermine qu'il existe une faiblesse importante à la date de clôture de la période visée par ses documents annuels ou intermédiaires, selon le cas, présente dans son rapport de gestion annuel ou intermédiaire l'information suivante:

a) une description de la faiblesse importante;

b) l'incidence de la faiblesse importante sur son information financière et son CIIF;

c) tout plan actuel visant à corriger la faiblesse importante ou toute mesure déjà prise à cette fin.

3.3. Limitation de l'étendue de la conception

1) Malgré l'article 3.1, tout émetteur non émergent peut limiter la conception des CPCI ou du CIIF en excluant les contrôles, politiques et procédures des entités et entreprises suivantes:

a) sous réserve du paragraphe 3, toute entité consolidée par intégration proportionnelle ou entité à détenteurs de droits variables dans laquelle il a une participation;

b) sous réserve du paragraphe 4, toute entreprise qu'il a acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période comptable visée par l'attestation.

2) L'émetteur qui limite la conception des CPCI ou du CIIF en vertu du paragraphe 1 présente dans son rapport de gestion l'information suivante:

a) la limitation;

b) l'information financière sommaire concernant l'entité consolidée par intégration proportionnelle, l'entité à détenteurs de droits variables ou l'entreprise acquise

par l'émetteur qui a été consolidée par intégration proportionnelle ou qui a été consolidée dans les états financiers de l'émetteur.

3) L'émetteur ne limite la conception des CPCI ou du CIIF conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 que si les dirigeants signataires ne peuvent asseoir leurs déclarations contenues dans les attestations annuelles ou intermédiaires sur un fondement raisonnable, parce qu'ils ne disposent pas d'un accès suffisant à une entité consolidée par intégration proportionnelle ou à une entité à détenteurs de droits variables, selon le cas, pour concevoir et évaluer les contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par cette entité.

4) L'émetteur ne limite la conception des CPCI ou du CIIF conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 que dans les cas suivants :

a) une attestation annuelle relative à l'exercice au cours duquel il a acquis l'entreprise ;

b) une attestation intermédiaire relative à la première, deuxième ou troisième période intermédiaire se terminant à la date où il a acquis l'entreprise ou par la suite.

3.4. Utilisation d'un cadre de contrôle pour la conception du CIIF

1) Tout émetteur non émergent utilise un cadre de contrôle pour concevoir son CIIF.

2) L'émetteur émergent qui dépose une attestation en la forme prévue à l'Annexe 52-109A1 ou à l'Annexe 52-109A2 pour une période comptable utilise un cadre de contrôle afin de concevoir son CIIF.

PARTIE 4 ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS

4.1. Obligation de dépôt

1) Tout émetteur assujéti dépose une attestation annuelle distincte libellée en la forme prévue :

a) pour chaque personne physique qui, au moment du dépôt de l'attestation annuelle, est un dirigeant signataire ;

b) signée par le dirigeant signataire.

2) L'émetteur assujéti dépose l'attestation prévue au paragraphe 1 à la date à laquelle il dépose le dernier des documents suivants :

a) sa notice annuelle, s'il est tenu d'en déposer une en vertu du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue ;

b) ses états financiers annuels et son rapport de gestion annuel.

3) L'émetteur émergent qui dépose volontairement une notice annuelle pour un exercice après avoir déposé ses états financiers annuels, son rapport de gestion annuel et ses attestations annuelles pour l'exercice, dépose à la date du dépôt de sa notice annuelle une attestation annuelle distincte libellée en la forme prévue :

a) pour chaque personne physique qui, au moment du dépôt de l'attestation annuelle, est un dirigeant signataire ;

b) signée par le dirigeant signataire.

4) L'émetteur assujéti dépose l'attestation prévue au paragraphe 1 ou 3 distinctement des documents auxquels elle se rapporte.

4.2. Forme prévue de l'attestation annuelle

1) L'attestation annuelle visée au paragraphe 1 de l'article 4.1 est établie en la forme suivante :

a) la forme prévue à l'Annexe 52-109A1, dans le cas d'un émetteur non émergent ;

b) la forme prévue à l'Annexe 52-109AE1, dans le cas d'un émetteur émergent.

2) Malgré le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, l'émetteur émergent peut déposer l'attestation prévue à l'Annexe 52-109A1 au lieu de l'attestation prévue à l'Annexe 52-109AE1.

3) L'attestation annuelle visée au paragraphe 3 de l'article 4.1 est établie en la forme prévue à l'Annexe 52-109A1 – Notice annuelle.

4.3. Forme optionnelle de l'attestation annuelle pour la première période comptable suivant le premier appel public à l'épargne

Malgré le paragraphe 1 de l'article 4.2, l'émetteur peut déposer l'attestation annuelle en la forme prévue à l'Annexe 52-109A1 – PAPE/PCI pour le premier exercice se terminant après qu'il est devenu émetteur assujéti lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) l'émetteur est devenu émetteur assujéti en déposant un prospectus ;

b) la première période comptable se terminant après qu'il est devenu émetteur assujetti est un exercice.

4.4. Forme optionnelle de l'attestation annuelle pour la première période comptable suivant certaines prises de contrôle inversées

Malgré le paragraphe 1 de l'article 4.2, l'émetteur peut déposer l'attestation annuelle en la forme prévue à l'Annexe 52-109A1 – PAPE/PCI pour le premier exercice se terminant après la réalisation d'une prise de contrôle inversée lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) l'émetteur est la société acquise par prise de contrôle inversée ;

b) l'acquéreur par prise de contrôle inversée n'était pas émetteur assujetti immédiatement avant la prise de contrôle inversée ;

c) la première période comptable se terminant après la réalisation de la prise de contrôle inversée est un exercice.

4.5. Forme optionnelle de l'attestation annuelle pour la première période comptable suivant le passage au statut d'émetteur non émergent

Malgré le paragraphe 1 de l'article 4.2, l'émetteur peut déposer l'attestation annuelle en la forme prévue à l'Annexe 52-109A1 – PAPE/PCI pour le premier exercice se terminant après qu'il est devenu émetteur non émergent lorsque cet exercice est la première période comptable se terminant après qu'il est devenu émetteur non émergent.

4.6. Exception pour les nouveaux émetteurs assujettis

Malgré l'article 4.1, l'émetteur assujetti n'est pas tenu de déposer d'attestation annuelle pour les documents suivants :

a) les états financiers annuels visés à l'article 4.7 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue pour les exercices terminés avant que l'émetteur ne devienne émetteur assujetti ;

b) les états financiers annuels de l'acquéreur par prise de contrôle inversée visés à l'article 4.10 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue pour les exercices terminés avant la réalisation de la prise de contrôle inversée.

PARTIE 5 ATTESTATION DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

5.1. Obligation de dépôt

1) Tout émetteur assujetti dépose une attestation intermédiaire distincte libellée en la forme prévue :

a) pour chaque personne physique qui, au moment du dépôt de l'attestation intermédiaire, est un dirigeant signataire ;

b) signée par le dirigeant signataire.

2) L'émetteur assujetti dépose l'attestation prévue au paragraphe 1 à la date à laquelle il dépose ses documents intermédiaires.

3) L'émetteur assujetti dépose l'attestation prévue au paragraphe 1 distinctement des documents auxquels elle se rapporte.

5.2. Forme prévue de l'attestation intermédiaire

1) L'attestation intermédiaire visée au paragraphe 1 de l'article 5.1 est établie en la forme suivante :

a) la forme prévue à l'Annexe 52 -109A2, dans le cas d'un émetteur non émergent ;

b) la forme prévue à l'Annexe 52-109AE2, dans le cas d'un émetteur émergent.

2) Malgré le sous-paragraphe b du paragraphe 1, l'émetteur émergent peut déposer l'attestation prévue à l'Annexe 52-109A2 au lieu de l'attestation prévue à l'Annexe 52-109AE2.

5.3. Forme optionnelle de l'attestation intermédiaire pour la première période comptable suivant le premier appel public à l'épargne

Malgré le paragraphe 1 de l'article 5.2, l'émetteur peut déposer l'attestation intermédiaire en la forme prévue à l'Annexe 52-109A2 – PAPE/PCI pour la première période intermédiaire se terminant après qu'il est devenu émetteur assujetti lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) l'émetteur est devenu émetteur assujetti en déposant un prospectus ;

b) la première période comptable se terminant après qu'il est devenu émetteur assujetti est une période intermédiaire.

5.4. Forme optionnelle de l'attestation intermédiaire pour la première période comptable suivant certaines prises de contrôle inversées

Malgré le paragraphe 1 de l'article 5.2, l'émetteur peut déposer l'attestation intermédiaire en la forme prévue à l'Annexe 52-109A2 – PAPE/PCI pour la première période intermédiaire se terminant après la réalisation d'une prise de contrôle inversée lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'émetteur est la société acquise par prise de contrôle inversée ;
- b) l'acquéreur par prise de contrôle inversée n'était pas émetteur assujéti immédiatement avant la prise de contrôle inversée ;
- c) la première période comptable se terminant après la réalisation de la prise de contrôle inversée est une période intermédiaire.

5.5. Forme optionnelle de l'attestation intermédiaire pour la première période comptable suivant le passage au statut d'émetteur non émergent

Malgré le paragraphe 1 de l'article 5.2, l'émetteur peut déposer l'attestation intermédiaire en la forme prévue à l'Annexe 52-109A2 – PAPE/PCI pour la première période intermédiaire se terminant après qu'il est devenu émetteur non émergent lorsque cette période intermédiaire est la première période comptable se terminant après qu'il est devenu émetteur non émergent.

5.6. Exception pour les nouveaux émetteurs assujéti

Malgré l'article 5.1, l'émetteur assujéti n'est pas tenu de déposer d'attestation intermédiaire pour les documents suivants :

- a) les états financiers intermédiaires visés à l'article 4.7 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue pour les périodes intermédiaires terminées avant que l'émetteur ne devienne émetteur assujéti ;
- b) les états financiers intermédiaires de l'acquéreur par prise de contrôle inversée visés à l'article 4.10 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue pour les périodes intermédiaires terminées avant la réalisation de la prise de contrôle inversée.

PARTIE 6 ÉTATS FINANCIERS, RAPPORT DE GESTION OU NOTICE ANNUELLE DÉPOSÉS DE NOUVEAU

6.1. États financiers annuels, rapport de gestion annuel ou notice annuelle déposés de nouveau

L'émetteur qui dépose de nouveau ses états financiers annuels, son rapport de gestion annuel ou sa notice annuelle pour un exercice dépose simultanément des attestations annuelles distinctes pour cet exercice en la forme prévue à l'Annexe 52-109A1N.

6.2. États financiers intermédiaires ou rapport de gestion intermédiaire déposés de nouveau

L'émetteur qui dépose de nouveau ses états financiers intermédiaires ou son rapport de gestion intermédiaire pour une période intermédiaire dépose simultanément des attestations intermédiaires distinctes pour cette période intermédiaire en la forme prévue à l'Annexe 52-109A2N.

PARTIE 7 OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX ATTESTATIONS

7.1. Date des attestations

Toute attestation déposée en vertu du présent règlement porte la date de son dépôt.

7.2. Français ou anglais

- 1) L'émetteur qui dépose une attestation conformément au présent règlement la dépose en français ou en anglais.
- 2) Au Québec, l'émetteur respecte les obligations et droits linguistiques prévus par la loi du Québec.

PARTIE 8 DISPENSES

8.1. Dispense des obligations annuelles en faveur des émetteurs qui se conforment aux lois américaines

1) L'émetteur est dispensé de l'application des parties 2 à 4, 6 et 7 pour un exercice s'il respecte les conditions suivantes :

- a) il se conforme aux textes mettant en œuvre l'article 302 et il dépose les attestations signées relatives à son rapport annuel en vertu de la Loi de 1934, distinctement mais simultanément, et dès que possible après qu'elles ont été déposées auprès de la SEC ou fournies à celle-ci ;

b) il se conforme aux textes mettant en œuvre l'article 404, et il dépose le rapport annuel de la direction sur le CIIF ainsi que le rapport d'attestation sur l'appréciation par la direction du CIIF inclus dans son rapport annuel en vertu de la Loi de 1934 pour l'exercice, le cas échéant, dès que possible après qu'ils ont été déposés auprès de la SEC ou fournis à celle-ci.

2) Malgré le paragraphe 1, les parties 2 à 4, 6 et 7 s'appliquent à l'émetteur pour un exercice si les états financiers annuels, le rapport de gestion annuel ou la notice annuelle, lesquels composent ensemble ses documents annuels, sont différents des états financiers annuels, du rapport de gestion annuel ou de la notice annuelle déposés auprès de la SEC ou fournis à celle-ci, ou joints en annexe à d'autres documents déposés auprès de la SEC ou fournis à celle-ci, et attestés conformément aux textes mettant en œuvre l'article 302.

8.2. Dispense des obligations intermédiaires en faveur des émetteurs qui se conforment aux lois américaines

1) L'émetteur est dispensé de l'application des parties 2, 3 et 5 à 7 pour une période intermédiaire s'il se conforme aux textes mettant en œuvre l'article 302 et s'il dépose les attestations signées relatives à son rapport trimestriel en vertu de la Loi de 1934 pour le trimestre, distinctement mais simultanément, et dès que possible après qu'elles ont été déposées auprès de la SEC ou fournies à celle-ci.

2) L'émetteur est dispensé de l'application des parties 2, 3 et 5 à 7 pour une période intermédiaire s'il respecte les conditions suivantes :

a) il dépose auprès de la SEC, ou lui fournit, un rapport établi sur le formulaire 6-K et renfermant ses états financiers trimestriels et son rapport de gestion ;

b) le formulaire 6-K est accompagné d'attestations signées qui sont déposées auprès de la SEC, ou lui sont fournies, suivant la même forme que celle prévue par les textes mettant en œuvre l'article 302 ;

c) l'émetteur dépose des attestations signées relatives au rapport trimestriel déposé ou fourni avec le formulaire 6-K dès que possible après qu'elles ont été déposées auprès de la SEC ou fournies à celle-ci.

3) Malgré les paragraphes 1 et 2, les parties 2, 3 et 5 à 7 s'appliquent à l'émetteur pour une période intermédiaire si les états financiers intermédiaires ou le rapport de gestion intermédiaire, lesquels composent ensemble ses documents intermédiaires, sont différents des états financiers intermédiaires ou du rapport de gestion intermédiaire déposés auprès de la SEC ou fournis à celle-ci, ou joints en annexe à d'autres documents déposés auprès de la SEC ou fournis à celle-ci, et attestés conformément aux textes mettant en œuvre l'article 302.

8.3. Dispense en faveur de certains émetteurs étrangers

Le présent règlement ne s'applique pas à l'émetteur qui satisfait aux dispositions des articles 5.4 et 5.5 du Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-07 du 19 mai 2005.

8.4. Dispense en faveur de certains émetteurs de titres échangeables

Le présent règlement ne s'applique pas à l'émetteur qui satisfait aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13.3 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.

8.5. Dispense en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit

Le présent règlement ne s'applique pas à l'émetteur qui satisfait aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.

8.6. Dispense générale

1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions adopté par la décision n° 2001-C-0274 du 12 juin 2001, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 9 ENTRÉE EN VIGUEUR ET ABROGATION

9.1. Date d'entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 15 décembre 2008.

9.2. Abrogation

Le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-09 du 19 mai 2005 et qui est entré en vigueur aux dates suivantes est abrogé :

a) le 30 mars 2004 dans tous les territoires, sauf en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick et au Québec;

b) le 30 juin 2005 au Québec;

c) le 28 juillet 2005 au Nouveau-Brunswick;

d) le 19 septembre 2005 en Colombie-Britannique.

ANNEXE 52-109A1
ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS
ATTESTATION COMPLÈTE

Je soussigné <i> **nom du dirigeant signataire**, ii) **poste du dirigeant signataire**, iii) **nom de l'émetteur** et iv) **indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes**> atteste ce qui suit:

1. **Examen**: J'ai examiné la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle, (collectivement, les « documents annuels ») de <nom de l'émetteur> (l'« émetteur ») pour l'exercice terminé le <date de clôture>.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse**: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents annuels.

3. **Image fidèle**: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des exercices présentés dans ses documents annuels, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces exercices.

4. **Responsabilité**: Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

5. **Conception**: Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de l'exercice, avons fait ce qui suit:

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que:

i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis;

ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. **Cadre de contrôle**: Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est <nom du cadre de contrôle utilisé>.

<Insérer le paragraphe 5.2 ou 5.3 au besoin. Si ces paragraphes sont sans objet, indiquer « 5.2. s.o. » ou « 5.3. s.o. », selon le cas. Dans le cas du paragraphe 5.3, inclure les dispositions i, ii ou iii du sous-paragraphe a, selon le cas, ainsi que le sous-paragraphe b.>

5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception**: L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel l'information suivante sur chaque faiblesse importante liée à la conception existant à la clôture de l'exercice:

a) une description de la faiblesse importante;

b) l'incidence de la faiblesse importante sur son information financière et son CIIF;

c) tout plan actuel visant à corriger la faiblesse importante ou toute mesure déjà prise à cette fin.

5.3. **Limitation de l'étendue de la conception**: L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel l'information suivante:

a) le fait que le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons limité l'étendue de notre conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure des contrôles, politiques et procédures des entités et entreprises suivantes :

i) toute entité consolidée par intégration proportionnelle dans laquelle l'émetteur a une participation ;

ii) toute entité à détenteurs de droits variables dans laquelle l'émetteur a une participation ;

iii) toute entreprise acquise par l'émetteur au plus tôt 365 jours avant la clôture de l'exercice de l'émetteur ;

b) l'information financière sommaire concernant l'entité consolidée par intégration proportionnelle, de l'entité à détenteurs de droits variables ou de l'entreprise acquise par l'émetteur qui a été consolidée par intégration proportionnelle ou qui a été consolidée dans les états financiers de l'émetteur.

<Insérer au besoin la disposition ii du sous-paragraphe b du paragraphe 6. Si elle est sans objet, indiquer «ii) s.o.»>

6. **Évaluation :** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons fait ce qui suit :

a) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité des CPCI de l'émetteur à la clôture de l'exercice et l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel nos conclusions en fonction de cette évaluation ;

b) évalué ou fait évaluer sous notre supervision l'efficacité du CIIF de l'émetteur à la clôture de l'exercice et l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel l'information suivante :

i) nos conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice en fonction de cette évaluation ;

ii) les éléments suivants sur chaque faiblesse importante liée au fonctionnement existant à la clôture de l'exercice :

A) une description de la faiblesse importante ;

B) l'incidence de la faiblesse importante sur l'information financière et le CIIF de l'émetteur ;

C) tout plan actuel de l'émetteur visant à corriger la faiblesse importante ou toute mesure déjà prise à cette fin.

7. **Communication des modifications du CIIF :** L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel toute modification apportée au CIIF au cours de la période comptable commençant le *<date qui suit immédiatement la clôture de la période comptable pour laquelle l'émetteur a effectué son dernier dépôt de documents annuels ou intermédiaires, selon le cas>* et se terminant le *<date de clôture de l'exercice>* qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

8. **Communication aux vérificateurs et au conseil d'administration ou au comité de vérification de l'émetteur :** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons informé, en fonction de notre dernière évaluation du CIIF, les vérificateurs de l'émetteur ainsi que le conseil d'administration de l'émetteur ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés jouant un rôle important dans le CIIF.

Date : *<date du dépôt>*

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de «chef de la direction» ou de «chef des finances» s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

**ANNEXE 52-109AE1
ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS
ATTESTATION DE BASE POUR ÉMETTEUR
ÉMERGENT**

Je soussigné *<i) nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de «chef de la direction» ou de «chef des finances» s'il n'occupe pas l'un de ces postes>* atteste ce qui suit :

1. **Examen :** J'ai examiné la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle (collectivement, les «documents annuels») de *<nom de l'émetteur>* (l'«émetteur») pour l'exercice terminé le *<date de clôture>*.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents annuels ne contiennent pas

d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents annuels.

3. **Image fidèle** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des exercices présentés dans ses documents annuels, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces exercices.

Date : <date du dépôt>

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

AVIS AU LECTEUR

Contrairement à l'attestation pour émetteur non émergent prévue par le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 »), la présente attestation de base pour émetteur émergent ne comprend aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109. En particulier, les dirigeants signataires qui déposent la présente attestation ne font aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de ce qui suit :

i) des contrôles et autres procédures conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que l'émetteur doit présenter dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation ;

ii) un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

Il incombe aux dirigeants signataires de l'émetteur de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'obtenir suffisamment d'information pour faire les déclarations contenues dans la présente attestation. Les investisseurs sont avisés que les limites inhérentes à la capacité des dirigeants signataires d'un émetteur émergent de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF, au sens du Règlement 52-109, peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports fournis en vertu de la législation en valeurs mobilières.

ANNEXE 52-109A1 – PAPE/PCI ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS SUIVANT LE PREMIER APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE, UNE PRISE DE CONTRÔLE INVERSÉE OU LE PASSAGE AU STATUT D'ÉMETTEUR NON ÉMERGENT

Je soussigné <i) nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes> atteste ce qui suit :

1. **Examen** : J'ai examiné la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle (collectivement, les « documents annuels ») de <nom de l'émetteur> (l'« émetteur ») pour l'exercice terminé le <date de clôture>.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents annuels.

3. **Image fidèle** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière

présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des exercices présentés dans ses documents annuels, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces exercices.

Date : < *date du dépôt* >

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

AVIS AU LECTEUR

Contrairement à l'attestation ordinaire pour émetteur non émergent prévue par le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 »), nommément l'attestation prévue à l'Annexe 52-109A1, la présente attestation ne comprend aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109. En particulier, les dirigeants signataires qui déposent la présente attestation ne font aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de ce qui suit :

i) des contrôles et autres procédures conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que l'émetteur doit présenter dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation ;

ii) un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

Il incombe aux dirigeants signataires de l'émetteur de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'obtenir suffisamment d'information pour faire les déclarations contenues dans la présente attestation. Les investisseurs sont avisés que les limites

inhérentes à la capacité des dirigeants signataires d'un émetteur de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF, au sens du Règlement 52-109, dans la première période comptable suivant les événements énumérés ci-dessous peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et à intermédiaires et des autres rapports fournis en vertu de la législation en valeurs mobilières :

- le premier appel public à l'épargne de l'émetteur dans les circonstances prévues à l'article 4.3 du Règlement 52-109 ;
- la réalisation d'une prise de contrôle inversée dans les circonstances prévues à l'article 4.4 du Règlement 52-109 ;
- le passage au statut d'émetteur non émergent dans les circonstances prévues à l'article 4.5 du Règlement 52-109.

ANNEXE 52-109A1N ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS DÉPOSÉS DE NOUVEAU

La présente attestation est déposée à la date à laquelle *<nom de l'émetteur>* (l'« émetteur ») a déposé de nouveau *<document(s) qui a(ont) été déposé(s) de nouveau>*.

Je soussigné *<i>* nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes *>* atteste ce qui suit :

1. *Examen* : J'ai examiné la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle, (collectivement, les « documents annuels ») de l'émetteur pour l'exercice terminé le *<date de clôture>*.

<Insérer tous les paragraphes contenus dans les attestations annuelles déposées initialement avec les documents annuels, à l'exception du paragraphe 1. Si ces attestations initiales ont été établies conformément à l'Annexe 52-109AE1 ou à l'Annexe 52-109A1 – PAPE/PCI, inclure dans la présente attestation l'avis au lecteur prévu par l'une ou l'autre de ces annexes, selon le cas.>

Date : <date du dépôt>

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

**ANNEXE 52-109A1 – NOTICE ANNUELLE
ATTESTATION DES DOCUMENTS ANNUELS
EN RAISON DU DÉPÔT VOLONTAIRE D'UNE
NOTICE ANNUELLE**

La présente attestation est déposée à la date à laquelle <nom de l'émetteur> (l'« émetteur ») a volontairement déposé une notice annuelle.

Je soussigné <i) nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes> atteste ce qui suit :

1. **Examen** : J'ai examiné la notice annuelle, le cas échéant, les états financiers annuels et le rapport de gestion annuel, y compris les documents et l'information intégrés par renvoi dans la notice annuelle, (collectivement, les « documents annuels ») de l'émetteur pour l'exercice terminé le <date de clôture>.

<Insérer tous les paragraphes contenus dans les attestations annuelles déposées initialement avec les documents annuels, à l'exception du paragraphe 1. Si ces attestations initiales ont été établies conformément à l'Annexe 52-109AE1 ou à l'Annexe 52-109A1 – PAPE/PCI, inclure dans la présente attestation l'avis au lecteur prévu par l'une ou l'autre de ces annexes, selon le cas.>

Date : <date du dépôt>

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

**ANNEXE 52-109A2
ATTESTATION DES DOCUMENTS
INTERMÉDIAIRES
ATTESTATION COMPLÈTE**

Je soussigné <i) nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes> atteste ce qui suit :

1. **Examen** : J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les « documents intermédiaires ») de <nom de l'émetteur> (l'« émetteur ») pour la période intermédiaire terminée le <date de clôture>.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

3. **Image fidèle** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

4. **Responsabilité** : Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

5. **Conception** : Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de la période visée par les documents intermédiaires, avons fait ce qui suit :

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis;

ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

5.1. **Cadre de contrôle** : Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est *<nom du cadre de contrôle utilisé>*.

<Insérer le paragraphe 5.2 ou 5.3 au besoin. Si ces paragraphes sont sans objet, indiquer «5.2. s.o.» ou «5.3. s.o.», selon le cas. Dans le cas du paragraphe 5.3, inclure les dispositions i, ii ou iii du sous-paragraphe a, selon le cas, ainsi que le sous-paragraphe b.>

5.2. **Faiblesse importante du CIIF liée à la conception** : L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire l'information suivante sur chaque faiblesse importante liée à la conception existant à la clôture de la période intermédiaire :

- a) une description de la faiblesse importante;
- b) l'incidence de la faiblesse importante sur son information financière et son CIIF;
- c) tout plan actuel visant à corriger la faiblesse importante ou toute mesure déjà prise à cette fin.

5.3. **Limitation de l'étendue de la conception** : L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire l'information suivante :

a) le fait que le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons limité l'étendue de notre conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure des contrôles, politiques et procédures des entités et entreprises suivantes :

i) toute entité consolidée par intégration proportionnelle dans laquelle l'émetteur a une participation;

ii) toute entité à détenteurs de droits variables dans laquelle l'émetteur a une participation;

iii) toute entreprise acquise par l'émetteur au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période visée par les documents intermédiaires;

b) l'information financière sommaire concernant l'entité consolidée par intégration proportionnelle, de l'entité à détenteurs de droits variables ou de l'entreprise acquise par l'émetteur qui a été consolidée par intégration proportionnelle ou qui a été consolidée dans les états financiers de l'émetteur.

6. **Communication des modifications du CIIF** : L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire toute modification apportée au CIIF au cours de la période commençant le *<date qui suit immédiatement la clôture de la période comptable pour laquelle l'émetteur a effectué son dernier dépôt de documents annuels ou intermédiaires, selon le cas>* et se terminant le *<date de clôture de la période visée par les documents intermédiaires>* qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

Date : *<date du dépôt>*

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

**ANNEXE 52-109AE2
ATTESTATION DES DOCUMENTS
INTERMÉDIAIRES
ATTESTATION DE BASE POUR ÉMETTEUR
ÉMERGENT**

Je soussigné *<i) nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes>* atteste ce qui suit :

1. **Examen** : J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les « documents intermédiaires ») de *<nom de l'émetteur>* (l'« émetteur ») pour la période intermédiaire terminée le *<date de clôture>*.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

3. **Image fidèle** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

Date : < date du dépôt >

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

AVIS AU LECTEUR

Contrairement à l'attestation pour émetteur non émergent prévue par le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 »), la présente attestation de base pour émetteur émergent ne comprend aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109. En particulier, les dirigeants signataires qui déposent la présente attestation ne font aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de ce qui suit :

i) des contrôles et autres procédures conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que l'émetteur doit présenter dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation ;

ii) un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

Il incombe aux dirigeants signataires de l'émetteur de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'obtenir suffisamment d'information pour faire les déclarations contenues dans la présente attestation. Les investisseurs sont avisés que les limites inhérentes à la capacité des dirigeants signataires d'un émetteur émergent de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF, au sens du Règlement 52-109, peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports fournis en vertu de la législation en valeurs mobilières.

ANNEXE 52-109A2 – PAPE/PCI ATTESTATION DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES SUIVANT LE PREMIER APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE, UNE PRISE DE CONTRÔLE INVERSÉE OU LE PASSAGE AU STATUT D'ÉMETTEUR NON ÉMERGENT

Je soussigné <i) nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes> atteste ce qui suit :

1. **Examen** : J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les « documents intermédiaires ») de <nom de l'émetteur> (l'« émetteur ») pour la période intermédiaire terminée le <date de clôture>.

2. **Aucune information fausse ou trompeuse** : À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

3. **Image fidèle**: À ma connaissance, et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les états financiers intermédiaires et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

Date: < *date du dépôt* >

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

AVIS AU LECTEUR

Contrairement à l'attestation ordinaire pour émetteur non émergent prévue par le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 »), nommément l'attestation prévue à l'Annexe 52-109A2, la présente attestation ne comprend aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109. En particulier, les dirigeants signataires qui déposent la présente attestation ne font aucune déclaration concernant l'établissement et le maintien de ce qui suit :

i) des contrôles et autres procédures conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que l'émetteur doit présenter dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation ;

ii) un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

Il incombe aux dirigeants signataires de l'émetteur de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'obtenir suffisamment d'information pour faire les déclarations contenues dans la présente attestation. Les investisseurs sont avisés que les limites inhérentes à la capacité des dirigeants signataires d'un émetteur de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF, au sens du Règlement 52-109, dans la première période comptable suivant les événements énumérés ci-dessous peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports fournis en vertu de la législation en valeurs mobilières :

- le premier appel public à l'épargne de l'émetteur dans les circonstances prévues à l'article 5.3 du Règlement 52-109 ;
- la réalisation d'une prise de contrôle inversée dans les circonstances prévues à l'article 5.4 du Règlement 52-109 ;
- le passage au statut d'émetteur non émergent dans les circonstances prévues à l'article 5.5 du Règlement 52-109.

ANNEXE 52-109A2N ATTESTATION DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES DÉPOSÉS DE NOUVEAU

La présente attestation est déposée à la date à laquelle *<nom de l'émetteur>* (l'« émetteur ») a déposé de nouveau *<document(s) qui a (ont) été déposé(s) de nouveau>*.

Je soussigné *<i>i) nom du dirigeant signataire, ii) poste du dirigeant signataire, iii) nom de l'émetteur et iv) indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes>* atteste ce qui suit :

1. **Examen**: J'ai examiné les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les « documents intermédiaires ») de l'émetteur pour la période intermédiaire terminée le *<date de clôture>*.

<Insérer tous les paragraphes contenus dans les attestations intermédiaires déposées initialement avec les documents intermédiaires, à l'exception du paragraphe 1. Si ces attestations initiales ont été établies

conformément à l'Annexe 52-109AE2 ou à l'Annexe 52-109A2 – PAPE/PCI, inclure dans la présente attestation l'avis au lecteur prévu par l'une ou l'autre de ces annexes, selon le cas.>

Date : <date du dépôt>

[Signature]

[Poste]

<Indication selon laquelle le dirigeant signataire signe l'attestation en qualité de « chef de la direction » ou de « chef des finances » s'il n'occupe pas l'un de ces postes.>

50957

A.M., 2008-17

Arrêté numéro V-1.1-2008-17 de la ministre des Finances en date du 25 novembre 2008

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

VU que les paragraphes 1^o, 8^o et 20^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), modifié par l'article 108 du chapitre 50 des lois de 2006, par l'article 15 du chapitre 15 des lois de 2007 et par l'article 170 du chapitre 7 des lois de 2008, prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue a été approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005 (2005, G.O. 2, 2264);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 5, n° 15 du 18 avril 2008;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 17 novembre 2008, par la décision n° 2008-PDG-0260, le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 25 novembre 2008

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 52-109 SUR L'ATTESTATION DE L'INFORMATION PRÉSENTÉE DANS LES DOCUMENTS ANNUELS ET INTERMÉDIAIRES DES ÉMETTEURS

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Introduction et objet

Le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les états financiers annuels et intermédiaires des émetteurs (le « règlement ») énonce des obligations d'information et de dépôt visant tous les émetteurs assujettis, à l'exception des fonds d'investissement. Ces obligations visent à améliorer la qualité, la fiabilité et la transparence des documents annuels, des documents intermédiaires et des autres documents que les émetteurs déposent ou transmettent en vertu de la législation sur les valeurs mobilières.

La présente instruction générale indique comment les autorités en valeurs mobilières provinciales et territoriales entendent interpréter et appliquer les dispositions du règlement.

1.2. Application aux entités non constituées en personnes morales

Le règlement s'applique aux entités constituées ou non en personnes morales. Dans le règlement et la présente instruction générale, il faut interpréter la mention d'un élément caractéristique d'une personne morale, par exemple le comité de vérification du conseil d'administration, comme s'appliquant également à l'élément caractéristique équivalent d'une entité non constituée en personne morale.

1.3. Application aux émetteurs émergents

Les émetteurs émergents sont avisés que les indications contenues dans les parties 5 à 14 de la présente instruction générale s'adressent aux émetteurs déposant des attestations établies conformément à l'Annexe 52-109A1 et à l'Annexe 52-109A2. Selon les parties 4 et 5 du règlement, les émetteurs émergents ne sont pas tenus de déposer ces attestations, mais peuvent choisir de le faire.

1.4. Définitions

Pour l'application de la présente instruction générale, « CPCI » s'entend des contrôles et procédures de communication de l'information (au sens du règlement), et « CIIF » du contrôle interne à l'égard de l'information financière (au sens du règlement).

PARTIE 2 FORME DES ATTESTATIONS

2.1. Libellé prévu

En vertu des parties 4 et 5 du règlement, les attestations annuelles et intermédiaires déposées doivent reprendre exactement le libellé prévu à l'annexe (y compris le numéro et le titre de l'annexe), sans aucune modification. Quiconque contrevient à cette obligation commet une infraction au règlement.

PARTIE 3 DIRIGEANTS SIGNATAIRES

3.1. Cumul des fonctions de chef de la direction et de chef des finances

La personne physique qui cumule les fonctions de chef de la direction et de chef des finances, ou des fonctions analogues, d'un émetteur peut :

a) soit signer deux attestations (l'une en qualité de chef de la direction, l'autre de chef des finances);

b) soit signer une attestation en qualité de chef de la direction *et* de chef des finances et la déposer deux fois, l'une dans la catégorie de dépôt des attestations des chefs de la direction, l'autre dans celle des attestations des chefs des finances.

3.2. Personnes exerçant des fonctions analogues à celles de chef de la direction ou de chef des finances

1) **Aucun chef de la direction ni chef des finances** – Si l'émetteur n'a pas de chef de la direction ni de chef des finances, chaque personne qui exerce des fonctions analogues doit attester les documents annuels et documents intermédiaires. L'émetteur qui n'a pas de chef de la direction ni de chef des finances doit, pour se conformer au règlement, désigner au moins une personne qui exerce des fonctions analogues à celles de chef de la direction ou de chef des finances, selon le cas.

2) **Direction se trouvant au niveau de la société en exploitation ou dans une société de gestion externe** – Dans le cas d'un émetteur assujéti dont la haute direction est au niveau de la société en exploitation ou dans une société de gestion externe, par exemple une fiducie de revenu (au sens de l'*Instruction générale 41-201 relative aux fiducies de revenu et autres placements indirects*), le chef de la direction et le chef des finances devraient, en règle générale, être désignés comme des personnes exerçant des fonctions analogues à celles de chef de la direction ou de chef des finances à l'égard de l'émetteur assujéti.

3) **Société en commandite** – Dans le cas d'un émetteur assujéti qui est une société en commandite et qui n'a ni chef de la direction ni chef des finances, le chef de la direction et le chef des finances de son commandité devraient, en règle générale, être désignés comme des personnes exerçant des fonctions analogues à celles de chef de la direction et de chef des finances à l'égard de l'émetteur assujéti.

3.3. « Nouveaux » dirigeants signataires

Le chef de la direction ou le chef des finances en poste au moment du dépôt des attestations annuelles et intermédiaires par l'émetteur doit signer les attestations.

Certaines annexes du règlement prévoient que chaque dirigeant signataire atteste qu'il a conçu, ou fait concevoir sous sa supervision, les CPCI et le CIIF de l'émetteur. Si les CPCI et le CIIF ont été conçus avant qu'un dirigeant signataire n'entre en fonction, ce dernier, avant d'en attester la conception, devrait :

a) en examiner la conception après être entré en fonction;

b) concevoir toute modification à ceux-ci qu'il juge nécessaire suivant son examen.

PARTIE 4 IMAGE FIDÈLE, SITUATION FINANCIÈRE ET FIABILITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

4.1. Image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie

1) **Image fidèle non limitée aux PCGR de l'émetteur** – Les annexes du règlement prévoient que chaque dirigeant signataire atteste que les états financiers de l'émetteur (y compris l'information financière comparative d'une période comptable antérieure) et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels et intermédiaires donnent à tous les égards importants une *image fidèle* de la situation financière de l'émetteur aux dates de clôture des périodes comptables présentées dans ces documents ainsi que des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie pour ces périodes comptables.

Cette attestation ne comporte pas la réserve « conformément aux principes comptables généralement reconnus » que l'on trouve habituellement dans les rapports de vérification accompagnant les états financiers annuels. Cette réserve a été intentionnellement exclue des annexes pour empêcher les dirigeants signataires de s'en remettre entièrement à la conformité aux PCGR de l'émetteur dans cette déclaration, en particulier dans les cas où les états financiers établis conformément aux PCGR de l'émetteur pourraient ne pas refléter en tout point la situation financière de l'émetteur. L'attestation vise à fournir l'assurance que l'information financière présentée dans les documents annuels ou les documents intermédiaires, vue dans son ensemble, présente une image exacte et complète à tous égards importants et pouvant être plus large que les obligations d'information financière prévues par les PCGR de l'émetteur. En conséquence, les dirigeants signataires ne peuvent limiter la déclaration relative à l'image fidèle en renvoyant aux PCGR de l'émetteur.

Même si la notion d'image fidèle utilisée dans les attestations annuelles et intermédiaires ne se limite pas à la conformité aux PCGR de l'émetteur, ce dernier ne peut pour autant s'écarter des PCGR de l'émetteur pour établir ses états financiers. Si un dirigeant signataire estime que les états financiers ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de l'émetteur, il devrait s'assurer que le rapport de gestion comporte l'information supplémentaire nécessaire.

2) **Facteurs quantitatifs et qualitatifs** – La notion de l'image fidèle englobe un certain nombre de facteurs quantitatifs et qualitatifs, notamment :

- a) le choix de conventions comptables adéquates;
- b) l'application judicieuse des conventions comptables adéquates;
- c) la présentation d'une information financière valable qui reflète de façon raisonnable les opérations sous-jacentes;
- d) l'inclusion de toute autre information nécessaire pour fournir aux investisseurs une image exacte et complète, à tous égards importants, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie.

4.2. Situation financière

Le règlement ne donne pas une définition formelle de la « situation financière ». Toutefois, l'expression « situation financière » qui figure dans les attestations annuelles et les attestations intermédiaires reflète la santé financière globale de l'émetteur et comprend sa situation financière (selon le bilan) ainsi que d'autres facteurs qui peuvent avoir une incidence sur sa situation de trésorerie, ses sources de financement et sa solvabilité.

4.3. Fiabilité de l'information financière

La définition du CIIF porte que celui-ci doit fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur. Pour que l'information financière soit fiable et que les états financiers soient établis conformément aux PCGR de l'émetteur, les montants et l'information présentés dans les états financiers ne doivent pas comporter d'inexactitudes importantes.

PARTIE 5 CADRES DE CONTRÔLE POUR LE CIIF

5.1. Obligation d'utiliser un cadre de contrôle

Aux termes de l'article 3.4 du règlement, tout émetteur doit utiliser un cadre de contrôle pour concevoir son CIIF. Ce cadre de contrôle doit être adéquat et établi par un

organisme ou un groupe ayant suivi une procédure d'approbation comportant notamment une consultation publique.

Voici des exemples de cadres de contrôle adéquats :

a) *Gestion des risques et gouvernance : Recommandations sur le contrôle*, anciennement *Recommandations du Conseil sur les critères de contrôle*, publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréés;

b) *Internal Control – Integrated Framework* (cadre COSO), publié par The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO);

c) *Guidance on Internal Control* (« Turnbull Guidance »), publié par The Institute of Chartered Accountants in England and Wales.

Les petits émetteurs peuvent également consulter le document intitulé *Internal Control over Financial Reporting – Guidance for Smaller Public Companies* publié par le COSO, qui fournit des indications pour les sociétés ouvertes plus petites sur la mise en œuvre du cadre COSO.

En outre, le document intitulé *IT Control Objectives for Sarbanes-Oxley* publié par l'IT Governance Institute pourrait fournir des directives utiles pour la conception et l'évaluation des contrôles des technologies de l'information qui font partie du CIIF de l'émetteur.

5.2. Étendue des cadres de contrôle

Les cadres de contrôle visés à l'article 5.1 prévoient dans leur définition du « contrôle interne » trois grandes catégories : l'efficacité et l'efficience du fonctionnement, la fiabilité de l'information financière et la conformité aux lois et règlements applicables. Le CIIF est un sous-ensemble des contrôles internes se rapportant à l'information financière. Il n'englobe pas les éléments de ces cadres de contrôle qui concernent l'efficacité et l'efficience du fonctionnement de l'émetteur ou sa conformité aux lois et règlements applicables, sauf en ce qui concerne précisément l'établissement des états financiers.

PARTIE 6 CONCEPTION DES CPCI ET DU CIIF

6.1. Observations générales

La plupart des articles de cette partie portent sur la conception des CPCI et du CIIF, mais certains donnent des indications précises sur la conception soit des CPCI, soit du CIIF. La notion de « conception » dans ce contexte comprend généralement l'élaboration et la mise en œuvre des contrôles, politiques et procédures composant les CPCI et le CIIF. La présente instruction générale désigne souvent ces contrôles, politiques et procédures comme constituant les « composantes » des CPCI et du CIIF.

On considère qu'un contrôle, une politique ou une procédure est mis en œuvre lorsqu'il est réellement en application. Pour le mettre en application, il n'est pas nécessaire d'en évaluer l'efficacité pour déterminer s'il fonctionne de la manière prévue.

6.2. Chevauchement entre les CPCI et le CIIF

Il existe un chevauchement important entre les définitions des CPCI et du CIIF. Toutefois, certains éléments des CPCI ne sont pas compris dans la définition du CIIF et vice-versa. Par exemple, les CPCI d'un émetteur devraient comprendre les éléments du CIIF qui fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont dûment enregistrées pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux PCGR de l'émetteur. Toutefois, les CPCI de l'émetteur pourraient ne pas comprendre certains éléments du CIIF, par exemple ceux qui se rapportent à la protection des actifs.

6.3. Assurance raisonnable

La définition des CPCI prévoit que ceux-ci doivent fournir l'assurance raisonnable que l'information qu'il incombe à l'émetteur de présenter dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou les autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. La définition du CIIF comprend le passage suivant : « l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur ». Dans la présente partie, l'expression « assurance raisonnable » renvoie à l'une ou l'autre de ces acceptions.

L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais pas une assurance absolue. De par leurs limites inhérentes, les CPCI et le CIIF ne peuvent fournir d'assurance absolue. Ils font entrer la diligence et la conformité en ligne de compte et sont sujets à des erreurs de jugement et aux défaillances imputables à l'erreur humaine. Étant donné ces limites, les CPCI et le CIIF ne peuvent prévenir ou détecter toutes les erreurs ou toutes les inexactitudes intentionnelles dues à des activités frauduleuses.

L'emploi des expressions « raisonnable » et « raisonnablement » dans le contexte du règlement ne suppose pas une conclusion ou une méthode unique, mais englobe une série de mesures, de conclusions ou de méthodes éventuelles sur lesquelles les dirigeants signataires peuvent fonder leurs décisions.

6.4. Jugement

Le règlement ne prévoit pas les éléments précis composant les CPCI ou le CIIF ni leur degré de complexité. Les dirigeants signataires devraient concevoir les composantes et la complexité des CPCI et du CIIF en exerçant leur jugement, en agissant de manière raisonnable et en tenant compte de divers facteurs particuliers à l'émetteur, notamment sa taille ainsi que la nature et la complexité de son activité.

6.5. Délégation autorisée dans certains cas

Selon l'article 3.1 du règlement, tout émetteur non émergent doit établir et maintenir des CPCI et un CIIF. Des salariés ou des tiers placés sous la supervision des dirigeants signataires peuvent effectuer la conception des CPCI et du CIIF de l'émetteur. Ces salariés devraient, individuellement et collectivement, posséder les connaissances, les compétences, l'information et les pouvoirs nécessaires pour concevoir les CPCI et le CIIF à l'égard desquels des responsabilités leur ont été confiées. Néanmoins, les dirigeants signataires de l'émetteur doivent conserver la responsabilité globale de la conception des CPCI et du CIIF ainsi que de la présentation d'information à leur sujet dans le rapport de gestion.

6.6. Éléments de risque à considérer dans la conception des CPCI et du CIIF

1) *Méthodes à envisager pour la conception* – Le règlement ne prévoit pas de méthode à laquelle doivent avoir recours les dirigeants signataires pour concevoir les CPCI ou le CIIF. Toutefois, nous estimons qu'une méthode descendante axée sur le risque constitue une démarche efficiente et rentable à envisager. Cette méthode permet d'éviter le gaspillage de temps et d'efforts dans la conception des composantes des CPCI et du CIIF qui ne sont pas nécessaires pour obtenir une assurance raisonnable. Il est aussi possible d'avoir recours à une autre méthode de conception, selon la taille de l'émetteur ainsi que la nature et la complexité de son activité.

2) *Méthode descendante axée sur le risque* – Selon une méthode descendante axée sur le risque pour la conception des CPCI et du CIIF, les dirigeants signataires doivent d'abord circonscrire et apprécier les risques auxquels est confronté l'émetteur afin d'établir l'étendue et le degré nécessaire de complexité des CPCI et du CIIF. Cette méthode permet

d'axer les ressources sur les domaines qui présentent le plus grand risque et d'éviter de consacrer des ressources inutiles à des domaines où le risque est faible ou absent.

Selon une méthode descendante axée sur le risque, les dirigeants signataires considèrent d'abord les risques sans tenir compte des contrôles existants. En vue de concevoir les CPCI, ils circonscrivent les risques qui, pris isolément ou collectivement, pourraient raisonnablement entraîner une inexactitude importante dans les documents annuels, les documents intermédiaires ou les autres rapports déposés ou transmis par l'émetteur en vertu de la législation en valeurs mobilières. Dans le cas du CIIF, ils circonscrivent les risques qui, pris isolément ou collectivement, pourraient raisonnablement entraîner une inexactitude importante dans les états financiers (le « risque lié à l'information financière »). On entend par inexactitude importante notamment toute inexactitude résultant d'une erreur, d'une fraude ou d'une omission de communiquer de l'information.

Pour circonscrire les risques, il faut tenir compte de la taille et de la nature de l'émetteur ainsi que de la structure et de la complexité de son activité. Dans le cas d'un émetteur possédant de multiples établissements ou unités d'exploitation, les dirigeants signataires circonscrivent premièrement les risques qui pourraient raisonnablement entraîner une inexactitude importante, puis en apprécient la significativité dans chaque établissement ou unité d'exploitation. Ils n'ont pas besoin de consacrer de ressources à un établissement ou à une unité d'exploitation pour y répondre à un risque de cette nature lorsque celui-ci fait l'objet de contrôles, de politiques ou de procédures centraux adéquats ou ne concerne pas cet établissement ou cette unité en particulier.

Pour concevoir les CPCI, les dirigeants signataires apprécient les risques pour divers types et modes de communication de l'information. Dans la conception du CIIF, la délimitation des risques nécessite de déterminer les comptes significatifs et les informations significatives ainsi que les assertions pertinentes s'y rapportant. Une fois que les risques raisonnablement susceptibles d'entraîner une inexactitude importante ont été circonscrits, les dirigeants signataires s'assurent que les conceptions des CPCI et du CIIF comportent des contrôles, politiques et procédures pour y répondre.

3) **Risque de fraude** – Lorsqu'ils circonscrivent les risques, les dirigeants signataires devraient expressément tenir compte de la vulnérabilité de l'entité à une activité frauduleuse (par exemple la communication frauduleuse d'information financière et le détournement d'actifs). Ils devraient tenir compte de la façon dont les incitatifs (par exemple les programmes de rémunération) et les pressions (par exemple le respect des attentes des analystes) pourraient avoir une incidence sur les risques, et considérer les domaines de l'entreprise dans lesquels des occasions de fraude pourraient se présenter. Pour l'application du règlement, la fraude englobe notamment les actes intentionnels posés par un ou plusieurs membres de la direction, d'autres salariés, des personnes à qui incombe la responsabilité de la gouvernance ou des tiers, et recourant à la tromperie pour obtenir un avantage injustifié ou illégal. Bien qu'en droit la notion de fraude soit large, pour l'application du règlement, les dirigeants signataires devraient se préoccuper des fraudes pouvant se traduire par une inexactitude importante dans les documents annuels, les documents intermédiaires ou les autres rapports déposés ou transmis par l'émetteur en vertu de la législation en valeurs mobilières .

4) **Conception des contrôles, politiques et procédures** – Si les dirigeants signataires optent pour une méthode descendante axée sur le risque, ils conçoivent des contrôles, politiques et procédures précis qui, avec l'environnement de contrôle de l'émetteur, répondent aux risques exposés aux paragraphes 2 et 3.

S'ils choisissent une autre méthode, ils devraient néanmoins évaluer si la combinaison des composantes des CPCI et du CIIF qu'ils ont conçue est suffisante pour étayer leurs déclarations relatives à l'assurance raisonnable prévues au paragraphe 5 des attestations.

6.7. Environnement de contrôle

1) **Importance de l'environnement de contrôle** – L'environnement de contrôle de l'émetteur est la fondation sur laquelle reposent toutes les autres composantes des CPCI et du CIIF, et il influence le ton donné à une organisation. Un environnement de contrôle efficace contribue à la fiabilité des autres contrôles, processus et procédures en fournissant un cadre qui réduit les possibilités d'erreurs ou de fraudes ou qui permet de les détecter plus facilement si elles se produisent. Un environnement de contrôle efficace contribue également à la circulation de l'information dans l'entreprise et favorise ainsi la conformité aux politiques de communication de l'information.

Un environnement de contrôle efficace ne fournira pas en soi l'assurance raisonnable que les risques circonscrits seront gérés. Un environnement de contrôle inefficace, par contre, peut miner les contrôles, politiques et procédures de l'émetteur conçus pour faire face à certains risques précis.

2) **Éléments de l'environnement de contrôle** – L'un des éléments clés de l'environnement de contrôle d'un émetteur est l'attitude dont font preuve, par leur orientation et leurs actions, le conseil d'administration, le comité de vérification et la haute direction à l'égard des contrôles. Si le ton qui s'impose est donné par la direction, cela peut aider à promouvoir une culture d'intégrité et de responsabilisation à tous les paliers de l'entreprise, ce qui renforce les autres composantes des CPCI et du CIIF. Le ton donné devrait être maintenu par les responsables des CPCI et du CIIF de l'organisation.

Outre le ton donné par la direction, les dirigeants signataires devraient envisager les éléments suivants d'un environnement de contrôle :

a) *structure organisationnelle* – une structure qui repose sur une chaîne de commandement et de responsabilité bien établie et documentée peut être indiquée pour certains émetteurs, tandis qu'une structure qui permet aux salariés de communiquer à titre informel entre eux à tous les paliers peut mieux convenir à d'autres;

b) *philosophie et style de gestion appliqués par la direction* – une philosophie et un style de gestion qui mettent l'accent sur la gestion des risques avec la diligence qui s'impose et qui sont réceptifs aussi bien à l'information négative que positive favoriseront un environnement de contrôle plus solide;

c) *intégrité, éthique et compétence du personnel* – des contrôles, politiques et procédures seront vraisemblablement plus efficaces s'ils sont exécutés par des salariés qui ont un comportement éthique et qui sont compétents et bien supervisés;

d) *influences externes ayant une incidence sur les activités et les pratiques en matière de gestion du risque de l'émetteur* – certaines influences externes, notamment les pratiques commerciales à l'échelle mondiale, la supervision réglementaire, la couverture d'assurance et les obligations légales;

e) *politiques et procédures en matière de ressources humaines* – les pratiques d'un émetteur en matière d'embauche, de formation, de supervision, de rémunération, de cessation d'emploi et d'évaluation peuvent avoir une incidence sur la qualité de la main-d'œuvre de l'émetteur et sur l'attitude des salariés à l'égard des contrôles.

3) **Sources d'information sur l'environnement de contrôle** – La documentation suivante peut fournir de l'information utile sur l'environnement de contrôle de l'émetteur :

a) les codes de conduite écrits ou politiques écrites en matière d'éthique;

b) les manuels de procédure, les consignes et notices d'utilisation, les descriptions de travail et des documents de formation;

c) la preuve que les salariés ont confirmé leur connaissance et leur compréhension des éléments *a* et *b*;

d) les organigrammes qui précisent les structures d'approbation et la circulation de l'information;

e) la correspondance écrite fournie par le vérificateur externe de l'émetteur sur l'environnement de contrôle de l'émetteur.

6.8. Contrôles, politiques et procédures à inclure dans la conception des CPCI

Pour que les CPCI puissent fournir l'assurance raisonnable que l'information que doit présenter l'émetteur en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus, les CPCI devraient généralement comporter les composantes suivantes :

a) une communication écrite aux salariés et aux administrateurs des obligations d'information de l'émetteur, notamment l'objet de l'information et des CPCI, ainsi que les dates limites des dépôts et de communication d'autres éléments d'information;

b) l'attribution des rôles, des responsabilités et des autorisations se rapportant à la communication d'information;

c) des directives sur la manière dont les personnes autorisées doivent apprécier et documenter l'importance de l'information ou des événements aux fins de communication;

d) une politique sur la façon dont l'émetteur accusera réception des plaintes ou des préoccupations provenant de sources internes ou externes concernant l'information financière ou d'autres questions liées à la communication et sur la façon dont il les documentera, les évaluera et y réagira.

Un émetteur pourrait choisir d'inclure ces composantes dans un document prenant la forme de politique en matière de communication d'information. La partie 6 de l'*Instruction générale 51-201 relative aux lignes directrices en matière de communication de l'information* encourage les émetteurs à établir une politique écrite en matière de communication d'information et commente certaines de ces composantes. Les émetteurs assujettis au *Règlement 52-110 sur le comité de vérification* (le « Règlement 52-110 ») doivent, dans la conception des CPCI, prévoir notamment la conformité à ce règlement.

6.9. Contrôles, politiques et procédures à inclure dans la conception du CIIF

Pour que le CIIF puisse fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur, il devrait généralement comporter les composantes suivantes :

a) des contrôles sur la création, l'autorisation, l'enregistrement et le traitement des opérations concernant les comptes significatifs et informations significatives;

b) des contrôles sur la création, l'autorisation, l'enregistrement et le traitement des opérations et des écritures de journal non courantes, notamment celles qui demandent le recours au jugement et des estimations;

c) des procédures relatives au choix et à l'application de conventions comptables adéquates et conformes aux PCGR de l'émetteur;

d) des contrôles visant à prévenir et à détecter la fraude;

e) des contrôles, notamment les contrôles généraux des technologies de l'information, dont dépendent d'autres contrôles;

f) des contrôles sur le processus d'information financière de fin de période comptable, notamment les contrôles sur le report des totaux des opérations dans le grand livre, les contrôles sur la création, l'autorisation, l'enregistrement et le traitement des écritures de journal dans le grand livre, et les contrôles sur l'enregistrement des ajustements récurrents et non récurrents dans les états financiers (comme les ajustements de consolidation et les reclassements).

6.10. Détermination des comptes significatifs, des informations significatives et des assertions pertinentes s'y rapportant

1) *Comptes significatifs, informations significatives et assertions pertinentes s'y rapportant* – Ainsi qu'il est exposé au paragraphe 2 de l'article 6.6 de la présente instruction générale, une méthode descendante axée sur le risque pour la conception du CIIF comporte la détermination des comptes significatifs, des informations significatives et des assertions pertinentes qui ont une incidence sur chacun de ces comptes et chacune de ces informations. Cette méthode aide à circonscrire les risques qui pourraient raisonnablement donner lieu à des inexactitudes importantes dans les états financiers de l'émetteur, mais non tous les risques possibles auxquels l'émetteur est confronté.

2) *Détermination des comptes significatifs et des informations significatives* – Un compte significatif pourrait être un poste individuel des états financiers de l'émetteur ou une partie d'un tel poste. Par exemple, un émetteur pourrait présenter les « ventes nettes » dans l'état des résultats, ce qui constitue une combinaison des « ventes brutes » et des « retours sur ventes », mais déterminer que les « ventes brutes » sont un compte significatif. En déterminant qu'une partie d'un poste est un compte significatif, les dirigeants signataires pourraient être en mesure de se concentrer sur les soldes qui sont sujets à des risques précis pouvant être déterminés distinctement.

Une information significative sur la conception du CIIF peut être toute information comprise dans les états financiers de l'émetteur ou dans les notes y afférentes et présentée selon les PCGR de l'émetteur. La détermination de ces informations en vue de la conception du CIIF ne s'étend pas à l'établissement du rapport de gestion de l'émetteur ou d'éléments d'information financière similaires présentés dans d'autres documents d'information continue que les états financiers.

3) *Facteurs à considérer pour déterminer les comptes significatifs et les informations significatives* – Un seuil minimal exprimé en pourcentage ou en dollars pourrait constituer un point de départ raisonnable pour apprécier la significativité d'un compte ou d'une information. Toutefois, les dirigeants signataires devraient faire preuve de jugement et tenir compte de facteurs qualitatifs dans le cas de comptes ou d'informations qui se situent au-dessus ou en deçà de ce seuil. Voici les facteurs pertinents pour déterminer les comptes significatifs et les informations significatives :

- a) la taille, la nature et la composition du compte ou de l'information;
- b) le risque que le compte ou l'information soit surévalué ou sous-évalué;
- c) la susceptibilité aux inexactitudes découlant d'erreurs ou de fraudes;
- d) le volume d'activité du compte ainsi que la complexité et l'homogénéité des opérations individuelles traitées par l'intermédiaire de celui-ci ou compris dans l'information;
- e) la complexité du compte ou de l'information en matière de comptabilité et de communication de l'information financière;

f) la vraisemblance (ou la possibilité) de l'existence d'éléments de passif éventuels significatifs dans le compte ou l'information;

g) l'existence d'opérations avec des personnes apparentées;

h) l'incidence du compte sur les clauses restrictives.

4) **Assertions** – En utilisant une méthode descendante axée sur le risque, les dirigeants signataires déterminent les assertions pour chaque compte significatif ou information significative présentant un risque raisonnablement susceptible d'y entraîner une inexactitude importante. Les assertions suivantes peuvent être pertinentes pour chaque compte significatif ou information significative :

a) *l'existence ou la réalité* – l'existence de l'actif ou du passif et le fait que les opérations et les événements qui ont été enregistrés ont eu lieu et concernent l'émetteur;

b) *exhaustivité* – le fait que tous les actifs, passifs et opérations qui devaient être comptabilisés l'ont été;

c) *valeur ou répartition* – le fait que les actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurent dans les états financiers selon les montants appropriés et que tout ajustement de valeur ou de répartition qui s'impose est comptabilisé adéquatement;

d) *droits et obligations* – l'appartenance légitime des actifs à l'émetteur et le fait que les passifs représentent les obligations de l'émetteur;

e) *présentation et information fournie* – la présentation et la description appropriées des composantes précises des états financiers et le fait que l'information a été clairement exprimée.

Les dirigeants signataires pourraient envisager d'autres assertions que celles de la liste ci-dessus s'ils estiment avoir déterminé dans chaque compte significatif ou information significative les risques pertinents susceptibles d'entraîner une inexactitude importante.

5) **Détermination des assertions pertinentes pour chaque compte significatif et information significative** – Afin de déterminer les assertions pertinentes pour chaque compte significatif et information significative, les dirigeants signataires établissent la source des inexactitudes possibles pour chaque compte significatif ou information significative. Pour évaluer la pertinence d'une assertion, il convient de tenir compte de la nature de l'assertion, du volume des opérations ou des données se rapportant à l'assertion ainsi que de la complexité des systèmes sous-jacents. Si une assertion ne présente pas de risque pouvant raisonnablement donner lieu à une inexactitude importante dans un compte significatif, elle n'est sans doute pas pertinente.

Par exemple, la valeur pourrait ne pas être pertinente au compte de caisse, sauf s'il y a lieu d'effectuer une conversion de devises; toutefois, l'existence et l'exhaustivité sont toujours pertinentes. Par ailleurs, la valeur pourrait ne pas être pertinente au montant brut du solde des débiteurs, mais l'être aux provisions connexes.

6) **Détermination des contrôles, politiques et procédures liés aux assertions pertinentes** – Selon une méthode descendante axée sur le risque, les dirigeants signataires conçoivent les composantes du CIIF afin de répondre à chaque assertion pertinente. Les dirigeants signataires ne sont pas tenus de concevoir toutes les composantes possibles du CIIF à cette fin, mais ils devraient déterminer et concevoir une combinaison convenable de contrôles, politiques et procédures afin de répondre à toutes les assertions pertinentes.

Lorsqu'ils conçoivent une combinaison de composantes du CIIF, les dirigeants signataires tiennent compte de l'efficacité de l'évaluation de la conception du CIIF. S'il est possible de répondre à une assertion pertinente au moyen de plusieurs contrôles, politiques

ou procédures, on peut choisir le contrôle, la politique ou la procédure qui serait le plus facile à évaluer (par exemple un contrôle automatisé par rapport à un contrôle manuel). De même, si un contrôle, une politique ou une procédure peut être conçu pour répondre à plus d'une assertion pertinente, il ou elle peut être préférable à celui ou à celle qui ne répond qu'à une seule assertion pertinente. Par exemple, les dirigeants signataires détermineraient s'il existe des contrôles à l'échelle de l'entité qui répondent adéquatement à plusieurs assertions ou améliorent l'efficacité de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement parce que ces contrôles globaux dispensent de la nécessité de concevoir et d'évaluer d'autres composantes du CIIF dans plusieurs établissements ou unités d'exploitation.

Dans la conception d'une combinaison de contrôles, politiques et procédures, il convient également de tenir compte du mode d'interaction entre les composantes énumérées au paragraphe 2 de l'article 6.7 de la présente instruction générale. Par exemple, il y a lieu d'examiner la manière dont les contrôles généraux des technologies de l'information interagissent avec les contrôles, politiques et procédures sur la création, l'autorisation, l'enregistrement, le traitement et la présentation des opérations.

6.11. Défis à relever dans la conception du CIIF

Les caractéristiques clés du CIIF et les défis qu'ils posent en matière de conception sont exposés ci-dessous.

a) *Séparation des fonctions* – L'expression « séparation des fonctions » signifie qu'un ou plusieurs salariés ou une ou plusieurs procédures agissent comme contrepoids aux activités d'un autre, de sorte que personne ne détient le contrôle sur toutes les étapes du traitement d'une opération ou d'une autre activité. L'attribution à différentes personnes de la responsabilité de l'autorisation des opérations, de l'enregistrement des opérations, du rapprochement des éléments d'information et de la garde des actifs réduit la possibilité qu'un salarié puisse dissimuler des erreurs ou commettre une fraude dans le cadre normal de ses activités. La séparation des fonctions favorise également la détection précoce d'erreurs commises par inadvertance. Si l'émetteur a peu de salariés, il est possible qu'un seul d'entre eux soit autorisé à créer, à approuver et à effectuer le paiement des opérations et il pourrait être difficile de réattribuer les responsabilités de manière à isoler adéquatement ces fonctions.

b) *Expertise du conseil d'administration* – Un conseil d'administration efficace examine objectivement les jugements portés par la direction et prend une part active dans l'élaboration et la surveillance de l'environnement de contrôle de l'émetteur. L'émetteur pourrait trouver difficile de s'adjoindre des administrateurs dotés de l'expertise, de l'objectivité, de la capacité et de l'expérience adéquates en matière d'information financière.

c) *Contrôles sur le contournement par la direction des politiques ou procédures* – L'émetteur pourrait être dominé par un fondateur ou un autre chef influent qui exerce un énorme pouvoir discrétionnaire et donne des directives personnelles à d'autres salariés. Même si une telle personne peut aider l'émetteur à respecter ses objectifs, notamment en matière de croissance, une telle concentration de connaissances et de pouvoirs pourrait lui donner l'occasion de contourner les politiques ou procédures établies ou pourrait, par ailleurs, réduire la probabilité d'avoir un environnement de contrôle efficace.

d) *Personnel compétent* – Il faut posséder une expertise suffisante en matière de comptabilité et d'information financière pour assurer une communication fiable de l'information financière et l'établissement des états financiers conformément aux PCGR de l'émetteur. Certains émetteurs pourraient ne pas être en mesure de recruter du personnel compétent en comptabilité ou d'obtenir des conseils d'experts externalisés, et ce, de manière rentable. Même si l'émetteur peut obtenir des conseils d'experts externalisés, il pourrait ne pas avoir l'expertise interne pour comprendre ou évaluer la qualité des conseils obtenus. Le fait qu'un émetteur consulte sur des questions de comptabilité techniquement complexes n'est pas à lui seul un indice de déficience liée à la conception du CIIF.

Lorsque les règles d'indépendance du vérificateur le lui permettent, le vérificateur externe de l'émetteur peut fournir certains services (par exemple des services d'évaluation, de vérification interne ou relatifs à l'impôt sur le revenu) qui procurent les aptitudes qui seraient autrement acquises en embauchant du personnel compétent ou en obtenant des conseils d'experts externalisés d'une partie autre que le vérificateur externe. Ce type d'entente ne saurait constituer une composante de la conception du CIIF de l'émetteur.

Si un ou plusieurs de ces défis se posent dans la conception du CIIF, une participation supplémentaire du comité de vérification ou du conseil d'administration de l'émetteur peut constituer un contrôle compensatoire adéquat ou encore atténuer les risques résultant de l'incapacité de corriger une faiblesse importante relative au défi en cause. Le cadre de contrôle retenu pour la conception du CIIF peut contenir de plus amples renseignements sur ces défis. On trouvera à l'article 9.1 de la présente instruction générale des indications sur les contrôles compensatoires et les procédures d'atténuation des risques.

6.12. Gouvernance à l'égard des contrôles internes

Le conseil d'administration de l'émetteur est encouragé à envisager l'adoption d'un mandat écrit visant à reconnaître explicitement sa responsabilité de gérance de l'émetteur, notamment la responsabilité des systèmes de contrôle interne et de gestion de l'information.

6.13. Maintien de la conception

Après l'élaboration et la mise en œuvre initiales des CPCI et du CIIF, et avant d'attester la conception chaque trimestre, les dirigeants signataires devraient tenir compte des éléments suivants :

- a)* la question de savoir si l'émetteur est confronté à de nouveaux risques et si chaque conception constitue toujours un fondement suffisant pour les déclarations relatives à l'assurance raisonnable prévues au paragraphe 5 des attestations;
- b)* l'étendue et la qualité de la surveillance continue des CPCI et du CIIF, y compris l'étendue, la nature et la fréquence de la communication des résultats de la surveillance continue des CPCI et du CIIF aux paliers de direction compétents;
- c)* les travaux réalisés dans le cadre de la fonction de vérification interne de l'émetteur;
- d)* la communication avec les vérificateurs externes de l'émetteur, le cas échéant;
- e)* l'incidence des faiblesses dans les CPCI ou des faiblesses importantes dans le CIIF qui ont été circonscrites au cours de l'exercice.

6.14. Efficience et efficacité

En plus des facteurs exposés dans la présente partie qui aideront les dirigeants signataires à concevoir adéquatement les CPCI et le CIIF, voici d'autres mesures qui pourraient améliorer l'efficience et l'efficacité de la conception :

- a)* l'intégration des CPCI et du CIIF aux processus opérationnels de l'émetteur;
- b)* la mise en œuvre de politiques et procédures uniformes et de programmes à tous les échelons de l'émetteur, dans tous ses établissements et dans toutes ses unités d'exploitation;
- c)* l'inclusion de processus permettant la modification des CPCI et du CIIF pour les adapter à l'évolution du contexte commercial;

d) l'inclusion de procédures pour la déclaration immédiate aux paliers de direction compétents de toutes les questions soulevées sur les CPCI et le CIIF, ainsi que le détail des mesures prises ou envisagées pour les régler.

6.15. Documentation de la conception

1) ***Étendue et forme de la documentation de la conception*** – Les dirigeants signataires devraient généralement conserver des documents probants qui leur donneront un fondement raisonnable pour attester la conception des CPCI et du CIIF. L'étendue des documents probants pour chaque attestation intermédiaire et annuelle dépendra de l'appréciation que les dirigeants signataires font des risques, selon l'article 6.6 de la présente instruction générale, de même que de l'envergure et de la complexité des CPCI et du CIIF. La documentation pourrait exister sur divers supports (par exemple sur support papier, électronique ou un autre support) et pourrait être présentée sous plusieurs formes (par exemple manuels de politiques, modèles de processus, organigrammes, descriptions de travail, documents, notes de service internes et formulaires). Il incombe aux dirigeants signataires de juger de manière raisonnable de l'étendue et de la forme que la documentation doit prendre.

2) ***Documentation de l'environnement de contrôle*** – Pour avoir un fondement raisonnable pour la conception des CPCI et du CIIF, les dirigeants signataires devraient, en règle générale, documenter les éléments clés de l'environnement de contrôle, dont ceux exposés au paragraphe 2 de l'article 6.7 de la présente instruction générale.

3) ***Documentation de la conception des CPCI*** – Pour avoir un fondement raisonnable pour la conception des CPCI, les dirigeants signataires devraient, en règle générale, documenter :

a) les processus et procédures garantissant que l'information est portée à l'attention de la direction, notamment des dirigeants signataires, en temps opportun de sorte qu'elle puisse décider si l'information doit être communiquée;

b) les éléments énumérés à l'article 6.8 de la présente instruction générale.

4) ***Documentation de la conception du CIIF*** – Pour avoir un fondement raisonnable pour la conception du CIIF, les dirigeants signataires devraient, en règle générale, documenter :

a) le processus d'évaluation continue des risques, et les risques auxquels les dirigeants signataires doivent répondre pour être considérés comme ayant conçu le CIIF;

b) la manière dont les opérations significatives, et les catégories significatives d'opérations, sont créées, autorisées, enregistrées et traitées;

c) les flux des opérations qui permettront d'établir le moment et la manière dont pourraient survenir des inexactitudes ou omissions importantes en raison d'une erreur ou d'une fraude;

d) une description des contrôles sur les assertions pertinentes se rapportant à tous les comptes significatifs et informations significatives des états financiers;

e) une description des contrôles conçus pour prévenir ou détecter la fraude, notamment l'identification de la personne qui exécute les contrôles et, le cas échéant, la façon dont s'effectue la séparation des fonctions;

f) une description des contrôles sur les processus de communication de l'information financière en fin de période comptable;

g) une description des contrôles sur la protection des actifs;

h) les conclusions des dirigeants signataires sur l'existence possible d'une faiblesse importante liée à la conception du CIIF à la clôture de la période comptable.

PARTIE 7 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT DES CPCI ET DU CIIF

7.1. Observations générales

La plupart des articles de cette partie s'appliquent à l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement des CPCI (l'évaluation des CPCI) et du CIIF (l'évaluation du CIIF), mais certains s'appliquent expressément à l'évaluation du CIIF.

7.2. Étendue de l'évaluation de l'efficacité du fonctionnement

Les évaluations des CPCI et du CIIF ont pour objectif d'établir si la conception des CPCI et celle du CIIF de l'émetteur fonctionnent de la manière prévue. Pour étayer la conclusion que les CPCI ou le CIIF sont efficaces, les dirigeants signataires devraient obtenir à la date de leur appréciation suffisamment d'éléments pertinents prouvant que leurs composantes fonctionnent de la manière prévue. Quelle que soit la méthode par laquelle ils conçoivent les CPCI et le CIIF, les dirigeants signataires peuvent utiliser une méthode d'évaluation descendante axée sur le risque afin de limiter l'évaluation aux contrôles et aux procédures nécessaires pour répondre aux risques pouvant raisonnablement donner lieu à des inexactitudes importantes.

L'Annexe 52-109A1 prévoit la déclaration de toute faiblesse importante liée au fonctionnement du CIIF. L'étendue de l'évaluation du CIIF doit donc être suffisante pour pouvoir circonscrire les faiblesses importantes.

7.3. Jugement

Le règlement ne prévoit pas la façon dont les dirigeants signataires doivent effectuer leurs évaluations des CPCI et du CIIF. Ces derniers devraient faire preuve de jugement, en agissant raisonnablement, et appliquer leurs connaissances et leur expérience afin d'établir la nature et l'étendue de l'évaluation.

7.4. Connaissances et supervision

L'Annexe 52-109A1 prévoit que les dirigeants signataires attestent avoir évalué les CPCI et le CIIF de l'émetteur ou en avoir supervisé l'évaluation. Des salariés ou des tiers placés sous la supervision des dirigeants signataires peuvent effectuer l'évaluation des CPCI et du CIIF de l'émetteur. Ces salariés devraient, individuellement et collectivement, posséder les connaissances, les compétences, l'information et les pouvoirs nécessaires pour évaluer les CPCI et le CIIF à l'égard desquels des responsabilités leur ont été confiées. Néanmoins, les dirigeants signataires de l'émetteur doivent conserver la responsabilité globale de l'évaluation des CPCI et du CIIF ainsi que de la présentation d'information à leur sujet dans le rapport de gestion.

Les dirigeants signataires devraient s'assurer que l'évaluation est effectuée avec le degré d'objectivité nécessaire. En règle générale, les personnes qui évaluent l'efficacité du fonctionnement de contrôles ou procédures précis ne devraient pas être les mêmes que celles qui les exécutent. On trouvera à l'article 7.10 de la présente instruction générale des indications sur l'autoévaluation.

7.5. Recours au vérificateur externe ou à un autre tiers

Les dirigeants signataires pourraient décider d'avoir recours à un tiers pour les aider dans leur évaluation des CPCI ou du CIIF. Dans ce cas, ils devraient s'assurer que les personnes qui exécutent les procédures d'évaluation convenues disposent des connaissances et des aptitudes voulues. Les dirigeants signataires devraient prendre une

part active dans l'établissement des procédures à exécuter, des conclusions à communiquer et du mode de communication à utiliser.

Si l'émetteur choisit de retenir les services de son vérificateur externe pour aider les dirigeants signataires dans leur évaluation des CPCI et du CIIF, ces derniers devraient établir les procédures à exécuter, les conclusions à communiquer et le mode de communication à utiliser. Les dirigeants signataires ne devraient pas se fier aux procédures liées au CIIF appliquées ni aux conclusions publiées par le vérificateur externe uniquement dans le cadre de la vérification des états financiers. Toutefois, si le vérificateur externe est mandaté précisément pour exécuter des procédures précises liées au CIIF, les dirigeants signataires peuvent utiliser les résultats de ces procédures dans leur évaluation même si le vérificateur les utilise dans sa vérification des états financiers.

L'émetteur qui, dans un document d'information continue, fait un renvoi à un rapport de vérification de son CIIF établi par son vérificateur externe devrait déposer un exemplaire du rapport avec ses états financiers.

7.6. Outils d'évaluation

Divers outils peuvent servir à l'évaluation des CPCI et du CIIF, notamment :

- a)* l'interaction quotidienne des dirigeants signataires avec les systèmes de contrôle;
- b)* des tests de cheminement;
- c)* des entrevues menées avec des personnes qui sont associées aux contrôles visés;
- d)* l'observation de procédures et processus, notamment le respect des politiques de l'entreprise;
- e)* la réexécution;
- f)* un examen de la documentation prouvant que les contrôles, politiques ou procédures ont été exécutés.

Les dirigeants signataires devraient avoir recours à une combinaison d'outils. Même si la prise de renseignements et l'observation pourraient en soi être suffisants pour évaluer un contrôle présentant un risque plus faible, ils ne peuvent constituer un moyen valable d'évaluation dans son ensemble.

La nature, l'étendue et le calendrier d'application des procédures d'évaluation nécessaires pour que les dirigeants signataires puissent étayer raisonnablement l'efficacité du fonctionnement d'une composante des CPCI ou du CIIF dépendent du degré de risque auquel la composante est destinée à répondre. Ce degré de risque pourrait changer chaque année selon l'expérience que la direction a acquise du fonctionnement d'un contrôle au cours de l'année et dans les évaluations précédentes.

7.7. Interaction quotidienne des dirigeants signataires

L'interaction quotidienne des dirigeants signataires avec leurs systèmes de contrôle leur donne la possibilité d'évaluer l'efficacité du fonctionnement des CPCI et du CIIF au cours d'un exercice. Elle pourrait constituer un moyen valable d'évaluation des CPCI ou du CIIF si le fonctionnement des contrôles, politiques et procédures est centralisé, faisant intervenir un nombre limité de membres du personnel. Elle serait raisonnablement étayée par des notes de service, des courriels et des instructions ou directives des dirigeants signataires à l'intention d'autres salariés, notamment.

7.8. Tests de cheminement

Un test de cheminement est un procédé consistant à suivre à la trace une opération de son origine à sa présentation dans les rapports financiers de l'émetteur à travers les systèmes d'information de celui-ci. Elle peut aider les dirigeants signataires à confirmer :

- a) qu'ils comprennent les composantes du CIIF, y compris celles qui se rapportent à la prévention ou à la détection de la fraude;
- b) qu'ils comprennent le mode de traitement des opérations;
- c) qu'ils ont circonscrit tous les points du processus où des inexactitudes relatives à chaque assertion pertinente des états financiers pourraient se produire;
- d) que les composantes du CIIF ont été mises en œuvre.

7.9. Réexécution

1) **Observations générales** – La réexécution est l'exécution indépendante de certaines composantes des CPCI ou du CIIF ayant été exécutées antérieurement. La réexécution pourrait comprendre l'inspection des registres et dossiers, qu'ils soient internes (par exemple un bon de commande préparé par le service des achats de l'émetteur) ou externes (par exemple une facture préparée par un vendeur), sur support papier, électronique ou un autre support. La fiabilité des dossiers et registres dépend de leur nature, de leur source et de l'efficacité des contrôles sur leur production. À titre d'exemple, une réexécution consisterait à vérifier si les renseignements sur la quantité et le prix indiqués sur une facture concordent avec ceux du bon de commande, et à confirmer qu'un salarié a déjà exécuté cette procédure.

2) **Étendue de la réexécution** – Il incombe aux dirigeants signataires de juger de manière raisonnable de l'étendue de la réexécution d'une composante des CPCI ou du CIIF. En règle générale, les composantes qui sont exécutées plus fréquemment (par exemple les contrôles pour l'enregistrement des opérations de ventes) exigeront davantage de tests que celles qui le sont moins (par exemple les contrôles sur les rapprochements bancaires mensuels). Les composantes exécutées manuellement exigeront vraisemblablement des tests plus rigoureux que les contrôles automatisés. Les dirigeants signataires pourraient décider de ne pas tester chaque étape individuelle d'un contrôle pour conclure que celui-ci fonctionne efficacement dans son ensemble.

3) **Réexécution à l'égard de chaque évaluation** – Les dirigeants signataires pourraient juger pertinent de rajuster la nature, l'étendue et le moment de la réexécution à l'égard de chaque évaluation. Par exemple, à « l'an 1 », ils pourraient tester les contrôles des technologies de l'information, et ce, de façon exhaustive, et, à « l'an 2 », se concentrer sur les contrôles de surveillance qui détectent les modifications apportées aux contrôles des technologies de l'information. Ils devraient tenir compte des risques précis auxquels répondent les contrôles lorsqu'ils effectuent ce genre de rajustements. Il pourrait également être indiqué de tester les contrôles à des périodes intermédiaires différentes, d'augmenter ou de réduire le nombre et le type de tests effectués ou de changer la combinaison de procédés appliqués afin d'ajouter un élément d'imprévisibilité dans les tests et de s'adapter aux changements de circonstances.

7.10. Autoévaluation

L'autoévaluation s'entend du test de cheminement, de la réexécution d'un contrôle ou de tout autre procédé d'analyse du fonctionnement des contrôles effectué par une personne participant ou non à l'application du contrôle. Elle peut être confiée à des membres du personnel qui appliquent le contrôle ou à des membres de la direction qui n'ont pas la responsabilité de l'appliquer. Les éléments probants tirés des activités d'autoévaluation relativement à l'efficacité du fonctionnement dépendent des membres du personnel concernés et de la façon dont ces activités sont exercées.

Normalement, on complète l'autoévaluation effectuée par les membres du personnel appliquant le contrôle au moyen de tests directs effectués par des personnes qui sont indépendantes de l'application du contrôle et de niveau hiérarchique égal ou supérieur. En l'occurrence, l'autoévaluation ne pouvant atteindre à elle seule un niveau d'objectivité raisonnable, l'application de tests directs serait nécessaire à la corroboration des éléments probants qui en sont tirés.

Il peut se présenter des situations dans lesquelles un dirigeant signataire effectue une autoévaluation et participe à l'application du contrôle. Même si aucun autre membre de la direction qui est indépendant de l'application du contrôle et de niveau hiérarchique égal ou supérieur ne peut effectuer de test direct, l'autoévaluation du dirigeant signataire fournit normalement à elle seule des éléments probants suffisants car il signe l'attestation annuelle. Dans les cas où l'un de deux dirigeants signataires effectue une autoévaluation, il conviendrait que l'autre procède à des tests directs sur le contrôle.

7.11. Calendrier d'évaluation

L'Annexe 52-109A1 prévoit que les dirigeants signataires attestent avoir évalué l'efficacité des CPCI et du CIIF de l'émetteur à la clôture de l'exercice. Les dirigeants signataires pourraient planifier certains tests des composantes des CPCI et du CIIF tout au long de l'exercice. Toutefois, puisque l'évaluation a lieu à la clôture de l'exercice, ils seront tenus d'appliquer les procédés nécessaires pour évaluer le fonctionnement des composantes à la fin de l'exercice.

Puisque certains procédés de fin d'exercice sont appliqués après la clôture de l'exercice (par exemple l'arrêté des comptes), certains tests des composantes des CPCI et du CIIF pourraient se dérouler également après la clôture. Le calendrier des activités d'évaluation sera établi en fonction du risque associé aux composantes évaluées, des outils d'évaluation et du fait que ces composantes s'appliquent avant ou après la clôture de l'exercice.

7.12. Étendue de l'examen dans chaque évaluation annuelle

Dans chaque évaluation annuelle, les dirigeants signataires doivent évaluer les composantes des CPCI et du CIIF qui, pris ensemble, fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable. Par exemple, ils ne peuvent décider d'exclure de l'étendue de l'évaluation les composantes du CIIF applicables à un processus particulier sur la seule base des résultats de l'évaluation de l'exercice précédent. Pour asseoir leur appréciation de l'efficacité du fonctionnement du CIIF sur un fondement raisonnable, les dirigeants signataires doivent recueillir des éléments probants suffisants à l'appui de l'efficacité du fonctionnement de toutes les composantes pertinentes du CIIF à la date de leur appréciation.

7.13. Documentation des évaluations

1) *Étendue de la documentation pour l'évaluation* – En règle générale, les dirigeants signataires devraient conserver les documents probants qui leur donneront un fondement raisonnable pour attester leur évaluation des CPCI et du CIIF. L'étendue des documents probants pour chaque attestation annuelle dépendra de l'envergure et de la complexité des CPCI et du CIIF. Il revient aux dirigeants signataires de juger de manière raisonnable de l'étendue de la documentation.

2) *Documentation à l'égard des évaluations des CPCI et du CIIF* – Afin d'étayer raisonnablement l'évaluation des CPCI ou du CIIF, les dirigeants signataires devraient, en règle générale, documenter :

a) une description du processus auquel les dirigeants signataires ont eu recours pour évaluer les CPCI ou le CIIF;

- b)* la manière dont les dirigeants signataires ont établi l'étendue des tests des composantes des CPCI ou du CIIF;
- c)* une description des outils d'évaluation visés aux articles 7.6 et 7.7 de la présente instruction générale ou d'autres outils ainsi que des résultats de leur application;
- d)* les conclusions des dirigeants signataires au sujet :
 - i)* de l'efficacité du fonctionnement des CPCI ou du CIIF, selon le cas;
 - ii)* de l'existence, le cas échéant, d'une faiblesse importante liée au fonctionnement du CIIF à la clôture de la période comptable.

PARTIE 8 RECOURS À UN ORGANISME DE SERVICES OU À UN SPÉCIALISTE DANS LE CIIF DE L'ÉMETTEUR

8.1. Recours à un organisme de services

Certains émetteurs externalisent à des organismes de services des processus importants, tels que la paie, la comptabilité de production dans une société pétrolière et gazière ou d'autres services de tenue de comptes. Les dirigeants signataires peuvent estimer, selon leur appréciation des risques commentée au paragraphe 2 de l'article 6.6 de la présente instruction générale, qu'un processus externalisé nécessite des contrôles, politiques et procédures. Afin de concevoir et d'évaluer ces contrôles, politiques et procédures, les dirigeants signataires devraient prendre l'un des facteurs suivants en considération :

- a)* la capacité de l'organisme de services à fournir un rapport de son vérificateur sur la conception et le fonctionnement des contrôles mis en œuvre et les tests d'efficacité du fonctionnement des contrôles de l'organisme;
- b)* la possibilité pour les dirigeants signataires d'accéder aux contrôles de l'organisme de services afin d'en évaluer la conception et l'efficacité;
- c)* les contrôles de l'émetteur pouvant éliminer la nécessité pour les dirigeants signataires d'évaluer la conception et l'efficacité des contrôles de l'organisme de services qui se rapportent au processus externalisé.

8.2. Rapport du vérificateur sur les contrôles de l'organisme de services

Si les dirigeants signataires peuvent obtenir un rapport du vérificateur de l'organisme de services sur les contrôles mis en œuvre et les tests d'efficacité du fonctionnement des contrôles, ils devraient évaluer si le rapport leur fournit des éléments probants suffisants pour apprécier la conception et l'efficacité des contrôles relatifs au processus externalisé. À cette fin, les facteurs suivants sont pertinents :

- a)* la période sur laquelle portent les tests des contrôles et sa relation avec la date à laquelle les dirigeants signataires apprécient le CIIF de l'émetteur;
- b)* l'étendue de l'examen et des applications visées et les contrôles testés;
- c)* les résultats des tests des contrôles et l'opinion du vérificateur de l'organisme de services sur l'efficacité du fonctionnement des contrôles.

8.3. Temps écoulé entre la date du rapport du vérificateur de l'organisme de services et la date de l'attestation

Si beaucoup de temps s'est écoulé entre la période sur laquelle portent les tests des contrôles visés dans le rapport du vérificateur de l'organisme de services et la date à laquelle les dirigeants signataires apprécient le CIIF, ceux-ci devraient déterminer si ces

contrôles ont changé depuis la période visée dans le rapport. L'organisme de services pourrait communiquer certains changements, comme les mouvements de personnel ou les modifications dans les rapports et autres données qu'il fournit. Les changements peuvent également se manifester par des erreurs détectées dans le processus de l'organisme de services. Si les dirigeants signataires relèvent des changements dans les contrôles de l'organisme de services, ils devraient en évaluer les effets et déterminer s'il y a lieu de mettre en œuvre des procédés supplémentaires. Ceux-ci pourraient notamment consister à obtenir de plus amples renseignements de l'organisme, à mettre en œuvre des procédés au sein de l'organisme ou à demander à ce qu'un vérificateur de l'organisme mette en œuvre certains procédés en particulier.

8.4. Indices de faiblesse importante liée au recours à un organisme de services

Il peut arriver qu'aucun rapport du vérificateur d'un organisme de services ne soit disponible, que les dirigeants signataires ne puissent accéder aux contrôles de l'organisme et qu'ils n'aient pas relevé de contrôles compensatoires chez l'émetteur. En pareille circonstance, l'impossibilité d'apprécier les contrôles, politiques et procédures de l'organisme de services pourrait constituer une faiblesse importante du fait que les dirigeants signataires pourraient ne pas réunir d'éléments probants suffisants pour conclure que les composantes du CIIF de l'émetteur au sein de l'organisme sont conçues ou fonctionnent comme prévu.

8.5. Recours à un spécialiste

Un spécialiste est une personne ou une société qui possède une expertise dans un domaine précis. Un émetteur assujéti peut recourir aux services d'un spécialiste, comme des services actuariels, fiscaux ou de valorisation. Les dirigeants signataires peuvent estimer, selon leur appréciation des risques commentée au paragraphe 2 de l'article 6.6 de la présente instruction générale, que les services d'un spécialiste sont nécessaires. Ils devraient s'assurer que l'émetteur met en œuvre des contrôles, politiques et procédures relativement aux données de base et au caractère raisonnable des hypothèses étayant les constatations du spécialiste. Ils devraient également établir si le spécialiste possède la compétence, l'expertise et l'intégrité nécessaires.

PARTIE 9 FAIBLESSE IMPORTANTE

9.1. Détermination des déficiences dans le CIIF

1) *Déficiences dans la conception du CIIF* – Il existe une déficience dans la conception du CIIF dans les cas suivants :

- a) des composantes nécessaires du CIIF sont absentes de la conception;
- b) une composante existante du CIIF est conçue de telle sorte que, même si elle fonctionne comme prévu, on ne répondrait pas aux risques liés à l'information financière;
- c) une composante du CIIF n'a pas été mise en œuvre et, en conséquence, on n'a pas répondu aux risques liés à l'information financière.

Le paragraphe 2 de l'article 6.6 de la présente instruction générale fournit des indications sur les risques liés à l'information financière.

2) *Déficience dans le fonctionnement du CIIF* – Il existe une déficience liée au fonctionnement du CIIF lorsque l'une de ses composantes correctement conçue ne fonctionne pas de la manière prévue. Par exemple, si la conception du CIIF exige que deux personnes signent un chèque afin d'autoriser un décaissement et que les dirigeants signataires concluent que ce processus n'est pas suivi de façon constante, le contrôle peut être correctement conçu mais déficient dans son fonctionnement.

3) **Contrôles compensatoires et procédures d'atténuation** – Lorsque les dirigeants signataires constatent qu'une composante du CIIF ne fonctionne pas comme prévu, ils devraient déterminer s'il existe un contrôle compensatoire qui répond aux risques liés à l'information financière que cette composante est censée traiter. S'ils ne relèvent aucun contrôle compensatoire, il existe alors une déficience liée au fonctionnement du CIIF de l'émetteur.

Lorsqu'ils déterminent s'il existe un contrôle compensatoire, les dirigeants signataires peuvent relever des procédures qui aident à atténuer les risques liés à l'information financière que la composante déficiente du CIIF ne traite pas, mais qui ne remplissent pas les critères d'un contrôle compensatoire pour les raisons suivantes :

- a) elles ne répondent à ces risques qu'en partie;
- b) elles ne sont pas conçues par les dirigeants signataires de l'émetteur, ou sous leur supervision, et ne constituent donc pas un contrôle interne.

Dans ces circonstances, comme aucun contrôle compensatoire ne répond aux risques liés à l'information financière, une déficience liée au fonctionnement du CIIF de l'émetteur demeurerait et celui-ci aurait à en apprécier la significativité. Il pourrait mettre en œuvre une ou plusieurs procédures d'atténuation de ces risques et envisager de les déclarer, selon l'article 9.7 de la présente instruction générale. Lorsqu'il déclare ces procédures dans son rapport de gestion, l'émetteur ne devrait pas laisser entendre qu'elles éliminent l'existence de faiblesses importantes.

9.2. Appréciation de la significativité des déficiences du CIIF

Si une déficience ou une combinaison de déficiences dans la conception ou le fonctionnement d'une ou de plusieurs composantes du CIIF est détectée, les dirigeants signataires devraient en apprécier la significativité afin d'établir s'il existe une faiblesse importante. Leur appréciation devrait généralement inclure des analyses tant qualitatives que quantitatives.

Les dirigeants signataires évaluent la gravité d'une déficience ou d'une combinaison de déficiences a) sur le fait qu'il existe ou non une possibilité raisonnable que le CIIF de l'émetteur ne permette pas de prévenir ou de détecter la présence d'une inexactitude importante dans un montant ou une information présenté dans les états financiers, et b) sur l'ampleur de l'inexactitude pouvant résulter de la déficience ou des déficiences. La gravité d'une déficience du CIIF ne dépend pas du fait qu'une inexactitude est réellement survenue mais plutôt du fait qu'il y a une possibilité raisonnable que le CIIF de l'émetteur ne permette pas de prévenir ou de détecter une inexactitude importante en temps opportun.

9.3. Facteurs d'appréciation de la significativité des déficiences du CIIF

1) **Possibilité raisonnable d'inexactitude** – Voici certains des facteurs pouvant déterminer une possibilité raisonnable qu'une déficience ou une combinaison de déficiences empêche le CIIF de prévenir ou de détecter en temps opportun une inexactitude importante dans un montant ou une information présenté dans les états financiers :

- a) la nature des comptes, informations et assertions en cause (par exemple les opérations entre apparentés comportent plus de risques);
- b) la vulnérabilité de l'actif ou du passif concerné à la perte ou à la fraude (par exemple le risque croît avec la vulnérabilité);
- c) la complexité de la détermination du montant en cause ou la mesure dans laquelle elle repose sur la subjectivité ou le jugement (par exemple le risque croît avec la subjectivité, la complexité ou la part de jugement);

d) l'interaction ou le lien entre le contrôle et d'autres contrôles, notamment leur interdépendance ou leur redondance;

e) l'interaction des déficiences (par exemple, la combinaison de deux ou de plusieurs déficiences pourrait altérer les mêmes montants ou informations présentés dans les états financiers);

f) les conséquences éventuelles de la déficience.

2) **Ampleur de l'inexactitude** – Divers facteurs déterminent l'ampleur des inexactitudes pouvant résulter d'une déficience du CIIF. En voici certains :

a) le montant ou le total des opérations liés à la déficience;

b) le volume d'activité des comptes ou des catégories d'opérations qui sont liés à la déficience pour la période considérée ou qui devraient l'être dans les périodes futures.

9.4. Indices de faiblesse importante

Il revient aux dirigeants signataires de juger si les situations suivantes indiquent qu'il existe une déficience dans le CIIF et, dans l'affirmative, si elle constitue une faiblesse importante :

a) la détection d'une fraude, importante ou non, par les dirigeants signataires ou d'autres hauts dirigeants remplissant une fonction significative dans le processus d'information financière de l'émetteur;

b) un redressement d'états financiers publiés corrigeant une inexactitude importante;

c) la détection par l'émetteur ou son vérificateur externe d'une inexactitude importante dans les états financiers de la période en cours dans des circonstances indiquant que le CIIF de l'émetteur ne l'aurait pas détectée;

d) la surveillance inefficace de la communication de l'information financière externe et du CIIF de l'émetteur par le comité de vérification.

9.5. Conclusions sur l'efficacité du CIIF comportant une faiblesse importante

Si les dirigeants signataires détectent une faiblesse importante liée à la conception ou au fonctionnement du CIIF à la date de clôture de la période, ils ne pourraient conclure à l'efficacité du CIIF de l'émetteur. Ils ne peuvent assortir leur appréciation d'une réserve en déclarant que le CIIF de l'émetteur est efficace sous certaines réserves ou à certaines exceptions, sauf si la réserve concerne une limitation de l'étendue de la conception en vertu de l'article 3.3 du règlement. Selon le paragraphe 6 de l'Annexe 52-109A1, les dirigeants signataires doivent veiller à ce que l'émetteur présente dans son rapport de gestion annuel leurs conclusions au sujet de l'efficacité du CIIF à la clôture de l'exercice.

9.6. Communication d'une faiblesse importante

1) **Communication d'une faiblesse importante liée à la conception du CIIF** – Si les dirigeants signataires détectent une faiblesse importante liée à la conception du CIIF qui existait à la clôture de l'exercice ou de la période intermédiaire, le rapport de gestion annuel ou intermédiaire de l'émetteur doit décrire la faiblesse importante, son incidence sur l'information financière et le CIIF de l'émetteur, ainsi que tout plan actuel de l'émetteur visant à la corriger ou toute mesure déjà prise à cette fin, conformément au paragraphe 5.2 de l'Annexe 52-109A1 et de l'Annexe 52-109A2.

2) **Communication d'une faiblesse importante liée au fonctionnement du CIIF** – Si les dirigeants signataires détectent une faiblesse importante liée au fonctionnement du CIIF

qui existait à la clôture de l'exercice, le rapport de gestion annuel de l'émetteur doit décrire la faiblesse importante, son incidence sur l'information financière et le CIIF de l'émetteur, ainsi que tout plan actuel de l'émetteur visant à la corriger ou toute mesure déjà prise à cette fin, conformément aux dispositions A à C du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *b* du paragraphe 6 de l'Annexe 52-109A1.

Si une faiblesse importante liée au fonctionnement du CIIF persiste, les dirigeants signataires devraient déterminer si la déficience qui était liée à l'origine au fonctionnement du CIIF est devenue une faiblesse importante liée à la conception du CIIF qui doit être présentée dans le rapport de gestion tant intermédiaire qu'annuel conformément au paragraphe 5.2 de l'Annexe 52-109A1 et de l'Annexe 52-109A2.

3) **Description d'une faiblesse importante** – L'information communiquée au sujet d'une faiblesse importante devrait en présenter une image exacte et complète, notamment de ses effets sur le CIIF de l'émetteur. Celui-ci devrait fournir dans le rapport de gestion annuel et intermédiaire de l'information permettant aux investisseurs de comprendre la cause de la faiblesse importante ainsi que d'apprécier les conséquences possibles de la faiblesse sur les états financiers et son importance à leur égard. L'information est plus utile aux investisseurs lorsqu'elle marque la distinction entre les faiblesses importantes qui peuvent avoir une incidence globale sur le CIIF et celles qui n'en ont pas.

9.7. Communication des plans de rectification et des mesures prises

Si l'émetteur s'engage à appliquer un plan visant à corriger une faiblesse importante liée à la conception ou au fonctionnement du CIIF avant de déposer une attestation, son rapport de gestion annuel ou intermédiaire devrait décrire ses plans actuels visant à corriger chaque faiblesse importante ou les mesures prises à cette fin.

Lorsque l'émetteur a apporté la rectification, il devrait présenter la modification qui en résultera dans le CIIF dans son prochain rapport de gestion annuel ou intermédiaire conformément au paragraphe 7 de l'Annexe 52-109A1 ou 6 de l'Annexe 52-109A2.

Si l'émetteur est incapable de corriger une faiblesse importante ou choisit de ne pas le faire, mais qu'il relève des procédures qui atténuent l'effet de la faiblesse sur son CIIF, l'information communiquée sur ces procédures d'atténuation pourrait donner aux investisseurs une image exacte et complète de la faiblesse et de ses effets sur le CIIF. Si l'émetteur ne compte pas corriger la faiblesse importante, peu importe qu'il existe des procédures d'atténuation, il a toujours une faiblesse importante qu'il doit présenter dans son rapport de gestion annuel ou intermédiaire.

PARTIE 10 FAIBLESSE SIGNIFICATIVE DANS LES CPCI

10.1. Conclusions sur l'efficacité de CPCI comportant une faiblesse significative

Si les dirigeants signataires détectent l'existence d'une faiblesse significative liée à la conception ou au fonctionnement des CPCI à la date de clôture de la période, ils ne peuvent conclure à l'efficacité des CPCI de l'émetteur. Ils ne peuvent assortir leur appréciation d'une réserve en déclarant que les CPCI de l'émetteur sont efficaces sous certaines réserves ou à certaines exceptions, sauf si la réserve concerne une limitation de l'étendue de la conception en vertu de l'article 3.3 du règlement. Un dirigeant signataire ne peut conclure à l'efficacité des CPCI de l'émetteur si, du fait d'une déficience ou d'une combinaison de déficiences dans ceux-ci, il est raisonnablement possible que l'émetteur ne présente pas des éléments d'information importante qu'il doit présenter en vertu de la législation en valeurs mobilières dans les délais qui y sont prescrits.

Selon le paragraphe *a* du paragraphe 6 de l'Annexe 52-109A1, les dirigeants signataires doivent veiller à ce que l'émetteur présente dans son rapport de gestion annuel leurs conclusions au sujet de l'efficacité des CPCI. Cette information est utile aux investisseurs pour autant qu'elle décrive les faiblesses significatives relevées, qu'elle indique si l'émetteur s'est engagé à appliquer un plan de rectification ou entend le faire et

qu'elle précise s'il existe des procédures d'atténuation des risques qui n'ont pas été traités à cause des faiblesses.

10.2. Attestation intermédiaire de la conception de CPCI comportant une faiblesse significative

Si les dirigeants signataires relèvent dans la conception des CPCI une faiblesse qui est significative au moment du dépôt de l'attestation intermédiaire, il convient, afin de mettre en contexte leur attestation de la conception, que l'émetteur présente dans le rapport de gestion intermédiaire la faiblesse et toute autre information donnant une image exacte et complète de l'état de la conception des CPCI de l'émetteur.

10.3. Attestation des CPCI lorsqu'il existe une faiblesse importante dans le CIIF

Ainsi qu'il est précisé à l'article 6.2 de la présente instruction générale, il existe un chevauchement important entre les définitions des CPCI et du CIIF. Une faiblesse importante dans le CIIF de l'émetteur représente presque toujours une faiblesse significative dans les CPCI.

PARTIE 11 COMMUNICATION DES MODIFICATIONS DU CIIF

11.1. Appréciation de l'importance d'une modification du CIIF

Conformément au paragraphe 7 de l'Annexe 52-109A1 et 6 de l'Annexe 52-109A2, l'émetteur doit présenter toute modification apportée au CIIF qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF. Une modification importante du CIIF peut ne pas viser à corriger une faiblesse importante (par exemple l'automatisation d'un système de paie). Une modification du CIIF qui viserait à corriger une faiblesse importante constituerait généralement une modification importante.

PARTIE 12 RÔLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

12.1. Conseil d'administration

Selon l'Annexe 52-109A1, les dirigeants signataires doivent déclarer que l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel certains renseignements sur leur évaluation de l'efficacité des CPCI. Conformément à cette annexe, ils doivent également déclarer que l'émetteur a présenté dans son rapport de gestion annuel certains renseignements sur leur évaluation de l'efficacité du CIIF. En vertu du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, le conseil d'administration doit approuver le rapport de gestion annuel de l'émetteur, y compris l'information à fournir concernant les CPCI et le CIIF, avant son dépôt. Pour étayer raisonnablement son approbation de l'information fournie dans le rapport de gestion de l'émetteur concernant le CIIF, y compris des faiblesses importantes, le conseil d'administration devrait comprendre les fondements sur lesquels les dirigeants signataires ont conclu qu'une déficience ou une combinaison de déficiences en particulier constituait ou non une faiblesse importante (se reporter à l'article 9.2 de la présente instruction générale).

12.2. Comité de vérification

Le Règlement 52-110 prévoit que le comité de vérification doit examiner la communication de l'information financière par l'émetteur et établir des procédures pour le traitement des plaintes et des préoccupations touchant la comptabilité ou la vérification. Les émetteurs visés par ce règlement devraient tenir compte des obligations qui y sont prévues lors de la conception et de l'évaluation de leurs CPCI et de leur CIIF.

12.3. Déclaration de la fraude

Le paragraphe 8 de l'Annexe 52-109A1 prévoit que les dirigeants signataires informent les vérificateurs de l'émetteur ainsi que son conseil d'administration ou son comité de vérification de toute fraude impliquant la direction ou d'autres salariés qui jouent un rôle important dans le CIIF de l'émetteur. Le paragraphe 3 de l'article 6.6 de la présente instruction générale donne des indications sur l'expression « fraude » au sens du règlement.

Voici deux types d'inexactitudes intentionnelles : *i)* celles découlant de la communication d'information financière frauduleuse, notamment les omissions de montants ou d'informations dans les états financiers visant à tromper les utilisateurs des états financiers, et *ii)* celles découlant du détournement d'actifs.

PARTIE 13 CERTAINS INVESTISSEMENTS À LONG TERME

13.1. Entités sous-jacentes

L'émetteur peut détenir divers placements à long terme qui ont une incidence sur la manière dont les dirigeants signataires conçoivent et évaluent l'efficacité des CPCI et du CIIF. Notamment, l'émetteur pourrait avoir :

- a)* une participation dans une filiale qui est consolidée dans les états financiers de l'émetteur;
- b)* une participation dans une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV ») qui est consolidée dans les états financiers de l'émetteur;
- c)* une participation dans une entité consolidée par intégration proportionnelle dans les états financiers de l'émetteur;
- d)* une participation dans une entité comptabilisée à la valeur de consolidation dans les états financiers de l'émetteur (un investissement en instruments de capitaux propres);
- e)* une participation dans une entité comptabilisée à la valeur d'acquisition dans les états financiers de l'émetteur (un placement de portefeuille).

Dans la présente partie, l'expression « entité » englobe diverses structures, notamment les sociétés par actions. Les expressions « consolidé », « filiale », « EDDV », « consolidé par intégration proportionnelle », « comptabilisé à la valeur de consolidation » et « comptabilisé à la valeur d'acquisition » ont le sens qui leur est attribué selon les PCGR de l'émetteur. Dans la présente partie, l'expression « entité sous-jacente » s'entend de l'une des entités visées aux paragraphes *a* à *e* ci-dessus.

13.2. Image fidèle

Conformément à l'article 4.1 de la présente instruction générale, la notion d'« image fidèle » ne se limite pas à la conformité aux PCGR de l'émetteur. Si les dirigeants signataires estiment que les états financiers de l'émetteur ne donnent pas une image fidèle de sa situation financière relativement à une entité sous-jacente, ils devraient faire en sorte que l'émetteur présente de l'information supplémentaire dans son rapport de gestion.

13.3. Conception et évaluation des CPCI et du CIIF

1) **Accès à l'entité sous-jacente** – La nature de la participation de l'émetteur dans une entité sous-jacente aura une incidence sur la capacité du dirigeant signataire à concevoir et à évaluer l'efficacité des contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par l'entité sous-jacente.

Filiale – Dans le cas d'un émetteur qui a une participation dans une filiale, puisque l'émetteur contrôle la filiale, les dirigeants signataires disposeront d'un accès suffisant à la filiale pour concevoir et évaluer l'efficacité des contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par l'entité sous-jacente.

Entité consolidée par intégration proportionnelle ou EDDV – Dans le cas d'un émetteur ayant une participation dans une entité consolidée par intégration proportionnelle ou une EDDV, les dirigeants signataires pourraient ne pas toujours avoir un accès suffisant à l'entité sous-jacente pour concevoir et évaluer l'efficacité des contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par l'entité sous-jacente.

La question de savoir si les dirigeants signataires ont un accès suffisant à une entité consolidée par intégration proportionnelle ou à une EDDV pour concevoir et évaluer l'efficacité des contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par l'entité sous-jacente est une question de fait dont la réponse pourrait notamment dépendre de ce qui suit :

- a) le pourcentage de participation de l'émetteur dans l'entité sous-jacente;
- b) le statut d'émetteur assujéti des autres propriétaires de l'entité sous-jacente;
- c) la nature de la relation entre l'émetteur et l'exploitant de l'entité sous-jacente si l'émetteur n'en est pas l'exploitant;
- d) les modalités de la ou des conventions régissant l'entité sous-jacente;
- e) la date d'établissement de l'entité sous-jacente.

Placement de portefeuille ou investissement en instruments de capitaux propres – Dans le cas d'un émetteur qui a un placement de portefeuille ou un investissement en instruments de capitaux propres, les dirigeants signataires ne disposeront généralement pas d'un accès suffisant à l'entité sous-jacente pour concevoir et évaluer l'efficacité des contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par l'entité sous-jacente.

2) ***Accès à l'entité sous-jacente dans certaines structures de placement indirect*** – Dans certaines structures de placement indirect, notamment des structures faisant intervenir une fiducie de revenu ou une société en commandite, l'émetteur pourrait :

- a) détenir une participation significative dans les capitaux propres de l'entité sous-jacente mais ne pas contrôler l'entité légalement du fait qu'un tiers (habituellement l'autre partie à l'établissement de la structure de placement indirect) exercerait le contrôle légal;
- b) détenir dans les capitaux propres de l'entité sous-jacente une participation qui représente un actif significatif de l'émetteur et nécessite qu'il fournisse aux porteurs des titres de participation des états financiers annuels vérifiés et intermédiaires distincts et établis selon les mêmes PCGR que ceux de l'émetteur.

En pareil cas, nous nous attendons à ce que l'acte de fiducie, la convention de société en commandite ou tout autre document constitutif prévoie que les dirigeants signataires auront un accès suffisant à l'entité sous-jacente pour concevoir et évaluer l'efficacité des contrôles, politiques et procédures qu'elle a mis en œuvre.

3) ***Mesures raisonnables pour la conception et l'évaluation*** – Les dirigeants signataires devraient prendre toutes les mesures raisonnables pour concevoir et évaluer l'efficacité des contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par l'entité sous-jacente, pour leur permettre d'étayer leurs déclarations des attestations annuelles et intermédiaires. Toutefois, le choix des « mesures raisonnables » est laissé à l'appréciation des dirigeants signataires, agissant raisonnablement.

Si les dirigeants signataires ont accès à l'entité sous-jacente pour la conception des contrôles, politiques et procédures conformément au paragraphe 2 et qu'ils n'en sont pas satisfaits, ils devraient déterminer s'il existe une faiblesse importante ou une faiblesse significative dans les CPCI.

4) **Communication de la limitation de l'étendue à l'égard d'une entité consolidée par intégration proportionnelle ou d'une EDDV** – Il existe une limitation de l'étendue si les dirigeants signataires ne peuvent asseoir leurs déclarations contenues dans les attestations annuelles ou intermédiaires sur un fondement raisonnable parce qu'ils ne disposent pas d'un accès suffisant à une entité consolidée par intégration proportionnelle ou à une EDDV, selon le cas, pour concevoir et évaluer les contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par cette entité sous-jacente.

Pour établir s'il existe une limitation de l'étendue, les dirigeants signataires doivent d'abord déterminer si une entité consolidée par intégration proportionnelle, une EDDV ou plusieurs prises collectivement comportent des risques raisonnablement susceptibles d'entraîner une inexactitude importante dans les documents annuels ou intermédiaires ou les autres rapports de l'émetteur. Les dirigeants signataires détermineraient ces risques au moment où ils déterminent les risques auxquels est confronté l'émetteur afin d'établir l'étendue et le degré nécessaire de complexité des CPCI et du CIIF, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2 de l'article 6.6 de la présente instruction générale.

Les dirigeants signataires déclareraient une limitation de l'étendue lorsqu'une entité consolidée par intégration proportionnelle, une EDDV ou plusieurs prises collectivement comporteraient des risques raisonnablement susceptibles d'entraîner une inexactitude importante et qu'ils ne disposeraient pas d'un accès suffisant pour concevoir et évaluer les contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par chaque entité sous-jacente.

Les dirigeants signataires ne déclareraient pas de limitation de l'étendue lorsqu'une entité consolidée par intégration proportionnelle, une EDDV ou plusieurs prises collectivement ne comporteraient pas de tels risques.

L'émetteur doit présenter dans son rapport de gestion la limitation de l'étendue et l'information financière sommaire sur chaque entité sous-jacente conformément à l'article 3.3 du règlement. L'information financière sommaire peut être présentée pour l'ensemble des entités consolidées par intégration proportionnelle ou EDDV ou pour chacune isolément.

Voici les éléments que comporterait une information financière sommaire utile concernant une entité sous-jacente ou plusieurs prises collectivement qui font l'objet d'une limitation de l'étendue :

- a) le chiffre d'affaires ou les produits;
- b) le bénéfice ou la perte avant activités abandonnées et éléments extraordinaires;
- c) le bénéfice net ou la perte nette pour la période comptable;

sauf si *i*) les principes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers de l'entité sous-jacente permettent d'établir son bilan sans classer l'actif et le passif dans les catégories à court terme et à long terme, et si *ii*) le rapport de gestion comporte au sujet de l'entité sous-jacente ou des entités prises collectivement d'autres éléments d'information financière plus pertinents pour le secteur de l'entité ou des entités,

- d) l'actif à court terme;
- e) l'actif à long terme;
- f) le passif à court terme;

- g) le passif à long terme.

Des éléments d'information utiles sur une entité sous-jacente faisant l'objet d'une limitation de l'étendue comprendraient également les éventualités et engagements pour l'entité consolidée par intégration proportionnelle ou l'EDDV.

5) **Accès limité à l'entité sous-jacente d'un placement de portefeuille ou d'un investissement en instruments de capitaux propres** – Même si les dirigeants signataires peuvent ne pas avoir un accès suffisant à l'entité sous-jacente d'un placement de portefeuille ou d'un investissement en instruments de capitaux propres pour concevoir et évaluer les contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par celle-ci, les CPCI et le CIIF de l'émetteur devraient prévoir les contrôles de celui-ci sur la communication de l'information importante concernant :

- a) la valeur comptable du placement;
- b) les dividendes reçus sur le placement par l'émetteur;
- c) toute moins-value du placement passée en charges;
- d) le cas échéant, la quote-part des produits ou des pertes de l'investissement en instruments de capitaux propres attribuable à l'émetteur.

6) **Utilisation de l'information financière de l'entité sous-jacente** – Dans la plupart des cas, les dirigeants signataires seront tenus de se fier à l'information financière présentée par une entité consolidée par intégration proportionnelle, une EDDV ou l'entité sous-jacente d'un investissement en instruments de capitaux propres. Pour attester les documents annuels ou intermédiaires de l'émetteur qui comportent des renseignements concernant le placement de l'émetteur dans ces entités sous-jacentes, les dirigeants signataires devraient, au minimum, suivre ces procédures :

- a) s'assurer que l'émetteur reçoit l'information financière de l'entité sous-jacente au moment opportun;
- b) examiner l'information financière de l'entité sous-jacente pour déterminer si elle a été établie conformément aux PCGR de l'émetteur;
- c) examiner les conventions comptables de l'entité sous-jacente pour évaluer si elles sont conformes à celles de l'émetteur.

PARTIE 14 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

14.1. Accès à l'entreprise acquise

Dans bien des cas, il est difficile pour les dirigeants signataires de concevoir ou d'évaluer les contrôles, politiques et procédures mis en œuvre par une entreprise acquise peu après l'acquisition. Pour parer à cet inconvénient, le sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 3.3 du règlement autorise l'émetteur à limiter l'étendue de la conception des CPCI et du CIIF à l'égard de toute entreprise qu'il a acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période comptable visée par l'attestation. En général, cela entraînera une limitation de l'étendue de la conception à l'égard d'une acquisition d'entreprise pour trois attestations intermédiaires et une annuelle.

14.2. Communication de la limitation de l'étendue

Pour établir s'il existe une limitation de l'étendue, les dirigeants signataires doivent d'abord déterminer si une entreprise acquise comporte des risques raisonnablement susceptibles d'entraîner une inexactitude importante dans les documents annuels ou intermédiaires ou les autres rapports de l'émetteur. Les dirigeants signataires

détermineraient ces risques au moment où ils déterminent les risques auxquels est confronté l'émetteur afin d'établir l'étendue et le degré nécessaire de complexité des CPCI et du CIIF, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2 de l'article 6.6 de la présente instruction générale. Si les dirigeants signataires limitent l'étendue de la conception des CPCI et du CIIF à l'égard d'une entreprise acquise récemment, ils doivent l'indiquer et fournir l'information financière sommaire concernant l'entreprise dans le rapport de gestion de l'émetteur conformément à l'article 3.3 du règlement et au paragraphe 5.3 de l'Annexe 52-109A1 ou de l'Annexe 52-109A2, selon le cas. Voici les éléments que comporterait une information financière sommaire utile concernant l'entreprise acquise :

- a) le chiffre d'affaires ou les produits;
- b) le bénéfice ou la perte avant activités abandonnées et éléments extraordinaires;
- c) le bénéfice net ou la perte nette pour la période comptable;

sauf si *i)* les principes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers de l'entreprise acquise permettent d'établir son bilan sans classer l'actif et le passif dans les catégories à court terme et à long terme, et si *ii)* le rapport de gestion comporte au sujet de l'entreprise acquise d'autres éléments d'information financière plus pertinents pour le secteur de l'entité sous-jacente,

- d) l'actif à court terme;
- e) l'actif à long terme;
- f) le passif à court terme;
- g) le passif à long terme.

Des éléments d'information utiles sur l'entreprise acquise comprendraient également la quote-part de l'émetteur des éventualités et engagements découlant de l'acquisition. Dans le cas d'entreprises reliées, au sens du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, l'émetteur peut présenter leur information financière sommaire selon un cumul comptable.

PARTIE 15 ATTESTATIONS DE BASE POUR ÉMETTEUR ÉMERGENT

15.1. Attestations de base pour émetteur émergent

De par leur petit nombre de salariés et leurs ressources financières limitées, bien des émetteurs émergents ont de la difficulté à relever les défis mentionnés à l'article 6.11 de la présente instruction générale, de sorte qu'ils ne peuvent concevoir de CPCI et de CIIF sans *i)* engager des coûts supplémentaires considérables, *ii)* embaucher des salariés supplémentaires, ou *iii)* restructurer le conseil d'administration et le comité de vérification. Comme ces limites inhérentes concernent nombre d'émetteurs émergents, les attestations prévues pour les émetteurs émergents à l'Annexe 52-109AE1 et à l'Annexe 52-109AE2 ne comprennent pas de déclaration concernant l'établissement et le maintien des CPCI et du CIIF.

Nonobstant ces annexes, les émetteurs émergents peuvent choisir de déposer les attestations prévues à l'Annexe 52-109A1 et à l'Annexe 52-109A2, lesquelles comprennent des déclarations concernant l'établissement et le maintien des CPCI et du CIIF.

Les attestations des dirigeants signataires des émetteurs non émergents ne peuvent prendre la forme prévue à l'Annexe 52-109AE1 ou à l'Annexe 52-109AE2. Même si un émetteur non émergent doit relever des défis semblables à ceux dont il est question à l'article 6.11 de la présente instruction générale dans la conception du CIIF, il demeure tenu de déposer des attestations établies conformément à l'Annexe 52-109A1 et à l'Annexe

52-109A2 et de présenter dans son rapport de gestion une description de chaque faiblesse importante existant à la fin de la période comptable.

15.2. Avis au lecteur dans les attestations de base pour émetteur émergent

L'Annexe 52-109AE1 et l'Annexe 52-109AE2 prévoient un avis au lecteur clarifiant les responsabilités des dirigeants signataires et indiquant que les limites inhérentes à la capacité des dirigeants signataires d'un émetteur émergent de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports fournis en vertu de la législation en valeurs mobilières.

15.3. Communication volontaire d'information sur les CPCI et le CIIF

L'émetteur émergent qui dépose une attestation établie conformément à l'Annexe 52-109AE1 ou à l'Annexe 52-109AE2 n'est pas tenu de présenter d'information sur la conception ou l'efficacité du fonctionnement de ses CPCI ou de son CIIF dans son rapport de gestion annuel ou intermédiaire. S'il dépose une telle attestation mais qu'il choisit de présenter de l'information sur la conception ou le fonctionnement d'une ou de plusieurs composantes de ses CPCI ou de son CIIF dans son rapport de gestion annuel ou intermédiaire ou dans un autre document à déposer, il devrait également déclarer dans le document :

a) le fait qu'il n'a pas l'obligation d'attester la conception et l'évaluation de ses CPCI et de son CIIF et n'a pas effectué l'évaluation;

b) le fait que les limites inhérentes à la capacité des dirigeants signataires de concevoir et de mettre en œuvre de façon rentable des CPCI et un CIIF peuvent donner lieu à d'autres risques concernant la qualité, la fiabilité, la transparence et les délais de publication des documents annuels et intermédiaires et des autres rapports déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Sans ces déclarations, la communication sélective d'information sur les composantes des CPCI ou du CIIF de l'émetteur émergent dans le rapport de gestion ne permet pas de faire état des CPCI ou du CIIF de l'émetteur de façon transparente.

PARTIE 16 OBLIGATIONS D'ATTESTATION DES NOUVEAUX ÉMETTEURS ASSUJETTIS ET DES ÉMETTEURS DEVENANT ÉMETTEURS NON ÉMERGENTS

16.1. Obligations d'attestation suivant le passage au statut d'émetteur non émergent

Selon les articles 4.5 et 5.5 du règlement, l'émetteur qui devient émetteur non émergent peut, pour la période comptable se terminant après qu'il l'est devenu, établir la première attestation qu'il est tenu de déposer en vertu du règlement conformément à l'Annexe 52-109A1 – PAPE/PCI ou à l'Annexe 52-109A2 – PAPE/PCI. Si, après être devenu émetteur non émergent, il est tenu de déposer une attestation annuelle ou intermédiaire pour une période terminée pendant qu'il était émetteur émergent, il doit l'établir en la forme prévue à l'Annexe 52-109AE1 ou 52-109AE2.

PARTIE 17 DISPENSES

17.1. Émetteurs se conformant aux lois américaines

Certains émetteurs du Canada qui se conforment aux lois américaines peuvent choisir de dresser deux jeux d'états financiers et de déposer au Canada des états financiers établis selon des principes comptables différents de ceux qui sont déposés ou fournis aux États-Unis. Par exemple, un émetteur peut déposer aux États-Unis des états financiers établis conformément aux PCGR américains et, au Canada, conformément à d'autres

PCGR acceptables. Pour assurer l'attestation des états financiers déposés au Canada (selon le règlement ou les textes mettant en œuvre l'article 302), ces émetteurs ne pourront se prévaloir des dispenses prévues aux articles 8.1 et 8.2 du règlement.

PARTIE 18 SANCTIONS POUR ATTESTATIONS CONTENANT DE L'INFORMATION FAUSSE OU TROMPEUSE

18.1. Sanctions pour attestations contenant de l'information fausse ou trompeuse

Le dirigeant signataire qui fournit une attestation contenant de l'information fausse ou trompeuse peut faire l'objet de poursuites quasi criminelles, administratives ou civiles en vertu des lois sur les valeurs mobilières.

Le dirigeant signataire qui fournit une attestation contenant de l'information fausse ou trompeuse pourrait éventuellement faire également l'objet d'actions en dommages-intérêts en common law, selon le droit civil au Québec ou en vertu des régimes de sanctions civiles prévus par la loi dans certains territoires.

PARTIE 19 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

19.1. Déclarations concernant les CPCI et le CIIF suivant les périodes de transition

Si l'émetteur dépose l'attestation annuelle prévue à l'Annexe 52-109A1 ou l'attestation intermédiaire prévue à l'Annexe 52-109A2 qui comporte des déclarations concernant les CPCI ou le CIIF, ces déclarations ne viseraient pas l'information comparative de la période comptable antérieure incluse dans les documents annuels ou les documents intermédiaires dans les cas suivants :

- a) l'information comparative de la période comptable antérieure a fait l'objet d'attestations qui n'incluaient pas ces déclarations;
- b) aucune attestation n'était requise pour la période comptable antérieure.

PARTIE 20 ATTESTATION DE DOCUMENTS ANNUELS OU INTERMÉDIAIRES RÉVISÉS OU RETRAITÉS

20.1. Attestation de documents annuels ou intermédiaires révisés ou retraités

L'émetteur qui dépose un document d'information continue révisé ou retraité qui est déjà attesté parmi ses documents annuels ou intermédiaires doit déposer une attestation en la forme prévue à l'Annexe 52-109A1N ou à l'Annexe 52-109A2N. Ces attestations porteraient la date de leur dépôt et seraient déposées à la même date que le document d'information continue révisé ou retraité.

20.2. Information à communiquer en cas de révision ou de retraitement d'un document d'information continue

S'il lui apparaît nécessaire de réviser ou de retraiter des états financiers publiés antérieurement, l'émetteur devrait déterminer si l'information déjà communiquée sur la conception ou l'efficacité du fonctionnement du CIIF est toujours juste et la modifier ou l'augmenter au moyen de tout autre élément d'information important afin qu'elle ne soit pas trompeuse en regard de la révision ou du retraitement.

De même, s'il lui apparaît nécessaire de réviser ou de retraiter un document d'information continue publié antérieurement, l'émetteur devrait déterminer si l'information déjà communiquée sur la conception ou l'efficacité du fonctionnement des CPCI est toujours juste et la modifier ou l'augmenter au moyen de tout autre élément d'information important afin qu'elle ne soit pas trompeuse en regard de la révision ou du retraitement.

A.M., 2008-17

Arrêté numéro V-1.1-2008-17 de la ministre des Finances en date du 25 novembre 2008

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue

VU que les paragraphes 1^o, 8^o et 20^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), modifié par l'article 108 du chapitre 50 des lois de 2006, par l'article 15 du chapitre 15 des lois de 2007 et par l'article 170 du chapitre 7 des lois de 2008, prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue a été approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2005-03 du 19 mai 2005 (2005, *G.O.* 2, 2264);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 5, n^o 15 du 18 avril 2008;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 17 novembre 2008, par la décision n^o 2008-PDG-0260, le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 25 novembre 2008

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue *

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 8^o et 20; 2006, c. 50)

1. L'Annexe 51-102A1 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue est modifiée:

1^o par le remplacement, dans la rubrique 1.15, des instructions par le paragraphe suivant:

«c) Le rapport de gestion doit comprendre l'information qui doit s'y trouver en application du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2008-16 du

* Les dernières modifications au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2005-03 du 19 mai 2005 (2005, *G.O.* 2, 2264), ont été apportées par le règlement modifiant ce règlement approuvé par l'arrêté ministériel n^o 2008-10 du 17 juin 2008 (2008, *G.O.* 2, 3608). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2008, à jour au 1^{er} septembre 2008.

25 novembre 2008 ainsi que l'information le concernant qui est prévue, selon le cas, à l'Annexe 52-109A1, Attestation des documents annuels – Attestation complète, à l'Annexe 52-109A1N, Attestation des documents annuels déposés de nouveau, ou à l'Annexe 52-109A1 – Notice annuelle – Attestation des documents annuels en raison du dépôt volontaire d'une notice annuelle.» ;

2° par l'insertion, après la rubrique 2.2, de la suivante :

« 2.3 Autres obligations relatives au rapport de gestion intermédiaire

Le rapport de gestion intermédiaire doit comprendre l'information qui doit s'y trouver en application du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs ainsi que l'information le concernant qui est prévue, selon le cas, à l'Annexe 52-109A2, Attestation des documents intermédiaires – Attestation complète, ou à l'Annexe 52-109A2N, Attestation des documents intermédiaires déposés de nouveau.».

2. Le présent règlement entre en vigueur le 15 décembre 2008.

50958

Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings ¹

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing the following Regulation:

- *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*

The Authority is also publishing in the Bulletin the *Policy Statement to Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*.

Notice of Publication

The *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings*, which was made by the Authority on November 17, 2008, has received ministerial approval as required and came into force on December 15, 2008.

The Ministerial Order approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated December 10, 2008, and is also published hereunder.

December 12, 2008

¹ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

Concordant regulations to *Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*²

The Autorité des marchés financiers (the “Authority”) is publishing the following regulations:

- *Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations.*

The Authority is also publishing in the Bulletin the *Policy Statement to Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*;

Notice of Publication

These Regulations, which were made by the Authority on November 25, 2008, have received ministerial approval as required and came into force on December 15, 2008.

The Ministerial Orders approving these Regulations were published in the Gazette officielle du Québec, dated December 10, 2008, and are also published hereunder.

December 12, 2008

² Publication authorized by Les Publications du Québec

Regulations and other acts

M.O., 2008-16

Order number V-1.1-2008-16 of the Minister of Finance, dated 25 November 2008

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1)

CONCERNING Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings

WHEREAS subparagraphs 1, 2, 3, 9, 11, 19, 19.3, 19.4, 20 and 34 of section 331.1 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1), amended by section 108 of chapter 50 of the statutes of 2006, by section 15 of chapter 15 of the statutes of 2007 and by section 170 of chapter 7 of the statutes of 2008, stipulates that the Autorité des marchés financiers may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act stipulate that a draft regulation shall be published in the Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section stipulate that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings was made by ministerial order 2005-09 dated June 7, 2005 (2005, *G.O.* 2, 2006);

WHEREAS there is cause to repeal this regulation;

WHEREAS the draft Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings was published in the Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 5, no. 15 of April 18, 2008;

WHEREAS the Authority made, on November 17, 2008, by the decision no. 2008-PDG-0259, Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings appended hereto.

November 25, 2008

MONIQUE JÉRÔME-FORGET,
Minister of Finance

Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (9), (11), (19), (19.3), (19.4), (20) and (34); 2007, c. 15; 2008, c. 7; 2008, c. 24)

PART 1 DEFINITIONS AND APPLICATION

1.1. Definitions

In this Regulation,

“AIF” has the meaning ascribed to it in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations approved by Ministerial Order no. 2005-03 dated May 19, 2005;

“accounting principles” has the meaning ascribed to it in Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency approved by Ministerial Order no. 2005-08 dated May 19, 2005;

“annual certificate” means the certificate required to be filed under Part 4 or section 6.1;

“annual filings” means an issuer's AIF, if any, its annual financial statements and its annual MD&A filed under securities legislation for a financial year, including, for greater certainty, all documents and information that are incorporated by reference in the AIF;

“annual financial statements” means the annual financial statements required to be filed under Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“certifying officer” means each chief executive officer and each chief financial officer of an issuer, or in the case of an issuer that does not have a chief executive officer or a chief financial officer, each individual performing similar functions to those of a chief executive officer or chief financial officer;

“DC&P” means disclosure controls and procedures, which are controls and other procedures of an issuer that are designed to provide reasonable assurance that information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted by it under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in the securities legislation and include controls and procedures designed to ensure that information required to be disclosed by an issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted under securities legislation is accumulated and communicated to the issuer’s management, including its certifying officers, as appropriate to allow timely decisions regarding required disclosure;

“financial period” means a financial year or an interim period;

“ICFR” means internal control over financial reporting, which is a process designed by, or under the supervision of, an issuer’s certifying officers, and effected by the issuer’s board of directors, management and other personnel, to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer’s GAAP and includes those policies and procedures that:

(a) pertain to the maintenance of records that in reasonable detail accurately and fairly reflect the transactions and dispositions of the assets of the issuer;

(b) are designed to provide reasonable assurance that transactions are recorded as necessary to permit preparation of financial statements in accordance with the issuer’s GAAP, and that receipts and expenditures of the issuer are being made only in accordance with authorizations of management and directors of the issuer; and

(c) are designed to provide reasonable assurance regarding prevention or timely detection of unauthorized acquisition, use or disposition of the issuer’s assets that could have a material effect on the annual financial statements or interim financial statements;

“interim certificate” means the certificate required to be filed under Part 5 or section 6.2;

“interim filings” means an issuer’s interim financial statements and its interim MD&A filed under securities legislation for an interim period;

“interim financial statements” means the interim financial statements required to be filed under Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“interim period” has the meaning ascribed to it in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“issuer’s GAAP” has the meaning ascribed to it in Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles, Auditing Standards and Reporting Currency;

“marketplace” has the meaning ascribed to it in Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation adopted pursuant to decision no. 2001-C-0409 dated August 28, 2001;

“material weakness” means a deficiency, or a combination of deficiencies, in ICFR such that there is a reasonable possibility that a material misstatement of the reporting issuer’s annual or interim financial statements will not be prevented or detected on a timely basis;

“MD&A” has the meaning ascribed to it in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“non-venture issuer” means a reporting issuer that is not a venture issuer;

“proportionately consolidated entity” means an entity in which an issuer has an interest that is accounted for by combining, on a line-by-line basis, the issuer’s *pro rata* share of each of the assets, liabilities, revenues and expenses of the entity with similar items in the issuer’s financial statements;

“reverse takeover” has the meaning ascribed to it in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“reverse takeover acquiree” has the meaning ascribed to it in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“reverse takeover acquirer” has the meaning ascribed to it in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“Sarbanes-Oxley Act” means the Sarbanes-Oxley Act of 2002 of the United States of America, Pub.L. 107-204, 116 Stat. 745 (2002), as amended from time to time;

“SOX 302 Rules” means U.S. federal securities laws implementing the annual report certification requirements in section 302(a) of the Sarbanes-Oxley Act;

“SOX 404 Rules” means U.S. federal securities laws implementing the internal control report requirements in sections 404(a) and (b) of the Sarbanes-Oxley Act;

“U.S. marketplace” has the meaning ascribed to it in Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

“variable interest entity” has the meaning ascribed to it in the issuer’s GAAP; and

“venture issuer” means a reporting issuer that, as at the end of the period covered by the annual or interim filings, as the case may be, did not have any of its securities listed or quoted on any of the Toronto Stock Exchange, a U.S. marketplace, or a marketplace outside of Canada and the United States of America other than the Alternative Investment Market of the London Stock Exchange or the PLUS markets operated by PLUS Markets Group plc.

1.2. Application

(1) This Regulation applies to a reporting issuer other than an investment fund.

(2) This Regulation applies in respect of annual filings and interim filings for financial periods ending on or after December 15, 2008.

PART 2 CERTIFICATION OBLIGATION

2.1. Certifying officers’ certification obligation

Each certifying officer must certify the matters prescribed by the required form that must be filed under Part 4 or Part 5.

PART 3 DC&P AND ICFR

3.1. Establishment and maintenance of DC&P and ICFR

A non-venture issuer must establish and maintain DC&P and ICFR.

3.2. MD&A disclosure of material weakness

Despite section 3.1, if a non-venture issuer determines that it has a material weakness which exists as at the end of the period covered by its annual or interim filings, as the case may be, it must disclose in its annual or interim MD&A for each material weakness

- (a) a description of the material weakness;
- (b) the impact of the material weakness on the issuer’s financial reporting and its ICFR; and
- (c) the issuer’s current plans, if any, or any actions already undertaken, for remediating the material weakness.

3.3. Limitations on scope of design

(1) Despite section 3.1, a non-venture issuer may limit its design of DC&P or ICFR to exclude controls, policies and procedures of

- (a) subject to subsection (3), a proportionately consolidated entity or a variable interest entity in which the issuer has an interest; or
- (b) subject to subsection (4), a business that the issuer acquired not more than 365 days before the end of the financial period to which the certificate relates.

(2) An issuer that limits its design of DC&P or ICFR under subsection (1) must disclose in its MD&A

- (a) the limitation; and
- (b) summary financial information about the proportionately consolidated entity, variable interest entity or business that the issuer acquired that has been proportionately consolidated or consolidated in the issuer’s financial statements.

(3) An issuer must not limit its design of DC&P or ICFR under paragraph (1)(a) except where the certifying officers would not have a reasonable basis for making the representations in the annual or interim certificates because they do not have sufficient access to a proportionately consolidated entity or variable interest entity, as applicable, to design and evaluate controls, policies and procedures carried out by that entity.

(4) An issuer must not limit its design of DC&P or ICFR under paragraph (1)(b) except in the case of

- (a) an annual certificate relating to the financial year in which the issuer acquired the business; and

(b) an interim certificate relating to the first, second or third interim period ending on or after the date the issuer acquired the business.

3.4. Use of a control framework for the design of ICFR

(1) A non-venture issuer must use a control framework to design the issuer's ICFR.

(2) If a venture issuer files a Form 52-109F1 or Form 52-109F2 for a financial period, the venture issuer must use a control framework to design the issuer's ICFR.

PART 4 CERTIFICATION OF ANNUAL FILINGS

4.1. Requirement to file

(1) A reporting issuer must file a separate annual certificate in the wording prescribed by the required form

(a) for each individual who, at the time of filing the annual certificate, is a certifying officer; and

(b) signed by the certifying officer.

(2) A reporting issuer must file a certificate required under subsection (1) on the later of the dates on which it files the following:

(a) its AIF if it is required to file an AIF under Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations; or

(b) its annual financial statements and annual MD&A.

(3) If a venture issuer voluntarily files an AIF for a financial year after it has filed its annual financial statements, annual MD&A and annual certificates for the financial year, the venture issuer must file on the same date that it files its AIF a separate annual certificate in the wording prescribed by the required form

(a) for each individual who, at the time of filing the annual certificate, is a certifying officer; and

(b) signed by the certifying officer.

(4) A reporting issuer must file a certificate required under subsection (1) or (3) separately from the documents to which the certificate relates.

4.2. Required form of annual certificate

(1) The required form of annual certificate under subsection 4.1(1) is

(a) Form 52-109F1, in the case of an issuer that is a non-venture issuer; and

(b) Form 52-109FV1, in the case of an issuer that is a venture issuer.

(2) Despite subsection (1)(b), a venture issuer may file Form 52-109F1 in the wording prescribed by that Form instead of Form 52-109FV1 for a financial year.

(3) The required form of annual certificate under subsection 4.1(3) is Form 52-109F1 – AIF.

4.3. Alternative form of annual certificate for first financial period after initial public offering

Despite subsection 4.2(1), an issuer may file an annual certificate in Form 52-109F1 – IPO/RTO for the first financial year that ends after the issuer becomes a reporting issuer if

(a) the issuer becomes a reporting issuer by filing a prospectus; and

(b) the first financial period that ends after the issuer becomes a reporting issuer is a financial year.

4.4. Alternative form of annual certificate for first financial period after certain reverse takeovers

Despite subsection 4.2(1), an issuer may file an annual certificate in Form 52-109F1 – IPO/RTO for the first financial year that ends after the completion of a reverse takeover if

(a) the issuer is the reverse takeover acquiree in the reverse takeover;

(b) the reverse takeover acquirer was not a reporting issuer immediately before the reverse takeover; and

(c) the first financial period that ends after the completion of the reverse takeover is a financial year.

4.5. Alternative form of annual certificate for first financial period after becoming a non-venture issuer

Despite subsection 4.2(1), an issuer may file an annual certificate in Form 52-109F1 – IPO/RTO for the first financial year that ends after the issuer becomes a non-venture issuer if the first financial period that ends after the issuer becomes a non-venture issuer is a financial year.

4.6. Exception for new reporting issuers

Despite section 4.1, a reporting issuer does not have to file an annual certificate relating to

(a) the annual financial statements required under section 4.7 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations for financial years that ended before the issuer became a reporting issuer; or

(b) the annual financial statements for a reverse takeover acquirer required under section 4.10 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations for financial years that ended before the completion of the reverse takeover.

PART 5 CERTIFICATION OF INTERIM FILINGS

5.1. Requirement to file

(1) A reporting issuer must file a separate interim certificate in the wording prescribed by the required form

(a) for each individual who, at the time of filing the interim certificate, is a certifying officer; and

(b) signed by the certifying officer.

(2) A reporting issuer must file a certificate required under subsection (1) on the same date that the issuer files its interim filings.

(3) A reporting issuer must file a certificate required under subsection (1) separately from the documents to which the certificate relates.

5.2. Required form of interim certificate

(1) The required form of interim certificate under subsection 5.1(1) is

(a) Form 52-109F2, in the case of an issuer that is a non-venture issuer; and

(b) Form 52-109FV2, in the case of an issuer that is a venture issuer.

(2) Despite subsection (1)(b), a venture issuer may file Form 52-109F2 in the wording prescribed by that Form instead of Form 52-109FV2 for an interim period.

5.3. Alternative form of interim certificate for first financial period after initial public offering

Despite subsection 5.2(1), an issuer may file an interim certificate in Form 52-109F2 – IPO/RTO for the first interim period that ends after the issuer becomes a reporting issuer if

(a) the issuer becomes a reporting issuer by filing a prospectus; and

(b) the first financial period that ends after the issuer becomes a reporting issuer is an interim period.

5.4. Alternative form of interim certificate for first financial period after certain reverse takeovers

Despite subsection 5.2(1), an issuer may file an interim certificate in Form 52-109F2 – IPO/RTO for the first interim period that ends after the completion of a reverse takeover if

(a) the issuer is the reverse takeover acquiree in the reverse takeover;

(b) the reverse takeover acquirer was not a reporting issuer immediately before the reverse takeover; and

(c) the first financial period that ends after the completion of the reverse takeover is an interim period.

5.5. Alternative form of interim certificate for first financial period after becoming a non-venture issuer

Despite subsection 5.2(1), an issuer may file an interim certificate in Form 52-109F2 – IPO/RTO for the first interim period that ends after the issuer becomes a non-venture issuer if the first financial period that ends after the issuer becomes a non-venture issuer is an interim period.

5.6. Exception for new reporting issuers

Despite section 5.1, a reporting issuer does not have to file an interim certificate relating to

(a) the interim financial statements required under section 4.7 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations for interim periods that ended before the issuer became a reporting issuer; or

(b) the interim financial statements for a reverse takeover acquirer required under section 4.10 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations for interim periods that ended before the completion of the reverse takeover.

PART 6 REFILED FINANCIAL STATEMENTS, MD&A OR AIF

6.1. Refiled annual financial statements, annual MD&A or AIF

If an issuer refiles its annual financial statements, annual MD&A or AIF for a financial year, it must file separate annual certificates for that financial year in Form 52-109F1R on the date that it refiles the annual financial statements, annual MD&A or AIF, as the case may be.

6.2. Refiled interim financial statements or interim MD&A

If an issuer refiles its interim financial statements or interim MD&A for an interim period, it must file separate interim certificates for that interim period in Form 52-109F2R on the date that it refiles the interim financial statements or interim MD&A, as the case may be.

PART 7 GENERAL REQUIREMENTS FOR CERTIFICATES

7.1. Dating of certificates

A certifying officer must date a certificate filed under this Regulation the same date the certificate is filed.

7.2. French or English

(1) A certificate filed by an issuer under this Regulation must be in French or in English.

(2) In Québec, an issuer must comply with linguistic obligations and rights prescribed by Québec law.

PART 8 EXEMPTIONS

8.1. Exemption from annual requirements for issuers that comply with U.S. laws

(1) Subject to subsection (2), Parts 2, 3, 4, 6 and 7 do not apply to an issuer for a financial year if

(a) the issuer is in compliance with the SOX 302 Rules and the issuer files signed certificates relating to its annual report under the 1934 Act separately, but concurrently, and as soon as practicable after they are filed with or furnished to the SEC; and

(b) the issuer is in compliance with the SOX 404 Rules, and the issuer files management's annual report on internal control over financial reporting and the attestation report on management's assessment of internal control over financial reporting included in the issuer's annual report under the 1934 Act for the financial year, if applicable, as soon as practicable after they are filed with or furnished to the SEC.

(2) Despite subsection (1), Parts 2, 3, 4, 6 and 7 apply to an issuer for a financial year if the issuer's annual financial statements, annual MD&A or AIF, that together comprise the issuer's annual filings, differ from the annual financial statements, annual MD&A or AIF filed with or furnished to the SEC, or included as exhibits to other documents filed with or furnished to the SEC, and certified in compliance with the SOX 302 Rules.

8.2. Exemption from interim requirements for issuers that comply with U.S. laws

(1) Subject to subsection (3), Parts 2, 3, 5, 6 and 7 do not apply to an issuer for an interim period if the issuer is in compliance with the SOX 302 Rules and the issuer files signed certificates relating to its quarterly report under the 1934 Act for the quarter separately, but concurrently, and as soon as practicable after they are filed with or furnished to the SEC.

(2) Subject to subsection (3), Parts 2, 3, 5, 6 and 7 do not apply to an issuer for an interim period if

(a) the issuer files with or furnishes to the SEC a report on Form 6-K containing the issuer's quarterly financial statements and MD&A;

(b) the Form 6-K is accompanied by signed certificates that are filed with or furnished to the SEC in the same form required by the SOX 302 Rules; and

(c) the issuer files signed certificates relating to the quarterly report filed or furnished under cover of the Form 6-K as soon as practicable after they are filed with or furnished to the SEC.

(3) Despite subsections (1) and (2), Parts 2, 3, 5, 6 and 7 apply to an issuer for an interim period if the issuer's interim financial statements or interim MD&A, that together comprise the issuer's interim filings, differ from the interim financial statements or interim MD&A

filed with or furnished to the SEC, or included as exhibits to other documents filed with or furnished to the SEC, and certified in compliance with the SOX 302 Rules.

8.3. Exemption for certain foreign issuers

This Regulation does not apply to an issuer if it qualifies under, and is in compliance with, sections 5.4 and 5.5 of Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers approved by Ministerial Order no. 2005-07 dated May 19, 2005.

8.4. Exemption for certain exchangeable security issuers

This Regulation does not apply to an issuer if it qualifies under, and is in compliance with, subsection 13.3(2) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations.

8.5. Exemption for certain credit support issuers

This Regulation does not apply to an issuer if it qualifies under, and is in compliance with, subsection 13.4(2) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations.

8.6. General exemption

(1) The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions adopted pursuant to decision no. 2001-C-0274 dated June 12, 2001 opposite the name of the local jurisdiction.

PART 9 EFFECTIVE DATE AND REPEAL

9.1. Effective date

This Regulation comes into force on December 15, 2008.

9.2. Repeal

Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings approved by Ministerial Order no. 2005-09 dated June 7, 2005 and which came into force on

(a) March 30, 2004, in all jurisdictions other than British Columbia, New Brunswick and Québec,

(b) June 30, 2005, in Québec,

(c) July 28, 2005, in New Brunswick, and

(d) September 19, 2005 in British Columbia

is repealed.

FORM 52-109F1 CERTIFICATION OF ANNUAL FILINGS FULL CERTIFICATE

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the AIF, if any, annual financial statements and annual MD&A, including, for greater certainty, all documents and information that are incorporated by reference in the AIF (together, the "annual filings") of *<identify issuer>* (the "issuer") for the financial year ended *<state the relevant date>*.

2. **No misrepresentations:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the annual filings do not contain any untrue statement of a material fact or omit to state a material fact required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in light of the circumstances under which it was made, for the period covered by the annual filings.

3. **Fair presentation:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the annual financial statements together with the other financial information included in the annual filings fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the issuer, as of the date of and for the periods presented in the annual filings.

4. **Responsibility:** The issuer's other certifying officer(s) and I are responsible for establishing and maintaining disclosure controls and procedures (DC&P) and internal control over financial reporting (ICFR), as those terms are defined in Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings, for the issuer.

5. **Design:** Subject to the limitations, if any, described in paragraphs 5.2 and 5.3, the issuer's other certifying officer(s) and I have, as at the financial year end

(a) designed DC&P, or caused it to be designed under our supervision, to provide reasonable assurance that

(i) material information relating to the issuer is made known to us by others, particularly during the period in which the annual filings are being prepared; and

(ii) information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted by it under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in securities legislation; and

(b) designed ICFR, or caused it to be designed under our supervision, to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP.

5.1 Control framework: The control framework the issuer's other certifying officer(s) and I used to design the issuer's ICFR is *<insert the name of the control framework used>*.

<insert paragraph 5.2 or 5.3 if applicable. If paragraph 5.2 or 5.3 is not applicable, insert "5.2 N/A" or "5.3 N/A" as applicable. For paragraph 5.3, include (a)(i), (a)(ii) or (a)(iii) as applicable, and subparagraph (b).>

5.2 ICFR – material weakness relating to design: The issuer has disclosed in its annual MD&A for each material weakness relating to design existing at the financial year end

(a) a description of the material weakness;

(b) the impact of the material weakness on the issuer's financial reporting and its ICFR; and

(c) the issuer's current plans, if any, or any actions already undertaken, for remediating the material weakness.

5.3 Limitation on scope of design: The issuer has disclosed in its annual MD&A

(a) the fact that the issuer's other certifying officer(s) and I have limited the scope of our design of DC&P and ICFR to exclude controls, policies and procedures of

(i) a proportionately consolidated entity in which the issuer has an interest;

(ii) a variable interest entity in which the issuer has an interest; or

(iii) a business that the issuer acquired not more than 365 days before the issuer's financial year end; and

(b) summary financial information about the proportionately consolidated entity, variable interest entity or business that the issuer acquired that has been proportionately consolidated or consolidated in the issuer's financial statements.

<insert subparagraph 6(b)(ii) if applicable. If subparagraph 6(b)(ii) is not applicable, insert "(ii) N/A".>

6. Evaluation: The issuer's other certifying officer(s) and I have

(a) evaluated, or caused to be evaluated under our supervision, the effectiveness of the issuer's DC&P at the financial year end and the issuer has disclosed in its annual MD&A our conclusions about the effectiveness of DC&P at the financial year end based on that evaluation; and

(b) evaluated, or caused to be evaluated under our supervision, the effectiveness of the issuer's ICFR at the financial year end and the issuer has disclosed in its annual MD&A

(i) our conclusions about the effectiveness of ICFR at the financial year end based on that evaluation; and

(ii) for each material weakness relating to operation existing at the financial year end

(A) a description of the material weakness;

(B) the impact of the material weakness on the issuer's financial reporting and its ICFR; and

(C) the issuer's current plans, if any, or any actions already undertaken, for remediating the material weakness.

7. Reporting changes in ICFR: The issuer has disclosed in its annual MD&A any change in the issuer's ICFR that occurred during the period beginning on *<insert the date immediately following the end of the period in respect of which the issuer made its most recent interim or annual filing, as applicable>* and ended on *<insert the last day of the financial year>* that has materially affected, or is reasonably likely to materially affect, the issuer's ICFR.

8. **Reporting to the issuer's auditors and board of directors or audit committee:** The issuer's other certifying officer(s) and I have disclosed, based on our most recent evaluation of ICFR, to the issuer's auditors, and the board of directors or the audit committee of the board of directors any fraud that involves management or other employees who have a significant role in the issuer's ICFR.

Date: <insert date of filing>

[Signature]
[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

**FORM 52-109FV1
CERTIFICATION OF ANNUAL FILINGS
VENTURE ISSUER BASIC CERTIFICATE**

I, <identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the AIF, if any, annual financial statements and annual MD&A, including, for greater certainty, all documents and information that are incorporated by reference in the AIF (together, the "annual filings") of <identify issuer> (the "issuer") for the financial year ended <state the relevant date>.

2. **No misrepresentations:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the annual filings do not contain any untrue statement of a material fact or omit to state a material fact required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in light of the circumstances under which it was made, for the period covered by the annual filings.

3. **Fair presentation:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the annual financial statements together with the other financial information included in the annual filings fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the issuer, as of the date of and for the periods presented in the annual filings.

Date: <insert date of filing>

[Signature]
[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

NOTE TO READER

In contrast to the certificate required for non-venture issuers under Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings (Regulation 52-109), this Venture Issuer Basic Certificate does not include representations relating to the establishment and maintenance of disclosure controls and procedures (DC&P) and internal control over financial reporting (ICFR), as defined in Regulation 52-109. In particular, the certifying officers filing this certificate are not making any representations relating to the establishment and maintenance of

i) controls and other procedures designed to provide reasonable assurance that information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in securities legislation; and

ii) a process to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP.

The issuer's certifying officers are responsible for ensuring that processes are in place to provide them with sufficient knowledge to support the representations they are making in this certificate. Investors should be aware that inherent limitations on the ability of certifying officers of a venture issuer to design and implement on a cost effective basis DC&P and ICFR as defined in Regulation 52-109 may result in additional risks to the quality, reliability, transparency and timeliness of interim and annual filings and other reports provided under securities legislation.

**FORM 52-109F1 – IPO/RTO
CERTIFICATION OF ANNUAL FILINGS
FOLLOWING AN INITIAL PUBLIC
OFFERING, REVERSE TAKEOVER OR
BECOMING A NON-VENTURE ISSUER**

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the AIF, if any, annual financial statements and annual MD&A, including, for greater certainty, all documents and information that are incorporated by reference in the AIF (together, the "annual filings") of *<identify issuer>* (the "issuer") for the financial year ended *<state the relevant date>*.

2. **No misrepresentations:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the annual filings do not contain any untrue statement of a material fact or omit to state a material fact required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in light of the circumstances under which it was made, for the period covered by the annual filings.

3. **Fair presentation:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the annual financial statements together with the other financial information included in the annual filings fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the issuer, as of the date of and for the periods presented in the annual filings.

Date: *<insert date of filing>*

[Signature]

[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

NOTE TO READER

In contrast to the usual certificate required for non-venture issuers under Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings (Regulation 52-109), namely, Form 52-109F1, this Form 52-109F1 – IPO/RTO does not include representations relating to the establishment and maintenance of disclosure

controls and procedures (DC&P) and internal control over financial reporting (ICFR), as defined in Regulation 52-109. In particular, the certifying officers filing this certificate are not making any representations relating to the establishment and maintenance of

i) controls and other procedures designed to provide reasonable assurance that information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in securities legislation; and

ii) a process to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP.

The issuer's certifying officers are responsible for ensuring that processes are in place to provide them with sufficient knowledge to support the representations they are making in this certificate.

Investors should be aware that inherent limitations on the ability of certifying officers of an issuer to design and implement on a cost effective basis DC&P and ICFR as defined in Regulation 52-109 in the first financial period following

- completion of the issuer's initial public offering in the circumstances described in s. 4.3 of Regulation 52-109;

- completion of a reverse takeover in the circumstances described in s. 4.4 of Regulation 52-109; or

- the issuer becoming a non-venture issuer in the circumstances described in s. 4.5 of Regulation 52-109;

may result in additional risks to the quality, reliability, transparency and timeliness of interim and annual filings and other reports provided under securities legislation.

**FORM 52-109F1R
CERTIFICATION OF REFILED ANNUAL
FILINGS**

This certificate is being filed on the same date that *<identify the issuer>* (the "issuer") has refiled *<identify the filing(s) that have been refiled>*.

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the AIF, if any, annual financial statements and annual MD&A, including, for greater certainty, all documents and information that are incorporated by reference in the AIF (together, the "annual filings") of the issuer for the financial year ended *<state the relevant date>*.

<Insert all paragraphs included in the annual certificates originally filed with the annual filings, other than paragraph 1. If the originally filed annual certificates were in Form 52-109FV1 or Form 52-109F1 – IPO/RTO, include the "note to reader" contained in Form 52-109FV1 or Form 52-109F1 – IPO/RTO, as the case may be, in this certificate.>

Date: *<insert date of filing>*

[Signature]
[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

**FORM 52-109F1 – AIF
CERTIFICATION OF ANNUAL FILINGS
IN CONNECTION WITH VOLUNTARILY
FILED AIF**

This certificate is being filed on the same date that *<identify the issuer>* (the "issuer") has voluntarily filed an AIF.

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the AIF, annual financial statements and annual MD&A, including for greater certainty all documents and information that are incorporated by reference in the AIF (together, the "annual filings") of the issuer for the financial year ended *<state the relevant date>*.

<Insert all paragraphs included in the annual certificates originally filed with the annual filings, other than paragraph 1. If the originally filed annual certificates were in Form 52-109FV1 or Form 52-109F1 – IPO/RTO, include the "note to reader" contained in Form 52-109FV1 or Form 52-109F1 – IPO/RTO, as the case may be, in this certificate.>

Date: *<insert date of filing>*

[Signature]
[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

**FORM 52-109F2
CERTIFICATION OF INTERIM FILINGS
FULL CERTIFICATE**

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the interim financial statements and interim MD&A (together, the "interim filings") of *<identify the issuer>* (the "issuer") for the interim period ended *<state the relevant date>*.

2. **No misrepresentations:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the interim filings do not contain any untrue statement of a material fact or omit to state a material fact required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in light of the circumstances under which it was made, with respect to the period covered by the interim filings.

3. **Fair presentation:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the interim financial statements together with the other financial information included in the interim filings fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the issuer, as of the date of and for the periods presented in the interim filings.

4. **Responsibility:** The issuer's other certifying officer(s) and I are responsible for establishing and maintaining disclosure controls and procedures (DC&P) and internal control over financial reporting (ICFR), as

those terms are defined in Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings, for the issuer.

5. **Design:** Subject to the limitations, if any, described in paragraphs 5.2 and 5.3, the issuer's other certifying officer(s) and I have, as at the end of the period covered by the interim filings

(a) designed DC&P, or caused it to be designed under our supervision, to provide reasonable assurance that

(i) material information relating to the issuer is made known to us by others, particularly during the period in which the interim filings are being prepared; and

(ii) information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted by it under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in securities legislation; and

(b) designed ICFR, or caused it to be designed under our supervision, to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP.

5.1 **Control framework:** The control framework the issuer's other certifying officer(s) and I used to design the issuer's ICFR is *<insert the name of the control framework used>*.

<insert paragraph 5.2 or 5.3 if applicable. If paragraph 5.2 or 5.3 is not applicable, insert "5.2 N/A" or "5.3 N/A" as applicable. For paragraph 5.3, include (a)(i), (a)(ii) or (a)(iii) as applicable, and subparagraph (b).>

5.2 **ICFR – material weakness relating to design:** The issuer has disclosed in its interim MD&A for each material weakness relating to design existing at the end of the interim period

(a) a description of the material weakness;

(b) the impact of the material weakness on the issuer's financial reporting and its ICFR; and

(c) the issuer's current plans, if any, or any actions already undertaken, for remediating the material weakness.

5.3 **Limitation on scope of design:** The issuer has disclosed in its interim MD&A

(a) the fact that the issuer's other certifying officer(s) and I have limited the scope of our design of DC&P and ICFR to exclude controls, policies and procedures of

(i) a proportionately consolidated entity in which the issuer has an interest;

(ii) a variable interest entity in which the issuer has an interest; or

(iii) a business that the issuer acquired not more than 365 days before the last day of the period covered by the interim filings; and

(b) summary financial information about the proportionately consolidated entity, variable interest entity or business that the issuer acquired that has been proportionately consolidated or consolidated in the issuer's financial statements.

6. **Reporting changes in ICFR:** The issuer has disclosed in its interim MD&A any change in the issuer's ICFR that occurred during the period beginning on *<insert the date immediately following the end of the period in respect of which the issuer made its most recent interim or annual filing, as applicable>* and ended on *<insert the last day of the period covered by the interim filings>* that has materially affected, or is reasonably likely to materially affect, the issuer's ICFR.

Date: *<insert date of filing>*

[Signature]

[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

FORM 52-109FV2 CERTIFICATION OF INTERIM FILINGS VENTURE ISSUER BASIC CERTIFICATE

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the interim financial statements and interim MD&A (together, the "interim filings") of *<identify the issuer>* (the "issuer") for the interim period ended *<state the relevant date>*.

2. **No misrepresentations:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the interim filings do not contain any untrue statement of a material fact or omit to state a material fact required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in light of the circumstances under which it was made, with respect to the period covered by the interim filings.

3. **Fair presentation:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the interim financial statements together with the other financial information included in the interim filings fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the issuer, as of the date of and for the periods presented in the interim filings.

Date: *<insert date of filing>*

[Signature]

[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

NOTE TO READER

In contrast to the certificate required for non-venture issuers under Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings (Regulation 52-109), this Venture Issuer Basic Certificate does not include representations relating to the establishment and maintenance of disclosure controls and procedures (DC&P) and internal control over financial reporting (ICFR), as defined in Regulation 52-109. In particular, the certifying officers filing this certificate are not making any representations relating to the establishment and maintenance of

i) controls and other procedures designed to provide reasonable assurance that information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in securities legislation; and

ii) a process to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP.

The issuer's certifying officers are responsible for ensuring that processes are in place to provide them with sufficient knowledge to support the representations they are making in this certificate. Investors should be aware that inherent limitations on the ability of certifying officers of a venture issuer to design and implement on a cost effective basis DC&P and ICFR as defined in Regulation 52-109 may result in additional risks to the quality, reliability, transparency and timeliness of interim and annual filings and other reports provided under securities legislation.

FORM 52-109F2 – IPO/RTO CERTIFICATION OF INTERIM FILINGS FOLLOWING AN INITIAL PUBLIC OFFERING, REVERSE TAKEOVER OR BECOMING A NON-VENTURE ISSUER

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the interim financial statements and interim MD&A (together, the "interim filings") of *<identify the issuer>* (the "issuer") for the interim period ended *<state the relevant date>*.

2. **No misrepresentations:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the interim filings do not contain any untrue statement of a material fact or omit to state a material fact required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in light of the circumstances under which it was made, with respect to the period covered by the interim filings.

3. **Fair presentation:** Based on my knowledge, having exercised reasonable diligence, the interim financial statements together with the other financial information included in the interim filings fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the issuer, as of the date of and for the periods presented in the interim filings.

Date: *<insert date of filing>*

[Signature]

[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

NOTE TO READER

In contrast to the usual certificate required for non-venture issuers under Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings (Regulation 52-109), namely, Form 52-109F2, this Form 52-109F2 – IPO/RTO does not include representations relating to the establishment and maintenance of disclosure controls and procedures (DC&P) and internal control over financial reporting (ICFR), as defined in Regulation 52-109. In particular, the certifying officers filing this certificate are not making any representations relating to the establishment and maintenance of

i) controls and other procedures designed to provide reasonable assurance that information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in securities legislation; and

ii) a process to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP.

The issuer's certifying officers are responsible for ensuring that processes are in place to provide them with sufficient knowledge to support the representations they are making in this certificate.

Investors should be aware that inherent limitations on the ability of certifying officers of an issuer to design and implement on a cost effective basis DC&P and ICFR as defined in Regulation 52-109 in the first financial period following

- completion of the issuer's initial public offering in the circumstances described in s. 5.3 of Regulation 52-109;
- completion of a reverse takeover in the circumstances described in s. 5.4 of Regulation 52-10; or
- the issuer becoming a non-venture issuer in the circumstances described in s. 5.5 of Regulation 52-109;

may result in additional risks to the quality, reliability, transparency and timeliness of interim and annual filings and other reports provided under securities legislation.

**FORM 52-109F2R
CERTIFICATION OF REFILED INTERIM
FILINGS**

This certificate is being filed on the same date that *<identify the issuer>* (the "issuer") has refiled *<identify the filing(s) that have been refiled>*.

I, *<identify (i) the certifying officer, (ii) his or her position at the issuer, (iii) the name of the issuer and (iv) if the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate>*, certify the following:

1. **Review:** I have reviewed the interim financial statements and interim MD&A (together, the "interim filings") of the issuer for the interim period ended *<state the relevant date>*.

<Insert all paragraphs included in the interim certificates originally filed with the interim filings, other than paragraph 1. If the originally filed interim certificates were in Form 52-109FV2 or Form 52-109F2 – IPO/RTO, include the "note to reader" contained in Form 52-109FV2 or Form 52-109F2 – IPO/RTO, as the case may be, in this certificate .>

Date: *<insert date of filing>*

[Signature]

[Title]

<If the certifying officer's title is not "chief executive officer" or "chief financial officer", indicate in which of these capacities the certifying officer is providing the certificate.>

9045

POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-109 RESPECTING CERTIFICATION OF DISCLOSURE IN ISSUERS' ANNUAL AND INTERIM FILINGS

PART 1 GENERAL

1.1. Introduction and purpose

Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings (the "Regulation") sets out disclosure and filing requirements for all reporting issuers, other than investment funds. The objective of these requirements is to improve the quality, reliability and transparency of annual filings, interim filings and other materials that issuers file or submit under securities legislation.

This Policy Statement describes how the provincial and territorial securities regulatory authorities intend to interpret and apply the provisions of the Regulation.

1.2. Application to non-corporate entities

The Regulation applies to both corporate and non-corporate entities. Where the Regulation or the Policy Statement refers to a particular corporate characteristic, such as the audit committee of the board of directors, the reference should be read to also include any equivalent characteristic of a non-corporate entity.

1.3. Application to venture issuers

Venture issuers should note that the guidance provided in Parts 5 through 14 of this Policy Statement is intended for issuers filing Form 52-109F1 and Form 52-109F2. Under Parts 4 and 5 of the Regulation venture issuers are not required, but may elect, to use those Forms.

1.4. Definitions

For the purposes of the Policy Statement, "DC&P" means disclosure controls and procedures (as defined in the Regulation) and "ICFR" means internal control over financial reporting (as defined in the Regulation).

PART 2 FORM OF CERTIFICATES

2.1. Prescribed wording

Parts 4 and 5 of the Regulation require the annual and interim certificates to be filed in the exact wording prescribed by the required form (including the form number and form title) without any amendment. Failure to do so will be a breach of the Regulation.

PART 3 CERTIFYING OFFICERS

3.1. One individual acting as chief executive officer and chief financial officer

If only one individual is serving as the chief executive officer and chief financial officer of an issuer, or is performing functions similar to those performed by such officers, that individual may either:

(a) provide two certificates (one in the capacity of the chief executive officer and the other in the capacity of the chief financial officer); or

(b) provide one certificate in the capacity of both the chief executive officer and chief financial officer and file this certificate twice, once in the filing category for certificates of chief executive officers and once in the filing category for certificates of chief financial officers.

3.2. Individuals performing the functions of a chief executive officer or chief financial officer

(1) *No chief executive officer or chief financial officer* – If an issuer does not have a chief executive officer or chief financial officer, each individual who performs functions similar to those performed by a chief executive officer or chief financial officer must certify the annual filings and interim filings. If an issuer does not have a chief executive officer or chief financial officer, in order to comply with the Regulation the issuer will need to identify at least one individual who performs functions similar to those performed by a chief executive officer or chief financial officer, as applicable.

(2) *Management resides at underlying business entity level or external management company* – In the case of a reporting issuer where executive management resides at the underlying business entity level or in an external management company such as for an income trust (as described in *Policy Statement 41-201 respecting Income Trusts and Other Indirect Offerings*), the chief executive officer and chief financial officer of the underlying business entity or the external management company should generally be identified as individuals performing functions for the reporting issuer similar to a chief executive officer and chief financial officer.

(3) *Limited partnership* – In the case of a limited partnership reporting issuer with no chief executive officer and chief financial officer, the chief executive officer and chief financial officer of its general partner should generally be identified as individuals performing functions for the limited partnership reporting issuer similar to a chief executive officer and chief financial officer.

3.3. “New” certifying officers

An individual who is the chief executive officer or chief financial officer at the time that an issuer files annual and interim certificates is the individual who must sign a certificate.

Certain forms included in the Regulation require each certifying officer to certify that he or she has designed, or caused to be designed under his or her supervision, the issuer’s DC&P and ICFR. If an issuer’s DC&P and ICFR have been designed prior to a certifying officer assuming office, the certifying officer would:

- (a) review the design of the existing DC&P and ICFR after assuming office; and
 - (b) design any modifications to the existing DC&P and ICFR determined to be necessary following his or her review,
- prior to certifying the design of the issuer’s DC&P and ICFR.

PART 4 FAIR PRESENTATION, FINANCIAL CONDITION AND RELIABILITY OF FINANCIAL REPORTING

4.1. Fair presentation of financial condition, results of operations and cash flows

(1) *Fair presentation not limited to issuer’s GAAP* – The forms included in the Regulation require each certifying officer to certify that an issuer’s financial statements (including prior period comparative financial information) and other financial information included in the annual or interim filings fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the issuer, as of the date and for the periods presented.

This certification is not qualified by the phrase “in accordance with generally accepted accounting principles” which is typically included in audit reports accompanying annual financial statements. The forms specifically exclude this qualification to prevent certifying officers from relying entirely on compliance with the issuer’s GAAP in this representation, particularly as the issuer’s GAAP financial statements might not fully reflect the financial condition of the issuer. Certification is intended to provide assurance that the financial information disclosed in the annual filings or interim filings, viewed in its entirety, provides a materially accurate and complete picture that may be broader than financial reporting under the issuer’s GAAP. As a result, certifying officers cannot limit the fair presentation representation by referring to the issuer’s GAAP.

Although the concept of fair presentation as used in the annual and interim certificates is not limited to compliance with the issuer's GAAP, this does not permit an issuer to depart from the issuer's GAAP in preparing its financial statements. If a certifying officer believes that the issuer's financial statements do not fairly present the issuer's financial condition, the certifying officer should ensure that the issuer's MD&A includes any necessary additional disclosure.

(2) **Quantitative and qualitative factors** – The concept of fair presentation encompasses a number of quantitative and qualitative factors, including:

- (a) selection of appropriate accounting policies;
- (b) proper application of appropriate accounting policies;
- (c) disclosure of financial information that is informative and reasonably reflects the underlying transactions; and
- (d) additional disclosure necessary to provide investors with a materially accurate and complete picture of financial condition, results of operations and cash flows.

4.2. Financial condition

The Regulation does not formally define financial condition. However, the term "financial condition" in the annual certificates and interim certificates reflects the overall financial health of the issuer and includes the issuer's financial position (as shown on the balance sheet) and other factors that may affect the issuer's liquidity, capital resources and solvency.

4.3. Reliability of financial reporting

The definition of ICFR refers to the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP. In order to have reliable financial reporting and financial statements to be prepared in accordance with the issuer's GAAP, the amounts and disclosures in the financial statements must not contain any material misstatement.

PART 5 CONTROL FRAMEWORKS FOR ICFR

5.1. Requirement to use a control framework

Section 3.4 of the Regulation requires an issuer to use a control framework in order to design the issuer's ICFR. The framework used should be a suitable control framework that is established by a body or group that has followed due-process procedures, including the broad distribution of the framework for public comment.

Examples of suitable frameworks that an issuer could use to design ICFR are:

(a) the *Risk Management and Governance: Guidance on Control* (COCO Framework), formerly known as Guidance of the Criteria of Control Board, published by The Canadian Institute of Chartered Accountants;

(b) the *Internal Control – Integrated Framework* (COSO Framework) published by The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO); and

(c) the *Guidance on Internal Control* (Turnbull Guidance) published by The Institute of Chartered Accountants in England and Wales.

A smaller issuer can also refer to *Internal Control over Financial Reporting – Guidance for Smaller Public Companies* published by COSO, which provides guidance to smaller public companies on the implementation of the COSO Framework.

In addition, *IT Control Objectives for Sarbanes-Oxley* published by the IT Governance Institute, might provide useful guidance for the design and evaluation of information technology controls that form part of an issuer's ICFR.

5.2. Scope of control frameworks

The control frameworks referred to in section 5.1 include in their definition of "internal control" three general categories: effectiveness and efficiency of operations, reliability of financial reporting and compliance with applicable laws and regulations. ICFR is a subset of internal controls relating to financial reporting. ICFR does not encompass the elements of these control frameworks that relate to effectiveness and efficiency of an issuer's operations or an issuer's compliance with applicable laws and regulations, except for compliance with the applicable laws and regulations directly related to the preparation of financial statements.

PART 6 DESIGN OF DC&P AND ICFR

6.1. General

Most sections in this Part apply to the design of both DC&P (DC&P design) and ICFR (ICFR design); however, some sections provide specific guidance relating to DC&P design or ICFR design. The term "design" in this context generally includes both developing and implementing the controls, policies and procedures that comprise DC&P and ICFR. This Policy Statement often refers to such controls, policies and procedures as the "components" of DC&P and ICFR.

A control, policy or procedure is implemented when it has been placed in operation. An evaluation of effectiveness does not need to be performed to assess whether the control, policy or procedure is operating as intended in order for it to be placed in operation.

6.2. Overlap between DC&P and ICFR

There is a substantial overlap between the definitions of DC&P and ICFR. However, some elements of DC&P are not subsumed within the definition of ICFR and some elements of ICFR are not subsumed within the definition of DC&P. For example, an issuer's DC&P should include those elements of ICFR that provide reasonable assurance that transactions are recorded as necessary to permit the preparation of financial statements in accordance with the issuer's GAAP. However, the issuer's DC&P might not include certain elements of ICFR, such as those pertaining to the safeguarding of assets.

6.3. Reasonable assurance

The definition of DC&P includes reference to reasonable assurance that information required to be disclosed by the issuer in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted by it under securities legislation is recorded, processed, summarized and reported within the time periods specified in securities legislation. The definition of ICFR includes the phrase "reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP". In this Part the term "reasonable assurance" refers to one or both of the above uses of this term.

Reasonable assurance is a high level of assurance, but does not represent absolute assurance. DC&P and ICFR cannot provide absolute assurance due to their inherent limitations. Each involves diligence and compliance and is subject to lapses in judgment and breakdowns resulting from human error. As a result of these limitations, DC&P and ICFR cannot prevent or detect all errors or intentional misstatements resulting from fraudulent activities.

The terms "reasonable", "reasonably" and "reasonableness" in the context of the Regulation do not imply a single conclusion or methodology, but encompass a range of potential conduct, conclusions or methodologies upon which certifying officers may base their decisions.

6.4. Judgment

The Regulation does not prescribe specific components of DC&P or ICFR or their degree of complexity. Certifying officers should design the components and complexity of DC&P and ICFR using their judgment, acting reasonably, giving consideration to various factors particular to an issuer, including its size, nature of business and complexity of operations.

6.5. Delegation permitted in certain cases

Section 3.1 of the Regulation requires a non-venture issuer to establish and maintain DC&P and ICFR. Employees or third parties, supervised by the certifying officers, may conduct the design of the issuer's DC&P and ICFR. Such employees should individually and collectively have the necessary knowledge, skills, information and authority to design the DC&P and ICFR for which they have been assigned responsibilities. Nevertheless, certifying officers of the issuer must retain overall responsibility for the design and resulting MD&A disclosure concerning the issuer's DC&P and ICFR.

6.6. Risk considerations for designing DC&P and ICFR

(1) *Approaches to consider for design* – The Regulation does not prescribe the approach certifying officers should use to design the issuer's DC&P or ICFR. However, we believe that a top-down, risk-based approach is an efficient and cost-effective approach that certifying officers should consider. This approach allows certifying officers to avoid unnecessary time and effort designing components of DC&P and ICFR that are not required to obtain reasonable assurance. Alternatively, certifying officers might use some other approach to design, depending on the issuer's size, nature of business and complexity of operations.

(2) *Top-down, risk-based approach* – Under a top-down, risk-based approach to designing DC&P and ICFR certifying officers first identify and assess risks faced by the issuer in order to determine the scope and necessary complexity of the issuer's DC&P or ICFR. A top-down, risk-based approach helps certifying officers to focus their resources on the areas of greatest risk and avoid expending unnecessary resources on areas with little or no risk.

Under a top-down, risk-based approach, certifying officers initially consider risks without considering any existing controls of the issuer. Using this approach to design DC&P, the certifying officers identify the risks that could, individually or in combination with others, reasonably result in a material misstatement in its annual filings, interim filings or other reports filed or submitted by it under securities legislation. Using this approach to design ICFR, the certifying officers identify those risks that could, individually or in combination with others, reasonably result in a material misstatement of the financial statements (financial reporting risks). A material misstatement includes misstatements due to error, fraud or omission in disclosure.

Identifying risks involves considering the size and nature of the issuer's business and the structure and complexity of business operations. If an issuer has multiple locations or business units, certifying officers initially identify the risks that could reasonably result in a material misstatement and then consider the significance of these risks at individual locations or business units. If the officers identify a risk that could reasonably result in a material misstatement, but the risk is either adequately addressed by controls, policies or procedures that operate centrally or is not present at an individual location or business unit, then certifying officers do not need to focus their resources at that location or business unit to address the risk.

For the design of DC&P, the certifying officers assess risks for various types and methods of disclosure. For the design of ICFR, identifying risks involves identifying significant accounts and disclosures and their relevant assertions. After identifying risks that could reasonably result in a material misstatement, the certifying officers then ensure that the DC&P and ICFR designs include controls, policies and procedures to address each of the identified risks.

(3) *Fraud risk* – When identifying risks, certifying officers should explicitly consider the vulnerability of the entity to fraudulent activity (e.g., fraudulent financial reporting and misappropriation of assets). Certifying officers should consider how incentives (e.g.,

compensation programs) and pressures (e.g., meeting analysts' expectations) might affect risks, and what areas of the business provide opportunity for an individual to commit fraud. For the purposes of this Regulation, fraud would generally include an intentional act by one or more individuals among management, other employees, those charged with governance or third parties, involving the use of deception to obtain an unjust or illegal advantage. Although fraud is a broad legal concept, for the purposes of this Regulation, the certifying officers should be concerned with fraud that could cause a material misstatement in the issuer's annual filings, interim filings or other reports filed or submitted under securities legislation.

(4) ***Designing controls, policies and procedures*** – If the certifying officers choose to use a top-down, risk-based approach, they design specific controls, policies and procedures that, in combination with an issuer's control environment, appropriately address the risks discussed in subsections (2) and (3).

If certifying officers choose to use an approach other than a top-down, risk-based approach, they should still consider whether the combination of the components of DC&P and ICFR that they have designed are a sufficient basis for the representations about reasonable assurance required in paragraph 5 of the certificates.

6.7. Control environment

(1) ***Importance of control environment*** – An issuer's control environment is the foundation upon which all other components of DC&P and ICFR are based and influences the tone of an organization. An effective control environment contributes to the reliability of all other controls, processes and procedures by creating an atmosphere where errors or fraud are either less likely to occur, or if they occur, more likely to be detected. An effective control environment also supports the flow of information within the issuer, thus promoting compliance with an issuer's disclosure policies.

An effective control environment alone will not provide reasonable assurance that any of the risks identified will be addressed and managed. An ineffective control environment, however, can undermine an issuer's controls, policies and procedures designed to address specific risks.

(2) ***Elements of a control environment*** – A key element of an issuer's control environment is the attitude towards controls demonstrated by the board of directors, audit committee and senior management through their direction and actions in the organization. An appropriate tone at the top can help to develop a culture of integrity and accountability at all levels of an organization which support other components of DC&P and ICFR. The tone at the top should be reinforced on an ongoing basis by those accountable for the organization's DC&P and ICFR.

In addition to an appropriate tone at the top, certifying officers should consider the following elements of an issuer's control environment:

(a) ***organizational structure of the issuer*** – a structure which relies on established and documented lines of authority and responsibility may be appropriate for some issuers, whereas a structure which allows employees to communicate informally with each other at all levels may be more appropriate for some issuers;

(b) ***management's philosophy and operating style*** – a philosophy and style that emphasises managing risks with appropriate diligence and demonstrates receptiveness to negative as well as positive information will foster a stronger control environment;

(c) ***integrity, ethics, and competence of personnel*** – controls, policies and procedures are more likely to be effective if they are carried out by ethical, competent and adequately supervised employees;

(d) ***external influences that affect the issuer's operations and risk management practices*** – these could include global business practices, regulatory supervision, insurance coverage and legislative requirements; and

(e) *human resources policies and procedures* – an issuer's hiring, training, supervision, compensation, termination and evaluation practices can affect the quality of the issuer's workforce and its employees' attitudes towards controls.

(3) **Sources of information about the control environment** – The following documentation might provide useful information about an issuer's control environment:

- (a) written codes of conduct or ethics policies;
- (b) procedure manuals, operating instructions, job descriptions and training materials;
- (c) evidence that employees have confirmed their knowledge and understanding of items (a) and (b);
- (d) organizational charts that identify approval structures and the flow of information; and
- (e) written correspondence provided by an issuer's external auditor regarding the issuer's control environment.

6.8. Controls, policies and procedures to include in DC&P design

In order for DC&P to provide reasonable assurance that information required by securities legislation to be disclosed by an issuer is recorded, processed, summarized and reported within the required time periods, DC&P should generally include the following components:

- (a) written communication to an issuer's employees and directors of the issuer's disclosure obligations, including the purpose of disclosure and DC&P and deadlines for specific filings and other disclosure;
- (b) assignment of roles, responsibilities and authorizations relating to disclosure;
- (c) guidance on how authorized individuals should assess and document the materiality of information or events for disclosure purposes; and
- (d) a policy on how the issuer will receive, document, evaluate and respond to complaints or concerns received from internal or external sources regarding financial reporting or other disclosure issues.

An issuer might choose to include these components in a document called a disclosure policy. Part 6 of *National Policy 51-201 Disclosure Standards* encourages issuers to establish a written disclosure policy and discusses in more detail some of these components. For issuers that are subject to *Regulation 52-110 respecting Audit Committees* ("Regulation 52-110"), compliance with the regulation will also form part of the issuer's DC&P design.

6.9. Controls, policies and procedures to include in ICFR design

In order for ICFR to provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting and the preparation of financial statements for external purposes in accordance with the issuer's GAAP, ICFR should generally include the following components:

- (a) controls for initiating, authorizing, recording and processing transactions relating to significant accounts and disclosures;
- (b) controls for initiating, authorizing, recording and processing non-routine transactions and journal entries, including those requiring judgments and estimates;
- (c) procedures for selecting and applying appropriate accounting policies that are in accordance with the issuer's GAAP;
- (d) controls to prevent and detect fraud;

(e) controls on which other controls are dependent, such as information technology general controls; and

(f) controls over the period-end financial reporting process, including controls over entering transaction totals in the general ledger, controls over initiating, authorizing, recording and processing journal entries in the general ledger and controls over recording recurring and non-recurring adjustments to the financial statements (e.g., consolidating adjustments and reclassifications).

6.10. Identifying significant accounts and disclosures and their relevant assertions

(1) *Significant accounts and disclosures and their relevant assertions* – As described in subsection 6.6(2) of the Policy Statement, a top-down, risk-based approach to designing ICFR involves identifying significant accounts and disclosures and the relevant assertions that affect each significant account and disclosure. This method assists certifying officers in identifying the risks that could reasonably result in a material misstatement in the issuer's financial statements and not all possible risks the issuer faces.

(2) *Identifying significant accounts and disclosures* – A significant account could be an individual line item on the issuer's financial statements, or part of a line item. For example, an issuer might present "net sales" on the income statement, which represents a combination of "gross sales" and "sales returns", but might identify "gross sales" as a significant account. By identifying part of a line item as a significant account, certifying officers might be able to focus on balances that are subject to specific risks that can be separately identified.

A significant disclosure relating to the design of ICFR could be any form of disclosure included in the issuer's financial statements, or notes to the financial statements, that is presented in accordance with the issuer's GAAP. The identification of significant disclosures for the design of ICFR does not extend to the preparation of the issuer's MD&A or other similar financial information presented in a continuous disclosure filing other than financial statements.

(3) *Considerations for identifying significant accounts and disclosures* – A minimum threshold expressed as a percentage or a dollar amount could provide a reasonable starting point for evaluating the significance of an account or disclosure. However, certifying officers should use their judgment, taking into account qualitative factors, to assess accounts or disclosures for significance above or below that threshold. The following factors will be relevant when determining whether an account or disclosure is significant:

- (a) the size, nature and composition of the account or disclosure;
- (b) the risk of overstatement or understatement of the account or disclosure;
- (c) the susceptibility to misstatement due to errors or fraud;
- (d) the volume of activity, complexity and homogeneity of the individual transactions processed through the account or reflected in the disclosure;
- (e) the accounting and reporting complexities associated with the account or disclosure;
- (f) the likelihood (or possibility) of significant contingent liabilities in the account or disclosure;
- (g) the existence of related party transactions; and
- (h) the impact of the account on existing debt covenants.

(4) *Assertions* – Using a top-down, risk-based approach, the certifying officers identify those assertions for each significant account and disclosure that presents a risk that could reasonably result in a material misstatement in that significant account or disclosure. For each significant account and disclosure the following assertions could be relevant:

(a) *existence or occurrence* – whether assets or liabilities exist and whether transactions and events that have been recorded have occurred and pertain to the issuer;

(b) *completeness* – whether all assets, liabilities and transactions that should have been recorded have been recorded;

(c) *valuation or allocation* – whether assets, liabilities, equity, revenues and expenses have been included in the financial statements at appropriate amounts and any resulting valuation or allocation adjustments are appropriately recorded;

(d) *rights and obligations* – whether assets are legally owned by the issuer and liabilities are the obligations of the issuer; and

(e) *presentation and disclosure* – whether particular components of the financial statements are appropriately presented and described and disclosures are clearly expressed.

The certifying officers might consider assertions that differ from those listed above if the certifying officers determine that they have identified the pertinent risks in each significant account and disclosure that could reasonably result in a material misstatement.

(5) ***Identifying relevant assertions for each significant account and disclosure*** – To identify relevant assertions for each significant account and disclosure, the certifying officers determine the source of potential misstatements for each significant account or disclosure. When determining whether a particular assertion is relevant, the certifying officers would consider the nature of the assertion, the volume of transactions or data related to the assertion and the complexity of the underlying systems supporting the assertion. If an assertion does not present a risk that could reasonably result in a material misstatement in a significant account, it is likely not a relevant assertion.

For example, valuation might not be relevant to the cash account unless currency translation is involved; however, existence and completeness are always relevant. Similarly, valuation might not be relevant to the gross amount of the accounts receivable balance, but is relevant to the related allowance accounts.

(6) ***Identifying controls, policies and procedures for relevant assertions*** – Using a top-down, risk-based approach, the certifying officers design components of ICFR to address each relevant assertion. The certifying officers do not need to design all possible components of ICFR to address each relevant assertion, but should identify and design an appropriate combination of controls, policies and procedures to address all relevant assertions.

The certifying officers would consider the efficiency of evaluating an issuer's ICFR design when designing an appropriate combination of ICFR components. If more than one potential control, policy or procedure could address a relevant assertion, certifying officers could select the control, policy or procedure that would be easiest to evaluate (e.g., automated control vs. manual control). Similarly, if a control, policy or procedure can be designed to address more than one relevant assertion, then certifying officers could choose it rather than a control, policy or procedure that addresses only one relevant assertion. For example, the certifying officers would consider whether any entity-wide controls exist that adequately address more than one relevant assertion or improve the efficiency of evaluating operating effectiveness because such entity-wide controls negate the need to design and evaluate other components of ICFR at multiple locations or business units.

When designing a combination of controls, policies and procedures, the certifying officers should also consider how the components in subsection 6.7(2) of the Policy Statement interact with each other. For example, the certifying officers should consider how information technology general controls interact with controls, policies and procedures over initiating, authorizing, recording, processing and reporting transactions.

6.11. ICFR design challenges

Key features of ICFR and related design challenges are described below.

(a) *Segregation of duties* – The term “segregation of duties” refers to one or more employees or procedures acting as a check and balance on the activities of another so that no one individual has control over all steps of processing a transaction or other activity. Assigning different people responsibility for authorizing transactions, recording transactions, reconciling information and maintaining custody of assets reduces the opportunity for any one employee to conceal errors or perpetrate fraud in the normal course of his or her duties. Segregating duties also increases the chance of discovering inadvertent errors early. If an issuer has few employees, a single employee may be authorized to initiate, approve and effect payment for transactions and it might be difficult to re-assign responsibilities to segregate those duties appropriately.

(b) *Board expertise* – An effective board objectively reviews management’s judgments and is actively engaged in shaping and monitoring the issuer’s control environment. An issuer might find it challenging to attract directors with the appropriate financial reporting expertise, objectivity, time, ability and experience.

(c) *Controls over management override* – An issuer might be dominated by a founder or other strong leader who exercises a great deal of discretion and provides personal direction to other employees. Although this type of individual can help an issuer meet its growth and other objectives, such concentration of knowledge and authority could allow the individual an opportunity to override established policies or procedures or otherwise reduce the likelihood of an effective control environment.

(d) *Qualified personnel* – Sufficient accounting and financial reporting expertise is necessary to ensure reliable financial reporting and the preparation of financial statements in accordance with the issuer’s GAAP. Some issuers might be unable to obtain qualified accounting personnel or outsourced expert advice on a cost-effective basis. Even if an issuer obtains outsourced expert advice, the issuer might not have the internal expertise to understand or assess the quality of the outsourced advice. If an issuer consults on technically complex accounting matters, this consultation alone is not indicative of a deficiency relating to the design of ICFR.

An issuer’s external auditor might perform certain services (e.g., income tax, valuation or internal audit services), where permitted by auditor independence rules, that provide skills which would otherwise be addressed by hiring qualified personnel or outsourcing expert advice from a party other than the external auditor. This type of arrangement should not be considered to be a component of the issuer’s ICFR design.

If an issuer identifies one or more of these ICFR design challenges, additional involvement by the issuer’s audit committee or board of directors could be a suitable compensating control or alternatively could mitigate risks that exist as a result of being unable to remediate a material weakness relating to the design challenge. The control framework the certifying officers use to design ICFR could include further information on these design challenges. See section 9.1 of the Policy Statement for a discussion of compensating controls versus mitigating procedures.

6.12. Corporate governance for internal controls

The board of directors of an issuer is encouraged to consider adopting a written mandate to explicitly acknowledge responsibility for the stewardship of the issuer, including responsibility for internal control and management information systems.

6.13. Maintaining design

Following their initial development and implementation of DC&P and ICFR, and prior to certifying design each quarter, certifying officers should consider:

(a) whether the issuer faces any new risks and whether each design continues to provide a sufficient basis for the representations about reasonable assurance required in paragraph 5 of the certificates;

- (b) the scope and quality of ongoing monitoring of DC&P and ICFR, including the extent, nature and frequency of reporting the results from the ongoing monitoring of DC&P and ICFR to the appropriate levels of management;
- (c) the work of the issuer's internal audit function;
- (d) communication, if any, with the issuer's external auditors; and
- (e) the incidence of weaknesses in DC&P or material weaknesses in ICFR that have been identified at any time during the financial year.

6.14. Efficiency and effectiveness

In addition to the considerations set out in this Part that will assist certifying officers in appropriately designing DC&P and ICFR, other steps that certifying officers could take to enhance the efficiency and effectiveness of the designs are:

- (a) embedding DC&P and ICFR in the issuer's business processes;
- (b) implementing consistent policies and procedures and issuer-wide programs at all locations and business units;
- (c) including processes to ensure that DC&P and ICFR are modified to adapt to any changes in business environment; and
- (d) including procedures for reporting immediately to the appropriate levels of management any identified issues with DC&P and ICFR together with details of any action being undertaken or proposed to be undertaken to address such issues.

6.15. Documenting design

(1) ***Extent and form of documentation for design*** – The certifying officers should generally maintain documentary evidence sufficient to provide reasonable support for their certification of design of DC&P and ICFR. The extent of documentation supporting the certifying officers' design of DC&P and ICFR for each interim and annual certificate will vary depending on the certifying officers' assessment of risk, as discussed in section 6.6 of the Policy Statement, as well as the size and complexity of the issuer's DC&P and ICFR. The documentation might take many forms (e.g., paper documents, electronic, or other media) and could be presented in a number of different ways (e.g., policy manuals, process models, flowcharts, job descriptions, documents, internal memoranda, forms, etc). Certifying officers should use their judgment, acting reasonably, to determine the extent and form of documentation.

(2) ***Documentation of the control environment*** – To provide reasonable support for the certifying officers' design of DC&P and ICFR, the certifying officers should generally document the key elements of an issuer's control environment, including those described in subsection 6.7(2) of the Policy Statement.

(3) ***Documentation for design of DC&P*** – To provide reasonable support for the certifying officers' design of DC&P, the certifying officers should generally document:

- (a) the processes and procedures that ensure information is brought to the attention of management, including the certifying officers, in a timely manner to enable them to determine if disclosure is required; and
- (b) the items listed in section 6.8 of the Policy Statement.

(4) ***Documentation for design of ICFR*** – To provide reasonable support for the certifying officers' design of ICFR, the certifying officers should generally document:

- (a) the issuer's ongoing risk-assessment process and those risks which need to be addressed in order to conclude that the certifying officers have designed ICFR;

- (b) how significant transactions, and significant classes of transactions, are initiated, authorized, recorded and processed;
- (c) the flow of transactions to identify when and how material misstatements or omissions could occur due to error or fraud;
- (d) a description of the controls over relevant assertions related to all significant accounts and disclosures in the financial statements;
- (e) a description of the controls designed to prevent or detect fraud, including who performs the controls and, if applicable, how duties are segregated;
- (f) a description of the controls over period-end financial reporting processes;
- (g) a description of the controls over safeguarding of assets; and
- (h) the certifying officers' conclusions on whether a material weakness relating to the design of ICFR exists at the end of the period.

PART 7 EVALUATING OPERATING EFFECTIVENESS OF DC&P AND ICFR

7.1. General

Most sections in this Part apply to both an evaluation of the operating effectiveness of DC&P (DC&P evaluation) and an evaluation of the operating effectiveness of ICFR (ICFR evaluation); however, some sections apply specifically to an ICFR evaluation.

7.2. Scope of evaluation of operating effectiveness

The purpose of the DC&P and ICFR evaluations is to determine whether the issuer's DC&P and ICFR designs are operating as intended. To support a conclusion that DC&P or ICFR is effective, certifying officers should obtain sufficient appropriate evidence at the date of their assessment that the components of DC&P and ICFR that they designed, or caused to be designed, are operating as intended. Regardless of the approach the certifying officers use to design DC&P or ICFR, they could use a top-down, risk-based approach to evaluate DC&P or ICFR in order to limit the evaluation to those controls and procedures that are necessary to address the risks that might reasonably result in a material misstatement.

Form 52-109F1 requires disclosure of each material weakness relating to the operation of the issuer's ICFR. Therefore, the scope of the ICFR evaluation must be sufficient to identify any such material weaknesses.

7.3. Judgment

The Regulation does not prescribe how the certifying officers should conduct their DC&P and ICFR evaluations. Certifying officers should exercise their judgment, acting reasonably, and should apply their knowledge and experience in determining the nature and extent of the evaluation.

7.4. Knowledge and supervision

Form 52-109F1 requires the certifying officers to certify that they have evaluated, or supervised the evaluation of, the issuer's DC&P and ICFR. Employees or third parties, supervised by the certifying officers, may conduct the evaluation of the issuer's DC&P and ICFR. Such employees should individually and collectively have the necessary knowledge, skills, information and authority to evaluate the DC&P and ICFR for which they have been assigned responsibilities. Nevertheless, certifying officers must retain overall responsibility for the evaluation and resulting MD&A disclosure concerning the issuer's DC&P and ICFR.

Certifying officers should ensure that the evaluation is performed with the appropriate level of objectivity. Generally, the individuals who evaluate the operating effectiveness of

specific controls or procedures should not be the same individuals who perform the specific controls or procedures. See section 7.10 of the Policy for guidance on self-assessments.

7.5. Use of external auditor or other third party

The certifying officers might decide to use a third party to assist with their DC&P or ICFR evaluations. In these circumstances, the certifying officers should assure themselves that the individuals performing the agreed-upon evaluation procedures have the appropriate knowledge and ability to complete the procedures. The certifying officers should be actively involved in determining the procedures to be performed, the findings to be communicated and the manner of communication.

If an issuer chooses to engage its external auditor to assist the certifying officers in the DC&P and ICFR evaluations, the certifying officers should determine the procedures to be performed, the findings to be communicated and the manner of communication. The certifying officers should not rely on ICFR-related procedures performed and findings reported by the issuer's external auditor solely as part of the financial statement audit. However, if the external auditor is separately engaged to perform specified ICFR-related procedures, the certifying officers might use the results of those procedures as part of their evaluation even if the auditor uses those results as part of the financial statement audit.

If the issuer refers, in a continuous disclosure document, to an audit report relating to the issuer's ICFR, prepared by its external auditor, then it would be appropriate for the issuer to file a copy of the internal control audit report with its financial statements.

7.6. Evaluation tools

Certifying officers can use a variety of tools to perform their DC&P and ICFR evaluations. These tools include:

- (a) certifying officers' daily interaction with the control systems;
- (b) walkthroughs;
- (c) interviews of individuals who are involved with the relevant controls;
- (d) observation of procedures and processes, including adherence to corporate policies;
- (e) reperformance; and
- (f) review of documentation that provides evidence that controls, policies or procedures have been performed.

Certifying officers should use a combination of tools for the DC&P and ICFR evaluations. Although inquiry and observation alone might provide an adequate basis for an evaluation of an individual control with a lower risk, they will not provide an adequate basis for the evaluation as a whole.

The nature, timing and extent of evaluation procedures necessary for certifying officers to obtain reasonable support for the effective operation of a component of DC&P or ICFR depends on the level of risk the component of DC&P or ICFR is designed to address. The level of risk for a component of DC&P or ICFR could change each year to reflect management's experience with a control's operation during the year and in prior evaluations.

7.7. Certifying officers' daily interaction

The certifying officers' daily interaction with their control systems provides them with opportunities to evaluate the operating effectiveness of the issuer's DC&P and ICFR during a financial year. This daily interaction could provide an adequate basis for the certifying officers' evaluation of DC&P or ICFR if the operation of controls, policies and procedures is centralized and involves a limited number of personnel. Reasonable support of such daily interaction would

include memoranda, e-mails and instructions or directions from the certifying officers to other employees.

7.8. Walkthroughs

A walkthrough is a process of tracing a transaction from origination, through the issuer's information systems, to the issuer's financial reports. A walkthrough can assist certifying officers to confirm that:

- (a) they understand the components of ICFR, including those components relating to the prevention or detection of fraud;
- (b) they understand how transactions are processed;
- (c) they have identified all points in the process at which misstatements related to each relevant financial statement assertion could occur; and
- (d) the components of ICFR have been implemented.

7.9. Reperformance

(1) **General** – Reperformance is the independent execution of certain components of the issuer's DC&P or ICFR that were performed previously. Reperformance could include inspecting records whether internal (e.g., a purchase order prepared by the issuer's purchasing department) or external (e.g., a sales invoice prepared by a vendor), in paper form, electronic form or other media. The reliability of records varies depending on their nature, source and the effectiveness of controls over their production. An example of reperformance is inspecting whether the quantity and price information in a sales invoice agree with the quantity and price information in a purchase order, and confirming that an employee previously performed this procedure.

(2) **Extent of reperformance** – The extent of reperformance of a component of DC&P or ICFR is a matter of judgment for the certifying officers, acting reasonably. Components that are performed more frequently (e.g., controls for recording sales transactions) will generally require more testing than components that are performed less frequently (e.g., controls for monthly bank reconciliations). Components that are manually operated will likely require more rigorous testing than automated controls. Certifying officers could determine that they do not have to test every individual step comprising a control in order to conclude that the overall control is operating effectively.

(3) **Reperformance for each evaluation** – Certifying officers might find it appropriate to adjust the nature, extent and timing of reperformance for each evaluation. For example, in "year 1", certifying officers might test information technology controls extensively, while in "year 2", they could focus on monitoring controls that identify changes made to the information technology controls. Certifying officers should consider the specific risks the controls address when making these types of adjustments. It might also be appropriate to test controls at different interim periods, increase or reduce the number and types of tests performed or change the combination of procedures used in order to introduce unpredictability into the testing and respond to changes in circumstances.

7.10. Self-assessments

A self-assessment is a walk-through or reperformance of a control, or another procedure to analyze the operation of controls, performed by an individual who might or might not be involved in operating the control. A self-assessment could be done by personnel who operate the control or members of management who are not responsible for operating the control. The evidence of operating effectiveness from self-assessment activities depends on the personnel involved and how the activities are conducted.

A self-assessment performed by personnel who operate the control would normally be supplemented with direct testing by individuals who are independent from the operation of the control being tested and who have an equal or higher level of authority. In these situations, direct

testing of controls would be needed to corroborate evidence from the self-assessment since the self-assessment alone would not have a reasonable level of objectivity.

In some situations a certifying officer might perform a self-assessment and the certifying officer is involved in operating the control. Even if no other members of management independent from the operation of the control with equal or higher level of authority can perform direct testing, the certifying officer's self-assessment alone would normally provide sufficient evidence since the certifying officer signs the annual certificate. In situations where there are two certifying officers and one is performing a self-assessment, it would be appropriate for the other certifying officer to perform direct testing of the control.

7.11. Timing of evaluation

Form 52-109F1 requires certifying officers to certify that they have evaluated the effectiveness of the issuer's DC&P and ICFR, as at the financial year end. Certifying officers might choose to schedule testing of some DC&P and ICFR components throughout the issuer's financial year. However, since the evaluation is at the financial year end, the certifying officers will have to perform sufficient procedures to evaluate the operation of the components at year end.

Since some year-end procedures occur subsequent to the year end (e.g., financial reporting close process), some testing of DC&P and ICFR components could also occur subsequent to year-end. The timing of evaluation activities will depend on the risk associated with the components being evaluated, the tools used to evaluate the components, and whether the components being evaluated are performed prior to, or subsequent to, year end.

7.12. Extent of examination for each annual evaluation

For each annual evaluation the certifying officers must evaluate those components of ICFR that, in combination, provide reasonable assurance regarding the reliability of financial reporting. For example, the certifying officers cannot decide to exclude components of ICFR for a particular process from the scope of their evaluation simply based on prior-year evaluation results. To have a reasonable basis for their assessment of the operating effectiveness of ICFR, the certifying officers must have sufficient evidence supporting operating effectiveness of all relevant components of ICFR as of the date of their assessment.

7.13. Documenting evaluations

(1) *Extent of documentation for evaluation* – The certifying officers should generally maintain documentary evidence sufficient to provide reasonable support for their certification of a DC&P and ICFR evaluation. The extent of documentation used to support the certifying officers' evaluations of DC&P and ICFR for each annual certificate will vary depending on the size and complexity of the issuer's DC&P and ICFR. The extent of documentation is a matter of judgment for the certifying officers, acting reasonably.

(2) *Documentation for evaluations of DC&P and ICFR* – To provide reasonable support for a DC&P or ICFR evaluation the certifying officers should generally document:

- (a) a description of the process the certifying officers used to evaluate DC&P or ICFR;
- (b) how the certifying officers determined the extent of testing of the components of DC&P or ICFR;
- (c) a description of, and results from applying, the evaluation tools discussed in sections 7.6 and 7.7 of the Policy Statement or other evaluation tools; and
- (d) the certifying officers' conclusions about:
 - (i) the operating effectiveness of DC&P or ICFR, as applicable; and

(ii) whether a material weakness relating to the operation of ICFR existed as at the end of the period.

PART 8 USE OF A SERVICE ORGANIZATION OR SPECIALIST FOR AN ISSUER'S ICFR

8.1. Use of a service organization

An issuer might outsource a significant process to a service organization. Examples include payroll, production accounting for oil and gas companies, or other bookkeeping services. Based on their assessment of risks as discussed in subsection 6.6(2) of the Policy Statement, the certifying officers might identify the need for controls, policies and procedures relating to an outsourced process. In considering the design and evaluation of such controls, policies and procedures, the officers should consider whether:

(a) the service organization can provide a service auditor's report on the design and operation of controls placed in operation and tests of the operating effectiveness of controls at the service organization;

(b) the certifying officers have access to the controls in place at the service organization to evaluate the design and effectiveness of such controls; or

(c) the issuer has controls that might eliminate the need for the certifying officers to evaluate the design and effectiveness of the service organization's controls relating to the outsourced process.

8.2. Service auditor's reporting on controls at a service organization

If a service auditor's report on controls placed in operation and tests of the operating effectiveness of controls is available, the certifying officers should evaluate whether the report provides them sufficient evidence to assess the design and effectiveness of controls relating to the outsourced process. The following factors will be relevant in evaluating whether the report provides sufficient evidence:

(a) the time period covered by the tests of controls and its relation to the as-of date of the certifying officers' assessment of the issuer's ICFR;

(b) the scope of the examination and applications covered and the controls tested; and

(c) the results of the tests of controls and the service auditor's opinion on the operating effectiveness of controls.

8.3. Elapsed time between date of a service auditor's report and date of certificate

If a significant period of time has elapsed between the time period covered by the tests of controls in a service auditor's report and the date of the certifying officer's assessment of ICFR, the certifying officers should consider whether the service organization's controls have changed subsequent to the period covered by the service auditor's report. The service organization might communicate certain changes such as changes in its personnel or changes in reports or other data that it provides. Changes might also be indicated by errors identified in the service organization's processing. If the certifying officers identify changes in the service organization's controls, they should evaluate the effect of these changes and consider the need for additional procedures. These might include obtaining further information from the service organization, performing procedures at the service organization, or requesting that a service auditor perform specified procedures.

8.4. Indicators of a material weakness relating to use of a service organization

There could be circumstances in which a service auditor's report is not available, the certifying officers do not have access to controls in place at the service organization and the certifying officers have not identified any compensating controls performed by the issuer. In these circumstances the inability to assess the service organization's controls, policies and

procedures might represent a material weakness since the certifying officers might not have sufficient evidence to conclude whether the components of the issuer's ICFR at the service organization have been designed or are operating as intended.

8.5. Use of a specialist

A specialist is a person or firm possessing expertise in specific subject matter. A reporting issuer might arrange for a specialist to provide certain specialized expertise such as actuarial services, taxation services or valuation services. Based on their assessment of risks as discussed in subsection 6.6(2) of the Policy Statement, the certifying officers might identify the need for the services provided by a specialist. The certifying officers should ensure the issuer has controls, policies or procedures in place relating to the source data and the reasonableness of the assumptions used to support the specialist's findings. The certifying officers should also consider whether the specialist has the necessary competence, expertise and integrity.

PART 9 MATERIAL WEAKNESS

9.1. Identifying a deficiency in ICFR

(1) ***Deficiency relating to the design of ICFR*** – A deficiency relating to the design of ICFR exists when:

- (a) necessary components of ICFR are missing from the design;
- (b) an existing component of ICFR is designed so that, even if the component operates as designed, the financial reporting risks would not be addressed; or
- (c) a component of ICFR has not been implemented and, as a result, the financial reporting risks have not been addressed.

Subsection 6.6(2) of the Policy Statement provides guidance on financial reporting risks.

(2) ***Deficiency relating to the operation of ICFR*** – A deficiency relating to the operation of ICFR exists when a properly designed component of ICFR does not operate as intended. For example, if an issuer's ICFR design requires two individuals to sign a cheque in order to authorize a cash disbursement and the certifying officers conclude that this process is not being followed consistently, the control may be designed properly but is deficient in its operation.

(3) ***Compensating controls versus mitigating procedures*** – If the certifying officers identify a component of ICFR that does not operate as intended they should consider whether there is a compensating control that addresses the financial reporting risks that the deficient ICFR component failed to address. If the certifying officers are unable to identify a compensating control, then the issuer would have a deficiency relating to the operation of ICFR.

In the process of determining whether there is a compensating control, the certifying officers might identify mitigating procedures which help to reduce the financial reporting risks that the deficient ICFR component failed to address, but do not meet the threshold of being a compensating control because:

- (a) the procedures only partially address the financial reporting risks or
- (b) the procedures are not designed by, or under the supervision of, the issuer's certifying officers, and thus may not represent an internal control.

In these circumstances, since the financial reporting risks are not addressed with an appropriate compensating control, the issuer would continue to have a deficiency relating to the operation of ICFR and would have to assess the significance of the deficiency. The issuer may have one or more mitigating procedures that reduce the financial reporting risks that the deficient ICFR component failed to address and may consider disclosure of those procedures, as discussed in section 9.7 of the Policy Statement. In disclosing these mitigating procedures in its MD&A, an issuer should not imply that the procedures eliminate the existence of a material weakness.

9.2. Assessing significance of deficiencies in ICFR

If a deficiency or combination of deficiencies in the design or operation of one or more components of ICFR is identified, certifying officers should assess the significance of the deficiency, or combination of deficiencies, to determine whether a material weakness exists. Their assessment should generally include both qualitative and quantitative analyses.

Certifying officers evaluate the severity of a deficiency, or combination of deficiencies, by considering whether (a) there is a reasonable possibility that the issuer's ICFR will fail to prevent or detect a material misstatement of a financial statement amount or disclosure; and (b) the magnitude of the potential misstatement resulting from the deficiency or deficiencies. The severity of a deficiency in ICFR does not depend on whether a misstatement has actually occurred but rather on whether there is a reasonable possibility that the issuer's ICFR will fail to prevent or detect a material misstatement on a timely basis.

9.3. Factors to consider when assessing significance of deficiencies in ICFR

(1) **Reasonable possibility of misstatement** – Factors that affect whether there is a reasonable possibility that a deficiency, or combination of deficiencies would result in ICFR not preventing or detecting in a timely manner a misstatement of a financial statement amount or disclosure, include, but are not limited to:

(a) the nature of the financial statement accounts, disclosures and assertions involved (e.g., related-party transactions involve greater risk);

(b) the susceptibility of the related asset or liability to loss or fraud (e.g., greater susceptibility increases risk);

(c) the subjectivity, complexity, or extent of judgment required to determine the amount involved (e.g., greater subjectivity, complexity, or judgment increases risk);

(d) the interaction or relationship of the control with other controls, including whether they are interdependent or address the same financial reporting risks;

(e) the interaction of the deficiencies (e.g., when evaluating a combination of two or more deficiencies, whether the deficiencies could affect the same financial statement amounts or disclosures); and

(f) the possible future consequences of the deficiency.

(2) **Magnitude of misstatement** – Various factors affect the magnitude of a misstatement that might result from a deficiency or deficiencies in ICFR. These factors include, but are not limited, to the following:

(a) the financial statement amounts or total of transactions relating to the deficiency; and

(b) the volume of activity in the account balance or class of transactions relating to the deficiency that has occurred in the current period or that is expected in future periods.

9.4. Indicators of a material weakness

It is a matter for the certifying officers' judgment whether the following situations indicate that a deficiency in ICFR exists and, if so, whether it represents a material weakness:

(a) identification of fraud, whether or not material, on the part of the certifying officers or other senior management who play a significant role in the issuer's financial reporting process;

(b) restatement of previously issued financial statements to reflect the correction of a material misstatement;

(c) identification by the issuer or its external auditor of a material misstatement in the financial statements in the current period in circumstances that indicate that the misstatement would not have been detected by the issuer's ICFR; and

(d) ineffective oversight of the issuer's external financial reporting and ICFR by the issuer's audit committee.

9.5. Conclusions on effectiveness if a material weakness exists

If the certifying officers identify a material weakness relating to the design or operation of ICFR existing as at the period-end date, the certifying officers could not conclude that the issuer's ICFR is effective. Certifying officers may not qualify their assessment by stating that the issuer's ICFR is effective subject to certain qualifications or exceptions unless the qualification pertains to one of the permitted scope limitations available in section 3.3 of the Regulation. As required by paragraph 6 in Form 52-109F1, the certifying officers must ensure the issuer has disclosed in the annual MD&A the certifying officers' conclusions about the effectiveness of ICFR at the financial year end.

9.6. Disclosure of a material weakness

(1) ***Disclosure of a material weakness relating to the design of ICFR*** – If the certifying officers become aware of a material weakness relating to the design of ICFR that existed at the end of the annual or interim period, the issuer's annual or interim MD&A must describe each material weakness relating to design, the impact of each material weakness on the issuer's financial reporting and its ICFR, and the issuer's current plans, if any, or any actions already undertaken, for remediating each material weakness as required by paragraph 5.2 of Form 52-109F1 and Form 52-109F2.

(2) ***Disclosure of a material weakness relating to the operation of ICFR*** – If the certifying officers become aware of a material weakness relating to the operation of ICFR that existed at the financial year end, the issuer's annual MD&A must describe each material weakness relating to operation, the impact of each material weakness on the issuer's financial reporting and its ICFR, and the issuer's current plans, if any, or any actions already undertaken, for remediating each material weakness as required by subparagraphs 6(b)(ii)(A), (B) and (C) of Form 52-109F1.

If a material weakness relating to the operation of ICFR continues to exist, the certifying officers should consider whether the deficiency initially relating to the operation of ICFR has become a material weakness relating to the design of ICFR that must be disclosed in the interim, as well as the annual MD&A under paragraph 5.2 of Form 52-109F1 and Form 52-109F2.

(3) ***Description of a material weakness*** – Disclosure pertaining to an identified material weakness should provide investors with an accurate and complete picture of the material weakness, including its effect on the issuer's ICFR. Issuers should consider providing disclosure in the annual or interim MD&A that allows investors to understand the cause of the material weakness and assess the potential impact on, and importance to, the financial statements of the identified material weakness. The disclosure will be more useful to investors if it distinguishes between those material weaknesses that may have a pervasive impact on ICFR from those material weaknesses that do not.

9.7. Disclosure of remediation plans and actions undertaken

If an issuer commits to a remediation plan to correct a material weakness relating to the design or operation of ICFR prior to filing a certificate, the annual or interim MD&A would describe the issuer's current plans, or any actions already undertaken, for remediating each material weakness.

Once an issuer has completed its remediation it would disclose information about the resulting change in the issuer's ICFR in its next annual or interim MD&A as required by paragraph 7 of Form 52-109F1 or paragraph 6 of Form 52-109F2.

If an issuer is unable to, or chooses not to, remediate a material weakness, but identifies mitigating procedures that reduce the impact of the material weakness on the issuer's ICFR, then

disclosure about these mitigating procedures could provide investors with an accurate and complete picture of the material weakness, including its effect on the issuer's ICFR. If an issuer does not plan to remediate the material weakness, regardless of whether there are mitigating procedures, the issuer would continue to have a material weakness that the issuer must disclose in the annual or interim MD&A.

PART 10 WEAKNESS IN DC&P THAT IS SIGNIFICANT

10.1. Conclusions on effectiveness of DC&P if a weakness exists that is significant

If the certifying officers identify a weakness relating to the design or operation of DC&P that is significant existing as at the period end date, the certifying officers could not conclude that the issuer's DC&P is effective. Certifying officers may not qualify their assessment by stating that the issuer's DC&P is effective subject to certain qualifications or exceptions unless the qualification pertains to one of the permitted scope limitations available in section 3.3 of the Regulation. A certifying officer could not conclude that the issuer's DC&P is effective if there is a deficiency, or combination of deficiencies, in DC&P such that there is a reasonable possibility that the issuer will not disclose material information required to be disclosed under securities legislation, within the time periods specified in securities legislation.

As required by paragraph 6(a) in Form 52-109F1, the certifying officers must ensure the issuer has disclosed in its annual MD&A the certifying officers' conclusions about the effectiveness of DC&P. The MD&A disclosure about the effectiveness of DC&P will be useful to investors if it discusses any identified weaknesses that are significant, whether the issuer has committed, or will commit, to a plan to remediate the identified weaknesses, and whether there are any mitigating procedures that reduce the risks that have not been addressed as a result of the identified weaknesses.

10.2. Interim certification of DC&P design if a weakness exists that is significant

If the certifying officers identify a weakness in the design of DC&P that is significant at the time of filing an interim certificate, to provide reasonable context for their certifications of the design of DC&P, it would be appropriate for the issuer to disclose in its interim MD&A the identified weakness and any other information necessary to provide an accurate and complete picture of the condition of the design of the issuer's DC&P.

10.3. Certification of DC&P if a material weakness in ICFR exists

As discussed in section 6.2 of the Policy Statement, there is a substantial overlap between the definitions of DC&P and ICFR. If the certifying officers identify a material weakness in the issuer's ICFR, this will almost always represent a weakness that is significant in the issuer's DC&P.

PART 11 REPORTING CHANGES IN ICFR

11.1. Assessing the materiality of a change in ICFR

Paragraph 7 of Form 52-109F1 and paragraph 6 of Form 52-109F2 require an issuer to disclose any change in the issuer's ICFR that has materially affected, or is reasonably likely to materially affect, the issuer's ICFR. A material change in ICFR might occur regardless of whether the change is being made to remediate a material weakness (e.g., a change from a manual payroll system to an automated payroll system). A change in an issuer's ICFR that was made to remediate a material weakness would generally be considered a material change in an issuer's ICFR.

PART 12 ROLE OF BOARD OF DIRECTORS AND AUDIT COMMITTEE

12.1. Board of directors

Form 52-109F1 requires the certifying officers to represent that the issuer has disclosed in its annual MD&A certain information about the certifying officers' evaluation of the effectiveness of DC&P. Form 52-109F1 also requires the certifying officers to represent that the

issuer has disclosed in its annual MD&A certain information about the certifying officers' evaluation of the effectiveness of ICFR. Under *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*, the board of directors must approve the issuer's annual MD&A, including the required disclosure concerning DC&P and ICFR, before it is filed. To provide reasonable support for the board of directors' approval of an issuer's MD&A disclosure concerning ICFR, including any material weaknesses, the board of directors should understand the basis upon which the certifying officers concluded that any particular deficiency or combination of deficiencies did or did not constitute a material weakness (see section 9.2 of the Policy Statement).

12.2. Audit committee

Regulation 52-110 requires the audit committee to review an issuer's financial disclosure and to establish procedures for dealing with complaints and concerns about accounting or auditing matters. Issuers subject to Regulation 52-110 should consider its specific requirements in designing and evaluating their DC&P and ICFR.

12.3. Reporting fraud

Paragraph 8 of Form 52-109F1 requires certifying officers to disclose to the issuer's auditors, the board of directors or the audit committee of the board of directors any fraud that involves management or other employees who have a significant role in the issuer's ICFR. Subsection 6.6(3) of the Policy Statement provides guidance on the term "fraud" for purposes of this Regulation.

Two types of intentional misstatements are (i) misstatements resulting from fraudulent financial reporting, which includes omissions of amounts or disclosures in financial statements to deceive financial statement users, and (ii) misstatements resulting from misappropriation of assets.

PART 13 CERTAIN LONG TERM INVESTMENTS

13.1. Underlying entities

An issuer might have a variety of long term investments that affect how the certifying officers design and evaluate the effectiveness of the issuer's DC&P and ICFR. In particular, an issuer could have any of the following interests:

- (a) an interest in an entity that is a subsidiary which is consolidated in the issuer's financial statements;
- (b) an interest in an entity that is a variable interest entity (a VIE) which is consolidated in the issuer's financial statements;
- (c) an interest in an entity that is proportionately consolidated in the issuer's financial statements;
- (d) an interest in an entity that is accounted for using the equity method in the issuer's financial statements (an equity investment); or
- (e) an interest in an entity that is accounted for using the cost method in the issuer's financial statements (a portfolio investment).

In this Part, the term entity is meant to capture a broad range of structures, including, but not limited to, corporations. The terms "consolidated", "subsidiary", "VIE", "proportionately consolidated", "equity method" and "cost method" have the meaning ascribed to such terms under the issuer's GAAP. In this Part, the term "underlying entity" refers to one of the entities referred to in items (a) through (e) above.

13.2. Fair presentation

As discussed in section 4.1 of the Policy Statement, the concept of fair presentation is not limited to compliance with the issuer's GAAP. If the certifying officers believe that an issuer's financial statements do not fairly present its financial condition insofar as it relates to an underlying entity, the certifying officers should cause the issuer to provide additional disclosure in its MD&A.

13.3. Design and evaluation of DC&P and ICFR

(1) **Access to underlying entity** – The nature of an issuer's interest in an underlying entity will affect the certifying officer's ability to design and evaluate the effectiveness of the controls, policies and procedures carried out by the underlying entity.

Subsidiary – In the case of an issuer with an interest in a subsidiary, as the issuer controls the subsidiary, certifying officers will have sufficient access to the subsidiary to design and evaluate the effectiveness of the controls, policies and procedures carried out by the underlying entity.

Proportionately consolidated entity or VIE – In the case of an issuer with an interest in a proportionately consolidated entity or a VIE, certifying officers might not always have sufficient access to the underlying entity to design and evaluate the effectiveness of the controls, policies and procedures carried out by the underlying entity.

Whether the certifying officers have sufficient access to a proportionately consolidated entity or a VIE to design and evaluate the effectiveness of the controls, policies and procedures carried out by the underlying entity is a question of fact. The sufficiency of their access could depend on, among other things:

- (a) the issuer's percentage ownership of the underlying entity;
- (b) whether the other underlying entity owners are reporting issuers;
- (c) the nature of the relationship between the issuer and the operator of the underlying entity if the issuer is not the operator;
- (d) the terms of the agreement(s) governing the underlying entity; and
- (e) the date of creation of the underlying entity.

Portfolio investment or equity investment – In the case of an issuer with a portfolio investment or an equity investment, certifying officers will generally not have sufficient access to the underlying entity to design and evaluate the effectiveness of the controls, policies and procedures carried out by the underlying entity.

(2) **Access to an underlying entity in certain indirect offering structures** – In the case of certain indirect offering structures, including certain income trust and limited partnership offering structures, the issuer could have:

- (a) a significant equity interest in the underlying entity but not legally control the underlying entity, since legal control is retained by a third party (typically the party involved in establishing the indirect offering structure) or
- (b) an equity interest in an underlying entity that represents a significant asset of the issuer and results in the issuer providing the issuer's equity holders with separate audited annual financial statements and interim financial statements prepared in accordance with the same GAAP as the issuer's financial statements.

In these cases, we generally expect the trust indenture, limited partnership agreement or other constating documents to include appropriate terms ensuring the certifying officers will have sufficient access to the underlying entity to design and evaluate the effectiveness of the controls, policies and procedures carried out by the underlying entity.

(3) **Reasonable steps to design and evaluate** – Certifying officers should take all reasonable steps to design and evaluate the effectiveness of the controls, policies and procedures carried out by the underlying entity that provide the certifying officers with a basis for the representations in the annual and interim certificates. However, it is left to the discretion of the certifying officers, acting reasonably, to determine what constitutes “reasonable steps”.

If the certifying officers have access to the underlying entity to design the controls, policies and procedures discussed in subsection (2) and they are not satisfied with those controls, policies and procedures, the certifying officers should consider whether there exists a material weakness or a weakness in DC&P that is significant.

(4) **Disclosure of a scope limitation relating to a proportionately consolidated entity or VIE** – A scope limitation exists if the certifying officers would not have a reasonable basis for making the representations in the annual or interim certificates because they do not have sufficient access to a proportionately consolidated entity or VIE, as applicable, to design and evaluate the controls, policies and procedures carried out by that underlying entity.

When determining whether a scope limitation exists, certifying officers must initially consider whether one, or a combination of more than one, proportionately consolidated entity or VIE includes risks that could reasonably result in a material misstatement in the issuer’s annual filings, interim filings or other reports. The certifying officers would consider such risks when the certifying officers first identify the risks faced by the issuer in order to determine the scope and necessary complexity of the issuer’s DC&P or ICFR, as discussed in subsection 6.6(2) of the Policy Statement.

The certifying officers would disclose a scope limitation if one, or a combination of more than one, proportionately consolidated entity or VIE includes risks that could reasonably result in a material misstatement and the certifying officers do not have sufficient access to design and evaluate the controls, policies and procedures carried out by each underlying entity.

The certifying officers would not disclose a scope limitation if a proportionately consolidated entity or VIE, individually or in combination with another such entity, does not include risks that could reasonably result in a material misstatement.

The issuer must disclose in its MD&A a scope limitation and summary financial information about each underlying entity in accordance with section 3.3 of the Regulation. The summary financial information may be disclosed in aggregate or individually for each proportionately consolidated entity or VIE.

Meaningful summary financial information about an underlying entity, or combination of underlying entities, that is the subject of a scope limitation would include:

- (a) sales or revenues;
- (b) income or loss before discontinued operations and extraordinary items;
- (c) net income or loss for the period; and

unless (i) the accounting principles used to prepare the financial statements of the underlying entity permit the preparation of its balance sheet without classifying assets and liabilities between current and non-current, and (ii) the MD&A includes alternative meaningful financial information about the underlying entity, or combination of underlying entities, which is more appropriate to the underlying entity’s industry,

- (d) current assets;
- (e) non-current assets;
- (f) current liabilities; and
- (g) non-current liabilities.

Meaningful disclosure about an underlying entity that is the subject of a scope limitation would also include any contingencies and commitments for the proportionately consolidated entity or VIE.

(5) **Limited access to the underlying entity of a portfolio investment or equity investment** – Although the certifying officers may not have sufficient access to design and evaluate controls, policies and procedures carried out by the underlying entity of a portfolio investment or equity investment, the issuer's DC&P and ICFR should address the issuer's controls over its disclosure of material information relating to:

- (a) the carrying amount of the investment;
- (b) any dividends the issuer receives from the investment;
- (c) any required impairment charge related to the investment; and
- (d) if applicable, the issuer's share of any income/loss from the equity investment.

(6) **Reliance on financial information of underlying entity** – In most cases, certifying officers will have to rely on the financial information reported by a proportionately consolidated entity, VIE or the underlying entity of an equity investment. In order to certify an issuer's annual or interim filings that include information regarding the issuer's investment in these underlying entities, the certifying officers should perform the following minimum procedures:

- (a) ensure that the issuer receives the underlying entity's financial information on a timely basis;
- (b) review the underlying entity's financial information to determine whether it has been prepared in accordance with the issuer's GAAP; and
- (c) review the underlying entity's accounting policies and evaluate whether they conform to the issuer's accounting policies.

PART 14 BUSINESS ACQUISITIONS

14.1. Access to acquired business

In many circumstances it is difficult for certifying officers to design or evaluate controls, policies and procedures carried out by an acquired business shortly after acquiring the business. In order to address these situations, paragraph 3.3(1)(c) of the Regulation permits an issuer to limit the scope of its design of DC&P and ICFR for a business that the issuer acquired not more than 365 days before the end of the financial period to which the certificate relates. Generally this will result in an issuer limiting the scope of its design for a business acquisition for three interim certificates and one annual certificate.

14.2. Disclosure of scope limitation

When determining whether a scope limitation exists, certifying officers must initially consider whether an acquired business includes risks that could reasonably result in a material misstatement in the issuer's annual filings, interim filings or other reports. The certifying officers would consider such risks when the certifying officers first identify the risks faced by the issuer in order to determine the scope and necessary complexity of the issuer's DC&P or ICFR, as discussed in subsection 6.6(2) of the Policy Statement. If the certifying officers limit the scope of their design of DC&P and ICFR for a recent business acquisition, this scope limitation and summary financial information about the business must be disclosed in the issuer's MD&A in accordance with section 3.3 of the Regulation and paragraph 5.3 in Form 52-109F1, or 52-109F2 as applicable. Meaningful summary financial information about the acquired business would include:

- (a) sales or revenues;

- (b) income or loss before discontinued operations and extraordinary items;
- (c) net income or loss for the period; and

unless (i) the accounting principles used to prepare the financial statements of the acquired business permit the preparation of its balance sheet without classifying assets and liabilities between current and non-current, and (ii) the MD&A includes alternative meaningful financial information about the acquired business which is more appropriate to the acquired business' industry,

- (d) current assets;
- (e) non-current assets;
- (f) current liabilities; and
- (g) non-current liabilities.

Meaningful disclosure about the acquired business would also include the issuer's share of any contingencies and commitments, which arise as a result of the acquisition. In the case of related businesses, as defined in NI 51-102, the issuer may present the summary financial information about the businesses on a combined basis.

PART 15 VENTURE ISSUER BASIC CERTIFICATES

15.1. Venture issuer basic certificates

Many venture issuers have few employees and limited financial resources which make it difficult for them to address the challenges described in section 6.11 of the Policy Statement. As a result, many venture issuers are unable to design DC&P and ICFR without (i) incurring significant additional costs, (ii) hiring additional employees, or (iii) restructuring the board of directors and audit committee. Since these inherent limitations exist for many venture issuers, the required forms of certificate for venture issuers are Forms 52-109FV1 and 52-109FV2. These forms do not include representations relating to the establishment and maintenance of DC&P and ICFR.

Although Forms 52-109FV1 and 52-109FV2 are the required forms for venture issuers, a venture issuer may elect to file Forms 52-109F1 or 52-109F2, which include representations regarding the establishment and maintenance of DC&P and ICFR.

Certifying officers of a non-venture issuer are not permitted to use Forms 52-109FV1 and 52-109FV2. Although a non-venture issuer may face similar challenges in designing its ICFR, such as those described in section 6.11 of the Policy Statement, the issuer is still required to file Forms 52-109F1 and 52-109F2 and disclose in the MD&A a description of each material weakness existing at the end of the financial period.

15.2. Note to reader included in venture issuer basic certificates

Forms 52-109FV1 and 52-109FV2 include a note to reader that clarifies the responsibility of certifying officers and discloses that inherent limitations on the ability of certifying officers of a venture issuer to design and implement on a cost effective basis DC&P and ICFR may result in additional risks to the quality, reliability, transparency and timeliness of interim and annual filings and other reports provided under securities legislation.

15.3. Voluntary disclosure regarding DC&P and ICFR

If a venture issuer files Form 52-109FV1 or 52-109FV2, it is not required to discuss in its annual or interim MD&A the design or operating effectiveness of DC&P or ICFR. If a venture issuer files Form 52-109FV1 or 52-109FV2 and chooses to discuss in its annual or interim MD&A or other regulatory filings the design or operation of one or more components of its DC&P or ICFR, it should also consider disclosing in the same document that:

(a) the venture issuer is not required to certify the design and evaluation of the issuer's DC&P and ICFR and has not completed such an evaluation; and

(b) inherent limitations on the ability of the certifying officers to design and implement on a cost effective basis DC&P and ICFR for the issuer may result in additional risks to the quality, reliability, transparency and timeliness of interim and annual filings and other reports provided under securities legislation.

A selective discussion in a venture issuer's MD&A about one or more components of a venture issuer's DC&P or ICFR without these accompanying statements will not provide transparent disclosure of the state of the venture issuer's DC&P or ICFR.

PART 16 CERTIFICATION REQUIREMENTS FOR A NEW REPORTING ISSUER AND AN ISSUER THAT BECOMES A NON-VENTURE ISSUER

16.1. Certification requirements after becoming a non-venture issuer

Sections 4.5 and 5.5 of the Regulation permit an issuer that becomes a non-venture issuer to file Forms 52-109F1 – IPO/RTO and 52-109F2 – IPO/RTO for the first certificate that the issuer is required to file under this Regulation, for a financial period that ends after the issuer becomes a non-venture issuer. If, subsequent to becoming a non-venture issuer, the issuer is required to file an annual or interim certificate for a period that ended while it was a venture issuer, the required form of certificate for that annual or interim filing is Form 52-109FV1 or 52-109FV2.

PART 17 EXEMPTIONS

17.1. Issuers that comply with U.S. laws

Some Canadian issuers that comply with U.S. laws might choose to prepare two sets of financial statements and file financial statements in Canada with accounting principles that differ from those that are filed or furnished in the U.S. For example, an issuer may file U.S. GAAP financial statements in the U.S. and financial statements using another acceptable form of GAAP in Canada. In order to ensure that the financial statements filed in Canada are certified (under either the Regulation or SOX 302 Rules), those issuers will not have recourse to the exemptions in sections 8.1 and 8.2 of the Regulation.

PART 18 LIABILITY FOR CERTIFICATES CONTAINING MISREPRESENTATIONS

18.1. Liability for certificates containing misrepresentations

A certifying officer providing a certificate containing a misrepresentation potentially could be subject to quasi-criminal, administrative or civil proceedings under securities law.

A certifying officer providing a certificate containing a misrepresentation could also potentially be subject to private actions for damages either at common law or, in Québec, under civil law, or under the statutory civil liability regimes in certain jurisdictions.

PART 19 TRANSITION

19.1. Representations regarding DC&P and ICFR following the transition periods

If an issuer files an annual certificate in Form 52-109F1 or an interim certificate in Form 52-109F2 that includes representations regarding DC&P or ICFR, these representations would not extend to the prior period comparative information included in the annual filings or interim filings if:

- (a) the prior period comparative information was previously the subject of certificates that did not include these representations; or
- (b) no certificate was required for the prior period.

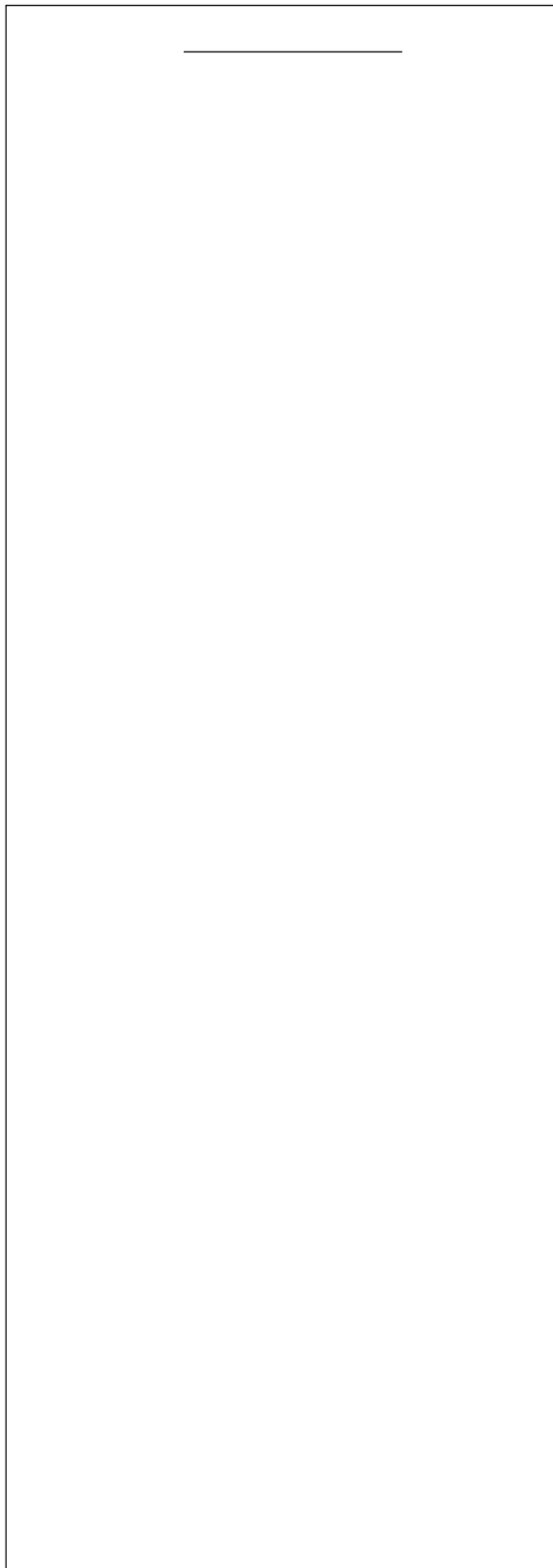
PART 20 CERTIFICATION OF REVISED OR RESTATED ANNUAL OR INTERIM FILINGS**20.1. Certification of revised or restated annual or interim filings**

If an issuer files a revised or restated continuous disclosure document that was originally certified as part of its annual or interim filings, the certifying officers would need to file Form 52-109F1R or Form 52-109F2R. These certificates would be dated the same date the certificate is filed and filed on the same date as the revised or restated continuous disclosure document.

20.2. Disclosure considerations if an issuer revises or restates a continuous disclosure document

If an issuer determines that it needs to revise or restate previously issued financial statements, the issuer should consider whether its original disclosures regarding the design or operating effectiveness of ICFR are still appropriate and should modify or supplement its original disclosure to include any other material information that is necessary for such disclosures not to be misleading in light of the revision or restatement.

Similarly, if an issuer determines that it needs to revise or restate a previously issued continuous disclosure document, the issuer should consider whether its original disclosures regarding the design or operating effectiveness of DC&P are still appropriate and should modify or supplement its original disclosure to include any other material information that is necessary for such disclosures not to be misleading in light of the revision or restatement.

**M.O., 2008-17****Order number V-1.1-2008-17 of the Minister of Finance, dated 25 November 2008**

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1)

CONCERNING Regulation to amend Regulation 51-102
respecting Continuous Disclosure Obligations

WHEREAS subparagraphs 1, 8 and 20 of section 331.1
of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1), amended by
section 108 of chapter 50 of the statutes of 2006, by
section 15 of chapter 15 of the statutes of 2007 and

by section 170 of chapter 7 of the statutes of 2008, stipulate that the Autorité des marchés financiers may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act stipulate that a draft regulation shall be published in the Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section stipulate that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or any later date specified in the regulation;

WHEREAS the Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations has been approved by Ministerial Order no. 200503 dated May 19th, 2005 (2005, *G.O.* 2, 1507);

WHEREAS there is cause to amend this regulation;

WHEREAS the draft Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations was published in the Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 5, no. 15 of April 18th, 2008;

WHEREAS on November 17th, 2008, by the decision no. 2008PDG-0260, the Autorité des marchés financiers made Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations appended hereto.

November 25, 2008

MONIQUE JÉRÔME-FORGET,
Minister of Finance

Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*

Securities Act
(R.S.Q., c.V-1.1, s. 331.1, par. (1), (8) and (20);
2006, c. 50)

1. Form 51-102F1 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations is amended:

(1) by replacing, in item 1.15, the instructions with the following paragraph:

“(c) Your MD&A must include the MD&A disclosure required by Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings approved by Ministerial Order No. 2008-16, 25 November 2008 and, as applicable, Form 52-109F1 Certification of Annual Filings – Full Certificate, Form 52-109F1R Certification of Refiled Annual Filings, or Form 52-109F1 AIF Certification of Annual Filings in Connection with Voluntarily Filed AIF.”;

(2) by adding, after item 2.2, the following:

“2.3 Other Interim MD&A Requirements

Your interim MD&A must include the interim MD&A disclosure required by Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings and, as applicable, Form 52-109F2 Certification of Interim Filings – Full Certificate or Form 52-109F2R Certification of Refiled Interim Filings.”.

2. This Regulation comes into force on December 15, 2008.

9046

* Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, approved by Ministerial Order no. 2005-03 dated May 19, 2005 (2005, *G.O.* 2, 1507), was last amended by the regulation amending that regulation approved by Ministerial Order no. 2008-10 dated June 17, 2008 (2008, *G.O.* 2, 2569). For previous amendments, refer to the *Tableau des modifications et Index sommaire*, Éditeur officiel du Québec, 2008, updated to September 1, 2008.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
BEAR STEARNS & CO. INC.	TEMBEC INC.	20080022824-1	2008-12-08	2 100,00 \$
BEATTY, STEWART	PRESTIGE TELECOM INC.	20080022829-1	2008-12-08	5 000,00 \$
CANADIAN NATIONAL RAILWAY COMPANY	COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA	20080013688-1	2008-12-09	2 500,00 \$
DUBE, JEAN-PIERRE	GROUPE ODESIA INC.	20080022827-1	2008-12-08	300,00 \$
DUNKLEY, HUGH	CAE INC.	20080022825-1	2008-12-08	4 200,00 \$
KAMENZ, DONALD	EXELTECH AEROSPATIALE INC.	20080022828-1	2008-12-08	5 000,00 \$
LAMBERT, ALAIN	CPVC FINANCIAL CORPORATION	20080022830-1	2008-12-08	300,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
CORPORATION				
MCDONALD, DAVID	EXPLORATION TYPHON INC.	20080022831-1	2008-12-08	100,00 \$
MINES RICHMONT INC.	MINES RICHMONT INC.	20080022822-1	2008-12-08	5 000,00 \$
PALADIN LABS INC.	LABORATOIRES PALADIN INC.	20080022823-1	2008-12-08	5 000,00 \$
STANDEN, JEFFREY LAWRENCE	LOUBAC TOP ENVIRONNEMENT INC.	20080022826-1	2008-12-08	800,00 \$

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
Aucune information				

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
ALBOINI, VICTOR PHILIP MICHAEL	SOCIETE FINANCIERE JAGUAR INC.	20070016338-1	2007-07-11	3 000,00 \$	
		20070016338-2	2008-12-09		0,00 \$
ASSELIN, PIERRE	KOLOMBO TECHNOLOGIES LTEE	20070017482-1	2007-07-25	1 100,00 \$	
		20070017482-2	2008-12-09		1 100,00 \$
BEDARD, MARCEL	RESSOURCES ROBEX INC.	20070015869-1	2007-07-06	1 700,00 \$	
		20070015869-2	2008-12-03		1 700,00 \$
BLANCHET, CLAUDE	SIGMA INDUSTRIES INC.	20070019686-1	2007-08-28	5 000,00 \$	
		20070019686-2	2008-12-09		0,00 \$
CRANE, TIMOTHY	BANQUE DE MONTREAL	20070018083-1	2007-08-03	1 400,00 \$	
		20070018083-2	2008-12-09		0,00 \$
MACCORMACK, G. ROSS	FONDS DE REVENU JAZZ AIR	20070009151-1	2007-04-25	10 000,00 \$	
		20070009151-2	2008-12-03		10 000,00 \$
NORMANDIN, GUY	RESSOURCES ROBEX INC.	20070016162-1	2007-07-10	2 600,00 \$	
		20070016162-2	2008-12-03		2 600,00 \$

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
ROBERTSON, STEWART	RESSOURCES ROBEX INC.	20070015871-1	2007-07-06	1 700,00 \$	
		20070015871-2	2008-12-03		1 700,00 \$
SAVARD, RICHARD	RESSOURCES ROBEX INC.	20070015870-1	2007-07-06	5 000,00 \$	
		20070015870-2	2008-12-03		1 400,00 \$
SCANDAR, JOHN	AMADEUS INTERNATIONAL INC.	20070018741-1	2007-08-14	5 000,00 \$	
		20070018741-2	2008-12-03		5 000,00 \$
SEGUIN, JEAN	BOMBARDIER INC.	20070018117-1	2007-08-06	1 000,00 \$	
		20070018117-2	2008-12-01		1 000,00 \$

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

1608557 Ontario Inc.

Interdit à 1608557 Ontario Inc., à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers annuels et ses rapports de gestion annuels des exercices terminés les 31 décembre 2005, 2006 et 2007 ainsi que ses états financiers intermédiaires et ses rapports de gestion intermédiaires des périodes terminées les 31 mars, 30 juin et 30 septembre 2006, 2007 et 2008 prévues au Règlement 51-102.

L'interdiction est prononcée le 10 décembre 2008.

Décision n°: 2008-FIIC-0060

GSI Group Inc.

Interdit à GSI Group Inc., à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers intermédiaires et son rapport de gestion intermédiaire de la période terminée le 30 septembre 2008 prévues au Règlement 51-102.

L'interdiction est prononcée le 10 décembre 2008.

Décision n°: 2008-FIIC-0061

ViRexx Medical Corp.

Interdit à ViRexx Medical Corp., à ses porteurs de titres, à tous les courtiers en valeurs et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur, parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de ses états financiers intermédiaires et son rapport de gestion intermédiaire pour la période terminée le 30 septembre 2008 prévues au Règlement 51-102.

L'interdiction est prononcée le 5 décembre 2008.

Décision n°: 2008-FIIC-0055

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale¹
Banque Royale du Canada	10 décembre 2008	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île du Prince Édouard

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
		<ul style="list-style-type: none"> - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
Catégorie d'actions canadiennes Aurion Dynamique	10 décembre 2008	Ontario
Catégorie équilibrée Tactique Aurion Dynamique	10 décembre 2008	Ontario
Fonds communs de placement Saxon Mackenzie	10 décembre 2008	Ontario
Fonds équilibré Saxon		
Fonds à revenu élevé Saxon		
Fonds d'actions Saxon		
Sociétés à petite capitalisation Saxon		
Fonds de sociétés à microcapitalisation Saxon		
Fonds d'actions américaines Saxon		
Fonds de sociétés américaines à petite capitalisation Saxon		
Fonds d'actions internationales Saxon		
Croissance mondiale Saxon		
Fonds de sociétés mondiales à petite capitalisation Saxon		
FortisAlberta Inc.	8 décembre 2008	Alberta
Fortis Inc.	5 décembre 2008	Ontario
Toronto Hydro Corporation	5 décembre 2008	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Banque Nationale du Canada	5 décembre 2008	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île du Prince Édouard - Terre-Neuve et Labrador
Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi	11 décembre 2008	Québec
Big 8 Split Inc.	9 décembre 2008	Ontario
Fonds Front Street Limitée	4 décembre 2008	Ontario
Fonds de ressources Front Street (auparavant, catégorie Fonds de ressources Front Street)		
Fonds d'actions canadiennes Front Street (auparavant, catégorie Fonds d'actions canadiennes Front Street)		
Fonds de revenu diversifié Front Street (auparavant, catégorie Fonds de revenu diversifié Front Street)		
Front Street Small Cap Fund (auparavant, catégorie Front Street Small Cap Canadian Fund)		
Front Street Money Market Fund (auparavant, catégorie Front Street Money Market Fund)		
Portefeuille des actions vedettes américaines RBC Dominion valeurs mobilières	11 décembre 2008	Ontario
Red Back Mining Inc.	5 décembre 2008	Colombie-Britannique

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications du prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité

canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Banque de Nouvelle-Écosse	4 décembre 2008	Ontario
Fonds Talisman Jov	5 décembre 2008	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Aucune information.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 - Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 - Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 - Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 - Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

Le personnel de l'Autorité tient à rappeler qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient de la dispense statutaire prévue aux articles 43 ou 51 de la Loi, tels qu'ils se lisent avant le 14 septembre 2005, ou des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription* (« Règlement 45-106 »).

Le personnel rappelle également qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements de même que de fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

Veillez prendre note que les informations contenues aux avis déposés en vertu de l'ancien article 46 de la Loi et aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 sont publiées ci-dessous tel que fournies par les émetteurs concernés. Il est de la responsabilité des émetteurs de fournir une information adéquate et l'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s) QC / Hors QC		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
Club de Golf Le Royal Chaudière Inc.	2008-12-01	1 unité	275 000 \$	1	0	2.10
Corporation Minière Rocmec Inc.	2008-11-28	162 162 actions ordinaires	12 000 \$	1	0	2.14
Mirvac Limited et Mirvac Funds Limited	2008-11-06	2 590 272 unités de titres jumelés	1 916 801,28 \$	1	1	2.3
Natural Convergence Inc.	2008-11-25	24 453 825 actions privilégiées catégorie D	1 441 453,83 \$	1	3	2.3
Ressources Strateco Inc.	2008-10-29	200 000 actions ordinaires	131 200 \$	0	1	2.13
Ressources Vantex Ltée	2008-11-17	2 970 000 actions ordinaires accréditives et 330 000 actions ordinaires	165 000 \$	18	0	2.3
Rubicon Minerals Corporation	2008-11-18	4 870 370 actions ordinaires accréditives et 3 296 300 actions ordinaires	10 200 929,50 \$	1	50	2.3

Nom de l'émetteur	Date(s) du placement	Nombre et type de titre émis	Montant total du placement	Nombre de souscripteur(s) QC / Hors QC		Dispense(s) invoquée(s) (Règlement 45-106)
Rykala Resources Inc.	2007-12-28 et 2007-12-31	188 889 actions ordinaires accréditives et 950 000 actions ordinaires	91 000 \$	1	6	2.3
Shore Gold Inc.	2008-11-24	16 670 000 actions ordinaires	12 502 500 \$	2	20	2.3
Therma Blade Inc.	2008-11-19	153 838 actions ordinaires catégorie B	769 190 \$	0	46	2.3
Walton AZ Silver Reef Investment Corporation	2008-11-20	75 582 actions ordinaires	755 820 \$	1	34	2.3 / 2.9
Walton GA Arcade Meadows I Investment Corporation	2008-11-28	138 598 actions ordinaires	1 385 980 \$	3	56	2.3 / 2.9

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

QLT Inc.

Vu la demande présentée par QLT Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 26 novembre 2008 (la « demande »);

vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu le *Règlement 14-101 sur les définitions* et les termes définis suivants :

« documents américains » : les documents suivants qui ne sont pas exigés en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières, mais qui le sont en vertu de la *Loi de 1934* et qui seront intégrés par renvoi à la note d'information :

- les rubriques 1, 3, 6 et 7 du rapport annuel sur Formulaire 10-K pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007;
- le rapport trimestriel sur Formulaire 10-Q pour les trimestres terminés les 31 mars 2008, 30 juin 2008 et 30 septembre 2008;
- les rapports courants sur Formulaire 8-K déposés auprès de la SEC les 22 janvier 2008, 25 janvier 2008, 19 mars 2008, 11 avril 2008, 16 mai 2008, 10 juin 2008, 15 juillet 2008, 12 août 2008, 29 août 2008, 3 septembre 2008, 9 octobre 2008 et 30 octobre 2008;
- la circulaire de sollicitation de procurations sur annexe 14A déposée auprès de la SEC le 22 avril 2008;

« note d'information » : la note d'information visant l'offre;

« offre » : l'offre publique de rachat de ses actions ordinaires que compte lancer l'émetteur le ou vers le 4 décembre 2008;

vu la demande visant à obtenir une dispense permanente de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi d'établir une version française des documents américains qui seront intégrés par renvoi à la note d'information (la « dispense demandée »);

vu les considérations suivantes :

1. l'émetteur est un émetteur assujéti dans chacune des provinces du Canada et est assujéti aux exigences d'information de la *Loi de 1934*;
2. les actions ordinaires de l'émetteur sont transigées sur le NASDAQ Global Select Market et sur la Bourse de Toronto;
3. l'émetteur prévoit lancer l'offre en déposant la note d'information auprès de toutes les autorités canadiennes en valeurs mobilières ainsi qu'auprès de la SEC;
4. l'émetteur souhaite, notamment pour des raisons de responsabilité, que la note d'information satisfasse concurremment la législation canadienne en valeurs mobilières et la *Loi de 1934*, de manière à lui permettre de faire une offre simultanée transfrontalière;
5. la note d'information sera conforme à la législation canadienne en valeurs mobilières et les documents américains y seront intégrés par renvoi afin de respecter la *Loi de 1934*;
6. tous les documents intégrés par renvoi dans une note d'information font partie intégrante de celle-ci et, en vertu de l'article 40.1 de la Loi, ces documents doivent être établis en français ou en français et en anglais;
7. les documents américains ne sont pas exigés en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières;
8. tous les documents exigés par la législation canadienne en valeurs mobilières seront traduits en français;

vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée.

Fait à Montréal, le 3 décembre 2008.

Louis Morisset
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n°: 2008-SMV-0063

Red Back Mining Inc.

Vu la demande présentée par Red Back Mining Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 24 novembre 2008 (la « demande »);

vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »);

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à obtenir une dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi d'établir une version française des documents suivants qui seront intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire que l'émetteur entend déposer le ou vers le 26 novembre 2008 (la « dispense demandée ») :

1. les états financiers annuels vérifiés comparatifs ainsi que le rapport de gestion qui les accompagne pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007;
2. les états financiers intermédiaires non vérifiés comparatifs ainsi que le rapport de gestion qui les accompagne pour la période du 30 septembre 2008;
3. la circulaire de sollicitation de procurations datée du 14 avril 2008;
4. la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007;

(collectivement, les « documents visés »);

vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée à la condition que les documents visés soient traduits en français et que la version française de ces documents soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié définitif.

Fait à Montréal, le 26 novembre 2008.

Benoit Dionne
Chef du Service du financement des sociétés

Décision n°: 2008-FS-0037

UBS (Canada) Global Allocation Fund

Vu la demande présentée par UBS Gestion globale d'actifs (Canada) Co. (le « déposant »), auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 5 décembre 2007 (la « demande »);

vu la demande présentée conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (le « régime d'examen concerté ») en vertu duquel l'autorité principale est la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (l'« autorité principale »);

vu le *Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif* (le « Règlement 81-102 »);

vu le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »);

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu le *Règlement 14-101 sur les définitions* et les termes définis suivants :

« fonds » : les fonds en gestion commune, les fonds publics et les fonds 81-102;

« fonds en gestion commune » : les fonds d'investissement gérés ou qui seront gérés par le déposant ou un associé membre de son groupe qui ne sont ou ne seront pas assujettis au Règlement 81-102 et au Règlement 81-107;

« fonds futurs » : les fonds d'investissement assujettis au Règlement 81-102, qui seront gérés par le déposant ou un associé membre de son groupe;

« fonds publics » : fonds gérés ou à être gérés par le déposant ou un associé membre de son groupe assujettis au Règlement 81-107 mais non assujettis au Règlement 81 102;

« fonds 81-102 » : UBS (Canada) Global Allocation Fund et les fonds futurs;

vu la demande du déposant, au nom des fonds 81-102, effectuée en vertu de l'article 19.1 du Règlement 81-102, visant à dispenser des obligations prévues à l'article 4.2 du Règlement 81 102 afin de permettre à un fonds 81-102 d'acheter ou de vendre des titres de créance à un fonds en gestion commune ou à un fonds public (l'« opération ») (la « dispense demandée »);

vu les représentations faites par le déposant.

Considérant les faits suivants :

1. Le déposant, ou un associé membre de son groupe, est ou sera le gestionnaire et/ou le conseiller en placement de chacun des fonds.
2. Le déposant, ou un associé membre de son groupe, a établi ou établira un comité d'examen indépendant (« CEI ») pour les fonds 81-102 et les fonds publics conformément aux exigences du Règlement 81-107.
3. Le déposant, ou un associé membre de son groupe, établira un CEI (qui est susceptible d'être le même que celui des fonds 81-102 et des fonds publics) pour les fonds en gestion commune.
4. Le mandat du CEI d'un fonds en gestion commune sera notamment d'approuver les opérations entre un fonds en gestion commune et un fonds 81-102. Le CEI des fonds en gestion commune sera nommé par le déposant ou un associé membre de son groupe, en conformité avec l'article 3.7 du Règlement 81-107 et devra se conformer aux normes de diligence prévues à l'article 3.9 du Règlement 81-107. En outre, le CEI d'un fonds en gestion commune n'approuvera les opérations entre un fonds en gestion commune et un fonds 81-102 que s'il fait la détermination prévue au paragraphe 5.2 (2) du Règlement 81 107.
5. Les opérations impliquant un fonds 81-102 et un fonds public seront référées au CEI du fonds 81-102 en vertu du paragraphe 5.2 (1) du Règlement 81-107 et devront respecter les conditions prévues au paragraphe 5.2 (2) du Règlement 81-107.

6. Le déposant a déterminé qu'il serait dans le meilleur intérêt de chaque fonds 81-102 d'être en mesure d'effectuer une opération et d'obtenir la dispense demandée. Les fonds 81-102 ne peuvent pas bénéficier de l'exception prévue au paragraphe 4.3 (2) du Règlement 81-102 puisque les fonds en gestion commune ne sont ou ne seront pas assujettis au Règlement 81-107 et que les fonds publics ne sont ou ne seront pas assujettis au Règlement 81-102.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense demandée aux conditions suivantes :

- i) l'opération est conforme aux conditions prévues aux alinéas c) à g) du paragraphe 6.1(2) du Règlement 81-107;
- ii) le CEI du fonds 81-102 a approuvé l'opération en ce qui concerne le fonds 81-102 en vertu du paragraphe 5.2 (2) du Règlement 81-107;
- iii) le CEI du fonds en gestion commune ou du fond public a approuvé l'opération aux mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 5.2 (2) du Règlement 81-107.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Fait à Montréal, le 1^{er} décembre 2008.

(s) Josée Deslauriers

Josée Deslauriers

Directrice des fonds d'investissement et de l'information continue

Numéro de projet SEDAR: 1195090

Décision n°: 2008-FIIC-0046

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.7 RÉGIME DE L'AUTORITÉ PRINCIPALE (RÈGLEMENT 11-101)

La section 6.7 du Bulletin ne contient désormais plus d'information vu l'entrée en vigueur du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.htm, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour à l'étape 3 - Date de décision, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées à l'étape 4 – Compétences, cocher le choix « aucune » à l'étape 5 – Législation, cocher le choix « aucune » à l'étape 6 – Cours, cocher le choix « valeurs mobilières » à l'étape 7 – Tribunaux administratifs et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Accrete Energy Inc.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Accrete Energy Inc.

La présente décision prend effet à compter de la date de la décision émise par l'autorité principale, dans le cadre de l'examen coordonné.

Décision n°: 2008-FIIC-0050

Société Financière Jaguar Inc.

Révoque l'état d'émetteur assujetti de Société Financière Jaguar Inc.

Décision n°: 2008-MC-0864

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

DÉCISION N° 2008-PDG-0270

Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs

Révocation de la décision n° 2007-PDG-0203

Vu la décision générale n° 2007-PDG-0203 prononcée par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») en vertu de l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1 (la « Loi »), le 22 novembre 2007 [BAMF, 2007-11-23, Vol. 4, n° 47, section 6.10], par laquelle l'Autorité a dispensé les émetteurs émergents des obligations prévues aux articles 2.1 et 3.1 du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*,

relativement au dépôt de l'attestation annuelle et intermédiaire complète pour les exercices se terminant le ou après le 31 décembre 2007, à certaines conditions;

Vu l'entrée en vigueur du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* le 15 décembre 2008;

Vu l'entrée en vigueur de ce règlement dont l'effet est de rendre caduque la décision générale visée à la présente décision;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement des marchés de valeurs;

En conséquence :

L'Autorité révoque la décision n° 2007-PDG-0203.

La présente décision prend effet le 15 décembre 2008.

Fait le 8 décembre 2008.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
ADS INC.	2008-10-26
ARGOSY ENERGY INC.	2008-09-30
BIORTEX INC.	2008-09-30
BOMBARDIER INC.	2008-10-31
CHARIOT RESOURCES LIMITED	2008-10-31
CHATEAU INC. (LE)	2008-10-25
CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT	2008-10-31
CPI PLASTICS GROUP LIMITED	2008-09-30
CYMAT TECHNOLOGIES LTD.	2008-10-31
DIRECTV GROUP, INC.	2008-09-30
EVERTZ TECHNOLOGIES LIMITED	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BNS	2007-09-30
GENDIS INC.	2008-10-31
GROUPE ADF INC.	2008-10-31
HARRY WINSTON DIAMOND CORPORATION	2008-10-31
INSCAPE CORPORATION	2008-10-31
INTERNATIONAL DATACASTING CORPORATION	2008-10-31
INTRAFOR, INC.	2008-09-30
MAJOR DRILLING GROUP INTERNATIONAL INC.	2008-10-31
MITEC TELECOM INC.	2008-10-31
MWANA AFRICA PLC	2008-09-30
STORNOWAY DIAMOND CORPORATION	2008-10-31
TECHNOLOGIES IBEX INC.	2008-10-31
WEST 49 INC.	2008-10-25
180 CONNECT EXCHANGE CO INC.	2007-09-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ALPHINAT INC.	2008-08-31
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2008-10-31
BANQUE DE MONTREAL	2008-10-31
BANQUE DE NOUVELLE-ECOSSE (LA)	2008-10-31
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	2008-10-31
BANQUE ROYALE DU CANADA	2008-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2008-10-31
BNS SPLIT CORP. II	2008-09-22
CORPORATION ENERGIE SPLIT INC. (#22043)	2008-09-16
CORPORATION NUVOLT INC.	2008-08-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2008-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRES BANQUE SCOTIA	2008-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRES RBC	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BANQUE SCOTIA	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC II	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD II	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	2008-10-31
INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.	2008-09-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
ALPHINAT INC.	2008-08-31
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2008-10-31
BANQUE DE MONTREAL	2008-10-31
BANQUE DE NOUVELLE-ECOSSE (LA)	2008-10-31
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	2008-10-31
BANQUE ROYALE DU CANADA	2008-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2008-10-31
BNS SPLIT CORP. II	2008-09-22
CORPORATION ENERGIE SPLIT INC. (#22043)	2008-09-16
CORPORATION NUVOLT INC.	2008-08-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2008-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRES BANQUE SCOTIA	2008-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRES RBC	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BANQUE SCOTIA	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC II	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD II	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	2008-10-31
INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.	2008-09-30

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
CORPORATION NUVOLT INC.	
INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.	
LORING WARD INTERNATIONAL LTD.	
PLATINUM GROUP METALS LIMITED	
SCORE MEDIA INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2008-10-31
BANQUE DE MONTREAL	2008-10-31
BANQUE DE NOUVELLE-ECOSSE (LA)	2008-10-31
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	2008-10-31
BANQUE ROYALE DU CANADA	2008-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2008-10-31
BNS SPLIT CORP. II	2008-09-22
CORPORATION ENERGIE SPLIT INC. (#22043)	2008-09-16
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2008-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRES BANQUE SCOTIA	2008-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRES RBC	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BANQUE SCOTIA	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL RBC II	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD II	2008-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	2008-10-31
INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.	2008-09-30

Liste des symboles SEDI

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI			
1 :	Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	45 :	Contrepartie d'un bien
2 :	Filiale de l'émetteur assujetti	46 :	Contrepartie de services
3 :	Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation.	47 :	Acquisition ou aliénation par don
4 :	Administrateur d'un émetteur assujetti	48 :	Acquisition par héritage ou aliénation par legs
5 :	Dirigeant d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur	
6 :	Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	50 :	Attribution d'options
7 :	Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	51 :	Levée d'options
8 :	Initié présumé – six mois avant de devenir initié	52 :	Expiration d'options
NATURE DE L'OPÉRATION		53 :	Attribution de bons de souscription
Généralités		54 :	Exercice de bons de souscription
00 :	Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	55 :	Expiration de bons de souscription
10 :	Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	56 :	Attribution de droits de souscription
11 :	Acquisition ou aliénation effectuée privément	57 :	Exercice de droits de souscription
15 :	Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	58 :	Expiration de droits de souscription
16 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	59 :	Exercice au comptant
22 :	Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	Dérivés émis par un tiers	
30 :	Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	70 :	Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
35 :	Dividende en actions	71 :	Exercice d'un dérivé émis par un tiers
36 :	Conversion ou échange	72 :	Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
37 :	Division ou regroupement d'actions	73 :	Expiration d'un dérivé émis par un tiers
38 :	Rachat – annulation	Divers	
40 :	Vente à découvert	90 :	Changements relatifs à la propriété
		97 :	Autres
		99 :	Correction d'information
		NATURE DE L'EMPRISE	
		D :	Propriété directe
		I :	Propriété indirecte
		C :	Contrôle
		AUTRES MENTIONS	
		O :	Opération originale
		M :	Première modification
		M' :	Deuxième modification
		M'' :	Troisième modification, etc.
		R :	Opération déclarée hors délai (en retard).
		* :	L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.
		AVIS	
		L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).	
		Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 10 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.	

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Aastra Technologies Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brett, Allan	5		O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	7.5000	
			M	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 700	7.5000	8 900
Dudgeon, Martin	7		O	2008-11-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Dudgeon, Martin	7		O	2008-11-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
AbitibiBowater Canada Inc.									
<i>Actions échangeables</i>									
Bowater Canadian Holdings Incorporated	3		O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	173		3 672 140
Absolute Software Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Livingston, John Richard	4		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000		1 973 270
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000		1 979 270
ACTIVEnergy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Activenergy Income Fund	1		O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	5.8300	18 906 565
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	6.0500	18 897 565
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	5.1800	18 905 065
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	5.1900	18 909 465
Adaltis Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kruyt, Peter	4, 6		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	117 000	0.0500	640 000
Power Corporation of Canada	3								
Power Technology Investment Corporation	PI		O	2008-12-09	I	97 - Autre	(30 744 355)		0
Victoria Square Ventures Inc.	PI		O	2008-05-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	97 - Autre	30 744 355		30 744 355
<i>Bons de souscription</i>									
Power Corporation of Canada	3								
Power Technology Investment Corporation	PI		O	2008-12-09	I	97 - Autre	(224 540)		0
Victoria Square Ventures Inc.	PI		O	2008-05-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	97 - Autre	224 540		224 540
<i>Débiteures convertibles Actions ordinaires</i>									
Power Corporation of Canada	3								
Power Technology Investment Corporation	PI		O	2008-12-09	I	97 - Autre	(\$ 2 250 000.00)		\$ 0.00
Victoria Square Ventures Inc.	PI		O	2008-05-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	97 - Autre	\$ 2 250 000.00		\$ 2 250 000.00
Adventure Gold inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gagnon, Marco	4		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.1100	344 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.1100	345 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1100	346 000
African Copper PLC									
<i>Ordinary Shares</i>									
Disbrow, Robert	3								
Bob Disbrow RSP	PI		O	2008-12-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 587 810
Disbrow RSP	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	505 000	0.0300	8 587 810
			O	2008-12-08	I	99 - Correction d'information	(505 000)	0.0300	8 082 810
Discretionary Accounts	PI		O	2008-09-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-09-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2008-09-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M''	2008-09-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 234 200
			O	2008-12-05	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 418 200
Africo Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tognetti, John	3		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 500	0.4500	1 917 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 500	0.5000	1 931 000
Agrium Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Agrium Inc.	1		O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	400 000	32.8100	400 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	400 000	31.6200	800 000
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(800 000)		0
Ainsworth Lumber Co. Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gurandiano, Jay	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.5000	13 000
ALAMOS GOLD INC									
<i>Actions ordinaires</i>									
McCluskey, John	4, 5	R	O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	6.0500	418 900
		R	O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.0000	413 900
		R	O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.0200	408 900
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	6.0130	388 900
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	5.9500	373 900
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	5.8500	373 400
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	6.9840	343 400
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	6.7250	293 400
Daniele McCluskey	PI	R	O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	5.4660	319 941*
No. 369 Sail View Ventures	PI	R	O	2008-11-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	4.8800	137 568
		R	O	2008-11-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	4.6000	132 568*
Van de Beuken, John	4		O	2003-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	51 - Exercice d'options	110 100	2.5000	40 000
			O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	219 900	2.5000	209 100
		R	O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(55 000)	6.0940	(55 000)

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	6.0300	(55 100)
		R	O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	6.0300	(70 100)
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	6.0150	10 000
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	5.9000	0
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	5.5000	(700)
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 100)	5.3370	(10 800)
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 000)	4.6150	185 100
<i>Options</i>									
Van de Beuken, John	4		O	2008-12-01	D	51 - Exercice d'options	(110 100)		769 900
			O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(219 900)		550 000
Alaris Royalty Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Riddell, Clayton H.	4, 3								
409790 Alberta Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 666 667)		0
Paramount Oil & Gas Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(333 333)		0
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 000 000		3 075 000
Alberta Clipper Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Johnston, Kelvin	4, 5		O	2008-12-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	31 250	0.8000	835 086
Algoma Central Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Latimer, Radcliffe R.	5		O	2003-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	54.0000	2 000
Wight, Greg D.	5	R	O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	65.0000	300
AltaCanada Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Collins, James William	4		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	76 250	0.0650	14 932 341
Page, Brian Anthony	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0800	30 000
AltaGas Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Mattson, Bradley	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	14.7800	16 113
AltaGas Utility Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
AltaGas Utility Group Inc.	1		O	2008-11-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	5.4900	1 200
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	5.6072	6 900
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	5.2989	8 800
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	5.1950	12 400
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	5.1015	17 200
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	5.1488	21 500
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	5.0000	25 700
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(12 400)		13 300
Altus Group Income Fund									
<i>Parts</i>									
Jenkins, David	4, 5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	8.3000	25 300

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Amalgamated Income Limited Partnership									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Amalgamated Income LP	1								
Amalgamated Income Limited Partnership	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	2.0500	37 700
			O	2008-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	2.1500	38 000
Mitchell, Bruce	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	2.1300	57 900
Anatolia Minerals Development Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dowling, Edward Camp	4, 5		O	2008-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 500	3.2530USD	
			M	2008-06-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 500	3.2530USD	15 500
			O	2008-09-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.8100USD	
			M	2008-09-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.8100USD	40 500
Tobler, Douglas Lee	5		O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.8000	25 700*
<i>Options</i>									
Dowling, Edward Camp	4, 5		O	2008-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-02-20	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		1 000 000
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	500 000		1 500 000
Graff, Richard P	4		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.0000	250 000
Haddon, Timothy John	4, 7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	150 000	2.0000	550 000*
Kaczmarek, Andrew Francis	5	R	O	2005-04-19	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.2200	
			M	2005-04-19	D	50 - Attribution d'options	150 000	1.2200	150 000
			O	2005-12-16	D	50 - Attribution d'options	30 000		
			M	2005-12-16	D	50 - Attribution d'options	30 000		180 000*
			O	2006-05-31	D	50 - Attribution d'options	100 000	4.0000	
			M	2006-05-31	D	50 - Attribution d'options	100 000	3.7000	
			M'	2006-05-31	D	50 - Attribution d'options	100 000	3.7000	280 000
			O	2006-12-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.2500	
			M	2006-12-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.2500	300 000
			O	2007-01-25	D	50 - Attribution d'options	100 000	5.2000	
			M	2007-01-25	D	50 - Attribution d'options	100 000	5.2000	400 000
		R	O	2007-12-26	D	50 - Attribution d'options	50 000	4.9700	
			M	2007-12-26	D	50 - Attribution d'options	50 000	4.9700	450 000
			O	2005-04-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Kellerman, Jay C.	4, 5		O	2002-12-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	100 000		100 000
Lister, Richard L.	4		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.0000	300 000
Maestas, Lisa	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	2.0000	
			M	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	25 000		114 000
<i>Options Pursuant to stock option plan</i>									
Castro, Jan Alex	7		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.0000	300 000
Anderson Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anderson, James C	4		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	383 500	0.9500	5 883 500
ARC Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
ARC Resources Ltd.									
<i>Actions échangeables</i>									
Sinclair, Steven William	5		O	2008-11-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(5 950)		42 219
RRSP	PI		O	2003-05-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	5 950		5 950
Argosy Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dalton, Thomas	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.6100	89 061
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	1.3700	89 461
George, Norm	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 800	1.7500	
			M	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 800	1.7500	160 701
Mellum, Brian	4								
Mellum Capital Corp.	PI		O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.7500	107 200
Arsenal Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
LAWRENCE, JOHN PAUL	5		O	2008-10-08	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	8 742	0.8650	
			M	2008-10-08	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	8 747	0.8650	28 747*
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1500	68 747*
Artis Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
Artis Real Estate Investment Trust	1		O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	4.9770	35 900
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	10 100	5.8300	103 200
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(74 100)		29 100
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	13 500	5.3560	49 400
Martens, Armin	4, 5								
AHM Family Trust	PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.7100	238 588
Minnesota Enterprises Inc.	PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	5.7000	33 550
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	5.7800	33 950
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.7160	34 050
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.7100	34 150
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.7000	34 350
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.6700	35 350
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	5.0000	39 650
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	4.8972	40 750
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	4.9200	41 150

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	5.4181	43 350
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	5.3866	43 650
			O	2008-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	5.3900	45 650
Martens, Cornelius	4, 5								
Tammar Holdings Ltd.	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	5.0100	11 500
Stevens, Kirsty Dawn	5		O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.7000	1 720
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.7200	1 920
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.7400	2 120
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	256	5.6500	2 376
Astral Media inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Riley, John Thomas Joseph	7		O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	4 796	10.9625	26 331
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 796)	23.0551	21 535
<i>Options</i>									
Riley, John Thomas Joseph	7		O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	(4 796)	10.9625	152 326
AutoCanada Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
AutoCanada Income Fund	1		O	2008-11-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	2.2856	12 500
			O	2008-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	2.1320	25 000
			O	2008-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	1.9416	37 500
			O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	2.0000	237 500
			O	2008-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	2.0592	250 000
			O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	1.9567	256 000
			O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	1.9500	267 000
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.0560	277 000
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	2.1589	286 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(267 000)		19 000
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	2.0950	
			M	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	2.0950	27 000
Baffinland Iron Mines Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
McCloskey, Richard Duncan	4								
Matachewan Consolidated Mines, Limited	PI		O	2008-12-11	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	238 000	0.2100	1 064 123
BAM Investments Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
BAM Investments Corp.	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	10.2500	1 000
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	9.9900	1 500
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		0
Partners Limited	3		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	67 300	10.0308	38 995 660
BAM Split Corp.									
<i>Actions privilégiées Class AA Series 1</i>									
BAM Investments Corp.	3		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	15.4990	461 300
Banque Canadienne Impériale de Commerce									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beaurivage, Jacqueline	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	13 125	38.9500	13 125
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 125)	52.6500	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Boluch, Michael M	5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 206		3 206
			O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 489)	53.3800	1 717
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 717)	52.8700	0
Bradley, John	7		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 839)	52.6900	224
Capatides, Michael	7, 5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 357		22 765
			O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(4 977)	53.3800	17 788
Conzelman, Mark Russell	5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 224		10 243
			O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(570)	53.3800	9 673
Forbes, Stephen	5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 055		1 511
			O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(491)	53.3800	1 020
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 020)	51.8000	0
Frankel, Joel Samuel	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	2 000	38.9500	2 461
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	52.2600	461
Le Pan, Nicholas D'Orr	4		O	2008-02-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Venn, Richard	7, 5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 386		131 642
			O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(5 285)	53.3800	126 357
<i>Droits RSA Shares</i>									
Boluch, Michael M	5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(3 206)		2 920
Capatides, Michael	7, 5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(11 357)		10 916
Conzelman, Mark Russell	5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 224)		1 198
Forbes, Stephen	5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 055)		1 199
Venn, Richard	7, 5		O	2008-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(11 386)		12 376
<i>Options</i>									
Arnold, David	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	7 765	49.7500	16 023
AYYAR, BALA	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	5 685	49.7500	18 636
Baxendale, Sonia	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	28 974	49.7500	104 814
Beauchair, Gerard Louis	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	5 543	49.7500	13 712
Beaurivage, Jacqueline	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(13 125)		13 958
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	3 963	49.7500	17 921
Bell, Maureen Frances	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	816	49.7500	9 547
Bennett, Paul Frederick	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	14 817	49.7500	52 347
Boluch, Michael M	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	13 288	49.7500	29 050
Bradley, John	7		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	3 746		18 411
Bright, Susan Helen	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	766	49.7500	2 073

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Brown, Daniel Robert	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 676	49.7500	5 072
Caldwell, David Alan	7		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	2 649	49.7500	14 668
Capatides, Michael	7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	24 592	49.7500	106 014
Caturay, Patricia Michelle	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 465	49.7500	8 588
Conzelman, Mark Russell	5		O	2008-12-09	D	59 - Exercice au comptant	(3 500)	38.9500	24 111
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	4 337	49.7500	27 611
Cooke, Rosemary Denise	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 409	49.7500	2 124
Craig, David George	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	579	49.7500	1 829
Degiorgio-Miller, Joseph	2		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	3 085	49.7500	6 283
Dodig, Victor George	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	39 878	49.7500	113 190
Dodington, Alan Christopher	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	2 667	49.7500	9 070
Fast, Raymond Garry	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 402	49.7500	4 413
Ferren, John Paul	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 089	49.7500	2 260
Forbes, Stephen	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	4 546	49.7500	9 140
Frankel, Joel Samuel	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(2 000)		9 897
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	922	49.7500	10 819
Gerber, Charles Warren	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	11 424	49.7500	33 392
Grewal, Dilprit	5		O	2007-11-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	2 337	49.7500	2 337
Grnak, Christopher	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	912	49.7500	6 470
Hauseman, Judy Ann	5		O	2008-02-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 592	49.7500	1 592
Kramer, Christina Charlotte	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	7 476	49.7500	16 127
Lalonde, Ronald Anthony Marshall	7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	28 039	49.7500	259 614
Lee, Wayne	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 021	49.7500	3 179
Lucas, Deborah Lynn	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	5 636	49.7500	14 296
Manktelow, Ian Grant	5		O	2008-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	806	49.7500	806
McCaughey, Gerald T	4, 7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	200 009	49.7500	839 047
Moss, Jacqueline Chrysler	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	20 914		41 647
Moulson, Peter John	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 064		4 618
Movahedi, Sohrab	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	3 540		8 439
Mullen, Paul Francis	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 216		3 869
Nalyzyty, Andrea Olga	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 181		4 489
O'Donnell, Brian	7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	7 903		19 780
Orr, Alfred John DeLery	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	17 774		40 596
Patterson, Kevin Joesph Robert	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	9 541		20 844
Penner, Edward Alan	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	5 160		15 607
Perry, Achilles M	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	2 917		4 890
Phillips, Annette	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	2 097		4 618
Phillips, Robert	7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	6 537		45 520
Pun, Betty	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 216		6 430
Rado, Milo	5		O	2008-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	16 030		16 030

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Rajagopalan, vijaykumar	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 494		14 265
RENIHAN, BRUCE ALAN	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	22 535		80 177
Reynolds, Alan Charles	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	603		1 478
Riccardi, Paul Roderick Richard	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 408	49.7500	
			M	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 408	49.7500	3 789
Richardson, Robert John	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	3 523		12 325
SHARIFF, Shuaib	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 899		10 296
SHAW, FRANCESCA	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	4 593		14 068
silverthorn, john	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	4 948		17 133
SIM, NORMAN	7		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 554		7 693
Venn, Richard	7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	19 627	49.7500	391 258
Walker, Grace Anne	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 054		3 382
Warren, E. Jennifer	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	5 292		8 616
Weiss, Geoffrey	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 130		5 117
Westcott, Grant Charles	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	8 568		17 691
Williamson, J. David	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	20 562	49.7500	110 562
Wingfelder, Sharon	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	1 028		2 205
Woods, Thomas	7, 5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	24 301	49.7500	117 482
Banque de Montréal									
<i>Actions ordinaires</i>									
Grefe, Pierre Oliva	5								
Computershare Trust Company	PI		O	2008-12-11	I	30 - Acquisition ou aliéation en vertu d'un régime d'actionariat	23	45.3700	364
Revell, David J.	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	23 200	30.1750	23 200
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(23 200)	36.4000	0
<i>Options</i>									
Knapp, Sara	5		O	2008-11-04	D	50 - Attribution d'options	2 853	34.6800	
			M	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	2 853	34.6800	19 453
Revell, David J.	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(23 200)	30.1750	114 900
Banque Royale du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
mantia, linda	5		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	938	39.9400	938
O'Brien, David Peter	4		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliéation en vertu d'un régime d'actionariat	1 687		122 968
Ratanshi, Ashif	5		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 698	39.4400	
			M	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 698	39.9400	14 904
Sonshine, Edward	4		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	3 000	35.2000	15 000
<i>Droits - Deferred Performance Share Plans</i>									
mantia, linda	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliéation en vertu d'un régime d'actionariat	40		938
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(938)	39.9400	0
Ratanshi, Ashif	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliéation en vertu d'un régime d'actionariat	155		3 698
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 698)	39.4400	
			M	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 698)	39.9400	0
Baytex Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Shwed, Dale Orest	7								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Martex Resources	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	15.2500	152 802
Shwed Family Trust	PI		O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	17.0000	176 198
BCE Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dilworth, Peter	7		O	2006-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2006-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 231
BELLUS Santé inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bellini, Marisa	6		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 054	0.5700	1 394 026
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.5000	1 404 026
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	37 699	0.5090	1 441 725
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	0.4760	1 451 925
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.5000	1 461 925
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 259	0.5060	1 484 184
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	52 000	0.4977	1 536 184
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 450	0.5013	1 560 634
Cavell, Charles G.	6		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.5600	0
Power Technology Investment Corporation	3		O	2008-12-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 172 704)		0
Victoria Square Ventures Inc.	PI		O	2006-11-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 172 704		1 172 704
<i>Billets convertibles 6 Convertible Senior Notes due 2026</i>									
Power Technology Investment Corporation	3		O	2008-12-09	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(\$ 7 000 000.00)		\$ 0.00
Victoria Square Ventures Inc.	PI		O	2006-11-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	90 - Changements relatifs à la propriété	\$ 7 000 000.00		\$ 7 000 000.00
BFI Canada Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fowler, Thomas Jerome	7		O	2008-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 293
Computershare	PI		O	2008-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 488
Moody, Stephen Todd	7		M	2008-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			29 273
Computershare Trust Company	PI		O	2008-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 979
Peckham, Gordon Drew	7		O	2008-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 890
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	7.6000USD	8 090
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	7.6500USD	13 090
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	7.4101USD	13 490
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	7.4259USD	14 390
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	6.6456USD	14 990

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	6.6535USD	16 390
Computershare	PI		O	2008-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 528
Smith, Phillip Lee	7		O	2008-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 856
			O	2008-10-31	D	36 - Conversion ou échange	1 500		11 356
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	6.9663USD	13 356
Computershare Trust Company	PI		O	2008-10-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 799
Bioniche Life Sciences Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sutin, Richard S.	5		O	2008-12-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(200 000)	0.3800	0
The Richard Sutin Family Trust	PI		O	2008-11-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	200 000	0.3800	200 000
Biovail Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Melnik, Eugene	7, 3								
The Capital STAR Trust	PI		O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	8.5950USD	8 258 032
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	8.7100USD	8 257 732
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.7610USD	8 257 632
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 300)	8.5900USD	8 241 332
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 700)	8.7000USD	8 216 632
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	8.7200USD	8 214 432
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	8.7300USD	8 213 232
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	8.7400USD	8 210 032
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	8.7500USD	8 208 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	8.7700USD	8 183 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 600)	8.8300USD	8 174 532
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	8.8400USD	8 172 832
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 673)	8.7800USD	8 159 159
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 027)	8.8000USD	8 158 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 300)	8.9000USD	8 136 832
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 119)	8.9000USD	8 113 713
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	8.9100USD	8 113 013
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 481)	8.9100USD	8 111 532
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	8.9200USD	8 111 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	8.9400USD	8 108 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 600)	8.8500USD	8 085 532
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	8.8600USD	8 083 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	8.9000USD	8 058 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 190)	8.8100USD	8 036 942
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 990)	8.8200USD	8 034 952
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 820)	8.8700USD	8 033 132
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 132)	8.7800USD	8 027 000
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	8.8000USD	8 022 300
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 002)	8.8000USD	7 999 298
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 101)	8.8100USD	7 982 197

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	8.8100USD	7 981 697
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	8.8200USD	7 980 297
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 199)	8.8200USD	7 977 098
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(598)	8.8300USD	7 976 500
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 168)	8.7600USD	7 958 332
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.8150USD	7 958 232
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 600)	8.9500USD	7 933 632
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	8.9600USD	7 933 332
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	8.7500USD	7 903 332
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 633)	8.7900USD	7 899 699
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	8.8000USD	7 896 899
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.9510USD	7 896 799
The Capital STAR Trust	8								
Congor Investments Limited	PI		O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	8.5950USD	2 345 641
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	8.7100USD	2 345 341
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.7610USD	2 345 241
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 300)	8.5900USD	2 328 941
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 700)	8.7000USD	2 304 241
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 200)	8.7200USD	2 302 041
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	8.7300USD	2 300 841
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 200)	8.7400USD	2 297 641
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	8.7500USD	2 295 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	8.7700USD	2 270 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 600)	8.8300USD	2 262 141
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	8.8400USD	2 260 441
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 673)	8.7800USD	2 246 768
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 027)	8.8000USD	2 245 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 300)	8.9000USD	2 224 441
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 119)	8.9000USD	2 201 322
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	8.9100USD	2 200 622
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 481)	8.9100USD	2 199 141
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	8.9200USD	2 198 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	8.9400USD	2 195 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 600)	8.8500USD	2 173 141
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	8.8600USD	2 170 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	8.9000USD	2 145 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 190)	8.8100USD	2 124 551
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 990)	8.8200USD	2 122 561
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 820)	8.8100USD	2 120 741
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 132)	8.7800USD	2 114 609
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	8.8000USD	2 109 909
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 002)	8.8000USD	2 086 907
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 101)	8.8100USD	2 069 806
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	8.8100USD	2 069 306
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	8.8200USD	2 067 906
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 199)	8.8100USD	2 064 707
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(598)	8.8300USD	2 064 109

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 168)	8.7600USD	2 045 941
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.8150USD	2 045 841
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 600)	8.9500USD	2 018 441
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	8.9600USD	2 018 141
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	8.7500USD	1 988 141
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 633)	8.7900USD	1 984 508
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	8.8000USD	2 043 041
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	8.9510USD	1 984 408
<i>Offshore Trust Arrangement</i>									
Melnyk, Eugene	7, 3								
The Capital STAR Trust	PI								
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.5950USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.7100USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7610USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.5900USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7000USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.7200USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7300USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.7400USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7500USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.7700USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.8300USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8400USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7800USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8000USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.9000USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.9000USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.9100USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.9100USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.9200USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.9400USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.8500USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8600USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.9000USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8100USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.8200USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8700USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7800USD	1
			O	2008-12-01	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1)	8.8000USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.8000USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8100USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.8100USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8100USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.8200USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8300USD	0
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7600USD	1
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.8150USD	0
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.9500USD	1

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.9600USD	0
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.7500USD	1
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.7900USD	0
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1	8.8000USD	1
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1)	8.9510USD	0
Bioxel Pharma Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lacroix, Pierre	4, 6, 5, 3								
9072-8940 québec inc	PI		O	2008-10-20	I	90 - Changements relatifs à la propriété	911 974		
			M	2008-11-20	I	90 - Changements relatifs à la propriété	911 974		911 974
Boardwalk Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kapitza, Ernest	4								
jane kapitza	PI		O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	23.8000	16 000
BONAVISTA ENERGY TRUST									
<i>Exchangeable Shares</i>									
MacPhail, Keith A.J.	4, 5		O	2008-11-27	D	36 - Conversion ou échange	(60 000)		4 536 375
<i>Parts de fiducie</i>									
MacPhail, Keith A.J.	4, 5		O	2008-11-27	D	36 - Conversion ou échange	115 744		635 769
Boralex inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Girardin, Hugues	7, 5	R	O	2008-10-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	8.0000	1 315
Boston Pizza Royalties Income Fund									
<i>Parts</i>									
Boston Pizza Royalties Income Fund	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	16 700	7.7216	141 600
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	16 700	7.6378	158 300
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	16 700	7.7207	175 000
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	16 700	7.5916	191 700
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	16 700	7.6368	208 400
Bow Valley Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Orser, David Bryce	4, 2	R	O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.3466USD	10 000
Bradmer Pharmaceuticals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brohman, Brian	5		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.2420	244 000
<i>Options</i>									
Lilly, Charles James	4		O	2008-09-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.2500	25 000
Brainhunter Inc. (formerly TrekLogic Technologies Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brainhunter Inc.	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	0.1600	3 000
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	0.1600	5 500
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)		0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	0.1500	5 500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)		0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	0.1500	3 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	11 000	0.1700	11 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(11 000)		0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	11 000	0.1900	11 000
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(11 000)		0
Bridgewater Systems Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rosenfeld, Eric Stuart	3								
Crescendo Partners II L.P. Series MI	PI		O	2008-11-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	1.7950	2 172 370
			O	2008-11-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	1.8100	2 173 970
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	195 680	1.8500	2 369 650
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	240 000	1.8500	2 609 650
Crescendo Partners III L.P.	PI		O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 920	1.8500	214 550
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	1.8500	274 550
<i>Options</i>									
Sharpley, David	5		O	2008-11-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	D	50 - Attribution d'options	220 000	1.8500	220 000
Brompton Advantaged Oil & Gas Income Fund									
<i>Bons de souscription</i>									
Kikuchi, Craig	5		O	2005-03-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	53 - Attribution de bons de souscription	550		550
Brompton Oil & Gas Income Fund									
<i>Bons de souscription</i>									
Cullen, Christopher	5		O	2006-03-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	53 - Attribution de bons de souscription	683		683
MackKay, Moyra E.	5		O	2004-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	53 - Attribution de bons de souscription	1 150		1 150
Roode, David Edward	5		O	2004-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	53 - Attribution de bons de souscription	900		900
Zeiler, Lorne	5								
RRSP	PI		O	2005-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	65		65
<i>Parts de fiducie</i>									
Cullen, Christopher	5		O	2007-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	7.0840	1 133
			O	2007-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	7.5112	1 148
			O	2007-03-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	7.1192	1 164
			O	2007-04-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	7.1800	1 181

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2007-05-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	7.9000	1 193
			O	2007-06-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	7.9784	1 205
			O	2007-07-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	7.8898	1 218
			O	2007-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	6.9700	1 232
			O	2007-09-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	6.8656	1 246
			O	2007-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	6.9727	1 260
			O	2007-11-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	6.5794	1 274
			O	2007-12-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	6.0153	1 290
			O	2008-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16	6.2053	1 306
			O	2008-02-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15	6.2792	1 321
			O	2008-03-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	6.9997	1 334
			O	2008-04-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	7.4829	1 347
			O	2008-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	8.6038	1 357
			O	2008-06-13	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	9.0050	1 367
Brompton VIP Income Fund									
<i>Bons de souscription</i>									
Braaten, Peter A.	4								
RRSP	PI		O	2003-06-06	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	13 916		13 916
Caranci, Mark A.	4, 5								
Kim Caranci RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	300		300
RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	2 808		2 808
Kikuchi, Craig	5								
Scotia RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	1 449		1 449
MacKay, Moyra E.	5		O	2003-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	53 - Attribution de bons de souscription	2 144		2 144
TD RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Roode, David Edward	5		O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	1 300		1 300
RRSP	PI		O	2003-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	345		345
Zeiler, Lorne	5								
John Zeiler	PI		O	2005-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	243		243
Lorne Zeiler RRSP	PI		O	2005-05-12	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	C	53 - Attribution de bons de souscription	50		50
Brookfield Asset Management Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>									
Brookfield Asset Management Inc.	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	31 500	13.9950USD	31 500
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	80 000	12.9656USD	111 500
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	16.6670	131 500
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	12.6489USD	181 500
McCain, George Wallace Ferguson	4		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(181 500)		0
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 900)	16.4885	254 100
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(212 100)	17.0555	42 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(42 000)	16.4329	0
Brookfield Infrastructure Partners L.P.									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Brookfield Infrastructure Partners L.P.	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	11.4604USD	2 800
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	12 400	10.7635USD	15 200
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	9 700	10.8846USD	24 900
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	11.2845USD	28 200
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 500	10.7763USD	34 700
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(34 700)		0
Brookfield Properties Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
NESBITT, MICHAEL FRANCIS BARRETT	4								
HSBC Securities-RRSP	PI		O	2008-11-28	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	12 500		22 500
			O	2008-11-28	I	99 - Correction d'information	(22 500)		0
RBC DOMINION SECURITIES - RIF	PI		O	1998-02-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			22 500
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	9.3708	25 000
<i>Deferred Units</i>									
Liebman, Lance Malcolm	4	R	O	2008-10-10	D	46 - Contrepartie de services	989	9.4800USD	
			M	2008-11-10	D	46 - Contrepartie de services	989	9.4800USD	8 840*
Brookfield Real Estate Services Fund									
<i>Parts</i>									
Brookfield Real Estate Services Fund	1		O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	7.4600	3 800
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	7.2000	7 600
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	6.9900	11 400
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(11 400)		0

Émetteur Titre Initié Porteur inscrit	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
C.A. Bancorp Canadian Realty Finance Corporation									
<i>Actions privilégiées</i>									
C.A. Bancorp Canadian Realty Finance Corporation	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	15.5000	100
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	15.5000	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	16.4500	2 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	16.4500	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.5000	200
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	17.5000	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	17.5000	1 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	17.5000	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	17.5000	3 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	17.5000	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	17.0000	2 700
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 700)	17.0000	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	700	17.0000	700
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	17.0000	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	16.5000	1 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	16.5000	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	16.0000	2 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	16.0000	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	900	17.5000	900
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	17.5000	0
<i>Class A Shares</i>									
C.A. Bancorp Canadian Realty Finance Corporation	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	8.5000	1 200
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	8.5000	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	13 500	8.5019	13 500
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(13 500)	8.5019	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	8.1364	5 500
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)	8.1364	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	7.5000	9 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(9 000)	7.5000	0
Driscoll, John Fenbar	4, 7, 5								
JF Driscoll Investment Corp.	PI		O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	7.0000	238 500
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	7.0000	237 500
C.A. Bancorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
C.A. Bancorp Inc.	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	0.8300	6 000
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	0.8300	0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	0.8040	5 000
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	0.8040	0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	0.7700	4 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	0.7700	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	0.7657	7 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	0.7657	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	0.7580	5 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	0.7580	0
Driscoll, John Fenbar	4, 7, 6,								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
	5, 8								
JF Driscoll Investment Corp.	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.4300	1 980 658
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 500	0.4400	1 996 158
Merrilyn Driscoll	PI		O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.4200	15 500
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 500	0.4200	45 000
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 500	0.4200	81 500
Calfrac Well Services Ltd.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Aguilar, Fernando	4		O	2008-05-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-10-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 191		3 191
			O	2008-12-03	D	59 - Exercice au comptant	(3 191)	10.8900	0
			O	2008-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		5 000
Blair, James S.	4		O	2008-12-03	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	10.8900	0
			O	2008-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		5 000
Fletcher, Gregory Scott	4		O	2008-12-03	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	10.8900	0
			O	2008-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		5 000
SWINTON, ROBERT TIMOTHY	4		O	2008-12-03	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	10.8900	0
			O	2008-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		5 000
<i>Performance Share Units</i>									
Dibb, Gordon Allan	5	R	O	2003-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		10 000
Ramsay, Douglas Robert	4, 5		O	2008-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 000		
			M	2008-12-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 000		30 000
Calian Technologies Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Calian Technologies Ltd	5		O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 900	8.6600	
			M	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	8.6600	3 900
			O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	8.8500	
			M	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	8.8500	100 000
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 900	8.7500	
			M	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	8.7500	3 900
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 900	8.6000	
			M	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	8.6000	3 900
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 900		
			M	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	2 900		2 900
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	9.0000	
			M	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	9.0000	1 300
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	9.0000	3 900
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 900)		0
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	9.1000	3 900
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 900)		0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	9.1000	3 900
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 900)		0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	9.1000	3 400
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 400)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	9.1000	3 900
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 900)		0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	9.1100	300
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		0
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	9.3500	2 400
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)		0
Calloway Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Storey, John Michael	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	981	8.8400	137 001*
Canadian Hydro Developers, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Keating, James Ross	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	58 000	2.4000	1 597 500*
Patriquin, Douglas	4		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	2.1000	25 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	2.3300	21 000*
Canadian Natural Resources Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Markin, Allan	4								
Markin Petroleum Ltd.	PI		O	2008-12-02	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(58 100)	47.2500	6 571 075
			O	2008-12-03	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(66 045)	47.3700	6 505 030
			O	2008-12-05	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(20 000)	39.3300	6 485 030
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	28.9940USD	6 585 030
<i>Options</i>									
Reed, Timothy Gordon	5		O	2008-12-01	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	16.8875	55 600*
Canadian Oil Recovery & Remediation Enterprises Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Panchal, Chandra	4		O	2008-11-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			116 084
Canadian Royalties Inc.									
<i>Débitures convertibles</i>									
Zinke, Jens	5								
ProteaVentures Private Equity Investors 2002 LLC	PI		O	2008-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 15 000.00	0.2100	\$ 51 000.00
Canadian Western Bank									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jones, Darrell Robert	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 320	12.5000	8 920
McGavin, Gerald Allan Bell	4								
McGavin Properties Ltd	PI		O	2008-12-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	11.6000	16 200
Pechet, Howard E.	4								
CIBC Wood Gundy	PI		O	2007-01-11	I	35 - Dividende en actions	252 000		504 000
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	21.8600	504 100
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	21.8700	504 300
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	21.9000	504 400
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	21.9800	504 800
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	21.9900	505 000
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	22.0000	507 600
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	22.1400	507 800
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	22.1500	509 100
		R	O	2008-03-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 900	22.1700	514 000
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	23.3900	515 000
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	23.4000	515 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	23.4000	515 300
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	23.4000	515 500
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	23.4000	515 800
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	23.4100	516 300
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300	23.4100	519 600
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	23.4300	520 500
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	23.4300	520 700
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	23.4400	521 000
		R	O	2008-03-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	23.4700	524 000
		R	O	2008-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	15.9100	523 800
		R	O	2008-10-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	15.9700	523 600
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 400)	14.7000	503 200
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	14.7500	503 100
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	14.9000	502 500
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	14.9300	502 400
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	14.9600	502 300
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	14.9700	501 300
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	15.0000	500 900
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	15.0100	500 700
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	14.7800	500 600
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	14.8000	500 400
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	14.8500	500 000
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	14.8800	498 800
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	14.9000	498 400
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 100)	14.7500	494 300
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	14.7600	493 300
		R	O	2008-10-16	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 300)	14.7500	487 000
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	15.7700	486 700
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	15.5000	481 700
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 100)	16.0000	477 600
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	15.9000	477 200
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	15.9600	476 700
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	16.0000	475 100
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	15.6300	474 900
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	15.7000	472 300
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	15.7500	471 900
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	15.7600	471 600
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	15.9000	471 400
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(33 500)	15.5000	437 900
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	15.5100	437 400
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	15.5200	437 100
		R	O	2008-10-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	15.6300	437 000
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	17.9500	441 500
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.9500	442 000
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	17.9600	442 200
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	17.9700	443 300
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	17.9900	445 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 400	18.3500	451 500
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	18.0000	452 600
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	18.3100	452 700
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	18.3200	452 800
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	18.3300	453 000
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	18.3500	455 600
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 700	18.3500	461 300
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.4800	461 400
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	17.4900	461 800
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	17.8200	462 000
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	17.8300	462 500
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	17.8400	462 700
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	17.8500	464 200
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	17.8500	465 700
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.9100	465 800
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.9200	465 900
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	17.9300	466 900
		R	O	2008-10-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.9500	467 000
		R	O	2008-11-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	16.6300	442 000
			O	2008-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(55 000)	13.6732	387 000
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	12.4115	287 000
CIBC Wood Gundy (Trust)	PI		O	2007-01-11	I	35 - Dividende en actions	20 000		40 000
			O	2008-06-23	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(40 000)		0
CIBC Wood Gundy 2	PI		O	2003-11-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 020
			O	2004-12-23	I	35 - Dividende en actions	1 020		2 040
			O	2007-01-11	I	35 - Dividende en actions	2 040		4 080
CIBC Wood Gundy Howard Pechet In Trust 2	PI		O	2003-11-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2006-05-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	41.9000	300
			O	2007-01-11	C	35 - Dividende en actions	300		600
CIBC Wood Gundy RRSP	PI		O	2003-11-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2006-08-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	44.7500	200
			O	2007-01-11	I	35 - Dividende en actions	200		400
Henriette Pechet	PI		O	2003-11-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 150
			O	2004-12-23	C	35 - Dividende en actions	2 150		4 300
		R	O	2006-05-23	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	41.9000	5 200
			O	2007-01-11	C	35 - Dividende en actions	5 200		10 400
Rowe, Alan Macdonald	4		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	13.1100	20 400*
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	13.1200	22 000*
Canexus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kubera, Gary L.	4, 5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.3700USD	130 000
Canfor Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Calabrigo, David M.	7, 5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	8.3500	11 865

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Cliff, Ronald Laird	4								
R. L. Cliff Ltd.	PI		O	2008-12-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(20 000)	11.1000	0
Western Finance Company Ltd	PI		O	2001-08-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	11.1000	20 000
Pattison, James A.	4, 3								
Great Pacific Capital Corp.	PI		O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 900	6.9612	17 071 650
Canfor Pulp Income Fund									
<i>Fund Units</i>									
Bentley, Peter John Gerald	4, 6		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.7000	344 677
			O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	2.6789	494 677
Hodgins, Terry Donald	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.4500	6 672
Shepard, James F.	7, 6		O	2007-05-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.4564	10 000
Sitar, Thomas	6		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.5500	10 310
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.5600	11 310
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.5900	11 810
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	2.8500	14 810
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	2.6800	18 310
Canwel Building Materials Income Fund									
<i>Parts</i>									
CanWel Building Materials Income Fund	1		O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	2.6500	100
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	2.6600	7 300
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	11 000	2.7000	18 300
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	2.8000	20 100
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	14 900	2.8000	35 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	2.8000	43 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	2.8200	44 800
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	2.8400	49 300
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	600	2.8500	49 900
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	500	2.8000	50 400
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	11 000	2.8800	61 400
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	3.0200	66 400
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	9 900	3.1000	76 300
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(76 300)		0
CanWest Global Communications Corp.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Jones, Timothy Jacob	7								
Cindy Jones	PI		O	2008-05-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.6100	4 000
<i>Actions sans droit de vote</i>									
Dore, Kathleen Ann	7		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	0.4034	179 167*
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 000)	0.5648	156 167*
<i>Options</i>									
Hall, Michelle	7		O	2008-11-18	D	50 - Attribution d'options	6 000		
			M	2008-11-18	D	50 - Attribution d'options	6 000		12 000

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé- ra-tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Canyon Services Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ballegooyen, Jack Van	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	1.0600	600
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 400	1.1000	5 000
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 900	1.0200	7 900
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.0200	8 000
Thue, Todd Garth	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.2800	10 100
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	1.2800	10 500
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.3000	11 000
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	1.1400	11 200
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	1.1500	12 000
<i>Options</i>									
Antony, Raymond Peter	4		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	2.2500	20 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)	4.4500	0
DCR Investments Inc	PI		O	2008-12-05	I	38 - Rachat ou annulation	(25 000)	4.5000	0
Grad, Stan	4		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		75 000
Capital Rodocanachi inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bélanger, Patrick	4	R	O	2008-09-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
Bentob, Myer	1	R							
Bentel Capital Inc.	PI		O	2008-09-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			100 000
Besner, Jean-Sébastien	4	R							
6378102 Canada Inc.	PI		O	2008-09-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
Besner, Richard	4	R							
Vive le Vent Inc.	PI		O	2008-09-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
Graffman, Peter	4	R							
Tech Strategies LLC	PI		O	2008-09-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			400 000
Capstone Mining Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barnes, Robert	5		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.7100	92 250
Passport Capital, LLC	3								
Passport Global Master Fund SPC Ltd	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 000		5 480 300
Cargojet Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Cargojet Income Fund	1		O	2005-04-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	6 507		6 507
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 506		13 013
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	6 506		19 519
Joseph, Anthony	5		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	3.0000	9 550
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	3.0000	9 650
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	2.6800	12 150
Cascades inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pilon, Luc	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 446	3.6700	3 852
Celestica Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Bar, Peter	5		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	11 250	5.9500	11 250
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 250)	5.9500	0
Davison, Tom	7		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 000	4.8600USD	8 477
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	4.8600USD	4 477
Flanagan, Laurie	5		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 300	5.9500	4 096
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	5.9500	796
McIntosh, Glen	5		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 000		12 468
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	5.9500	6 468
Melendy, Todd	7		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 000		16 854
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 000)	5.9400	2 854
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(742)	6.3800	2 854
Vigna, Enzo	7		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 050	5.9500	2 749
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 050)	5.9500	1 699
Wallbank, Ren	5		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 550	5.9500	7 550
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 550)	5.9500	5 000
<i>Performance Share Units</i>									
Bar, Peter	5		O	2008-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(11 250)	5.9500	152 664
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(11 250)	5.9500	141 414
Davison, Tom	7		O	2008-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(4 000)	4.8600USD	43 810
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 000)	4.8600USD	39 810
Flanagan, Laurie	5		O	2008-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(3 300)	5.9500	53 720
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 300)	5.9500	50 420
McIntosh, Glen	5		O	2008-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(6 000)	5.9500	69 708
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 000)	5.9500	63 708
Melendy, Todd	7		O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 000)		59 866
Vigna, Enzo	7		O	2008-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(1 050)	5.9500	19 750
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 050)	5.9500	18 700
Wallbank, Ren	5		O	2008-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 550)	5.9500	26 783
			O	2008-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 550)	5.9500	24 233
Celtic Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lalani, Sadiq	5								
Employee Stock Savings Plan (ESSP)	PI		O	2008-11-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	96	11.3900	2 901
Century Mining Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Burns, Ross Fredrich	5								
Karst Investments LLC	PI		O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	381 000	0.0200	2 230 722
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	171 000	0.0200	2 401 722
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0300	2 451 722
Kent, Margaret Meri	4, 5		O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	381 000	0.0200	2 230 722
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	171 000	0.0200	2 401 722
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0300	2 451 722

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Chartwell Seniors Housing Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Boulakia, Jonathan	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	4.1500	2 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	4.0000	3 200
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	3.9900	3 500
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	3.9500	5 300
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.9400	5 500
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Frankenberg, Cathryn	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			874
<i>Options</i>									
Frankenberg, Cathryn	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			46 900
Chesswood Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Souverain, Gary	7		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2070USD	64 400*
CI Financial Income Fund									
<i>Options</i>									
Blair, Lorraine P.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	6 000	12.5700	6 000
Bonansinga, Massimo	7		O	2006-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	3 900	12.5700	3 900
Brodeur, James Drummond	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	3 170	12.5700	3 823
Bushell, Eric B.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	13 800	12.5700	188 800
Champagne, Stephane	7		O	2007-02-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	6 100	12.5700	6 100
Chan, Kathy	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	3 200	12.5700	3 200
Chiu, Carol	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	5 800	12.5700	5 800
D'Angelo, Giuseppe	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	10 400	12.5700	10 400
Dennig, Ken	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	11 400	12.5700	11 400
Donald, Steven J.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	10 200	12.5700	17 400
Dorrell, Robert James	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	5 000	12.5700	5 000
Durfy, Robert D.	7		O	2007-10-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	700	12.5700	700
Dutkiewicz, James	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	13 500	12.5700	13 500
Gillies, Janet	7		O	2007-11-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	2 900	12.5700	2 900
Green, Derek J.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	33 700	12.5700	33 700
Hadwen, John Wayne	7		O	2007-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	526	12.5700	526
Iannicca, Fabio	7		O	2008-09-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	7 400	12.5700	7 400

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Jamieson, Douglas J.R.	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	11 100	12.5700	11 100
Jenkins, Stephen F.	7		O	2006-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	38 000	12.5700	38 000
Kerr, Neal A.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	18 350	12.5700	46 350
Lexovsky, James	7		O	2007-04-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	2 400	12.5700	2 400
MacLeod, Mark D.	7		O	2006-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	5 600	12.5700	5 600
Marshall, Geoffrey	7		O	2006-10-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	4 400	12.5700	4 400
McBain, David R.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	26 300	12.5700	149 400
Murray, Sheila A.	5		O	2008-01-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	25 000	12.5700	25 000
Pauli, David C.	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	25 200	12.5700	25 200
Roland, Michael J.	7		O	2006-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	4 400	12.5700	4 400
Ross, James E.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	8 400	12.5700	32 600
Shaw, John P.	7		O	2006-06-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	3 450	12.5700	3 450
Shin, Gregory H.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	6 000	12.5700	15 600
Simon, Paul E.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	3 250	12.5700	3 250
Vali, Scott E.	7		O	2006-07-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	13 100	12.5700	13 100
von Boetticher, Chris	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	4 900	12.5700	4 900
White, Malcolm S.	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	12 100	12.5700	12 100
Wojcik, Aleksy	7		O	2007-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	5 000	12.5700	5 000
Wylie, Richard J.	7		O	2006-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	2 800	12.5700	2 800
<i>Parts de fiducie</i>									
CI Financial Income Fund	1		O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	32 600	14.5015	8 434 033
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	38 900	14.6693	8 472 933
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	13.7966	8 507 933
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	12.6597	8 522 933
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	26 400	11.8302	8 549 333
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	49 000	12.0324	8 598 333
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	6 900	13.3038	8 605 233
Holland, William T.	4, 5		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(708 200)	13.2500	16
Kerr, Neal A.	7		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	14.0000	74 950

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	13.3000	70 950
Cinram International Income Fund									
<i>Parts</i>									
Aboutboul, Henri Aharon	4		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.4500	203 834
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.4500	205 834
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.4500	209 834
Armoyan, George	6								
Geosam Investments Limited	PI		O	2008-11-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	52 800	1.5500	284 600*
			O	2008-11-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.5100	309 600*
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	1.5000	459 600*
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	189 100	1.5000	648 700*
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 400	1.5000	689 100*
Locksley, David	7		O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 500	1.5500	95 558
Cipher Pharmaceuticals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Andrews, Larry	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.4833	8 000
Clarke Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Armoyan, George	4, 5		O	2008-11-11	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	567	4.2300	64 742*
Geosam Investments Limited	3		O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	47 400	3.0000	5 409 250*
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	3.1500	5 411 850*
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.9999	5 421 850*
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	65 000	3.0000	5 486 850*
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 600	2.8600	5 500 450*
<i>Débitures convertibles 6 Dec 2013 (CKI.DB.A)</i>									
Geosam Investments Limited	3		O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 30 000.00	52.0000	\$ 1 030 000.00*
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 99 000.00	52.2500	\$ 1 129 000.00*
ClubLink Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
ClubLink Corporation	1		O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	6.8000	2 000
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	6.8000	0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	400	6.4700	400
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	6.4700	0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	6.4700	1 400
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	6.4700	0
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	6.4700	2 000
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	6.4700	0
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	6.1500	2 000
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	6.1500	0
CML Healthcare Income Fund									
<i>Parts</i>									
Bristow, Paul John	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21 757	13.1854	302 278
Cauchi, Mark	5		O	2008-02-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé- ra-tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit									
			O	2008-12-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 280	13.5000	1 280
Duff, Cameron	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 166	13.1854	15 309
Hudson, Thomas	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 995	13.1854	4 995
Kerr, Donald William	5		O	2004-02-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 985	13.1854	7 985
Mull, John 1207407 Ontario Limited	4 PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	14.0200	2 895 936
Nicholson, Kent	5		O	2007-10-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 255	13.1854	1 255
Weber, Thomas S.	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 166	13.1854	11 954
Wentzell, Kent	5		O	2004-02-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 730	13.1854	6 730
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
Haasz, Ami	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	10 500	16.3917	21 154
<i>Options</i>									
Haasz, Ami	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(10 500)	16.3917	129 075
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Exxon Mobil Corporation	3								
Roytor & Co.	PI		O	2008-12-01	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(190 026)	38.0000	600 423 188
			O	2008-12-02	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(190 026)	38.2800	600 233 162
			O	2008-12-03	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(190 026)	39.9800	600 043 136
			O	2008-12-04	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(190 026)	36.6000	599 853 110
			O	2008-12-05	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(190 026)	38.1300	599 663 084
Imperial Oil Limited	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	83 000	39.1716	83 000
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(83 000)	39.1716	0
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	83 000	38.0999	83 000
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(83 000)	38.0999	0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	83 000	38.9149	83 000
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(83 000)	38.9149	0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	83 000	38.3374	83 000
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(83 000)	38.3374	0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	83 000	36.3099	83 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(83 000)	36.3099	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
COMPASS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	7.9600	13 508 421
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.3000	13 502 921
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	8.2200	13 504 621
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	7 900	7.9100	13 516 321
Compton Petroleum Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Compton Petroleum Corporation	1		O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(496 700)		0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	104 900	1.7000	104 900
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	144 900	1.5700	249 800
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	149 900	1.5300	399 700
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	178 600	1.5000	578 300
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	111 400	1.4400	689 700
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	84 000	1.4500	773 700
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	60 000	1.4400	833 700
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	113 500	1.3400	947 200
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	90 000	1.1600	1 037 200
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	158 100	1.0300	1 195 300
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	111 900	1.0000	1 307 200
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	128 900	0.9800	1 436 100
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	75 000	0.9400	1 511 100
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	16 500	1.0000	1 527 600
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.2200	1 532 600
Connacher Oil and Gas Limited									
<i>Options</i>									
Carrothers, Ian Scott	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	50 000		150 000
De Maio, Stephen Joseph	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		353 200
Gusella, Richard Allan	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		3 325 000
Kennedy, Jennifer Kathleen	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	50 000		296 200
Kines, Richard Robert Joseph	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		1 201 000
Longley, Russell Wesley	8		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		278 200
Marston, Stephen Adair	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		505 000
Sametz, Peter D.	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		2 030 000
Todd, Cameron Murray	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		467 500
Ukrainetz, Grant	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		349 000
Constellation Software Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Leonard, Mark Henri	4, 7, 5, 3								
CIBC Mellon Trust Company	PI		O	2008-12-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14 534	24.5060	375 189
Continental Minerals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Carrier, Rene G.	4		O	2008-12-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(95 000)	0.3800	0
Contrans Income Fund									
<i>Subordinate Voting Trust Units</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
DUNFORD, STANLEY GEORGE	4, 5, 3		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	4.9000	447 800
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	5.1500	449 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	4.9800	453 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	4.9900	454 000
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	4.9400	454 400
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	4.9000	454 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	4.9500	455 300
Miller, Douglas Jamieson	7, 5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	5.0500	50 599
Copper Mesa Mining Corporation (formerly Ascendant Copper Corporation)									
<i>Options</i>									
Wilkes, LeRoy Ellsworth	4	R	O	2008-11-21	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.0400	450 000
Corporation Immobilière Cagim									
<i>Actions ordinaires catégorie "A"</i>									
Boutin, Guy	4, 5								
Fonds FBL inc.	PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.4000	1 772 255
Larochelle, Alain	4		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.4000	847 791
Corporation Minière Golden Share									
<i>Actions ordinaires</i>									
Giario, Philippe	4, 5		O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.1400	558 136
Philippe Giario RRSP	PI		O	2008-01-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.0900	500
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.1000	3 000
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0850	8 000
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0950	13 000
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1000	14 000
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1000	16 000
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.0950	24 000
Tremblay, Denis	4, 5		O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.1250	317 500
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1350	318 500
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	0.1400	342 500
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1650	352 500
AGM Corporate Services Inc.	PI		O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 500	0.1400	213 930
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.1450	217 430
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1600	219 430
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1550	225 430
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1300	226 430
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.0950	233 430
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1050	236 430
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.1000	236 930
Corporation Minière Inmet									
<i>Actions ordinaires</i>									
Astritis, Steven	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	2 631		4 565
CIBC Mellon Trust Company	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 631)		5 964
Balint, Frank	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	1 815		4 306
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 815)		3 969
Ford, R. Craig	7		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	1 414		5 082

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 414)		3 077
Herr, Robert Scott	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	723		872
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(723)		2 024
Kaufman, Wendy	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	1 415		3 578
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 415)		3 084
Pirie, Ian David	7		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	1 481		2 503
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 481)		3 241
Ross, Richard Andrew	4, 5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	7 700		33 057
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 700)		17 745
Slattery, D. James	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	2 350		3 721
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 350)		5 682
Smith, Cheryl	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	404		1 255
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(404)		866
TEVENDALE, STUART ANDERSON	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	440		816
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(440)		948
Tilk, Jochen	5		O	2008-12-01	D	90 - Changements relatifs à la propriété	4 828		15 224
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(4 828)		11 091
Corporation Nortel Networks									
<i>Actions ordinaires</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 537
RRSP	PI		O	2008-12-04	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			222
<i>Actions ordinaires Nortel Stock Purchase Plans (Post-June 29, 2005)</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 013
<i>Investment Fund Units - U.S. Long Term Investment Plan</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			11 764
<i>Options Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			18 000
<i>Options Nortel Networks Corporation 1986 Stock Option Plan</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 013
<i>Options Nortel Networks Corporation 2000 Stock Option Plan</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			17 500
<i>Performance Stock Units - Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 100
<i>Restricted Stock Units - Nortel 2005 Stock Incentive Plan</i>									
Covey, Niel Arthur	7		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 267
Corporation Shoppers Drug Mart									
<i>Actions ordinaires</i>									
Priest, Susanne Elizabeth	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	2 813	5.5000	42 101
			O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	41 168	5.5000	83 269

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	47.4450	82 469
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 500)	47.1170	76 969
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 881)	46.5630	58 088
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 800)	46.4630	39 288
<i>Options</i>									
Priest, Susanne Elizabeth	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	(2 813)	5.5000	41 168
			O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	(41 168)	5.5000	0
Corporation Uranium Quest									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cashin, Peter John	4		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0700	114 500
Corporation Wanted Technologies									
<i>Actions ordinaires catégorie "A"</i>									
Oosterwaal, Jan	4								
Gestion Hexago Inc.	PI		O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1900	600 000
Corriente Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lu, David T.	3								
Hedgehog Capital LLC	PI		O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	2.6400	7 225 019
			O	2008-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	2.6500	7 225 119
Counsel Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Counsel Corporation	1		O	2008-11-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.8200	6 000
			O	2008-11-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	0.8600	16 500
			O	2008-11-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	0.8600	27 000
			O	2008-11-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	0.8957	37 500
			O	2008-11-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.9000	48 200
			O	2008-11-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.8700	58 900
			O	2008-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.8000	69 600
			O	2008-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.8000	80 300
			O	2008-11-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.8000	91 000
			O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.8000	101 700
			O	2008-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.7500	112 400
			O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.6998	123 100
			O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.6991	133 800
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	0.5500	134 000
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.6500	144 700
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.6500	155 400
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 700	0.6100	166 100
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(166 100)		0
Crew Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Crew Energy Inc.	1		O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	4.8000	10 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		70 000
DALSA Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
DALSA Corporation	1		O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	5.8000	98 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(97 700)		300

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	6.6900	1 100
Day4 Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Selley, David James	5		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.7500	5 000
<i>Options</i>									
BROWN, JACOB	5		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	60 000		460 000
GALVIN, MARK	4		O	2007-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	30 000		30 000
Lang, William Neil	5		O	2008-06-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 000		100 000
Longworth, Thomas J.	4		O	2007-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	30 000		30 000
MacDonald, John	4, 5		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 000		420 000
MOELLER, RAINER HANS OTTO	4		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	30 000		55 000
RUBIN, GEORGE	5		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 000		420 000
RUBIN, LEONID	4, 5		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 000		420 000
SCHMUTZ, WOLFGANG	4		O	2007-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	60 000		60 000
Stonier, John Edward	5		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	60 000		260 000*
Wirasekara, Anil	4		O	2007-12-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	30 000	1.0000	30 000
Wong, Milton K.	4		O	2007-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	40 000	1.0000	40 000
Daylight Resources Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Woods, Frederick	7		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 000)	7.0900	156 330
DDS Wireless International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ghai, Vari	4, 5, 3								
Far West Industries Inc.	PI		O	2003-11-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	770 833	0.7000	770 833*
Ghai Investments Ltd.	PI		O	2008-12-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(975 130)		6 110 000*
Viksun Enterprise Inc.	PI		O	2003-11-11	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	204 297		204 297*
Decision Dynamics Technology Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lobo, Vernon	4, 6								
Kilimanjaro Capital Inc.	PI		O	2008-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 000	0.0050	520 500
DELPHI ENERGY CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Denison Mines Corp. (formerly International Uranium Corporation)									
<i>Options</i>									
Anderson, James Robert	5		O	2008-12-02	D	97 - Autre	(250 000)	8.5000	682 000
Dengler, W. Robert	4		O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		192 800
Lundin, Lukas Henrik	4, 5		O	2008-12-04	D	97 - Autre	(20 000)	8.5000	0
Romanow, Roy	4		O	2008-12-09	D	97 - Autre	(20 000)	8.5000	138 960
Stefan, Catherine Jean Garrett	4		O	2008-12-09	D	97 - Autre	(20 000)	8.5000	150 520
DEQ Systèmes Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jacques, David	5		O	2004-12-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	13 500	0.2840	13 500*
DiaMedica Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Friesen, Albert David	6								
CentreStone Ventures Limited Partnership Fund	PI		O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	1 000	0.5000	4 246 600
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	10 000	0.4600	4 256 600
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	2 000	0.5800	4 258 600
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	4 500	0.5000	4 263 100
DirectCash Income Fund									
<i>Parts de fiducie (Listed Participating Trust Units)</i>									
Gallacher, Susan	4, 5, 3		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	9 200	6.6000	78 445
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	13 500	6.7500	91 945
Smith, Jeffrey	4, 5, 3								
Atlantis Financial Corp.	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	100	6.4900	100
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	14 900	6.5000	15 000
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	17 700	6.7500	32 700
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	1 500	6.5500	34 200
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	24 800	6.6500	59 000
Diversified Preferred Share Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Diversified Preferred Share Trust	1		O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	16.3800	13 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(13 000)	16.3800	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	15.3527	13 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(13 000)	15.3527	0
diversiGlobal Dividend Value Fund									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
diversiGlobal Dividend Value Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
diversiGlobal Dividend Value Fund	1		O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	6.0000	1 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	15 100	6.0570	15 100
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	6.0000	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(15 100)	6.0570	0
diversiTrust Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
diversiTrust Income Fund	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	9.0000	1 900
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	9.1000	1 900
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.2200	3 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	8.1000	1 500
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	7.4100	4 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	7.4100	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	8.1000	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.2200	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	9.1000	0
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	9.0000	0
diversiTrust Income+ Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
diversiTrust Income+ Fund	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	7.6100	1 900
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.3200	700
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	6 200	7.0190	6 200
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.9000	500
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	6.7300	2 500
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	8 100	6.2330	8 100
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	5.8100	2 800
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 800)	5.8100	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(8 100)	6.2330	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	6.7300	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.9000	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(6 200)	7.0190	0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	7.3200	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	7.6100	0
diversiTrust Stable Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
diversiTrust Stable Income Fund	1		O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	8.7910	4 100
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	7.5000	1 100
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	7.0700	400
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	7.1100	1 700
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	7.1100	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	7.0700	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	7.5000	0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(4 100)	8.7910	0
Dominion Citrus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Blair, Michael Finley Lawrence Renegade Capital Corporation	4, 6, 5 PI		O	2008-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 500	0.1500	2 608 500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.1500	2 630 500
DPF India Opportunities Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
DPF India Opportunities Fund, DPF India Opportunities Fund	1		O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	3.1000	1 600
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	3.0000	6 400
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	3.0000	5 000
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	2.9500	5 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	2.7800	3 300
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	2.6500	4 200
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	600	2.2600	600
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	2.7260	7 600
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	15 600	2.8200	15 600
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(15 600)	2.8200	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(7 600)	2.7260	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	2.2600	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)	2.6500	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(3 300)	2.7800	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	2.9500	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	3.0000	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)	3.0000	0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)	3.1000	0
Laciak, Steve	3		O	2007-09-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			395 000
		R	O	2007-09-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	8.6500	495 000
		R	O	2007-09-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	8.7843	502 000
		R	O	2007-09-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	175 000	8.6500	677 000
		R	O	2007-09-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	8.7000	877 000
		R	O	2007-10-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.0868	887 000
		R	O	2007-10-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 300	9.0868	987 300
		R	O	2007-10-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.0868	992 300
		R	O	2007-10-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.0868	997 300
		R	O	2007-10-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.0868	1 002 300
		R	O	2007-10-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.0868	1 007 300
		R	O	2007-10-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 600	9.1000	1 025 900
		R	O	2007-10-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 600	9.1000	1 044 500
		R	O	2007-10-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	9.5000	1 094 500
		R	O	2007-10-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	9.4000	1 101 000
		R	O	2007-10-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	9.5000	1 151 000
		R	O	2007-10-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.7000	1 156 000
		R	O	2007-10-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.7000	1 161 000
		R	O	2007-10-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.7500	1 171 000
		R	O	2007-10-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	54 000	9.2475	1 225 000
		R	O	2007-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	9.9634	1 275 000
		R	O	2007-10-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	9.9634	1 300 000
		R	O	2007-10-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.8500	1 310 000
		R	O	2007-10-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	83 300	10.1294	1 393 300
		R	O	2007-11-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	10.2630	1 396 300

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit									
		R	O	2007-11-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	10.1130	1 411 300
		R	O	2007-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.7000	1 421 300
Warrants									
Laciak, Steve	3		O	2007-09-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 259 100
		R	O	2007-09-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	78 700	1.3600	2 337 800
		R	O	2007-09-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	480 000	1.3600	2 817 800
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.0100	2 807 800
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.0100	2 782 800
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.0100	2 757 800
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.0100	2 732 800
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.0050	2 707 800
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(184 100)	0.0100	2 523 700
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	0.0066	2 373 700
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.0100	2 323 700
Dundee Corporation									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Dundee Corporation	1								
Employee Share Purchase Plan Trust	PI		O	2008-11-17	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	335	5.2500	5 168
			O	2008-12-01	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	391	4.5000	5 559
Dundee Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie Series A</i>									
LESTER, JASON	7		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.1800	82 964
DundeeWealth Inc. (formerly Dundee Wealth Management Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Haber, Lawrence P. 1360219 Ontario Limited	7 PI		O	2008-11-28	D	90 - Changements relatifs à la propriété	100 000		314 026
			O	2008-11-27	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(100 000)		200 000
Eastmain Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hansuld, John Alexander	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 429)	0.7400	10 000*
EGI Financial Holdings Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
LITTLE, PAUL F. Purves, Robert RPL Holdings Inc.	4 4, 5 PI		O	2004-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	6.5600	287 532
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	7.0000	114 000
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	7.2000	115 000
Enbridge Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zupan, Leon Anthony	7		O	2008-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	262	42.3000	9 567
			O	2008-12-01	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(280)	37.8100	9 287
Scotia McLeod RRSP	PI		O	2008-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	42.2800	721
EnCana Corporation									
<i>Options</i>									
Eresman, Randall Kerry	4, 7, 5		O	2008-11-28	D	59 - Exercice au comptant	(20 000)	38.3200	1 126 500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
ENERCHEM INTERNATIONAL INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bagan, Kenneth Michael	5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.7500	49 100*
Burroughs, James Colin	4		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.7050	
			M	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.7050	11 000
Enerflex Systems Income Fund									
<i>Options Trust Option</i>									
Allard, Gerald	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	11 022	10.1400	28 147
Boehm, Gail Patricia	7		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	14 529	10.1400	38 859
Fried, Spencer Joal	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	31 396	10.1400	71 509
Goertzen, John Blair	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	156 910	10.1400	354 963
Harbilas, James	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	65 863	10.1400	154 576
Haughey, Douglas J.	4		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	6 000	10.1400	20 740
Laird, Nancy M.	4		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	6 000	10.1400	10 300
Moore, Rachel	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	26 399	10.1400	62 368
Moore, William Angus	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	62 804	10.1400	148 834
Mose, Sidney	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	13 934	10.1400	59 265
Ross, John Nicholas	4		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	12 000	10.1400	37 170
Toly, Dean	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	8 967	10.1400	20 030
Trautmann, George	5		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	15 671	10.1400	37 001
Williams, Robert Clayton	4		O	2008-11-25	D	50 - Attribution d'options	6 000	10.1400	22 570
<i>Parts de fiducie Trust Units</i>									
Haughey, Douglas J.	4		O	2008-11-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 500	10.1400	9 500
Energy Savings Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
BIRD, STEPHANIE	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	80	6.5400	1 984
BLOCH, PETER	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	164	6.5400	1 073
Early, Richard	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	126	6.5400	2 985
Energy Savings Income Fund	1		O	2008-11-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	105 200	6.6754	105 200
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(105 200)		0
HARTWICK, KENNETH	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	282	6.5400	20 339
HEROD, JASON	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	88	6.5400	2 748
Kellie, Diane	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	78	6.5400	11 313
POTTER, GORD	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	98	6.5400	2 541
Pritchett, Darren	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	188	6.5400	47 456
SCHNEIDER, ANDREW	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	106	6.5400	319 500
Sheppard, Shelley	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	90	6.5400	1 347

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit						d'actionariat			
EnerVest Diversified Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
EnerVest Diversified Management Inc.	1		O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	80 800	3.0147	80 800*
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(80 800)		0
Ensign Energy Services Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Schroeder, John G.	4		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	12.2500	10 714
Enterra Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Chimahusky, John S.	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 847)	0.8800	26 538
Envoy Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Genovese, Geoffrey Blaine	6		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.3300USD	419 321
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	61	1.3400USD	419 382
Equitable Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beutel, Eric Marshall	4, 6								
Emberwood Glen Enterprises Ltd.	PI		O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	9.1000	2 011 640
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	9.9999	2 086 640
Malozewski, Tamara	7		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	11.2500	3 308
Erdene Resource Development Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Akerley, Peter	4, 5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1500	319 850
BURTON, WILLIAM B.	4								
Bedford Resource Management Inc.	PI		O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.1600	10 000
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.1650	0
Byrne, John Philip	4		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1300	346 000
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	341 500	0.1350	687 500
MacDonald, Kenneth	4								
Scotia McLeod ITF Pam A. MacDonald	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 000	0.1400	76 250
<i>Options</i>									
Akerley, Peter	4, 5		O	2008-11-18	D	52 - Expiration d'options	(27 500)		650 000
BURTON, WILLIAM B.	4		O	2008-11-18	D	52 - Expiration d'options	(40 000)	0.4250	300 000
Carnell, David	4		O	2008-11-18	D	52 - Expiration d'options	(40 000)		300 000
MacDonald, Kenneth	4		O	2008-11-18	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		600 000
EURO Ressources S.A.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dunnett, James Hanbury	4								
Xystus Holding Corp. Ltd.	PI		O	2008-12-09	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(4 762 499)	1.2000EUR	1
Marter, Allan John	4		O	2008-12-09	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(290 000)	1.2000EUR	0
European Goldfields Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Konig, Martyn	4		O	2008-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			50 000
<i>Droits Deferred Phantom Units</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Konig, Martyn	4		O	2008-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 500
Mingay, Cameron A.	4		O	2008-05-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 500
O'Leary, Jeffrey	4		O	2005-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 500
<i>Options</i>									
Mingay, Cameron A.	4		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(250 000)		0
O'Leary, Jeffrey	4		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(250 000)		0
EXPLOR RESOURCES INC.									
<i>Options</i>									
Carter, Geoffrey Stovold	4		O	2008-04-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-01-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2008-01-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-04-07	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.3000	400 000
EXPLORATION AMSECO LTÉE									
<i>Actions ordinaires</i>									
Patry, Nicolas	4		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 000	0.0350	48 000
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 000	0.0400	70 000
Exploration Azimut inc.									
<i>Débitures convertibles</i>									
Wood, Dennis	4								
Les Placements Dennis Wood Inc.	PI		O	2008-11-20	I	50 - Attribution d'options	\$ 555 556.00	0.5400	
			M	2008-11-20	I	56 - Attribution de droits de souscription	\$ 555 556.00	0.5400	\$ 555 556.00
Exploration Lounor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
FISET, GILLES	4, 5		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0800	261 000
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0700	266 000
Explorations Minières du Nord Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Michaud, Claude	4		O	2003-04-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-04-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			281 000
succession Francois Michaud	PI		O	2003-04-25	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-04-23	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			193 500
<i>Options</i>									
Michaud, Claude	4		O	2003-04-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-04-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			440 000
Extencicare Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Extencicare Real Estate Investment Trust	1		O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	36 900	4.5455	218 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	4.5600	258 100
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(129 614)		134 100
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	4.4754	288 100
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	4.5810	308 100
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	60 000	4.1522	368 100
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	3.9346	408 100
Fairborne Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Phelps, Michael E.J.	4		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	6.0000	99 776
Pyke, David Edward Timothy Kerwood Resources Ltd.	5 PI		O	2008-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 245)	5.1400	310 379
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 900)	5.1200	283 479
Walls, Richard Alan	4, 5		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	6.0000	792 290
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 900)	5.9900	774 390
Fairfax Financial Holdings Limited									
<i>Obligations 7.375 maturing April 04, 2018</i>									
Ratnaswami, Chandran	7								
BMO Nesbitt Burns	PI		O	2003-05-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-09-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 400 000.00	90.0000USD	\$ 400 000.00
RRSP - Chandran R at ScotiaMcLeod	PI		O	2003-05-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-09-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 500 000.00	90.0000USD	\$ 500 000.00
FairWest Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fauth, Vernon Ray	4		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0600	657 886
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	90 000	0.0600	747 886
Fauth Financial Group Ltd.	PI		O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0600	941 907
Mackie, Marion Dorothea	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 500	0.0500	218 000
Fiducie de sables bitumineux et de mega-projets energetiques									
<i>Parts</i>									
Oil Sands and Energy Mega-Projects Trust	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	6.6316	7 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	6.6316	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	6.1503	7 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	6.1503	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	6.3852	5 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	6.3852	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.4232	5 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.4232	0
Financière Sun Life Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bogart, Thomas A.	5		O	2008-10-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	86	37.1300	
			M	2008-10-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	83	38.2500	9 004
Finning International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bacarreza, Ricardo	4		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	2 000	6.2250	14 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	12.7800	12 000
Fraser, Andrew Stewart	5	R	O	2008-09-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	24.2800	2 783
Prince, George Stanley	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	12.9000	21 941
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	13.2000	20 741
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	13.1700	19 741
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 800)	13.1500	13 941
Sprout, Douglas William	5		O	2007-02-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	209		
			M	2007-02-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	109		1 314
			O	2005-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	100		11 205
Thomas, Christopher	5		O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	645	13.7800	3 311
Wenger, Kevin Larry	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 900)	13.0500	10 684
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 100)	13.0000	5 584
Options									
Bacarreza, Ricardo	4		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	6.2250	20 000
First Capital Realty Inc.									
Actions ordinaires									
Gazit Canada Inc.	3		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.3100	47 263 740
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 400	17.4000	47 270 140
<i>Débitures convertibles 5.50 Unsecured Subordinated Debentures Due Sept. 30, 2017</i>									
Gazit Canada Inc.	3		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 5 000.00	0.7200	\$ 123 554 000.00
FIRSTSERVICE CORPORATION									
Actions à droit de vote subalterne									
Roy, Kevin	2		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	14 000	5.5900USD	38 300
Strunin, Richard	2		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	13.7000USD	15 500
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	13.7530USD	14 500
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	13.7413USD	
			M	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	13.7413USD	13 700
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	13.7000USD	12 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	13.7300USD	12 000
Actions privilégiées									
FirstService Corporation	1		O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(86 800)		0
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	14.7000USD	1 700
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 600	14.6000USD	7 300
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	14.6000USD	7 700
Options									
Roy, Kevin	2		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(14 000)	5.5900USD	59 500
Flint Energy Services Ltd.									
Actions ordinaires									
Lachambre, Philip	4		O	2008-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300	4.9800	3 300
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	5.0000	4 000
Options									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Cooper, Terry Lee	7		O	2008-12-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 500
Van Den Bossche, Roger Andrew	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 750
			O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	2 250		18 000
Fonds de placement immobilier Crombie									
<i>Parts de fiducie</i>									
Sobey, Kent Richard	4								
Kent S. Investments Ltd.	PI		O	2008-11-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.1000	100
Fonds de placement immobilier d'immeubles résidentiels Canadien									
<i>Parts de fiducie</i>									
Canadian Apartment Properties Real Estate Investment Trust	1		O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	13.3000	4 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)		0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	13.1573	5 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)		0
Fonds de Placement Immobilier InnVest									
<i>Parts de fiducie</i>									
INVEST REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	1		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 300	2.7729	33 300
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(168 100)		0
Mangalji, Fereed Sadrudin	4								
Real Estate Investments International Corporation	PI		O	2006-04-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-09-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	55 500	8.9988	55 500
Westmont Hospitality Group	PI		O	2008-11-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	234 900	2.9168	1 295 512
			O	2008-11-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	175 000	2.9901	1 470 512
			O	2008-11-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	2.9900	1 472 412
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 900	3.0000	1 487 312
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 400	2.9625	1 532 712
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 502	3.0024	1 578 214
			O	2008-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.9728	1 628 214
Mangalji, Majid	5								
Real Estate Investments International Corporation	PI		O	2002-07-26	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-09-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	55 500	8.9988	55 500
Westmont Hospitality Group	PI		O	2008-11-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	234 900	2.9168	1 295 512
			O	2008-11-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	175 000	2.9901	1 470 512
			O	2008-11-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	2.9900	1 472 412
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 900	3.0000	1 487 312
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 400	2.9625	1 532 712
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 502	3.0024	1 578 214
			O	2008-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.9728	1 628 214
Fonds de revenu Ag Growth									
<i>Parts de fiducie</i>									
Ag Growth Income Fund	1		O	2008-10-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-10-24	D	38 - Rachat ou annulation	8 800	18.2600	8 800

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
		R	O	2008-10-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	18.8300	11 800
		R	O	2008-10-28	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	19.0500	21 800
		R	O	2008-10-29	D	38 - Rachat ou annulation	11 800	19.7800	33 600
		R	O	2008-10-30	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	20.7900	43 600
		R	O	2008-10-31	D	38 - Rachat ou annulation	54 000	20.9100	97 600
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	19.2000	110 600
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	6 600	19.5600	117 200
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	19.7500	130 200
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	19.6000	133 100
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	19.4000	146 100
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	18.9900	159 100
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	18.3300	172 100
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	17.5000	197 100
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	17.1000	200 000
Fonds de revenu Colabor									
<i>Débitures</i>									
Gariépy, Claude	4		O	2007-04-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	\$ 190.00	80.0000	\$ 190.00
Fonds de Revenu Divertissement Madacy									
<i>Parts</i>									
Alter, Amos	7								
A&F Sound Investments Inc.	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	145 000	0.2500	1 153 200
Benjamin, Morton	4		O	2006-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	15 000	0.1300	15 000
Phyllis Benjamin	PI		O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(15 000)	0.1300	0
Frankel, Hillel	7		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliéation effectuée sur le marché	(145 000)	0.2500	0
Fonds de revenu GENIVAR									
<i>Parts de fiducie</i>									
Boucher, Marcel	5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	3 011		9 451
Boudreault, Jean	5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	200		3 296
Dandurand, Robert	5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	200		296
Ettehadieh, Ali	4, 7, 6, 5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	501		501
			O	2008-12-05	D	97 - Autre	(501)		0
Lortie, Yves	5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	200		200
			O	2008-12-05	D	97 - Autre	(200)		0
Perreault, François	5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	501		742
Rivard, marc	5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	301		301
			O	2008-12-05	D	97 - Autre	(301)		0
Shoiry, Pierre	4, 7, 6, 5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	10 038		10 038
			O	2008-12-05	D	97 - Autre	(10 038)		0
Smith, Anita Louise	7		O	2008-12-05	D	97 - Autre	301		301
Tremblay, Éric	5		O	2008-12-05	D	97 - Autre	501		501
			O	2008-12-05	D	97 - Autre	(501)		0
Fonds de Revenu Hélicoptères Canadiens									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Parts de fiducie									
Fonds de revenu Hélicoptères Canadiens	1		O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 000		
			M	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	6.3400	5 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	6.3500	6 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.4200	6 600
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	900	6.4400	7 500
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	6.4900	9 300
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	6.5000	14 700
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(14 700)		0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.7600	500
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	5.7700	1 300
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	5.8800	1 500
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	5.9500	1 700
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	5.9900	2 800
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	6.0000	8 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	6.4700	13 400
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	6.4900	14 100
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(14 100)		0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	5.6100	400
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	5.6300	600
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	5.6700	800
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	5.9100	900
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	900	5.9500	1 800
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	5.9900	6 600
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	6.0000	8 500
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	6.2800	8 900
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	6.3900	10 200
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	6.4000	11 400
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	6.5000	11 800
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	6.9400	13 100
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	6.9500	13 200
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	6.9600	14 700
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(14 700)		0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	300	6.4800	300
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	6.5000	1 700
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	900	6.8900	2 600
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	6.9000	4 000
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	800	6.9600	4 800
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	6.9700	6 600
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	7.0000	9 000
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.0400	9 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	7.0500	13 600
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(13 600)		0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	6.8500	1 500
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	400	6.8700	1 900
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	6.9000	5 700
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	6.9900	8 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	900	7.0000	8 900
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.3000	10 100
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.3500	11 300
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(11 300)		0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	200	6.8000	200
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	300	6.8500	500
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	7.1800	2 800
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(2 800)		0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	7.1800	1 200
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	6 100	7.3000	7 300
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)		0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	7.3000	2 600
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	7.4000	6 400
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		0
Fonds de Revenu Pages Jaunes									
<i>Parts</i>									
Boychuk, Michael T.	4	R	O	2005-04-01	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	30 000	13.4500	
Kimryn Investments Inc.	PI		O	2003-09-24	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	6.7700	3 000
The Boychuk Family Trust	PI		M	2005-04-01	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	30 000	13.4500	30 000
			O	2003-09-24	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Fonds de revenu Supremex									
<i>Parts de fiducie</i>									
Supremex Income Fund	1		O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	3.5493	8 200
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	3.7504	5 700
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(5 700)		0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(8 200)		0
Fonds d'infrastructures mondiales cotées Sentry Select Lazard									
<i>Parts</i>									
Sentry Select Lazard Global Listed Infrastructure Fund	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	5.2140	2 500
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	5.2140	0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	5.2500	3 400
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 400)	5.2500	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	300	5.2500	300
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	5.2500	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.2388	5 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.2388	0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.5128	5 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.5128	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.2500	5 000
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.2500	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.2500	5 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.2500	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.2040	5 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.2040	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.1700	5 000
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.1700	0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	5.0188	1 600
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)	5.0188	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.0428	5 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	5.0428	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.9566	5 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.9566	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.7562	5 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.7562	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	4.7661	7 200
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(7 200)	4.7661	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.9300	5 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.9300	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.9300	5 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.9300	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	4.4800	4 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	4.4800	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	800	4.5000	800
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	4.5000	0
Fonds Enerplus Resources									
<i>Parts</i>									
Daniels, Raymond John	5		O	2008-12-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 262	23.7771	4 684*
<i>Parts de fiducie - Employee Performance Incentive Plan ("EPIP")</i>									
Daniels, Raymond John	5	R	O	2007-12-03	D	50 - Attribution d'options	5 934	40.4500	
			M	2007-12-15	D	50 - Attribution d'options	5 934	40.4500	
			M'	2007-12-15	D	50 - Attribution d'options	5 934	40.4500	5 934*
			O	2008-12-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 967)	40.4500	2 967*
Fonds SFK Pâte									
<i>Débetures convertibles</i>									
Ducharme, Patsie Liette	7		O	2008-12-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 7 000.00
Foremost Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Grenon, James Terrence	3								
TOM2003-4 Income Fund	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.0341	10 001
Fort Chicago Energy Partners L.P.									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Drybrough, David John	4		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	6.8467	400*
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	6.8467	0
White, Stephen	4, 5								
CIBC RRSP	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	6.7500	20 000*
Liane White CIBC RRSP	PI		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	6.7500	20 000*
Fortis Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bell, Dwain Allen	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10	25.5940	933

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Bennett, David	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	25.5940	2 113
Dall'Antonia, Roger Attilio	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18	25.5940	3 152
Des Brisay, Cynthia Mary	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	25.5940	1 560
Duke, Nora	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	97	25.5900	35 259
Emma & Elizabeth	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	44	25.5900	4 150
Geldert, John William	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	68	25.5940	8 259
Angela Geldert	PI		O	2008-12-01	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	25.5940	843
John David Geldert	PI		O	2008-12-01	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	25.5940	969
Gosse, Karen J.	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	445	25.5940	1 485
Hynes, Madonna G.	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93	25.5940	8 652
Jespersen, Randall Lynn	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40	25.5940	16 487
Lorimer, Ian Gordon	7		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	25.5940	362
Ludlow, Earl	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	142	25.5940	49 403
Meaghan/Kaitlin/Julia Ludlow	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	25.5940	3 270
Marshall, H. Stanley	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	420	25.5940	305 265
Darrin Marshall	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	25.5940	312
Keira Marshall	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	25.5940	626
Keira/Krista/Darrin Marshall (Jointly)	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	895	25.5940	92 457
Krista Marshall	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	25.5940	626
Marston, Janet Audrey	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39	25.5940	2 073
			O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	25.5940	2 095
McCabe, Ronald William	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	210	25.5940	57 398
Andrew McCabe	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	25.5940	627
Jean Dawe	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	58	25.5940	5 390
Matthew McCabe	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	25.5940	546
Meghan McCabe	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	25.5940	546

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Norris, David	4		O	2008-12-01	D	d'actionnariat 10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28	25.5870	2 962
O'Brien, Frederick J.	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	91	25.5940	
			M	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	25.5940	26 015
Perry, Barry	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	128	25.5940	79 991
Nadine Perry	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71	25.5940	12 843
Perry, Jocelyn	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	691	25.5940	11 256
Samels, Robert Murray	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21	25.5940	1 924
Smith, Karl W.	7		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	461	25.5940	
			M	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	230	25.5940	32 589
			O	2008-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	44	25.5940	32 633
Spinney, James	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11	25.5940	11 209
Stout, Douglas L.	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	25.5940	2 115
Thomson, Scott A.	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	25.5940	5 816
			O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	25.5940	5 841
Walker, John C.	7		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	62	25.5940	5 764
Lise Noseworthy	PI		O	2008-12-01	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28	25.5940	6 419
Trust Account for Lise Noseworthy	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	232	25.5940	21 646
Fortress Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bailey, James Cameron	5		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 500	0.3300	93 500
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 500	0.3500	137 000
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.3500	187 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 000	0.2400	225 000
Front Street Resource Performance Fund Ltd.									
<i>Equity Shares</i>									
Front Street Resource Performance Fund Ltd.	1		O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(59 300)		0
Galleon Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Crabtree, Shvon Maureen	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	3.0100	634 455
General Donlee Income Fund									
<i>Débiteures convertibles</i>									
General Donlee Income Fund	1		O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 17 000.00	0.7000	\$ 17 000.00*
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 43 000.00	0.7000	\$ 60 000.00*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 1 251 000.00	0.6998	\$ 1 311 000.00*
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 17 000.00	0.7000	\$ 1 328 000.00*
			O	2008-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 17 000.00	0.6700	\$ 1 345 000.00*
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 1 345 000.00)		\$ 0.00
<i>Parts de fiducie</i>									
General Donlee Income Fund	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	5.8884	4 900*
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	59 000	6.0638	63 900*
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	5.5000	68 300*
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	8 800	5.8865	77 100*
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(77 100)		0
Gestion de fonds Mavrix inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Saint-Laurent, Pierre	4								
RSP P Saint-Laurent	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	0.1405	67 200
Global Alumina Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Global Alumina Corporation	1		O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	0.5000USD	2 000
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	54 800	0.4500USD	54 800
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(54 800)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	0.4700USD	5 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	39 300	0.4500USD	39 300
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(39 300)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.4400USD	500
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	0.4450USD	3 500
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 500)		0
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	33 000	0.4500USD	33 000
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	(33 000)		0
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	0.4500USD	20 000
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	0.4300USD	2 500
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)		0
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	34 000	0.4000USD	34 000
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(34 000)		0
Gluskin Sheff + Associates Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Webb, William Reid	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	6.5000	21 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	6.5500	22 700
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	6.4000	24 700
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	6.5500	25 500
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	6.2500	28 500
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	7.0800	30 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	7.2500	32 000
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	7.0000	34 000
GLV Inc									
<i>Actions à droit de vote multiple GLV.B</i>									
Bro-Larsen, Finn	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Crevier, Claudette	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gélinas, Michel	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gélinas, Pierre	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
GLV Inc.	1		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Hodder, Mark Thomas	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Humphries, Andrew David Alan	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Kaminski, Adam M	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Laayoun, Zoubida	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Lacroix, Yves	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Lau, Andrew Tak-Ho	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Leinder, Anna	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Oswald, James Michael	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			489
Joint Account	PI		O	2008-12-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			3 170
Porporino, Lucy	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Porteous, Jim	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Reynolds, Christopher John	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Shackford, Lewis Donald	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Shartrand, Steve Wayne	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Siivonen, Mikko Tapani	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Trivedi, Hireen K.	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Vrontakis, Anna	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Actions à droit de vote subalterne GLV.A</i>									
Bro-Larsen, Finn	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Initié Porteur inscrit									
Crevier, Claudette	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gélinas, Michel	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gélinas, Pierre	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
GLV Inc.	1		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Hodder, Mark Thomas	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Humphries, Andrew David Alan	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			700
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	6.4600	2 600
Kaminski, Adam M	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Laayoun, Zoubida	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Lacroix, Yves	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Lau, Andrew Tak-Ho	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Leinder, Anna	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			637
Oswald, James Michael	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 474
Joint Account	PI		O	2008-12-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 600
Porporino, Lucy	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Porteous, Jim	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Reynolds, Christopher John	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Shackford, Lewis Donald	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 780
Shartrand, Steve Wayne	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Siivonen, Mikko Tapani	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Trivedi, Hiren K.	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Vrontakis, Anna	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Options									
Bro-Larsen, Finn	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Crevier, Claudette	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gélinas, Michel	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gélinas, Pierre	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000

Émetteur Titre Initié Porteur inscrit	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
GLV Inc.	1		O	2008-12-04	D	SEDI 00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Hodder, Mark Thomas	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Humphries, Andrew David Alan	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Kaminski, Adam M	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Laayoun, Zoubida	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Lacroix, Yves	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Lau, Andrew Tak-Ho	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Leinder, Anna	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Oswald, James Michael	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Porporino, Lucy	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Porteous, Jim	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 000
Reynolds, Christopher John	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Shackford, Lewis Donald	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Shartrand, Steve Wayne	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			20 000
Siivonen, Mikko Tapani	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Trivedi, Hiren K.	7		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Vrontakis, Anna	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gold Reserve Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Common Shares</i>									
Timm, Rockne	4, 5		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	125 000	0.2500USD	959 751*
<i>Débetures convertibles</i>									
Gold Reserve Inc.	1		O	2008-10-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-10-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-10-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 100.00	266.0000USD	\$ 100.00*
		R	O	2008-10-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 36.00	251.0000USD	\$ 136.00*
<i>Droits Unvested Restricted Shares</i>									
Belanger, A. Douglas	4, 5		O	2008-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 000		90 000*
			O	2008-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 000		135 000*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Options Stock Options</i>									
Belanger, A. Douglas	4, 5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	213 336	0.2900USD	722 502*
COLEMAN, James Hayward	4		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	53 336		178 336
Geyer, James	4, 5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	158 336	0.2900USD	500 002*
McChesney, Patrick	4		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	53 336	0.2900USD	170 002*
McGuinness, Robert	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	81 668	0.2900USD	243 751*
Mikkelsen, Chris	4		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	53 336	0.2900USD	170 002*
Potvin, Jean-Charles	4		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	53 336	0.2900USD	170 002
Smith, Mary	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	65 000	0.2900USD	192 500*
Stewart, Douglas	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	70 000	0.2900USD	242 500*
Timm, Rockne	4, 5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	245 000	0.2900USD	790 000*
Goldcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Reifel, P. Randy	4		O	2008-12-02	D	51 - Exercice d'options	42 250	13.3800	1 396 307*
<i>Options</i>									
Reifel, P. Randy	4		O	2008-12-02	D	51 - Exercice d'options	(42 250)	13.3800	33 800*
Golden Valley Mines Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Groia, Joseph	4		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0550	180 000
Goodfellow Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goodfellow inc.	1	R	O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.4000	1 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.4000	0
		R	O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	6.4500	1 000
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	6.4500	0
Great Canadian Gaming Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Thornton, Shane	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	3.1300	5 156
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 850	3.1500	8 006
<i>Options</i>									
Fretz, William David	7		O	2008-12-05	D	52 - Expiration d'options	(37 500)	6.7400	125 000
Goudron, Peter	7		O	2008-12-05	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	6.7400	85 000
Oliver, George Wayne	7		O	2008-11-30	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	11.8600	35 000
Soo, Walter	5		O	2008-12-05	D	52 - Expiration d'options	(37 500)	6.7400	85 000
Thornton, Shane	5		O	2008-12-02	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	6.7400	
			M	2008-12-02	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	11.8600	35 000
Great-West Lifeco Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Group Forage Major Drilling Group International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tkach, Douglas J.	5		O	2007-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	21.0000	100
Groupe Bikini Village inc. (formerly Groupe Les Ailes de la Mode Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Groupe Bikini Village inc.	1		O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	0.0350	1 131 400
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	0.0350	1 239 400
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	0.0400	1 343 400
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	0.0350	1 447 400
			O	2008-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	0.0300	1 462 400
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	0.0350	1 566 400
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	0.0350	1 670 400
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	71 000	0.0350	1 741 400
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.0350	1 751 400
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	0.0350	1 855 400
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	35.0000	1 959 400
Groupe CVTech inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Groupe CVTech inc.	1		O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	0.8600	3 000
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	0.8700	33 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	8 500	0.8700	41 500
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	0.8600	43 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	0.8600	49 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	19 000	0.9300	68 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	0.9400	74 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	28 500	0.9500	102 500
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	0.9300	110 500
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	0.9300	133 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.9300	133 500
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(110 500)		23 000
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	0.9300	28 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	0.9300	130 500
Groupe Optimal Inc.									
<i>Actions ordinaires Class "A"</i>									
Optimal Group Inc.	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(26 867)		0
Groupe SNC-Lavalin Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
BERGEVIN, Christiane	5		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	5 000	11.8867	54 408
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	34.0000	49 408
DENOM, Ronald	5		O	2007-03-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						SEDI			
			O	2008-12-10	D	51 - Exercice d'options	3 000	11.8867	3 000
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	38.5000	0
<i>Options</i>									
BERGEVIN, Christiane	5		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		38 000
DENOM, Ronald	5		O	2008-12-10	D	51 - Exercice d'options	(3 000)		12 500
Groupe TMX Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Allen, Gregory	5		O	2008-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			620
Plan Administrator	PI		O	2008-11-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			507
Plan Administrator RRSP	PI		O	2008-11-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 149
<i>Options</i>									
Allen, Gregory	5		O	2008-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			16 146
H2O INNOVATION INC.									
<i>Options</i>									
Booth, John Geoffrey	4		O	2008-12-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3200	87 000
Duquenne, Andre	4		O	2008-12-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3200	82 000
Gervais, Philippe	4		O	2008-12-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3200	87 000
HOEL, Richard	4		O	2008-12-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3200	37 000
Malka, Jacky	5		O	2008-12-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3200	90 000
PHÉNIX, ÉLAINE C.	4		O	2008-12-09	D	50 - Attribution d'options	25 000	0.3200	75 000
Halo Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Carter, Andrew James Bowden	4		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 000)	0.0300	0
HANWEI ENERGY SERVICES CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Oishi, Kim	5								
0791044 B.C. Ltd.	PI		O	2008-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.9000	44 700
Héroux-Devtek Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Meshay, Michael	5		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	4.1000	13 230
Highpine Oil & Gas Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Krusen, W. Andrew	4								
WIT Ventures, Ltd.	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	4.4500	464 500
Homburg Invest Inc.									
<i>Actions à droit de vote multiple HII.B</i>									
Homburg Invest Inc.	1		O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.4000	
			M	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.4000	2 000*
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.3900	12 400*
<i>Actions à droit de vote subalterne HII.A</i>									
Homburg Invest Inc.	1		O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	1.3600	
			M	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	1.3600	5 100*
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	33 900	1.4500	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	33 900	1.4500	39 000*
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	1.4600	
			M	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	1.4600	58 800*
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	36 200	1.4700	
			M	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	36 200	1.4700	95 000*
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	7 900	1.3900	
			M	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	7 900	1.3900	330 300*
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	1.3900	
			M	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	1.3900	337 900*
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	95 000	1.4000	527 900*
Home Capital Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Home Capital Group Inc.	1		O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	17.7500	2 000
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	17.7500	0
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	18.0000	2 000
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	18.0000	0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	17.7000	2 000
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	17.7000	0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	17.7500	2 000
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	17.7500	0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	18.0000	2 000
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	18.0000	0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	16.0500	2 000
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	16.0500	0
Home Equity Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Krikler, Gary	5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.9500	3 475
Ranson, Steven	4, 5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.9500	40 200
Horizon North Logistics Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mullen, Bruce Wayne	4	R	O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.8000	549 400
Peterson, Ric	5								
Ric Peterson Developments Inc.	PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	86 000	0.8000	4 043 487
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	164 000	0.8000	4 207 487
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	39 000	0.7000	4 246 487
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	173 300	0.7053	4 419 787
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 000	0.7001	4 445 787
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	146 000	0.7000	4 591 787
			O	2008-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 700	0.7000	4 615 487
Humber Capital Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Byrne, Allison Marie	5, 3		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	478 769	0.2500	478 769
1342744 Alberta Ltd.	PI		O	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			478 769
			O	2008-12-01	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	6 224 002	0.2500	6 702 771

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
Byrne, Joan	3		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	319 180	0.2500	319 180
Byrne Alberta Ltd.	PI		O	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			319 180
			O	2008-12-01	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	22 342 575	0.2500	22 661 755
Byrne, Peter	5, 3		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	319 180	0.2500	319 180
			O	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			319 180
			O	2008-12-01	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	22 342 575	0.2500	22 661 755
<i>Bons de souscription</i>									
Byrne, Allison Marie	5, 3		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	119 692		119 692
1342744 Alberta Ltd.	PI		O	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			119 692
			O	2008-12-01	C	53 - Attribution de bons de souscription	1 556 001		1 675 693
Byrne, Joan	3		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	79 795		79 795
Byrne Alberta Ltd.	PI		O	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			79 795
			O	2008-12-01	C	53 - Attribution de bons de souscription	5 585 644		5 665 439
Byrne, Peter	5, 3		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	53 - Attribution de bons de souscription	79 795		79 795
			O	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			79 795
			O	2008-12-01	C	53 - Attribution de bons de souscription	5 585 644		5 665 439
IAT Air Cargo Facilities Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
FrontFour Capital Group LLC	3								
FrontFour Master Fund	PI		O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.0000	1 700
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	2.9400	8 500
George, Zachary R.	4, 7, 6		O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.0000	1 700
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	2.9400	8 500
IBI Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Freedhoff, Stephen Hart	4		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	11.7180	3 016
IMRIS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sabourin, Ronald	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.5000	321 136
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	1.7400	321 536
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	1.7500	323 136

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
INDEXPLUS INCOME FUND									
<i>Parts de fiducie</i>									
IndexPlus Income Fund	1		O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.8400	22 130 880
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6000	22 131 880
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	7.1100	22 135 280
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gervais, Michel	4		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	325	22.9800	2 815
<i>Options de vente hors bourse (et celles négociées privément)</i>									
Hewett, F. Robert	7		O	2008-12-05	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(10)	22.0000	(20)
Innergex Énergie renouvelable Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Letellier, Michel	4, 5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.8500	390 592
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.8000	395 592
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.7500	398 792
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	4.2000	396 792
Innergex Énergie, Fonds de revenu									
<i>Parts de fiducie</i>									
Beauchamp, Michèle	6								
REER	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.0000	3 800
Hanna, John A.	7		O	2008-10-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.4000	
			M	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.4000	30 000
La Couture, Jean	7								
9150-6626 QUÉBEC INC.	PI		O	2003-05-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.3665	2 000
Lafrance, Daniel	7		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.2000	8 000
Letellier, Michel	6		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	9.2000	130 100
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	9.1600	130 600
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	9.0000	132 600
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	8.8000	133 600
Perron, Jean	6		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	8.5000	2 050
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	8.5300	3 250
Inter Pipeline Fund									
<i>Deferred Unit Right</i>									
Madro, James Joseph	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			25 879
<i>Options unit incentive</i>									
Madro, James Joseph	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 000
International Datacasting Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Carter, Gary Edward	5		O	1988-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	1988-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			130 577
International Forest Products Limited									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Horning, John Allen	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	1.3500	65 550
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.3600	67 550
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 200	1.4000	75 750
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.4400	75 850
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.4500	79 850
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.5900	79 950
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 050	1.6000	85 000
International Royalty Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Verbiski, Christopher Lloyd	3		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000 000	1.3000	8 325 349*
Coordinates Capital Corporation	PI		O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	350 000	1.3700	3 111 200*
Intrinsyc Software International, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
REES, Tracy Adrian	5		O	2008-09-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.0700	200 000
<i>Options</i>									
REES, Tracy Adrian	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	300 000		350 000
ISEE3D Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Smith, Alan Gilbert	4								
A.G. Solutions Ltd.	PI		O	2008-11-28	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(50 000)	0.1000	3 006 913
			O	2008-11-28	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(100 000)	0.1000	2 906 913
Iseemedia Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Laciak, Steve	3		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.0500	5 613 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(71 000)	0.0400	5 542 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(65 000)	0.0500	5 477 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.0400	5 472 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(70 000)	0.0400	5 402 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(36 000)	0.0400	5 366 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.0400	5 356 900
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 000)	0.0400	5 332 900
Iteration Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Breen, Patrick	5	R	O	2008-10-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	105 000	2.5098	110 000
Rak, Myron	5		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2300	11 800
Ivanhoe Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blake, Oscar	7		O	2008-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 210	0.3600USD	142 217
			O	2008-12-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 290	0.3580USD	143 507
Daniel, Leon	4, 5								
LAMLS Investment LC LLC	PI		O	2008-12-09	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(100 000)	0.4200USD	66 667
Koshka, Ed	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.4500	112 367
Martin, David	4, 5		O	2008-12-09	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	0.4200USD	2 575 168

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Ivanhoe Mines Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Korbin, David	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.3200	30 000
Macken, John	4, 5		O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	3.1400	80 895
Ivernia Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hooper, Bruce	7		O	2008-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Ludik, Ben-Louis	7		O	2008-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Cullen, Paul	7		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1000	275 000
Hooper, Bruce	7		O	2008-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.1000	200 000
Ludik, Ben-Louis	7		O	2008-11-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	70 000	0.1000	70 000
Omland, Brent	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	70 000		70 000
Yeates, John Stafford	7		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1000	200 000
Jannock Properties Limited									
<i>Parts Class A Special Shares and Class B Common Shares</i>									
Smith, David Paul	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.0900	1 220 500
Java Capital, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anjum, Mansoor Ahmad	4, 5, 3		O	2008-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 500 000
Sharma, Sanjay	4		O	2008-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			600 000
<i>Options</i>									
Anjum, Mansoor Ahmad	4, 5, 3		O	2008-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500 000
JumpTV Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kronfeld, David	4		O	2008-10-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			99 200
		R	O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	950	0.2938USD	100 150*
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	750	0.2845USD	100 900*
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	750	0.3140USD	101 650*
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	0.2910USD	102 550*
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.2960USD	103 550*
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.3100USD	105 050*
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	0.2675USD	108 550*
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	0.2560USD	143 550*
Wang, Charles	4		O	2008-10-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-10-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			1 678 900

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
K-Bro Linen Income Fund									
<i>Parts</i>									
Graham, Ronald James	5		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	9.9100	6 353
Keyera Facilities Income Fund									
<i>Débetures convertibles 8.25 due December 31, 2013</i>									
<i>Bertram, James Vance</i>									
Alexandra Sarah Bertram	PI		O	2003-05-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	\$ 20.00	1000.0000	\$ 20.00
Daniel James Bertram	PI		O	2003-05-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	\$ 20.00	1000.0000	\$ 20.00
Nelson, Donald J.	4		O	2008-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Killam Properties Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
<i>Banks, Timothy</i>									
Carrie RRSP	PI		O	2002-05-27	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	4.2900	1 000
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	4.3850	5 000
Tim RRSP	PI		O	2002-05-27	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	4.2900	1 000
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	4.3750	5 000
La Banque de Nouvelle - Ecosse									
<i>Actions ordinaires</i>									
<i>Chrominska, Sylvia Dolores</i>									
	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	32.4900	39 067
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	34.8250	29 067
Groskorth, Donna May	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	20 000	15.8250	22 212
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	34.7866	2 212
<i>Options</i>									
Alexander, Deborah	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	70 080		304 736
Allen, Curtis Gordon	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 984		12 900
Armstrong, Philip James	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	11 804		44 120
Baroni, Paul Andrew	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	11 804		38 116
Cannon, Leslie Louise	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	12 392		158 456
Chrominska, Sylvia Dolores	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	77 456		708 436
			O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	5 000	32.4900	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	32.4900	703 436
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	10 000	34.8250	
			M	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	34.8250	693 436
Cranston, Kenneth John	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	13 572	33.8900	149 759
Donais, David Arthur	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 244		4 828
Douglas, Robert John	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	2 952	33.8900	3 744
Duncan, Karen	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 984		11 908
Durland, Michael	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	221 304		221 304
durocher, Marc	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	12 540		33 846
Eastman, Alice MacQueen	5		O	2008-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-02-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			38 520
			O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	10 328		48 848
Fraser, Andrew John	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 688		33 450*
Fryett, Terry Kenneth	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	13 280		29 072
Gray, Robert Andrew	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	14 752		36 632
Groskorth, Donna May	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	12 836		139 732
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	20 000		
			M	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)		119 732
Hannam, Wendy Guida	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	55 328		232 946
Healy, Thomas Alexander	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	12 540		31 958
Heffernan, Peter Francis James	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	12 540		98 844
Hibberd, Robin Sidney	5		O	2008-12-05	D	52 - Expiration d'options	6 461		
			M	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	6 461		
			M'	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	6 461		
			M''	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	6 461		
			M'''	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	6 461		31 577
Hodgson, Christopher	7, 5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	104 752		271 916
Jalasjaa, Tuula	5		O	2005-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 984		7 444
		R	O	2007-12-11	D	50 - Attribution d'options	1 980		3 460
		R	O	2006-12-13	D	50 - Attribution d'options	1 480		1 480
Jestin, Warren	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	15 492		91 664
King, Ronald	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	4 428		
			M	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	4 428		28 712
kitchell, suliaman mickey	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	11 064		55 747
Lambert, Charles	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	10 328		43 452
Lande, Earl	7		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	12 392		49 508
LeBlanc, LeBaron Paul	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	13 280		86 640
Lim, Michael	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 688		6 380
Marwah, Sarabjit	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	173 356		1 038 868
McKenzie, Kimberlee	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	59 016		165 962
mcneil, linda doris	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	4 280		75 412
McNevitts, Marilyn	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 984	33.8900	64 372
Minicucci, Pasquale	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	14 016		92 940
Morris, Robert Trevor	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 244		

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 244		46 744*
Morson, Stephen	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 908		40 494
Nicol, Thomas C	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	13 280		47 293
O'Bee, Michael William	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	10 328		27 548*
O'Donovan, Anne Marie	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	14 752		42 968
Orestes, Perry Melvin	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 984	33.8900	8 208
O'Sullivan, James Patrick	5		O	2003-03-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	7 376		7 376
Peers, Geoffrey Stephen Arthur	5		O	2008-07-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	2 212		2 212
Pitfield, Robert Hartland	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	129 096		628 384
POLLOCK, KEVIN SCOTT	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	4 280		8 724
Rowe, S. Jane	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	36 884	33.8900	102 776
Scali, John	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 392		4 976
Smart, Joan Christine	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	16 228		72 832
			R	2008-11-05	D	50 - Attribution d'options	16 228		56 604
Teron, Bruce Charles	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 688		5 668
Thanasse, Laura	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	12 392	33.8900	23 640
Theofilaktidis, Maria Angelo	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	11 064		23 580
Toda, Brian Hisashi	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	13 280		29 380
Ullrich, Clayton Donald	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	13 280		43 350
Vanneste, Luc Andre	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	95 900		384 291*
von Hahn, Anatol	5		O	2007-12-11	D	50 - Attribution d'options	29 928		
			M	2007-12-11	D	50 - Attribution d'options	28 928		28 928
			O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	61 964		90 892
Warman, Michael Kenneth	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	4 132		25 900
Waugh, Richard Earl	4, 5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	444 084		2 813 086
Wong, Puiwing	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	3 540	33.8900	12 840
Wright, Daniel Robert	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	14 752		45 916
<i>Options Stock Options with Tandem SARs</i>									
FERNANDES, JOE SAVIO	5		O	2007-12-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	2 212		2 212
La Banque Toronto-Dominion									
<i>Actions ordinaires CUSIP 891160 50 9</i>									
Climo, Donald Christopher Bryce	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	4 000	25.4250	7 400
Hanson, Joseph	7	R	O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	33.4900USD	2 000
KETCHAM, HENRY HOLMAN III	4		O	2008-12-10	D	51 - Exercice d'options	4 000	37.6000	5 000
LESSARD, Pierre H.	4		O	2001-12-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	4 000	37.6000	4 000
Levitt, Brian	4								
RRSP	PI		O	2008-12-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 100
Spouse RRSP Claire Gohier	PI		O	2008-12-03	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 900

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
MacNeill, Brian F.	4		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	4 000	37.6000	9 246
McConvey, Margo Marie	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	20 400	25.4250	78 017
Murphy, Stephen	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 001)	44.2500	200
Piercey, Gordon William	5		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	5 000	42.5000	5 248*
RAVN, ISLA MORAG	5		O	2008-12-02	D	51 - Exercice d'options	3 400	36.2000	11 338
Sinclair, Helen K	4		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	2 000	37.6000	6 307
Struthers, Ian Bruce	5		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	8 860	25.4250	37 597
			O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	8 860	25.4250	46 457
<i>Options</i>									
Climo, Donald Christopher Bryce	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	25.4250	28 064
KETCHAM, HENRY HOLMAN III	4		O	2008-12-10	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	37.6000	8 400
LESSARD, Pierre H.	4		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	37.6000	8 400
MacNeill, Brian F.	4		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	37.6000	8 400
McConvey, Margo Marie	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	(20 400)	25.4250	108 128
Piercey, Gordon William	5		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	25.4250	2 984*
RAVN, ISLA MORAG	5		O	2008-12-02	D	51 - Exercice d'options	(3 400)	36.2000	10 640
Sinclair, Helen K	4		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	37.6000	8 400
Struthers, Ian Bruce	5		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(14 600)	25.4250	
			M	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(5 740)	25.4250	58 692
La Societe Canadian Tire Limitee									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Butt, Glenn Gerard	5								
Sun Life Financial	PI		O	2008-12-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(525)	43.3760	20
Condon, Timothy John	5, 3								
Trustees of Deferred Profit Sharing Plan	PI		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.0000	1 030 320
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 030 420
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	41.4500	1 030 620
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 030 720
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	41.4500	1 030 920
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 031 020
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 031 120
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 220
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 320
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	42.0500	1 031 520
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 620
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 720
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 820
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 920
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 032 020
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 032 120
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	73	42.2000	1 032 193
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	42.2000	1 033 793
Pasternak, Stanley William	7, 5, 3		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.0000	1 030 320
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 030 420
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	41.4500	1 030 620
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 030 720

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	41.4500	1 030 920
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 031 020
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 031 120
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 220
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 320
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	42.0500	1 031 520
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 620
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 720
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 820
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 920
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 032 020
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 032 120
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	73	42.2000	1 032 193
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	42.2000	1 033 793
Peters, William Lee	3		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.0000	1 030 320
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 030 420
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	41.4500	1 030 620
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 030 720
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	41.4500	1 030 920
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 031 020
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	41.4500	1 031 120
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 220
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 320
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	42.0500	1 031 520
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 620
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 720
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 820
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 031 920
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 032 020
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	42.0500	1 032 120
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	73	42.2000	1 032 193
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	42.2000	1 033 793
La Societe de Gestioin AGF Limitee									
<i>Actions ordinaires Class B</i>									
Dean, Thomas	7								
Lianne Dean	PI		O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	8.1283	8 059
<i>Actions ordinaires Deferred Share Units</i>									
Derry, Douglas	4		O	2008-11-28	D	46 - Contrepartie de services	1 032	7.8700	2 079
Keyser, Walter Alan	4		O	2008-11-28	D	46 - Contrepartie de services	1 620	7.8700	3 264
Lang, Donald Gordon	4		O	2008-11-28	D	46 - Contrepartie de services	1 874	7.8700	4 236
Morneau, William	7		O	2008-11-28	D	46 - Contrepartie de services	1 874	7.8700	4 236
Schucht, John Frederick	4		O	2008-11-28	D	46 - Contrepartie de services	858	7.8700	1 728
<i>Options Stock Option Plan</i>									
ADAMS, MARK	5		O	2005-09-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	11 800	8.2400	11 800
Ambrosie, Randolph Glenn	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	140 000	8.2400	420 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Arnold, John Lonsdale	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	200 000	8.2400	495 000
Badun, Robert	7		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	140 000	8.2400	225 000
CAMMARERI, ROSE	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	63 000	8.2400	168 000
Causarano, Mario	7		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	140 000	8.2400	415 000
CHANG, C-J	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	8 200
Charbonneau, Jean	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	90 732
DINEEN, Niall, Daniel	5		O	2008-04-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	3 800
FORGET, Maurice	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	32 000	8.2400	52 000
Genua, Anthony	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	243 000
Goldring, Blake Charles	4, 5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	350 000	8.2400	662 500
Goldring, Judy	4, 5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	140 000	8.2400	395 000
Henderson, Gregory John	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	140 000	8.2400	330 000
Herscu, Larry	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	58 000	8.2400	170 000
Hubbes, Martin	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	140 000	8.2400	480 000
Hughes, Christine	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	205 600
Lai, Judy	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	6 300
Lepine, Jacques	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	11 300
Logue, Clyde Allen	5		O	2007-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	3 800
Lyon, Robert D.	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	73 000
Man, Edna Ngar Lai	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	11 800	8.2400	13 300
Ong, Eng Hock	4, 5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	103 000
Perez-Coutts, Patricia	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	103 000
Quinn, Jennifer	5		O	2008-07-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	11 800	8.2400	11 800
Sanz, Jacqueline	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	6 300
Scherer, Peter	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	64 300
Sones, Tristan	7		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	3 800	8.2400	36 300
Sterling, Ian Stuart	7		O	2004-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	61 000	8.2400	61 000
Tuck, Carolyn	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	67 249
Way, Stephen	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	53 000	8.2400	218 000
Laboratoires Paladin Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goodman, Jonathan	4, 5, 3		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	20 000	6.7500	180 101
Joddes Limited	PI	R	O	2008-11-11	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(180 994)		6 171 541
Lande, Robert Nathaniel	4		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	11.4700	5 000
Wise, Ted	4		O	2008-12-02	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 000)		13 000
<i>Options Stock Options</i>									
Goodman, Jonathan	4, 5, 3		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	6.7500	165 333
Lake Shore Gold Corp.									
<i>Options</i>									
Alfaro, Jorge Benavides	4		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	60 000	0.8000	110 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Lanesborough Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Lanesborough Real Estate Investment Trust	1		O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	2.0800	40 100
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)		32 800
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)		25 500
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	2.0400	27 100
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	2.1500	32 800
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	2.0500	40 100
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)		36 500
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(14 600)		32 800
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)		29 200
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	1.9500	36 500
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)		29 200
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)		21 900
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)		14 600
Thorsteinson, Arni Clayton 2668921 Manitoba Ltd.	4, 5, 8 PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.0000	1 940 000
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.0900	1 940 500
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.1300	1 941 000
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	2.0300	1 941 800
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.0400	1 942 800
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	2.0000	1 943 400
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.0100	1 944 400
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.0400	1 946 400
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.0100	1 948 400
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.0200	1 949 400
les aliments High Liner incorporee									
<i>Actions ordinaires</i>									
HLF Holdings Inc.	2		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	7.9000	1 048 118
Les Aliments Maple Leaf Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Attridge, Steven John	7		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	10.1500	0
TD Waterhouse Canada Inc.	PI		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	10.1500	0
Les Distilleries Corby Limitee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alexander, Andrew	5		O	2008-12-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	170	18.3110	4 846

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Constandis, Con	5		O	2008-12-03	D	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	248	18.3110	3 483
Holub, Paul	5		O	2008-12-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	134	18.3110	2 493
Kirke, Howard	5		O	2008-12-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	120	18.3110	8 002
Nicodemo, John	4		O	2008-12-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	176	18.3110	4 701
Valencia, Marc Andrew	5		O	2008-12-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	134	18.3110	2 749
Les Industries Avcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Scholz, Michael Curt	4, 5, 3		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.3500	6 341 696
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 500	0.3500	6 350 196
Lockerbie & Hole Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hole, James Douglas	4, 6		O	2007-08-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	4.8500	
J. D. Hole Investments Inc.	PI		M	2008-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	4.8500	3 160 500
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 500	4.8600	3 170 000
Lockerbie & Hole Inc.	1		O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	557 800	5.0000	557 800
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(557 800)		0
Logibec Groupe Informatique Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gestion de portefeuille Natcan Inc.	3		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	14.2000	924 100*
Logistec Corporation									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class B</i>									
159585 Canada Inc.	3		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	12.7500	1 258 600
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 300	12.8000	1 266 900
LOGISTEC CORPORATION	1		O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	12.7500	7 700
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(6 100)		0
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
LOGISTEC CORPORATION	1		O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
Lorus Therapeutics Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Babaei, Saeid	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 344	0.0650	34 550
Young, Aiping	4, 5		O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.0500	463 520
Magellan Aerospace Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dekker, John Bernhard	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	276	1.2700	8 834
Jackson, Peter	5		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 191)	0.6500	5 510
Manitoba Telecom Services Inc.									
<i>Droits Performance Share Units</i>									
Blouin, Pierre J.	4, 5		O	2008-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 241	39.0600	18 599

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Blouin, Pierre J.	4, 5		O	2008-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 241	39.0600	18 599
March Networks Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Graham, Eric	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.7100	15 000
Nicolle, Stephen	5		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.8950	20 000
Wilenius, Peter John	5		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.4000	10 348
<i>Options</i>									
Anderson, William Robert	5		O	2007-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2007-02-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 600
Martinrea International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jaekel, Federico	4, 5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.0000	500 000
Orlando, Nicola Giuseppe	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.0000	300 000
Pagliari, Armando	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	2.0000	70 000
Rea, Natale	4, 5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.0000	100 000
Van Beek, Terry	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	2.0000	30 000
Wildeboer, Robert Peter Edward	4, 5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	2.0000	280 300
Matrikon Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jespersen, Kent	4		O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.9100	79 576
Leonard, Sean Michael	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	1.9800	32 372
Moore, Robert	4		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.0300	124 899
			O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.8600	126 899
Rosenfeld, Eric Stuart	4, 3								
Crescendo Partners II, L.P., Series N	PI		O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.0000	3 211 035
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 600	1.9900	3 228 635
			O	2008-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	2.0000	3 232 635
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	64 400	1.9900	3 297 035
			O	2008-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 000	1.9100	3 330 035
Somji, Nizar Jaffer	4, 6, 5, 3								
Parviz Somji	PI		O	2003-01-07	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.9800	500
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 500	1.9800	15 000
<i>Options</i>									
Jespersen, Kent	4		O	2008-12-11	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		30 000
MCAN Mortgage Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacIntosh, David A.	4								
Scotia McLeod	PI		O	2008-12-04	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(20 250)	8.9300	0
Scotia McLeod - RRSP	PI		O	2008-12-04	I	90 - Changements relatifs à la propriété	20 250	8.9300	28 125
Stuebing, Robert A.	4								
Merrill Lynch HSBC - Eileen Stuebing	PI		O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	8.7200	50 049
MDC Partners Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires Class A Subordinate Voting Shares</i>									
Sabatino, Michael	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.6200USD	50 427
Medical Facilities Corporation									
<i>Income Participating Securities</i>									
Medical Facilities Corporation	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	6.2500	10 000
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		0
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	18 000	6.2922	18 000
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(18 000)		0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	6 800	6.3382	6 800
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(6 800)		0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	10 300	6.4450	10 300
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(10 300)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	18 000	6.4400	18 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(18 000)		0
Methanex Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Methanex Corporation	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	39 800	14.0130	39 800
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	40 200	13.6834	80 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	39 800	13.9281	119 800
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	40 200	13.4388	160 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	14.0218	200 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	14.8986	240 000
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	14.7030	280 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	14.4134	320 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	14.1970	360 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	15.0120	400 000
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	39 700	14.5870	439 700
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	40 300	14.1026	480 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	12.9776	520 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	11.4362	560 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	11.2988	600 000
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	11.9415	640 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	11.4235	680 000
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(680 000)		0
Metro inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne catégorie A</i>									
Dénomée, Paul	5		O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	34.0000	12 508
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	34.5000	11 508
Gobeil, Paul	5		O	2008-11-28	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 000)		210 700
LESSARD, Pierre H.	4, 5		O	2008-11-28	D	51 - Exercice d'options	87 600	21.2500	
			M	2008-11-26	D	51 - Exercice d'options	87 600	21.2500	413 600
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(87 600)	33.6200	
			M	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(87 600)	33.6200	326 000
			O	2008-11-26	D	51 - Exercice d'options	20 000	21.2500	346 000
			O	2008-11-27	D	51 - Exercice d'options	10 500	21.2500	336 500
			O	2008-11-28	D	51 - Exercice d'options	119 500	21.2500	445 500
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(119 500)	33.1400	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(119 500)	33.5100	326 000
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 500)	33.4700	326 000
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	33.9900	326 000
			O	2008-12-01	D	51 - Exercice d'options	75 600	21.2500	401 600
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 600)	34.4670	326 000
			O	2008-12-02	D	51 - Exercice d'options	24 700	21.2500	350 700
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 700)	34.5690	326 000
			O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	10 000	21.2500	336 000
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	33.7500	326 000
			O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	14 700	21.2500	340 700
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 700)	33.5250	326 000
<i>Options</i>									
LESSARD, Pierre H.	4, 5		O	2008-11-28	D	51 - Exercice d'options	(87 600)	21.2500	
			M	2008-11-26	D	51 - Exercice d'options	(87 600)	21.2500	1 325 000
			O	2008-11-26	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	21.2500	1 305 000
			O	2008-11-28	D	51 - Exercice d'options	(119 500)	21.2500	1 175 000
			O	2008-11-27	D	51 - Exercice d'options	(10 500)	21.2500	1 294 500
			O	2008-12-01	D	51 - Exercice d'options	(75 600)	21.2500	1 099 400
			O	2008-12-02	D	51 - Exercice d'options	(24 700)	21.2500	1 074 700
			O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	21.2500	1 064 700
			O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	(14 700)	21.2500	1 050 000
MGM Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hogg, John Richard	5	R	O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.1600	125 080
<i>Options</i>									
Bunio, Gary	5		O	2008-12-11	D	50 - Attribution d'options	450 000	0.1600	1 100 000
Dilts, Nancy Faye	5		O	2008-12-11	D	50 - Attribution d'options	450 000	0.1600	1 100 000
Hogg, John Richard	5		O	2008-12-11	D	50 - Attribution d'options	450 000	0.1600	1 100 000
Miller, Richard Nelson	5		O	2008-12-11	D	50 - Attribution d'options	450 000	0.1600	1 100 000
Sykes, Henry William	4, 5		O	2008-12-11	D	50 - Attribution d'options	750 000	0.1600	2 000 000
Migao Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Haber, Paul	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	3.3900	2 500
Millrock Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beischer, Gregory Allan	4		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0450USD	385 000
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0570USD	390 000
			R	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0610USD	380 000
			R	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0660USD	375 000
			R	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0700USD	370 000
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0460USD	395 000
Mineraux Sierra Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Farrant, Michael Hugh	4, 5		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.0800	173 500
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.1300	175 500
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0900	180 500
RRSP - Michael Farrant	PI		O	2008-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 000	0.0800	114 500

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Kemp, Julian	4		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	29 950	0.1500	45 950*
<i>Options</i>									
Kemp, Julian	4		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	(29 950)		345 050*
Mines Agnico-Eagle Limitee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Allan, Don	5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 000	29.0100USD	9 578
Baker, Leanne Marie	4		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	500	29.0100USD	4 000
Boyd, Sean	4, 5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	16 000	29.0100USD	191 520
Davis, Clifford John	4		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 600	29.0100USD	2 900
Garofalo, David	5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 518	29.0100USD	25 566
Christian Garofalo	PI		O	2003-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	80	29.0100USD	80
Francesca Garofalo	PI		O	2003-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	45	29.0100USD	45
Laura Garofalo	PI		O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	302	29.0100USD	445
Sophia Garofalo	PI		O	2003-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	55	29.0100USD	55
Gilbert, Patrice	5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	6 400	29.0100USD	7 415
Haga, Ingmar Erik Johan	5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 000	29.0100USD	3 437
Legault, Marc	5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	500	29.0100USD	4 024
Roberts, John Merfyn	4		O	2008-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 000	29.0100USD	1 000
Robitaille, Jean	5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 000	29.0100USD	3 851
Scherkus, Ebe	4, 6, 5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	29.0100USD	72 588
Smith, David	5		O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	6 400	29.0100USD	7 407
<i>Bons de souscription</i>									
Allan, Don	5		O	2003-04-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 500	2.4900USD	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 500	2.4900USD	
			M'	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 500	4.9800USD	1 500
Baker, Leanne Marie	4		O	2003-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250	4.9800USD	250
Boyd, Sean	4, 5		O	2003-04-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	8 000	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	8 000	4.9800USD	8 000
Davis, Clifford John	4		O	2008-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	800	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	800	4.9800USD	800
Garofalo, David	5		O	2003-01-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 259	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 259	4.9800USD	1 259
Christian Garofalo	PI		O	2003-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	40	2.4900USD	
			M	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	40	4.9800USD	40
Francesca Garofalo	PI		O	2003-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	23	2.4900USD	
			M	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	23	4.9800USD	23
Laura Garofalo	PI		O	2003-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	151	2.4900USD	
			M	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	151	4.9800USD	151
Sophia Garofalo	PI		O	2003-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	28	2.4900USD	
			M	2008-12-03	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	28	4.9800USD	28

Émetteur Titre Initié Porteur inscrit	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
						de prospectus			
Gilbert, Patrice	5		O	2006-09-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 200	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 200	4.9800USD	3 200
Haga, Ingmar Erik Johan	5		O	2006-07-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 000	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 000	4.9800USD	1 000
Legault, Marc	5		O	2006-07-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	250	4.9800USD	250
Roberts, John Merfyn	4		O	2008-06-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	500	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	500	4.9800USD	500
Robitaille, Jean	5		O	2006-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 500	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	1 500	4.9800USD	1 500
Scherkus, Ebe	4, 6, 5		O	2005-01-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 000	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 000	4.9800USD	5 000
Smith, David	5		O	2006-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 200	2.4900USD	
			M	2008-12-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	3 200	4.9800USD	3 200
Mines Aurizon Ltee									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gilbert, Michel	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	3.1100	22 800
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	3.4000	20 300
Walton, Ian Stirling	4, 5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	2.9200	218 950
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	3.0500	213 950
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	3.3500	173 950

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(38 900)	3.4800	135 050
MINES D'OR ET DE CUIVRE NEWBASKA LTÉE									
<i>Actions ordinaires</i>									
Veilleux, Charles A.	4, 5, 3		O	2008-11-21	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	225 000	0.1500	
			M	2008-11-20	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	225 000	0.1500	1 198 000
V.A.C. Exploration Inc.	PI		O	2008-11-21	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(225 000)	0.1500	
			M	2008-11-20	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(225 000)	0.1500	45 900
			O	2008-11-05	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	270 900	0.1500	
			M	2008-11-03	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	270 900	0.1500	270 900
Mines Richmont Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mines Richmont inc.	1		O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.9500	2 000
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	1.9500	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	9 500	1.5763	9 500
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(9 500)	1.5763	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	1.5500	2 500
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	1.5500	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	1.3800	4 500
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(4 500)	1.3800	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.3500	5 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	1.3500	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	9 500	1.3263	9 500
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(9 500)	1.3263	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	700	1.3500	700
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	1.3500	0
MINT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brasseur, Murray	4, 5								
RRSP	PI		O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 043	0.0500	2 700
MINT Income Fund	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	6.5800	5 799 619
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	6.5800	5 805 819
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	6.4900	5 811 619
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	6.4000	5 816 819
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 300	6.3000	5 828 419
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	6.4500	5 847 219
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	6.4500	5 850 719
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	6.3800	5 859 319
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	6.8000	5 804 219
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	6.6300	5 809 019
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	6.5800	5 815 019
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	6.5100	5 822 119
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	15 900	6.4300	5 844 319
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	6.5300	5 848 619
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	6.4900	5 854 319
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	6.4800	5 862 019
Mitec Telecom Inc.									
<i>Options Stock Option Plan</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
MonoGen, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porteur inscrit									
Dumais, Bruno	5		O	2008-12-02	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0700	605 000
Mandel, Jeffrey	4		O	2008-12-02	D	50 - Attribution d'options	225 000	0.0700	2 225 000
Mitchell, Robert Thomas	5		O	2008-12-02	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0700	462 700
Morguard Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caisse de dépôt et placement du Québec	3		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 500)	0.0200	20 156 045
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(275 000)	0.0200	19 881 045
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(76 000)	0.0200	19 805 045
Morguard Real Estate Investment Trust									
<i>Parts</i>									
Morguard Real Estate Investment Trust	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 505	17.0000	1 505
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 505)		0
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 010	16.5000	3 010
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 010)		0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	15.6173	3 000
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	15.5100	400
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		0
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	15.8300	3 000
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	15.5350	3 000
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
Munsters, Frank	5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	15.7900	30 831
NAL Oil & Gas Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Bury, Ben Leopold	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	7.3500	71 970
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	7.3000	72 470

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.1400	72 570
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	6.8200	72 770
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.4000	72 870
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.2500	72 970
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.2000	73 070
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.0500	73 170
Stewart, Barry D.	4		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	6.5940	20 000
Neo Material Technologies Inc.									
Actions ordinaires									
Neo Material Technologies Inc.	1		O	2008-11-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	1.5000	1 500
			O	2008-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 500	1.5200	23 000
			O	2008-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.5500	10 000
			O	2008-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	1.5900	16 000
			O	2008-11-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 700	1.5800	6 700
			O	2008-11-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 500	1.5900	18 200
			O	2008-11-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.6000	20 200
			O	2008-11-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 800	1.6700	38 000
			O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 100	1.7000	26 100
			O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.7500	51 100
			O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.7900	54 100
			O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	225 700	1.8000	279 800
			O	2008-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.7500	20 000
			O	2008-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.7300	30 000
			O	2008-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	1.7000	230 000
			O	2008-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.6500	255 000
			O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.6000	10 000
			O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	65 000	1.5500	75 000
			O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 700	1.5300	87 700
			O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	1.5000	89 100
			O	2008-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 900	1.5200	100 000
			O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 000	1.4900	16 000
			O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 200	1.4500	47 200
			O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	1.4700	50 000
			O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	1.4000	51 100
			O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 900	1.4200	100 000
			O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 700	1.4500	38 700
			O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.5000	58 700
			O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.4700	61 700
			O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	1.4400	64 200
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	1.4500	3 000
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	67 000	1.4000	70 000
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	1.3800	100 000
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	1.4000	900
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4100	5 900
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	1.4400	16 900

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.4600	10 000
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 600	1.4500	13 600
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 300	1.4800	34 900
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	1.5000	35 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		21 500
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(21 500)		0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		6 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)		0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(6 700)		31 300
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(11 500)		19 800
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		17 800
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(17 800)		0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(26 100)		253 700
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		228 700
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		225 700
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(225 700)		0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		235 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		225 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		25 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		90 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(65 000)		25 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(12 700)		12 300
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		10 900
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(10 900)		0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(16 000)		84 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(31 200)		52 800
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 800)		50 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)		48 900
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(48 900)		0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(38 700)		25 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		5 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		2 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)		0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		97 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(67 000)		30 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(30 000)		0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(900)		16 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		11 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(11 000)		0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		24 900
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)		21 300
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(21 300)		0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(35 000)		0
Neovasc Inc. (formerly Medical Ventures Corp.)									
Actions ordinaires									
Geyer, Paul	4, 5, 3		O	2008-07-01	D	36 - Conversion ou échange	(10 966 464)		0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Bons de souscription</i>									
Geyer Engineering Ltd	PI		O	2008-07-01	D	36 - Conversion ou échange	548 323		548 323
			O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	(4 706 555)		0
Geyer Family Trust	PI		O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	235 328		235 328
			O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	(4 654 175)		0
PNG Enterprise Foundation	PI		O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	232 709		232 709
			O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	(46 130)		0
RRSP account in benefit of Paul Geyer	PI		O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	2 307		2 307
			O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	(30 770)		0
			O	2008-07-01	I	36 - Conversion ou échange	1 539		1 539
<i>Bons de souscription</i>									
Geyer, Paul	4, 5, 3		O	2005-09-15	D	55 - Expiration de bons de souscription	(25 072)		41 500
			O	2006-03-12	D	55 - Expiration de bons de souscription	(41 500)		62 500
			O	2008-07-01	D	36 - Conversion ou échange	(2 500 000)		0
			O	2008-02-14	D	55 - Expiration de bons de souscription	(62 500)		2 500 000
<i>Options</i>									
Geyer, Paul	4, 5, 3		O	2008-07-01	D	36 - Conversion ou échange	(800 000)		0
			O	2008-07-01	D	36 - Conversion ou échange	20 000		20 000
New Flyer Industries Canada ULC									
<i>Income Deposit Securities</i>									
McLeod, Wayne	4		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	6.6000	4 500
New Flyer Industries Inc.									
<i>Income Deposit Securities</i>									
McLeod, Wayne	4		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	6.6000	4 500
Newalta Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Riddell, Clayton H.	4		O	2008-12-04	D	90 - Changements relatifs à la propriété	17 500	7.0100	88 523
409790 Alberta Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(50)		0
Dreamworks Investment Holdings Ltd.	PI		O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	147 500	6.5000	567 872
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	102 500	6.5000	700 372
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	6.5000	597 872
Paramount Oil & Gas Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(850 000)		0
Spouse	PI		O	2008-12-04	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(17 500)	7.0100	0
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	850 050		2 554 950
Stewart, Barry D.	4		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 600	6.4130	53 251
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 400	6.7010	66 651
Newfoundland Capital Corporation Limited									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Jones, Steven A	5		O	2007-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			319
S. Jones	PI		O	2008-12-10	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(555)		56
			O	2008-12-10	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	263	18.3700	319
			O	2008-12-10	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(319)		0
Newport Partners Income Fund									
<i>Débetures convertibles</i>									
Wallace, Peter	5								
Kimberly Wallace	PI		O	2005-08-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						SEDI			
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 20 000.00	37.0000	\$ 20 000.00
<i>Parts</i>									
Kent, Harry Martin	5		O	2008-11-19	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(20 161)		123 939
Martin Kent - NBCN	PI		O	2008-11-19	I	90 - Changements relatifs à la propriété	20 161		70 161
Lloyd, David	6								
David Lloyd ITF Caitlin	PI		O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 900	0.3990	11 500
David Lloyd ITF James	PI		O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 150	0.3990	10 750
MacDonald, Dean	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	101 500	0.2810	101 500
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	66 500	0.3979	168 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	132 000	0.4030	300 000
MacDonald Family Trust	PI		O	2008-12-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			390 000
Nexen Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nexen Inc.	1		O	2008-11-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	53 300	18.7459	
			M	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	53 300	18.7459	105 900
			O	2008-11-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50 600	19.7354	
			M	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 600	19.7354	156 500
			O	2008-11-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50 200	19.8969	
			M	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 200	19.8969	206 700
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	55 100	18.1165	261 800
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	53 200	18.7813	315 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	49 500	20.1798	364 500
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	54 800	18.2374	419 300
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	58 800	16.9858	478 100
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	59 200	16.8826	537 300
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	55 400	18.0360	592 700
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	52 600	18.9898	645 300
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	53 000	18.8497	698 300
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	53 700	18.5969	752 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	58 600	17.0149	810 600
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	63 400	15.7698	874 000
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	54 500	18.3302	928 500
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 200	19.9169	978 700
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	46 900	21.3072	1 025 600
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	40 800	24.4817	1 066 400
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	42 400	23.5793	1 108 800
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 066 400)		42 400
Schonberner, Marilyn Joy	7		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	5 400	5400.0000	13 226
<i>Options Stock</i>									
Power, Una Marie	7, 5		O	2008-12-08	D	59 - Exercice au comptant	(13 000)	10.8750	173 000
Schonberner, Marilyn Joy	7		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	(5 400)	10.8750	123 000

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
NIOGOLD MINING CORP.									
<i>Options</i>									
Lim, Toby	4		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.2000	100 000
Norbord Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dawson, J. Michael	5		O	2008-12-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			30 911
<i>Options</i>									
Dawson, J. Michael	5		O	2008-12-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			35 700
Noront Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Novak, Neil	5		O	2008-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	18 750	0.8000	168 750
Parisotto, Paul Anthony	4		O	2008-06-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	D	97 - Autre	100 000	0.8000	100 000
Waisberg, Lorie	4		O	2008-10-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.8000	50 000
North American Energy Partners Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blackley, David	5		O	2008-01-23	D	99 - Correction d'information	(75 000)		0
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000		5 000*
Ruston, Rodney John	4		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000		22 700*
<i>Options</i>									
Blackley, David	5		O	2008-01-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-01-23	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 000		75 000*
			O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	9 800	3.6900	84 800*
Dodd, Peter	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	12 500	3.6900	121 900*
Harris, Robert G.	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	10 100	3.6900	117 700*
Mather, Kevin Richmond	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	9 800	3.6900	117 200*
Robert, Bernard Thomas	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	8 000	3.6900	79 000*
Ruston, Rodney John	4		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	29 200	3.6900	601 100*
Safranovich, Miles William	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	11 600	3.6900	120 300*
Yellowega, Chris	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	9 200	3.6900	84 200*
Northern Superior Resources Inc.									
<i>Options</i>									
Morris, Thomas, Findlay	5		O	2008-12-03	D	52 - Expiration d'options	(150 000)	0.7200	775 000
NOVA Chemicals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Alayon, Albert	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Saving & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	6.8510USD	102
Bezaire, Christopher Paul	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	48	6.8530USD	4 137

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	6.8520USD	404
Bruce, Martin John	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee and Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	6.8530USD	3 096
Carthy, Thomas	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	6.8530USD	247
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2003-06-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	443	11.3780USD	443
Crittenden, John Alan	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	6.8530USD	4 376
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	631	8.4330USD	3 354
Dean, Ernest	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54	8.4590USD	251
Greene, William Gordon	7		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	212	6.8520USD	18 292
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	6.8530USD	4 591
Horner, Marilyn	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	72	6.8530USD	6 183
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	8.2310USD	2 628
Horner, Ronald Bruce	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	89	6.8530USD	7 682
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	6.8540USD	1 277
Hotz, John Michael	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	107	6.8530USD	9 191
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	529	8.3920USD	3 921
Jewison, Patrick Delbert	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	74	6.8530USD	6 403
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	527	8.3980USD	3 794
Karran, Todd Dawson	5		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	6.8530USD	409
Kelusky, Eric Charles	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 756	12.2130USD	7 791
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	690	8.4030USD	4 771

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Savings & Profit Sharing Restoration Plan.						d'actionnariat			
Lesky, Mark Joseph	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(71)	9.4680USD	3 388
			O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	766	9.5600USD	4 154
Lipton, Jeffrey Marc	4, 5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	142	6.8530USD	12 184
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 935	8.1330USD	60 585
MacDonald, Lawrence Allan	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	6.8530USD	6 363
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	59	6.8520USD	5 069
Magro, Charles Victor	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	168	8.4770USD	512
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian & of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	6.8530USD	1 900
Manning, John (Jack) Earl	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70	6.8530USD	6 071
Masterman, Peter Henly	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	567	8.4050USD	3 872
Mitchell, William Charles	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	110	6.6980USD	6 076
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	319	8.4070USD	2 125
Mustoe, Jack Stephen	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	6.8530USD	3 228
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	68	6.8520USD	5 938
Pappas, Christopher Daniel	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	104	6.8530USD	8 966
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	977	8.3170USD	10 990
Schuetzler, Angela Michelle	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	6.8520USD	1 157
Siegrist, John Thomas	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	232	8.7770USD	19 178
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	8.3330USD	2 967

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Snyder, Jr., Robert Stuart	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	97	6.8530USD	8 421
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394	8.4060USD	2 640
Thomson, Grant Charles	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	105	6.8530USD	9 063
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11	6.8520USD	953
Torres, Antonio	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	6.8510USD	424
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	6.8540USD	833
Vermani, Rakesh	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	6.8530USD	1 091
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	148	8.8520USD	1 185
Wilkinson, Gregory	5								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39	6.8530USD	3 360
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	6.8520USD	690
Wolstencroft, Pamela	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Emp Svgs & Profit Svngs Plan for Warren Wolstencroft - spouse	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	6.8540USD	762
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings & Profit Sharing Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32	6.8530USD	2 788
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of U.S. Employee Savings & Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	102	8.4550USD	427
Wong, Tim Ting Tin	7								
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Plan.	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	6.8530USD	2 348
Held by Charles Schwab Trust Co., Trustee & Custodian of Employee Savings and Profit Sharing Restoration Plan	PI		O	2008-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	6.8530USD	457
NovaGold Resources Inc.									
Actions ordinaires									
Van Nieuwenhuysse, Rick	4, 5								
Lynch Investments Ltd	PI		O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 000)	0.6200	1 002 575*
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.6250	1 001 575
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(98 500)	0.6300	903 075
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 500)	0.6400	892 575
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(106 000)	0.6500	786 575
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	0.6600	785 075
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.6620	784 075
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 500)	0.6700	755 575
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	0.6720	754 075

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(72 500)	0.6800	681 575
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	0.6820	679 575
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 500)	0.6900	654 075
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 000)	0.7100	636 075
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	0.7120	634 075
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	0.6560	633 575
Noveko International inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
lavallee, gaston	7		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.6000	128 300
Moghrabi, Moise	4		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.6800	525 000*
OFI Income Fund									
<i>Parts</i>									
Clarke Inc.	3		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 700)	2.7000	1 938 300*
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 200)	2.7000	1 931 100*
Oil Sands Sector Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Oil Sands Sector Fund	1		O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.3500	500
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	6.3500	0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.8900	500
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.8900	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.0000	500
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.0000	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.3000	500
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.3000	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.4000	500
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.4000	0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.2500	500
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.2500	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.2300	500
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.2300	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.5000	500
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	4.5000	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.5200	500
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	4.5200	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.6000	500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	4.6000	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.2500	500
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.2500	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.2760	500
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.2760	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.4000	500
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.4000	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.3600	500
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.3600	0
OilSands Canada Corporation									
<i>Parts</i>									
OilSands Canada	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	3.4100	2 900

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	3.2200	5 100
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	3.2200	4 500
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.1900	3 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	3.0500	2 500
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	3.2000	300
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(2 900)		0
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(5 100)		0
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)		0
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(4 500)		0
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		0
Oncolytics Biotech Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
COCHRANE, WILLIAM ARTHUR	4								
W.A. Cochrane & Associates Inc.	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	1.5000	12 500
OPEL International Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Colbourne, Denis	4		O	2007-01-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.1600	30 000
Open Range Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Costigan, Gerald	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	1.5000	548 955
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 900	1.5000	552 855
Open Text Corporation									
<i>Actions ordinaires OTEX Common</i>									
Jenkins, P. Thomas	4, 5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(32 000)	34.0359	1 361 840
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	34.0084	1 346 840
Jenkins Holdings Inc.	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 000)	34.0500	
			M	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	34.1000	12 000
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	34.0400	10 600
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 600)	34.0000	0
Opsens inc. (antérieurement Capital DCB inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jacob, Mario	4								
Maximus Capital inc.	PI		O	2008-12-02	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(12 000)		224 000
Lafamme, Louis	5		O	2008-12-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	12 000		12 000
Opta Minerals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beutel, Austin Cecil	4, 6								
Oakwest Corporation Limited	PI		O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	2.2500	3 126 600
Uguccioni, Paul August	5		O	2008-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 229	2.2400	1 777
Wilson, James Brandon	5		O	2008-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 314	2.2400	7 814
OSI Geospatial Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jane, Hayward	8		O	2008-01-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						SEDI			
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1000	1 000
Pan American Silver Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fleckenstein, William A.	4								
RTM Fund	PI		O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(101 300)	10.9960USD	0
Paramount Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Riddell Rose, Susan	4								
Spouse	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	4.7800	477 200
Riddell, Clayton H.	4, 3								
Paramount Oil & Gas Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 700 000)		0
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 700 000		1 700 000
Paramount Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Riddell Rose, Susan L.	4								
Spouse	PI		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	6.9732	275 000
Riddell, Clayton H.	4, 5, 3								
Paramount Oil & Gas Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 435 800)		0
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 435 800		1 686 600
Pason Systems Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Glasspoole, James Harold	5								
Dominique Gregoire	PI		O	2006-08-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	11.4500	1 000
Lindsay, James Gregory	7		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	8.6600USD	32 900
			O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	9.4000USD	30 900
Pason Systems Inc.	1		O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	53 200	12.1900	53 200
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	60 200	12.1400	113 400
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	64 000	11.8900	177 400
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	26 000	12.2500	203 400
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	43 800	12.1800	247 200
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	10 800	12.2400	258 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	12.0200	262 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	23 800	11.7500	285 800
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	24 800	10.8600	310 600
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	99 700	11.3200	410 300
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	40 600	11.4600	450 900
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.5200	451 200
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	11.8200	471 200
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(471 200)		0
<i>common share options</i>									
Brooks, Gilbert Allen	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	20 000	11.8000	60 000
Holodinsky, David	5		O	2008-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			75 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	50 000	11.8000	125 000
Mackechnie, Peter Struthers	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	20 000	11.8000	40 000
<i>Options</i>									
Aberle, Gerald George	7	R	O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	7 500	11.8000	49 750
Allsopp, Harold	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	20 000		
		R	M	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	20 000		40 000
Glasspoole, James Harold	5	R	O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	50 000	11.8000	161 400
Maassen, Lee Ann	7	R	O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	20 000	11.8000	55 000
Tomie, Lucia (Lucy) F.	5		O	2008-12-10	D	50 - Attribution d'options	12 400	11.8000	47 400
White, David Gregory	5	R	O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	20 000	11.8000	160 000
PEAK ENERGY SERVICES TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kernaghan, Edward James	3								
Edward J. Kernaghan	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 000	0.6500	3 847 500
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80 500	0.6400	3 928 000
Petro Andina Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Petro Andina Resources Inc.	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	4.1500	610 000
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.1400	615 000
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	13 300	4.3000	628 300
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.3500	630 300
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	4.2500	643 300
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	4.2900	644 000
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	4.4000	645 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	4.6600	649 800
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	4.6500	653 500
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	4.3500	661 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	4.6000	669 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.6100	671 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	4.3000	673 500
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	4.5000	676 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	4.5500	686 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.4000	691 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.5900	696 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	12 300	4.0900	708 300
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	4.1000	723 300
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	24 000	4.3000	747 300
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.3500	752 300
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.2500	757 300
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.2000	762 300
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.1900	767 300
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	4.1437	797 300
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	3.9181	800 400
<i>Options</i>									
Bartlett, Curtis Darrell	4		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.0800	42 000
Bechtold, John Frederick	4		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.0800	26 000
Engbloom, Robert John	4		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.0800	21 672

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Foo, Wayne Kim	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	50 000	4.0800	275 000
KASHA, MELESIA	7		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	27 500	4.0800	134 500
Larson, Barry	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	50 000	4.0800	451 000
Lynam, Brian Joseph	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	35 000	4.0800	95 000
McIntyre, Norman F.	4		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.0800	47 000
Miller, Ronald Douglas	4		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.0800	47 000
Peneycad, W. Alfred	4		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.0800	42 000
Pinsky, Kenneth George	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	100 000	4.0800	200 000
Ronchino, Jose Maria	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	35 000	4.0800	234 000
Taylor, David Robert	5		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	120 000	4.0800	290 000
Wright, Paul David	4		O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	20 000	4.0800	21 672
Petrobank Energy and Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hawkes, Peter Norman	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	28 750	8.1500	29 211
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 750)	21.5200	461
McCrank, Michael Neil	4		O	2008-11-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
Michael Neil McCrank - RRSP	PI		O	2008-11-25	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			200
<i>Options</i>									
Hawkes, Peter Norman	5		O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	(28 750)	8.1500	90 000
Ruttan, Corey Christopher	5		O	2008-12-11	D	50 - Attribution d'options	37 500	43.8900	334 375
Phoenix Technology Income Fund									
<i>trust units</i>									
Bailey, James Cameron	4		O	2008-11-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	11.9000	
		R	M	2008-11-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 000)	11.9000	3 634
		R	O	2008-11-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	11.8000	(5 366)
		R	O	2008-09-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	14.0121	14 634
PhotoChannel Networks Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Scarth, Ian Peter Campbell	4		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.2462	1 032 374
Pizza Pizza Royalty Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Finelli, Pasquale	5		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	5.9900	19 800
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	5.9000	22 000
Overs, Michael Arthur 1373153 Ontario Limited	4, 5 PI		O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	6.0000	462 413
Platinum Group Metals Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hallam, Frank	4, 5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	1.6500	573 314
Plazacorp Retail Properties Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brewer, Earl	4, 5, 3		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	2.5000	482 141
Zakuta, Michael Aaron	4, 5, 3								
Z-Corp Financial 2007 Ltd.	PI		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 700	2.5000	111 700
			O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	2.5000	119 200
Polaris Minerals Corporation									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Purkis, John Harold	4		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	1.6300	60 000
RRSP CIBC Wood Gundy	PI		O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.6300	125 000
Sutherland, Harry Percy	7		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2100	249 600
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.3800	253 600
WILSON, HERBERT GODFREY ANTHONY	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 900	1.4720	234 825*
<i>Options</i>									
Benner, Colin Keith	4		O	2008-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-10	D	50 - Attribution d'options	50 000		50 000
Precious Metals and Mining Trust									
<i>Parts</i>									
Precious Metals and Mining Trust	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.5600	2 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	3.5600	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	7 600	3.5128	7 600
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(7 600)	3.5128	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	12 000	3.2783	12 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)	3.2783	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	3.0500	4 400
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(4 400)	3.0500	0
PreMD Inc. (formerly IMI International Medical Innovations Inc.)									
<i>Options Post 1998 Options</i>									
Griffiths, Anthony Frear	4		O	2008-12-05	D	52 - Expiration d'options	(15 000)	4.0000	203 000
Wilgar, Stephen Allan	4		O	2008-12-08	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	4.0000	350 000
Premier Gold Mines Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Downie, Ewan Stewart	4		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	1.6000	2 019 924
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	1.4500	2 022 424
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.5600	2 023 424
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.4500	2 024 424
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	1.4500	2 038 424
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.5000	2 029 424
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	1.4000	2 031 524
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	1.4300	2 032 424
Premier Value Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Premier Value Income Fund	1		O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	7.0955	13 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(13 000)	7.0955	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	6.4113	3 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	6.4113	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	5.5400	8 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(8 000)	5.5400	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	5.5400	1 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	5.5400	0
Premium Brands Income Fund									
<i>Parts</i>									
PREMIUM BRANDS INCOME FUND	1		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	7.1000	5 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Prescient Neuropharma Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Keep, Gordon	4, 5								
GBK Investments Ltd.	PI		O	2007-07-06	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	960 000	0.0700	960 000
Primaris Retail Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Field, Kenneth	4		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	10.0000	6 000*
Primaris Retail Real Estate Investment Trust	1		O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	10.9000	30 000*
Primary Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pollock, Robert	4, 5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.2800	4 606 200
Primary Energy Recycling Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
GSO Capital Partners LP	3								
GSO Special Situations Fund LP, GSO Special Situations Overseas Master Fund Ltd., GSO Credit Opportunities Fund (Helios)	PI		O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 400)	2.5804	4 022 000
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	2.6500	4 020 400
Prime Rate Plus Corp.									
<i>Class A Shares</i>									
Finch, S. Wayne	4, 5		O	2005-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 400	4.6500	12 400
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	4.6500	14 200
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	4.8900	14 400
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	4.9000	15 000
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	5.0000	16 200
ProspEx Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hiebert, Brian Edward	4		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.7000	226 476
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	0.6900	301 476
PRO-VEST GROWTH & INCOME FUND									
<i>Parts de fiducie</i>									
Pro-Vest Growth & Income Fund	1		O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	7.9800	7 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	7.9800	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	7.2774	7 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)	7.2774	0
Public Storage Canadian Properties									
<i>Parts de société en commandite</i>									
Hughes, B. Wayne	3								
2484182 Nova Scotia Company	PI		O	2008-10-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	15.1000	
			M	2008-11-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 200	15.1000	1 377 072
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	15.7500	1 392 272
Quadra Mining Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Selby, Mark Thomas Henry	5		O	2008-11-26	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 000)	2.9800	0
RRSP	PI		O	2008-07-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						SEDI			
White, Eric	5		O	2008-11-26	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 000	2.9800	1 000
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	2.7400	0
Quest Capital Corp.									
<i>Options</i>									
Black, W. David	4		O	2008-11-20	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		100 000*
Quincaillerie Richelieu Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Quevillon, Geneviève	5		O	2008-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			212
<i>Options</i>									
Quevillon, Geneviève	5		O	2008-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	10 000		10 000
Quinsam Captial Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zanatta, Roy	4, 5, 3								
The Zanatta Family Trust	PI		O	2008-11-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	70 000	0.0150	1 048 000
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	140 000	0.0100	1 188 000
Ranaz Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bachmore, Joseph	7		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.1500	124 101
Fiducie Vanquish	3		O	2006-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 916 189
			O	2007-02-20	D	36 - Conversion ou échange	7 083 811		17 000 000
Vidal, Martin	4, 5, 3		O	2007-02-20	D	36 - Conversion ou échange	1 249 524		
			M	2007-02-20	D	36 - Conversion ou échange	1 239 524		3 000 000
			O	2007-12-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.5000	
REÉÉ	PI		M	2007-12-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.5000	12 300
REER	PI		O	2006-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1700	30 000
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.1700	42 000
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	53 000	0.2000	95 000
			O	2007-02-20	I	36 - Conversion ou échange	10 000		10 000
<i>Actions privilégiées convertibles non-votantes - convertibles en actions ordinaires</i>									
Fiducie Vanquish	3		O	2006-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 083 811
			O	2007-02-20	D	36 - Conversion ou échange	(7 083 811)		0
RDM Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Williams, Peter Haig	4		O	2008-12-07	D	99 - Correction d'information	10 000		193 800
Michaela Williams	PI		O	1997-10-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	1997-10-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Stephen Williams	PI		O	1997-10-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
						SEDI			
			M	1997-10-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	1997-10-08	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Redcliffe Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
MaclInnes, Kevin V.R.	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.2400	581 700
Redcliffe Exploration Inc.	1		O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	0.2600	50 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	0.3000	150 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	16 000	0.2500	166 000
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(166 000)		0
Upitis, Geoffrey	5		O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.2000	748 247
RRSP	PI		O	2008-12-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.2000	52 000
<i>Actions ordinaires Class B</i>									
MaclInnes, Kevin V.R.	5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.1000	5 900
Regal Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Rule Family Trust	3		O	2008-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			15 543 276
<i>Bons de souscription</i>									
The Rule Family Trust	3		O	2008-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 316 409
Reitmans (Canada) Limitée									
<i>Actions sans droit de vote</i>									
Fiederer, Henry	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.0100	17 000
Reitman, Jeremy H.	4, 6, 5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.4635	230 800
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	9.4563	245 800
Reitmans (Canada) Limited	1		O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	19 600	8.9339	19 600
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	(19 600)		0
Research In Motion Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Balsillie, James	4, 7, 5								
1258700 Ontario Limited	PI		O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.2100	31 918 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	52.2200	31 917 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	52.2900	31 916 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	52.4200	31 916 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	52.4300	31 916 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	52.5000	31 915 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	52.6000	31 914 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	52.6400	31 914 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.7700	31 913 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	52.7900	31 913 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.0000	31 913 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.0100	31 913 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.0600	31 912 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.0700	31 912 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.1000	31 911 936

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	53.1400	31 910 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.1700	31 910 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.1900	31 909 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.2000	31 909 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.2200	31 909 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	53.2300	31 908 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.2500	31 907 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.2600	31 907 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.2700	31 906 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.2800	31 906 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.2900	31 906 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	53.3000	31 904 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.3100	31 904 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.3200	31 903 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	53.3300	31 902 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	53.3400	31 901 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	53.3500	31 899 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	53.3600	31 899 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.3700	31 898 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	53.3800	31 897 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	53.3900	31 896 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	53.4000	31 895 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.4200	31 895 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.4400	31 895 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	53.4500	31 894 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	53.4600	31 893 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	53.4700	31 892 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	53.4900	31 891 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.5000	31 891 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.5100	31 891 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	53.5200	31 890 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	53.5300	31 888 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.5400	31 888 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.5500	31 888 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	53.5600	31 887 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	53.5700	31 886 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.5800	31 885 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.5900	31 885 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.6000	31 885 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	53.6100	31 884 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	53.6200	31 883 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.6300	31 883 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.6400	31 882 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.6500	31 882 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	53.6600	31 882 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	53.6700	31 881 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	53.6800	31 880 736

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	53.6900	31 880 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.7300	31 879 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	53.7400	31 879 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.8200	31 879 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.8300	31 878 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	53.8400	31 878 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	53.8500	31 878 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.8600	31 877 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	53.9400	31 877 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	53.9600	31 876 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	53.9800	31 876 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	53.9900	31 876 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.0000	31 875 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.0200	31 875 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.0300	31 875 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	54.0400	31 874 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	54.0500	31 874 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	54.0700	31 872 836
			O	2006-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	54.0900	
			M	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	54.0900	31 871 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.1000	31 871 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	54.1100	31 870 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.1200	31 869 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.1300	31 869 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	54.1400	31 868 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.1500	31 868 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.1600	31 867 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.1700	31 867 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.1800	31 867 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.1900	31 866 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.2000	31 866 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.2100	31 866 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.2200	31 865 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.2300	31 865 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.2400	31 865 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.2500	31 864 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.2600	31 864 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.2800	31 863 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.2900	31 863 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.3000	31 862 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.3100	31 861 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.3200	31 861 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.3300	31 861 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.3400	31 860 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	54.3500	31 859 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.3600	31 858 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.3700	31 857 936

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.3800	31 857 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.3900	31 856 436
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.4000	31 856 036
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.4100	31 855 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	54.4200	31 855 736
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.4300	31 855 136
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.4400	31 854 936
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.4500	31 854 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.4600	31 853 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.4700	31 853 336
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.4800	31 852 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	54.4900	31 851 636
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	54.5000	31 850 536
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.5100	31 849 836
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.5200	31 849 236
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(930)	54.5300	31 848 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.5400	31 847 806
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.5500	31 847 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.5600	31 846 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	54.5700	31 844 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	54.5800	31 844 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.5900	31 843 206
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.6000	31 842 506
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	54.6100	31 841 606
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.6300	31 841 206
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.6400	31 841 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.6500	31 840 806
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.6600	31 840 606
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.6700	31 840 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.6800	31 839 506
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.6900	31 839 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	54.7000	31 838 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.7100	31 838 706
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.7200	31 838 406
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.7400	31 838 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.7500	31 837 706
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	54.7600	31 837 606
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	54.7700	31 836 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.7800	31 836 606
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.7900	31 836 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.8200	31 835 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.8300	31 835 506
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.8400	31 835 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.8500	31 835 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	54.8600	31 835 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.8700	31 834 706
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.8900	31 834 306

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	54.9000	31 833 806
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	54.9100	31 833 406
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	54.9200	31 832 806
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	54.9300	31 832 606
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	54.9500	31 831 806
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	54.9900	31 831 706
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	55.0000	31 831 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.0100	31 831 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.0400	31 830 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	55.0500	31 830 606
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0700	31 830 506
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	55.0800	31 829 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.0900	31 829 806
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	55.1000	31 829 406
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.1100	31 829 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.1200	31 829 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.1500	31 828 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	55.1900	31 828 606
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	55.2300	31 828 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	55.2400	31 828 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.2700	31 827 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.2800	31 827 706
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.2900	31 827 506
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.3000	31 827 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.3600	31 827 206
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	55.3900	31 826 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	55.4600	31 826 506
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.4700	31 826 306
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.5400	31 826 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.5700	31 826 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.5900	31 825 806
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	55.6000	31 825 406
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.6100	31 825 206
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.6300	31 825 106
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.6600	31 825 006
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.6700	31 824 906
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	55.7000	31 824 706
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	55.8800	31 824 606
Resolve Business Outsourcing Income Fund									
<i>Phantom Units (Trust Units)</i>									
McDonald, Gerry	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 000
Ressources Appalaches inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Proulx, André	5								
Gestion LesTrois	PI		O	2008-12-11	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0900	1 488 500
Ressources Beaufield Inc.									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
<i>Actions ordinaires</i>									
Eskelund-Hansen, Jens	4, 5		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	53 000	0.0400	
			M	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	53 000	0.0400	4 110 000
Lupien, William A.	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0400	1 255 000
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0400	1 257 000
Ressources Cadiscor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bouchard, Michel	4, 5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.1600	187 500
			O	2008-12-11	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1700	192 500
REER	PI		O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1600	96 500
IAMGOLD Corporation	3		O	2008-10-31	D	45 - Contrepartie d'un bien	4 285 715		
IAMGOLD-Quebec Management Inc.	PI	R	M	2008-10-31	C	45 - Contrepartie d'un bien	4 285 715		5 185 715
		R	O	2008-10-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			900 000
<i>Bons de souscription</i>									
IAMGOLD Corporation	3		O	2008-10-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
IAMGOLD-Quebec Management Inc.	PI		M	2008-10-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
<i>Débetures 3,5M\$ int. 5 /an, 3 ans, convertible en actions de Cadiscor.</i>									
IAMGOLD Corporation	3		O	2008-10-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
IAMGOLD-Quebec Management Inc.	PI		M	2008-10-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 7 446 809.00
Ressources Caldera Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Billings, Mark Anthony	4		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Ierfino, Edward	5		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			594 000
Mavridis, John	4		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 180 000
Woods, Lorne Allan	4		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			405 000
<i>Options</i>									
Arsenault, Jacques	5		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500 000
Billings, Mark Anthony	4		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Ierfino, Edward	5		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500 000
Mavridis, John	4		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Mavridis, Vasilios	4, 5		O	2008-10-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	3 000 000		3 000 000
Orr, Murray Ross	4		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	500 000		795 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Ressources Murgor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Reindler, Christopher	4		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	500 000		2 728 000
Roebuck, Stephen	4		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Woods, Lorne Allan	4		O	2008-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000 000
Ressources Pershimco inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gauthier, Isabelle	5		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	0.0600	11 000
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0650	31 000
Ressources Robex Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bureau, Roger	4, 5, 3		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.0550	1 231 585
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0600	1 235 585
Ressources Sirius Inc.									
<i>Bons de souscription</i>									
Girard, Marie-José	4, 5		O	2008-12-04	D	55 - Expiration de bons de souscription	(34 000)		52 500
			O	2008-12-10	D	55 - Expiration de bons de souscription	(52 500)		0
Ressources Threegold Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tanguay, Richard	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1000	276 690
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	0.0950	289 690
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.0900	304 690
Ressources Tiomin Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Jaguar Financial Corporation	3		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	0.0250	47 107 000
<i>Options employee stock option</i>									
Borst, Robbert Hans	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.0250	4 290 000
Ogryzlo, Charles Thomas	4		O	2008-11-29	D	52 - Expiration d'options	(40 000)	0.3100	2 796 500
Potvin, Jean-Charles	4, 5		O	2008-12-03	D	50 - Attribution d'options	800 000	0.0250	8 020 000
Retrocom Mid-Market Real Estate Investment Trust									
<i>Débtentes convertibles</i>									
Arden, Alexandra Louise	5		O	2007-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 4 000.00		\$ 4 000.00
<i>Parts</i>									
Fiume, David	5		O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	1.4500	
			M	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.4500	46 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 200	1.4500	53 200
Spraggs, Ernest Martin	4		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.4500	3 000
Richards Packaging Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Glynn, Gerard Walter	4, 7, 3								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Gerry/Janet Joint RRSP	PI		O	2008-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 000)	5.7500	14 650
	PI		O	2008-12-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	6 000	5.7500	278 331
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Waks, Frederic Allen	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 400	13.2200	220 956
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	13.9800	205 556
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	13.3300	215 556
Rocky Mountain Dealerships Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Campbell, Matthew Christopher 840545 Alberta Ltd.	4, 5, 3 PI	R	O	2008-11-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	4.2200	2 122 074
Rogers Communications Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Wansbrough, John Christopher Counsel	4		O	2008-12-05	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 000)		21 930
<i>Deferred Share Units</i>									
Marcoux, Isabelle	4		O	2008-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 341
<i>Options</i>									
Sharland, Jill	7		O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)		20 210
<i>Stock Appreciation Rights</i>									
Sharland, Jill	7		O	2008-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 000)	20.2185	20 210
Rogers Sugar Income Fund									
<i>Débetures convertibles 5.9 third series (RSI.DB.B)</i>									
Belkin Enterprises Ltd.	3								
Belcorp Industries Inc.	PI		O	2003-04-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 52 000.00	0.8396	\$ 52 000.00
<i>Débetures convertibles 6.0 series (RSI.DB.A)</i>									
Belkin Enterprises Ltd.	3								
Belcorp Industries Inc.	PI		O	2003-04-02	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 75 000.00	0.8306	\$ 75 000.00
Royal Host Real Estate Investment Trust									
<i>Débetures convertibles Series B 6.00</i>									
Armoyan, George	4								
Sime Armoyan	PI		O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 15 000.00	53.0100	\$ 140 000.00*
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 10 000.00	53.0100	\$ 150 000.00*
			O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 5 000.00	54.0000	\$ 155 000.00*
			O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 121 000.00	55.0000	\$ 276 000.00*
			O	2008-12-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 639 000.00	53.0000	\$ 915 000.00*
			O	2008-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 12 000.00	52.0500	\$ 927 000.00*
<i>Débetures convertibles Series D 5.90</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Armoyan, Vrege	4		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 50 000.00	52.0000	\$ 149 000.00*
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 45 000.00	50.0000	\$ 194 000.00*
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 33 000.00	52.0000	\$ 227 000.00*
<i>Parts de fiducie</i>									
Armoyan, Vrege	4		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	3.2400	395 999*
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.2400	396 999*
RuggedCom Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Porciello, Giuseppe Pino	5		O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	469	1.4800	8 511
			O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	1 875	1.4800	10 386
<i>Options</i>									
Porciello, Giuseppe Pino	5		O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	(469)	1.4800	17 876
			O	2008-12-03	D	51 - Exercice d'options	(1 875)	1.4800	16 001
Santoy Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Netolitzky, Ronald Kort	4, 5		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.5500	4 843 263
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	88 000	0.5500	4 931 263
<i>Options</i>									
Allan, Karen Anne	5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1500	400 000
Barry, Patrick J	4		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1500	450 000*
James, Eric William	4	R	O	2008-11-21	D	50 - Attribution d'options	125 000		825 000
Matthews, Robert V.	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	125 000		725 000
Netolitzky, Ronald Kort	4, 5		O	2008-12-04	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1500	1 125 000
Score Media Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
Levy, John S.	4, 7, 6, 5, 3								
The John Levy Children's Trust, 2000	PI		O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 500	0.3000	55 500
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	41 500	0.3000	97 000
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 500	0.2950	125 500
Moen, Don	7		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.3000	52 750
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.3000	60 250
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	0.3000	66 750
Scott's Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Scott's Real Estate Investment Trust	1	R	O	2008-10-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.3400	7 800
			O	2008-10-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)		5 600
		R	O	2008-10-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.2000	7 900
			O	2008-10-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		6 900
		R	O	2008-10-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.2700	9 200
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.3000	11 500
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.2000	13 800
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.3000	16 100
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.4000	18 400
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	88 800	4.2500	107 200

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.2500	109 500
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.2500	111 800
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(16 100)		95 700
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.4500	98 000
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.4000	100 300
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	4.2500	104 900
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	3.8000	109 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	3.8300	114 100
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	3.8600	118 500
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	3.8000	123 100
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(100 300)		22 800
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	3.6500	24 200
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	3.8100	28 800
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(18 200)		10 600
Sears Canada Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sears Holdings Corporation	3								
SHLD Acquisition Corp.	PI		O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	16.5510	20 259 973
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 300	16.9500	20 270 273
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 500	16.7500	20 286 773
			O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 400	16.5040	20 295 173
Sentry Select China Fund									
<i>Parts</i>									
Sentry Select China Fund	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.7400	3 000
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.7400	0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.9800	3 000
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.9800	0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.9057	3 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.9057	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.9300	3 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.9300	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.7907	3 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.7907	0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.4100	3 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.4100	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.4000	3 000
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.4000	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.5660	3 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.5660	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.5800	3 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.5800	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.6400	3 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.6400	0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.7300	3 000
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.7300	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	800	5.3200	800
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	5.3200	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.0000	3 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.0000	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.0000	3 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.0000	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.2400	3 000
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.2400	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.2300	3 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.2300	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.2500	3 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.2500	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.0907	3 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.0907	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	5.3500	3 000
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	5.3500	0
Sentry Select Commodities Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Sentry Select Commodities Income Trust	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	6.7900	4 800
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(4 800)	6.7900	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	6.9400	6 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	6.9400	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	5.9800	6 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	5.9800	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	5.0592	5 100
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(5 100)	5.0592	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	900	5.0100	900
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	5.0100	0
Sentry Select Diversified Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Driscoll, John Fenbar	4, 7, 5								
Merrilyn Driscoll	PI		O	2008-12-09	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	876	2.6100	57 906
Sentry Select Diversified Income Trust	1		O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	265 000	1.9856	265 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(265 000)	1.9856	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	105 200	2.0422	105 200
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(105 200)	2.0422	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	107 200	2.1588	107 200
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(107 200)	2.1588	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	37 200	2.1115	37 200
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(37 200)	2.1115	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	91 400	2.3558	91 400
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(91 400)	2.3558	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	179 400	2.5753	179 400
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(179 400)	2.5753	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	135 700	1.9421	135 700
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(135 700)	1.9421	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	32 700	2.0565	32 700
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(32 700)	2.0565	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	30 700	2.1371	30 700
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(30 700)	2.1371	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	43 600	2.1982	43 600
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(43 600)	2.1982	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	38 800	2.3510	38 800
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(38 800)	2.3510	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	50 600	2.5447	50 600
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(50 600)	2.5447	0
Sentry Select Focused Growth & Income Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Sentry Select Focused Growth & Income Trust	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	5.7500	6 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	5.7500	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	5.9158	6 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	5.9158	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	5.3800	6 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	5.3800	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	4.4100	4 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	4.4100	0
Sentry Select Global Real Estate Fund									
<i>Listed Units</i>									
Sentry Select Global Real Estate Fund	1		O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	400	3.9900	400
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	3.9900	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	5.2235	2 300
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	5.2235	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	5.3485	1 300
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	5.3485	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	300	4.9633	300
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	4.9633	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	4.1650	1 400
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	4.1650	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	500	4.3650	500
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	4.3650	0
Sentry Select MBS Adjustable Rate Income Fund II									
<i>Parts</i>									
Sentry Select MBS Adjustable Rate Income Fund II	1		O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.1500	5 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.1500	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.0000	5 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.0000	0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.0500	5 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.0500	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	4.0100	5 000
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	4.0100	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.9100	3 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	3.9100	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	3.9000	5 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	3.9000	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	10 100	4.0680	10 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(10 100)	4.0680	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	4.1275	3 600
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)	4.1275	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	4.0845	8 200
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(8 200)	4.0845	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	8 700	3.8547	8 700
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(8 700)	3.8547	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	3.9206	4 800
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(4 800)	3.9206	0
Sentry Select Primary Metals Corp.									
<i>Class A Shares</i>									
Sentry Select Primary Metals Corp.	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	2.1000	3 400
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(3 400)	2.1000	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	7 400	2.1662	7 400
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(7 400)	2.1662	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	6 300	2.0821	6 300
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(6 300)	2.0821	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	2.0000	5 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	2.0000	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.8800	5 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	1.8800	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.9478	5 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	1.9478	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.9500	5 000
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	1.9500	0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	1.9800	400
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	1.9800	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	1.9400	4 500
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(4 500)	1.9400	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	18 000	1.7467	18 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(18 000)	1.7467	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	1.7000	500
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	1.7000	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	2.1400	3 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	2.1400	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	2.1000	5 000
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	2.1000	0
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	1.9376	2 100
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	1.9376	0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	2.0650	200
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	2.0650	0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	2.2029	2 400
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)	2.2029	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	2.2469	2 900
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 900)	2.2469	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	2.2607	2 900
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(2 900)	2.2607	0

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	2.3292	1 200
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	2.3292	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	2.1106	3 300
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(3 300)	2.1106	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	2.0664	1 400
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	2.0664	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	1.9223	3 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	1.9223	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	1.9638	1 600
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)	1.9638	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	2.0500	2 400
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(2 400)	2.0500	0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	600	2.0567	600
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	2.0567	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	2.0036	4 200
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(4 200)	2.0036	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	1.8006	2 100
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	1.8006	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	1.8900	1 100
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	1.8900	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	500	2.0600	500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	2.0600	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	2.0421	1 400
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	2.0421	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.0570	1 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	2.0570	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	2.1592	1 200
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	2.1592	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	700	2.1643	700
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	2.1643	0
Sentry Select Total Strategy Fund									
<i>Parts</i>									
De Luca, Paolo	5		O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	2.9800	15 000
RRSP	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	3.0200	4 300
SHAW COMMUNICATIONS INC.									
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>									
Avis, Deb	5		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	10 000	14.8500	16 696
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	22.0000	6 696
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(64)	22.0100	6 632
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	64	14.8500	6 696
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	16 600	14.8500	23 296
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 600)	22.0000	6 696
McEwen, Doug	5		O	2006-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	10 836	14.8500	
			M	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	13 336	14.8500	13 336
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 836)	22.8000	

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 336)	22.8100	0
			O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	26 664	17.0400	26 664
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 664)	22.2800	0
Shaw, Jim	4, 5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	100 000	14.8500	100 472
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	22.5100	472
Stein, Ken C.	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	20 000	14.8500	99 152
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	21.6000	79 152
<i>Options</i>									
Avis, Deb	5		O	2008-12-04	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	14.8500	175 000
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(64)	14.8500	174 936
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(16 600)	14.8500	158 336
McEwen, Doug	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(10 836)	14.8500	
			M	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(13 336)	14.8500	108 664
			O	2008-12-09	D	51 - Exercice d'options	(26 664)	17.0400	82 000
Shaw, Jim	4, 5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	14.8500	1 400 000
Stein, Ken C.	5		O	2007-09-01	D	50 - Attribution d'options	200 000	24.5200	400 000
			O	2008-07-01	D	50 - Attribution d'options	30 000	20.8200	430 000
			O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	14.8500	410 000
Sigma Industries Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Côté, Bertrand	5								
Linda Corriveau	PI		O	2008-12-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0150	60 000
Sino-Forest Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chan, Tak Yuen	4, 5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	7.2300	910 000
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	7.2100	910 400
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 600	7.2520	920 000
Sirit Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bielas, Wolf	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.0700USD	13 690 667
James, Alan	5								
RRSP	PI		O	2008-12-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.8000	115 000
Société aurifère C2C inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Provencher, Richard	5		O	2008-12-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.0500	660 000
St-Louis, Paul	4	R	O	2008-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			770 569
<i>Bons de souscription</i>									
Provencher, Richard	5		O	2008-12-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000		500 000
St-Louis, Paul	4		O	2008-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			600 000
<i>Options</i>									
Gagnon, Yves	4		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	250 000		950 000
Lessard, Louis	4		O	2008-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	250 000		250 000
Provencher, Richard	5		O	2008-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	250 000		
			M	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	250 000		525 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Société en commandite Gaz Métro									
<i>Parts</i>									
Brochu, Sophie	4		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		100 000
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 000		200 000
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.0500	700 000
St-Hilaire, Jean	4		O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	500 000		
			M	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	500 000		700 000
St-Louis, Paul	4		O	2008-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			600 000
Société en commandite Gaz Métro									
<i>Parts</i>									
Brochu, Sophie	5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 200	13.4800	15 260
Cabana, Patrick	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	13.4900	2 700
Despars, Pierre	5								
BMO Nesbitt Burns	PI		O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	13.2500	5 500
Desjardins (Dismat-Ree)	PI		O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	225	13.2500	
			M	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	225	13.2500	2 242
Valeurs mobilières Investors	PI		O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	13.2500	4 600
Génier, Luc	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	13.4000	2 425
Lemieux, Marc	5		O	2007-02-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	13.3100	1 500
Leroux, Louise	5		O	2008-02-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	13.5400	100
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	13.5500	300
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	13.5600	700
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	13.5800	1 000
Régnier, Serge	6		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	13.2800	3 073
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	13.2900	3 973
Société financière IGM Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
IGM Financial Inc.	1		O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	35.0267	20 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	35.8000	20 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	34.7710	20 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	33.9238	20 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	32.9484	5 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	29.0000	30 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(30 000)		0
<i>Equity-Swap - IGM1</i>									
IGM Financial Inc.	1		O	2004-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-08-05	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	36.4400	1
<i>Equity-Swap - IGM2</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
IGM Financial Inc.	1		O	2004-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-08-05	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	36.4400	1
SofameTechnologies Inc.									
<i>Options</i>									
Gocek, John	5		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	324 065		924 065
Groome, Richard	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	324 065		574 065
Ratnani, Kebir	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	121 352		671 352
Robertson, Douglas Christian	4		O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	202 713		452 713
Samaha, Fahim	4		O	2008-08-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	406 805		406 805
Shehabi, Rami	4		O	2008-11-28	D	52 - Expiration d'options	(750 000)		1 000 000
Specialty Foods Group Income Fund									
<i>Débiteures Exchangeable Subordinated (Specialty Foods Group, Inc.)</i>									
Abramson, Randall	3								
Trapeze Capital Corp.	PI		O	2008-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(\$ 84 000.00)	77.0000USD	\$ 3 647 000.00
			O	2008-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 84 000.00	77.0000USD	\$ 3 731 000.00
SPUR VENTURES INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Rule Family Trust	3		O	2008-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 206 500
<i>Options</i>									
Black, W. David	4		O	2008-06-26	D	52 - Expiration d'options	(100 000)		75 000*
STaRS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
STaRS Income Fund	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	10.0100	5 109 259
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	10.0000	5 109 559
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	500	9.8000	5 110 059
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.7500	5 112 759
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.8000	5 113 459
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	900	9.8000	5 114 359
Stellar Pacific Ventures Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lemay, Michel	4, 5								
Services Miniers Lemco inc	PI		O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 000	0.0150	445 000
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.0150	585 000
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0200	545 000
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.0200	685 000
Sterling Shoes Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Mahler, Richard	7		O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	1.0800	43 000
Oshry, Solomon	7								
Felicia Oshry	PI		O	2008-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.9000	12 050*
Romain, Colin	7		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.9000	55 814*

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
STRATA Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brasseur, Murray	4, 5								
MFL Management Limited	PI		O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	1.9900	700
			O	2008-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	2.2000	1 000
Strata Income Fund	1		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	2.0000	7 740 256
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	2.1100	7 742 756
<i>Preferred Securities</i>									
Brasseur, Murray	4, 5								
Middlefield Financial Services Limited	PI		O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 40 000.00	8.7000	\$ 2 600 000.00
			O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 50 000.00	8.7000	\$ 2 650 000.00
			O	2008-12-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 30 000.00	8.7000	\$ 2 680 000.00
			O	2008-12-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 20 000.00	8.6300	\$ 2 700 000.00
Strategic Energy Fund (formerly NCE Strategic Energy Fund)									
<i>Parts de fiducie</i>									
Strategic Energy Fund	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	6.1000	5 000
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)	6.1000	0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	18 800	6.2030	18 800
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(18 800)	6.2030	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	6.3000	1 500
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	6.3000	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	6.4207	1 500
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	6.4207	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	6.3700	10 000
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)	6.3700	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	7 300	6.2568	7 300
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(7 300)	6.2568	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	18 900	5.8946	18 900
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(18 900)	5.8946	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	6.0387	3 100
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 100)	6.0387	0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	5.9191	1 100
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	5.9191	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	23 600	5.8531	23 600
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(23 600)	5.8531	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	36 900	5.6610	36 900
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(36 900)	5.6610	0
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	5.2727	5 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(5 500)	5.2727	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	14 900	5.1943	14 900
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(14 900)	5.1943	0
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	20 200	5.7649	20 200
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	(20 200)	5.7649	0
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	5.7651	21 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	(21 000)	5.7651	0
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	9 300	5.8000	9 300
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(9 300)	5.8000	0
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	18 300	5.7153	18 300
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(18 300)	5.7153	0
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	6.1955	1 100
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 100)	6.1955	0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	6.3338	2 100
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)	6.3338	0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	6.6375	400
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	6.6375	0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	6.3949	4 900
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)	6.3949	0
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	6.4313	2 300
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	6.4313	0
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	6.6017	1 200
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	6.6017	0
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	6.4769	5 600
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	(5 600)	6.4769	0
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 500	6.2208	10 500
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	(10 500)	6.2208	0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	6 100	5.9659	6 100
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(6 100)	5.9659	0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	6.0674	1 900
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	6.0674	0
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	6.0556	3 600
			O	2008-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)	6.0556	0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	6.0056	3 400
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 400)	6.0056	0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	5.9759	4 900
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)	5.9759	0
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 100	5.7513	7 100
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(7 100)	5.7513	0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.4280	500
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	5.4280	0
Strongco Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Beutel, Robert Jonathan		4							
Oakwest Corporation Limited		PI	O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 400	1.3200	2 096 200
Dryburgh, Robert Hutcheon Robertson		4, 5	O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 700	1.3100	11 300
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.3100	21 300
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 800	1.3051	31 100
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	1.3000	33 600
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.2850	43 600
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	1.2900	43 700
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	1.2700	44 400
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	1.2633	45 600

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Student Transportation of America Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gallagher, Denis Joseph	4, 5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	3.0820USD	91 222
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 700	3.0830	
			M	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 700	3.0830USD	97 922
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	3.1060	
			M	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	3.1060USD	105 922
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	3.1130USD	109 922
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	3.1210USD	117 422
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	3.1220USD	121 422
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	3.1230USD	123 522
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 200	3.1700USD	136 722
Style de Vie Amica Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barkin, Leonard W.	4		O	2008-11-28	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(33 332)	3.0400	0
Leonard Barkin RRSP	PI		O	2008-11-28	I	90 - Changements relatifs à la propriété	33 332	3.0400	45 998
Gerard, Susan	5		O	2008-12-10	D	99 - Correction d'information	(600)		0
Computershare RRSP	PI		O	2008-12-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 947)		18
Susan Gerard RSP	PI		O	2003-06-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 547
Halliwell, Colin	5								
Colin Halliwell RRSP	PI		O	1999-12-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 619	3.0475	1 619
Manji, Salim	3	R	O	2008-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	3.0000	802 229
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	3.0000	802 829
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 400	3.0000	807 229
Suncor Energie Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Provias, James Gregory	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	11 805		
			M	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	11 510		32 944*
			O	2008-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 600	5.0600	
			M	2008-11-25	D	51 - Exercice d'options	21 600	5.0600	54 544*
CIBC Wood Gundy	PI		O	2003-03-19	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 924
			O	2008-05-12	C	37 - Division ou regroupement d'actions	9 924		19 848
Suncor Stock Fund Trustee	PI		O	2008-05-12	I	37 - Division ou regroupement d'actions	7 883		15 764*
TD Waterhouse	PI		O	2008-05-12	C	37 - Division ou regroupement d'actions	6 368		12 736
<i>Options Granted: January 29, 1999 @ strike price \$5.06</i>									
Provias, James Gregory	5		O	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 800		
			M	2008-05-12	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 800	5.0600	21 600
			O	2008-11-25	D	51 - Exercice d'options	(21 600)	5.0600	0
Superior Plus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Vanderberg, Paul James	7		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	9.1780	32 700
Sure Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Boyce, Jeff	4	R	O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.3000	3 013 990
		R	O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.2600	3 015 990
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 500	0.2800	3 025 490
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.3000	3 030 490
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.3000	3 045 490
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 000	0.3200	3 295 490
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.3000	3 345 490
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2900	3 345 990
Taseko Mines Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Thomas, Trevor	5		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.7300	42 000
Technologies 20-20 Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
20-20 Technologies Inc.	1		O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.3500	5 500
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.3500	6 500
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.3500	3 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.4000	1 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.4000	2 000
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.4000	3 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(4 500)		2 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		0
Grou, Jean-François	5		O	2008-11-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	291	2.7500	66 968
Technologies D-Box Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
AUDET, LUC	5								
REER	PI		O	2008-10-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0900	10 000
Technologies Miranda Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Miranda Technologies Inc.	1		O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	163 000	7.3782	163 000
			O	2008-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(163 000)		0
Teck Cominco Limited									
<i>Class B Subordinate Voting Shares</i>									
Caisse de dépôt et placement du Québec	3		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 300	4.7800	2 107 820
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	4.3200	2 007 820
TECSYS Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
TECSYS	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	1.2000	5 500
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(5 400)		28 200
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	1.2000	6 100
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	1.2000	6 200
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	1.2000	8 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	1.1900	12 000
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	1.1500	17 400
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	1.2000	22 800

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.9500	23 800
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	1.0000	27 300
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	900	1.0500	28 200
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	1.0000	32 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	0.9900	33 600
TELUS Corporation									
<i>Actions sans droit de vote</i>									
TELUS Corporation	1		O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	35.3673	637 900
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	36.0395	667 900
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	31.9543	687 900
<i>Restricted Share Units</i>									
Entwistle, Darren	4, 5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 828		272 436
			O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(112 874)	35.7800	159 562
Gardner, Robert	5		O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	154		4 744
			O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(989)	35.7850	3 755
Ho, Audrey	5		O	2008-10-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	259		7 978
			O	2008-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(4 191)	35.7800	3 787
McFarlane, Robert Gordon	5		O	2008-10-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 660		51 232
			O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(17 368)	35.7800	33 864
			O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 871)	35.7800	31 993
Natale, Joe	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 925		59 391
			O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(8 287)	35.7800	51 104
			O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(14 820)	35.7800	36 284
Tembec Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Scricco, Francis M.	4		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.4000	16 000
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.3465	20 000
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	1.2500	23 100
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.3088	33 100
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4000	38 100
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.2000	43 100
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.1600	48 100
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	1.1286	50 200
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.1418	60 200
TeraGo Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
TeraGo Inc	1, 8, 3		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	3.7100	2 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		0
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 391	3.4100	2 391
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 391)		0
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	3.2500	500
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	3.4900	500
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	3.2000	1 800
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)		0
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	3.2000	4 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)		0
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	3.0900	1 300
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)		0
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	500	3.0000	500
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		0
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.8000	1 000
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
TerraVest Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Armoyan, George	6		O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 100	2.8000	41 500*
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 800	2.7900	46 300*
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	2.8000	47 700*
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 700	2.8000	57 400*
Casey, Paul	5		O	2008-10-27	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	600	3.3500	
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.8000	5 300
RRSP	PI		M	2008-10-27	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	600	3.3500	4 850
Laniuk, Dale	4, 5		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	2.7900	17 600
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	3.0000	19 600
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.0000	20 600
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	2.9725	21 000
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.9980	22 000
Tesco Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nemeth, Randall S.	7		O	2008-11-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Options</i>									
Nemeth, Randall S.	7		O	2008-11-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
The Descartes Systems Group Inc.									
<i>Deferred Share Unit</i>									
Beatson, David I.	4	R	O	2008-11-28	D	97 - Autre	1 313	2.3800USD	6 889
Cardiff, Michael	4		O	2008-11-28	D	97 - Autre	1 313	2.3800USD	4 514
Giffen, J. Ian	4		O	2008-11-28	D	97 - Autre	1 313	2.3800USD	9 275
Hewat, Christopher Allen	4		O	2008-11-28	D	97 - Autre	1 313	2.3800USD	12 791
Watt, Stephen	4		O	2008-11-28	D	97 - Autre	2 166	2.3800USD	23 341
<i>Options</i>									
Ratza, Stephanie Lynn	5	R	O	2008-11-28	D	50 - Attribution d'options	50 000	3.1300	275 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Restricted Stock Unit									
Jones, Christopher	5		O	2008-11-30	D	97 - Autre	(660)		75 244
Meshar, Arthur	4, 5		O	2008-11-30	D	97 - Autre	(6 833)		312 976
Pagan, John Scott	7, 5		O	2008-11-30	D	97 - Autre	(2 251)		162 330
Thompson Creek Metals Company Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Watson, Kent	7		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	3.1272USD	
			M	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	3.1272USD	6 000
Wilson, Mark	7								
IRA	PI		O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	3.0000USD	7 700
Linda Wilson	PI		O	2008-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.0200USD	1 200
Thomson Reuters Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sider, Vance A.	5		O	2008-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	208	28.5010USD	990
			O	2008-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	262	27.3620USD	1 252
			O	2008-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	267	23.1800USD	1 519
		R	O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 052)	19.6110USD	467
		R	O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	19.6000USD	267
The Woodbridge Company Limited	3								
Thomfam Nominees	PI		O	2008-12-09	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(31 500)	33.3000	444 749 176
			O	2008-12-09	I	97 - Autre	(3)		444 749 173
<i>American Depositary Shares (ADS)</i>									
Sider, Vance A.	5		O	2006-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2008-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	270	94.2650USD	270
<i>Options - Thomson Reuters PLC ord. shares underlying Reuters options</i>									
Glocher, Thomas Henry	4, 5		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	(539 109)		100 000
<i>Ordinary Shares - Thomson Reuters PLC</i>									
Glocher, Thomas Henry	4, 5		O	2008-12-05	D	51 - Exercice d'options	539 109		992 283
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(342 052)	13.0800GBP	650 231
Titanium Corporation Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Nelson, Scott Eugene	5								
Auxilium Corporation	PI		O	2008-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2000	40 500
			O	2008-12-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.1800	57 500
Sangster, Brant G.	4		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.2000	500
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 500	0.2000	20 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1900	40 000
<i>Options</i>									
Guzman, Salustio	5		O	2008-11-26	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2100	200 000
Toromont Industries Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
FRANKLIN, ROBERT	4		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	10 000	10.6350	33 000
Knowlton, Richard Kent	7		O	2008-12-10	D	51 - Exercice d'options	8 000	10.6350	48 000
Moffatt, Larry W.	7								

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Options</i>									
FRANKLIN, ROBERT	4		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	10.6350	40 000
Knowlton, Richard Kent	7		O	2008-12-10	D	51 - Exercice d'options	(8 000)	10.6350	32 000
Total Energy Services Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Bell, Terrence Brian	5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	270	4.0000	540
Total Energy Services Ltd.	1								
Cormark Securities Inc.	PI		O	2008-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	4.1000	90 000
Wiswell, Andrew B.	4		O	2007-05-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	847	12.5500	
			M'	2007-05-17	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	847	12.5500	5 691
			M	2007-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 291	5.5100	8 273
			O	2007-12-31	D	35 - Dividende en actions	748	0.0950	9 021
			O	2008-12-05	D	35 - Dividende en actions	556	0.0300	14 757
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 458)	4.1600	1 299
Nancy Wiswell	PI		M	2007-05-17	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	847	12.5500	
			O	2007-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 291	5.5100	
			O	2007-12-31	C	35 - Dividende en actions	1 040	0.0950	
			M	2007-12-31	C	35 - Dividende en actions	1 040	0.0950	8 745
			O	2008-12-05	C	35 - Dividende en actions	445	0.0300	0
Trafalgar Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Belot, Daniel Gordon	5		R O	2008-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	601	1.3387	35 334
			R O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	719	1.1200	36 053
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	847	0.9500	36 900
Lee, Kevin Chin Yu	5		R O	2008-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	601	1.3387	34 532
			R O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	719	1.1200	35 251
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	847	0.9500	36 098
Wollmann, Robert Ernest Law	4, 5		R O	2008-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	677	1.3387	35 360
			R O	2008-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	809	1.1200	36 169
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	954	0.9500	37 123
Transat A.T. inc.									
<i>Action à droit de vote de catégorie B</i>									
Leith Wheeler Investment Counsel Ltd	3								
Leith Wheeler Investment Counsel Ltd.	PI		O	2008-12-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	7.9810	3 183 340

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
TransCanada Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cook, Ronald L.	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	3 500	20.5800	3 500
<i>Options Granted Mar. 1, 1999 @ \$20.580 CDN</i>									
Cook, Ronald L.	5		O	2008-12-08	D	51 - Exercice d'options	(3 500)		0
TransCanada PipeLines Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
TransCanada Corporation	3		O	2008-12-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	4 421 212	33.0000	598 016 657
Trilogy Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Riddell, Clayton H.	4, 6, 3								
Paramount Oil & Gas Ltd.	PI		O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(585 700)		0
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2005-04-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	585 700		585 700
Trinidad Drilling Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Heier, Michael Erskine	4		O	2008-11-20	D	51 - Exercice d'options	86 174	5.4100	460 493
<i>Options</i>									
Heier, Michael Erskine	4		O	2008-03-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			86 174
		R	O	2008-11-20	D	51 - Exercice d'options	(86 174)		0
TriStar Oil & Gas Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Colborne, Paul	4								
Janice RRSP	PI		O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 333)		50 000
Zabinsky, Jason	5	R	O	2008-08-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 100)	19.5400	144 217
Tri-White Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tri-White Corporation	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 628	4.0000	1 628
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 628)		0
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	600	3.7500	600
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		0
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 256	3.9900	3 256
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 256)		0
True Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Brown, Edward John	5		O	2008-10-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 962	1.8000	
			M	2008-10-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 962	1.8000	38 831
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 078	1.7000	
			M	2008-11-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 078	1.7000	41 669
Kathy Brown - RRSP	PI		O	2008-10-28	C	38 - Rachat ou annulation	490	1.8000	
			M	2008-10-28	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	490	1.8000	8 153
			O	2008-11-26	C	38 - Rachat ou annulation	519	1.7000	
			M	2008-11-26	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	519	1.7000	8 839

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Chorney, Wayne Michael									
	5		O	2008-10-28	D	d'actionnariat 38 - Rachat ou annulation	2 768	1.8000	
			M	2008-10-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 768	1.8000	258 019
Ross, Ian									
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 931	1.7000	
			M	2008-11-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 931	1.7000	261 319
True Energy Trust									
	1		O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	1.6200	45 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.6100	50 000
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.6000	65 000
Tucows Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cooperman, Michael									
	5		O	2008-12-11	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(41 261)		49 454
			O	2008-12-11	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(24 727)		24 727
			O	2008-12-11	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(24 727)		0
TUNDRA SEMICONDUCTOR CORPORATION									
<i>Actions ordinaires</i>									
Tundra Semiconductor Corporation									
	1	R	O	2008-10-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8300	17 900
			R	2008-10-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.7687	6 000
			R	2008-10-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.8300	9 000
			O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.7300	12 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(12 000)		6 000
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.1900	15 000
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	3.1000	16 500
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	3.1500	19 500
Twin Butte Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
SAUNDERS, JAMES MACLEO									
	4, 5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.9500	1 443 397*
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	0.9500	1 448 497*
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.9100	1 473 497*
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.8100	1 485 497*
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 000	0.8300	1 498 497*
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	0.7800	1 510 997*
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	0.8000	1 523 497*
<i>Options</i>									
Fabi, Joseph Michael									
	5		O	2008-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-01	D	50 - Attribution d'options	200 000	1.0300	200 000*
United Corporations Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
E-L Financial Corporation Limited									
	3		O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	39.0000	5 610 859
			O	2008-12-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	38.3840	5 611 859

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	39.0000	5 612 859
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	39.3670	5 618 859
Uranium Focused Energy Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Uranium Focused Energy Fund	1		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	2.0300	3 638 689
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	1.9000	3 645 489
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	1.8800	3 653 889
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.9000	3 657 889
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	1.8500	3 662 289
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	700	2.0000	3 665 989
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	1.9700	3 669 189
			O	2008-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	900	2.0000	3 672 089
			O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	2.0800	3 642 189
			O	2008-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	6 100	1.9300	3 651 589
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.9200	3 655 889
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	1.9500	3 658 989
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	1.8600	3 665 289
			O	2008-12-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	2.0000	3 668 089
			O	2008-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	2.0500	3 671 189
Uranium One Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bezuidenhout, Willie	5	R	O	2008-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	1.0000	7 500
Urbana Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Freeman, John Dennis	6		O	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	2.9100	
			O	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	2.9200	
			O	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.9400	
			O	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.9500	
			O	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	2.9800	
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Freeman, John Dennis	6		M	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	2.9100	400
			M	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	2.9200	5 900
			M	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.9400	6 400
			M	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	2.9500	6 900
			M	2008-06-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	2.9800	10 000
			O	2008-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	1.4700	0
US Financial 15 Split Corp.									
<i>Class A Shares</i>									
Finch, S. Wayne	4, 5		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	4.0000	61 500
			O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.9900	61 700
UTS Energy Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Abells Morissette, Jina Dawn	5		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 183	0.8100	41 902
Bobyne, Wayne I	5		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	0.8100	56 243
Roach, William	4, 5		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 958	0.8100	377 949
Sandell, Martin	5		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 543	0.8100	104 652
Wightman, Daryl	5		O	2008-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 543	0.8100	229 188

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Vasogen Inc.									
<i>Droits</i>									
Clarke, Thomas James	4		O	2008-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		91 172
Elsley, David	4		O	2008-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		70 527
STILLER, CALVIN R.	4		O	2008-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		62 899
Villforth, John C.	4		O	2008-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		97 451
Vecima Networks Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kumar, Surinder Ghai	4, 5		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	5.5900	37 400
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.6000	37 500
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.7900	37 600
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.8000	37 700
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.3900	37 900
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.4000	38 000
Wood, Hugh Charles	4, 5		O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.9400	754 650
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.9400	754 750
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.9500	754 850
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.9800	754 950
			O	2008-12-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.9900	755 050
Vermilion Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Ghersinich, Claudio	4		O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 555	22.8100	10 555
Reina Labossiere (In Trust for Christopher Ghersinich)	PI		O	2008-12-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 555)	22.8100	0
Viterra Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Berger, Steven	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	139	7.6890	923
Brooks, Mike A.	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85	7.6890	5 528
Cameron, Ronald Gordon	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	167	7.6890	8 577
Chapman, Don	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	223	7.6890	2 646
Dean, Raymond J.	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19	7.6890	9 931
Douglas, Thomas William	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	114	7.6890	863
Fox, Nick	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	7.6890	1 198
Hallborg, Kevin	4		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	82	7.6890	4 958
Jeworski, Kyle	5		O	2008-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2008-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			6 441
			O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	7.6890	6 604
McLennan, Rex John	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	346	7.6890	4 545

Émetteur Titre	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
McQueen, Dean	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	7.6890	6 098
Miller, Robert Dana	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122	7.6890	15 598
Mooney, William	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81	7.6890	2 996
Muirhead, Andrew	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	204	7.6890	1 497
Rurak, Gene	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	188	7.6890	1 711
Schmidt, Mayo	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	691	7.6890	295 569
Smith, Kelley Jo	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	102	7.6890	787
Theaker, Grant	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147	7.6890	1 201
Wansbutter, Richard	5		O	2008-11-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	82	7.6890	994
Wonnacott, Doug	5								
Deborah Wonnacott	PI		O	2008-11-28	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	224	7.6890	1 154
Vivavision inc.									
<i>Débtures convertibles A-3</i>									
Fondation, le fonds de développement de la confédération de	3		O	2008-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 900 000.00)		\$ 0.00
Wajax Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Dexter, Robert P.	4		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	14.4900	56 000
Wesdome Gold Mines Ltd. (formerly River Gold Mines Ltd.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wesdome Gold Mines Ltd	1		O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 500	0.7700	193 000
			O	2008-12-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.7800	196 000
			O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 000	0.7500	207 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.8400	211 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	0.8100	218 000
West Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Greenfield, Keith	5		O	2008-11-03	D	51 - Exercice d'options	25 000	1.0000	50 000
<i>Options</i>									
Greenfield, Keith	5	R	O	2008-11-03	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	1.0000	25 000
Western Copper Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Corman, Francis Dale	4, 5		O	2008-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	55 000	0.2500	2 959 400
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	37 000	0.2500	2 996 400
			O	2008-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.2500	2 998 400
WGI Heavy Minerals, Incorporated									
<i>Actions ordinaires</i>									
Passport Capital, LLC	3								
Passport Global Master Fund SPC Ltd	PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 600)		2 241 100

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(236 100)		2 005 000
			O	2008-12-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(194 300)		1 810 700
			O	2008-12-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)		1 660 700
Whiterock Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Guido, Gregory	4		O	2008-12-01	D	46 - Contrepartie de services	811	6.7200	2 328
Hughes, Emerson	4		O	2008-12-01	D	46 - Contrepartie de services	811	6.7200	2 707
Kanji, Nizar Esmail	4		O	2008-12-01	D	46 - Contrepartie de services	811	6.7200	3 995
Pedde, Oswald	4		O	2008-11-29	D	46 - Contrepartie de services	811	6.7200	48 061
			O	2008-12-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	4.8000	41 436
Wi-LAN Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wi-LAN Inc.	1		O	2008-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.3075	230 000
			O	2008-11-04	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.2977	245 000
			O	2008-11-05	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.2511	260 000
			O	2008-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.2406	275 000
			O	2008-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.2700	290 000
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.2832	90 000
			O	2008-11-11	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.2650	30 000
			O	2008-11-12	D	38 - Rachat ou annulation	15 000	1.2558	45 000
			O	2008-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.2400	65 000
			O	2008-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	1.4000	72 500
			O	2008-11-18	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.4665	92 500
			O	2008-11-19	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.4027	112 500
			O	2008-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.3018	142 500
			O	2008-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	1.3084	172 500
			O	2008-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	28 500	1.3825	201 000
			O	2008-11-25	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.4399	221 000
			O	2008-11-26	D	38 - Rachat ou annulation	16 200	1.4598	237 200
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.5146	257 200
			O	2008-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	1.5570	56 200
			O	2008-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(75 000)		15 000
			O	2008-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(221 000)		36 200
Wildcat Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fillion, Denis	4		O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0350	459 000
			O	2008-11-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0300	479 000
			O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0200	499 000
<i>Options</i>									
Fillion, Denis	4		O	2008-10-17	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		225 000
			O	2008-11-27	D	50 - Attribution d'options	250 000		475 000
World Energy Solutions, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Adams, Philip	5		O	2008-12-01	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(150 000)		1 500 000
<i>Options</i>									
Alam, Eric	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.2000USD	1 000 000
Merl Bamman, Jacqueline	5		O	2008-12-05	D	50 - Attribution d'options	48 000	0.2000USD	120 000

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Xceed Mortgage Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mitchell, Bruce	3		O	2008-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	84 600	0.5100	5 670 100
YIELDPLUS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Yieldplus Income Fund	1		O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	5.5600	30 467 722
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	5.4200	30 475 122
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	5.2800	30 480 222
			O	2008-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	5.6700	30 470 322
			O	2008-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	5.5400	30 476 122
			O	2008-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	5.4100	30 483 522
ZARGON ENERGY TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Baird, Henry Jacob	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	262	13.0440	13 180
Dranchuk, Jason Brent	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	189	13.0440	1 438
Hansen, Craig Henry	4, 5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	377	13.0440	9 394
Heagy, Brent	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	290	13.0440	3 958
Howard, Tracy Leigh	7								
BMO Nesbitt - RRSP	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	157	13.0440	2 419
Kergan, Brian	5		O	2008-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	262	13.0440	6 762
Lake, Mark Ian	5								
RC Lake Spouse RRSP	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	195	13.0440	15 228
Peplinski, James	4								
Anny Peplinski	PI		O	2008-11-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	12.8600	3 400
Cathy Peplinski	PI		O	2008-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	12.9000	13 500
			O	2008-11-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	13.0000	10 000
Matthew Peplinski	PI		O	2008-11-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	12.7300	2 500
Roulston, Daniel Albert	5								
D.A. Roulston RRSP	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	282	13.0440	24 709
Schwetz, Lorne Douglas	5								
BMO Nesbitt Burns - RRSP	PI		O	2008-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	224	13.0440	3 119
ZCL Composites Inc.									
<i>Options</i>									
Cornez, Leonard A.	4		O	2008-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	20 000	3.7500	20 000*
Coutu, Darin	5		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	45 000	3.7500	56 400*
Graham, Roderick William	4		O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	25 000		100 000
Roozen, Harold	4								
Rocor Holdings Ltd.	PI		O	2007-05-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format			

Émetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2008-12-08	I	SEDI 50 - Attribution d'options	20 000	3.7500	20 000
Sutherland, David Stewart	4		O	2008-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2008-12-08	D	50 - Attribution d'options	20 000		20 000

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de dix jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujettis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM, avec référence à l'article 97 LVM et à l'article 174 RVM. Une telle infraction rend l'initié passible d'une amende de 1 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 1 000 \$ à 50 000 \$ dans les autres cas. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Aberle, Gerald George	Pason Systems Inc.	2008-11-28	2008-12-09	AB
Ag Growth Income Fund	Fonds de revenu Ag Growth	2008-10-24	2008-12-10	MB
	Fonds de revenu Ag Growth	2008-10-27	2008-12-10	MB
	Fonds de revenu Ag Growth	2008-10-28	2008-12-10	MB
	Fonds de revenu Ag Growth	2008-10-29	2008-12-10	MB
	Fonds de revenu Ag Growth	2008-10-30	2008-12-10	MB
	Fonds de revenu Ag Growth	2008-10-31	2008-12-10	MB
Aguilar, Fernando	Calfrac Well Services Ltd.	2008-10-09	2008-12-05	AB
Allsopp, Harold	Pason Systems Inc.	2008-11-28	2008-12-09	AB
Bailey, James Cameron	Phoenix Technology Income Fund	2008-09-10	2008-12-05	AB
	Phoenix Technology Income Fund	2008-11-11	2008-12-05	AB
	Phoenix Technology Income Fund	2008-11-11	2008-12-05	AB
Beatson, David I.	The Descartes Systems Group Inc.	2008-11-28	2008-12-09	ON
Beischer, Gregory Allan	Millrock Resources Inc.	2008-11-24	2008-12-10	BC
	Millrock Resources Inc.	2008-11-25	2008-12-10	BC
	Millrock Resources Inc.	2008-11-28	2008-12-10	BC
Bélanger, Patrick	Capital Rodocanachi inc.	2008-09-25	2008-12-04	QC
Belot, Daniel Gordon	Trafalgar Energy Ltd.	2008-11-13	2008-12-10	AB
	Trafalgar Energy Ltd.	2008-11-18	2008-12-10	AB
Bentob, Myer	Capital Rodocanachi inc.	2008-09-25	2008-12-08	QC
Besner, Jean-Sébastien	Capital Rodocanachi inc.	2008-09-25	2008-12-05	QC
Besner, Richard	Capital Rodocanachi inc.	2008-09-25	2008-12-08	QC
Bezuidenhout, Willie	Uranium One Inc.	2008-11-27	2008-12-11	ON
Boyce, Jeff				

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Sure Energy Inc.	2008-11-28	2008-12-09	AB
	Sure Energy Inc.	2008-11-28	2008-12-09	AB
Breen, Patrick				
	Iteration Energy Ltd.	2008-10-31	2008-12-11	AB
Campbell, Matthew Christopher				
	Rocky Mountain Dealerships Inc.	2008-11-25	2008-12-11	AB
Carter, Geoffrey Stovold				
	EXPLOR RESOURCES INC.	2008-04-07	2008-12-11	QC
Dibb, Gordon Allan				
	Calfrac Well Services Ltd.	2003-12-03	2008-12-05	AB
DINEEN, Niall, Daniel				
	La Societe de Gestioin AGF Limitee	2008-11-28	2008-12-09	ON
Fraser, Andrew Stewart				
	Finning International Inc.	2008-09-11	2008-12-09	BC
Gagne, Andre				
	Ressources Robex Inc.	2008-11-18	2008-12-11	QC
Girardin, Hugues				
	Borex inc.	2008-10-14	2008-12-09	QC
Glasspoole, James Harold				
	Pason Systems Inc.	2008-11-28	2008-12-09	AB
Gold Reserve Inc.				
	Gold Reserve Inc.	2008-10-31	2008-12-05	ON
	Gold Reserve Inc.	2008-10-31	2008-12-05	ON
Goodfellow inc.				
	Goodfellow Inc.	2008-11-13	2008-12-11	QC
	Goodfellow Inc.	2008-11-24	2008-12-11	QC
Goodman, Jonathan				
	Laboratoires Paladin Inc.	2008-11-11	2008-12-10	QC
Graffman, Peter				
	Capital Rodocanachi inc.	2008-09-25	2008-12-05	QC
Greenfield, Keith				
	West Energy Ltd.	2008-11-03	2008-12-09	AB
Hanson, Joseph				
	La Banque Toronto-Dominion	2008-11-26	2008-12-08	ON
Heier, Michael Erskine				
	Trinidad Drilling Ltd.	2008-11-20	2008-12-10	AB
Hogg, John Richard				
	MGM Energy Corp.	2008-11-28	2008-12-11	AB
IAMGOLD Corporation				

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Ressources Cadiscor Inc.	2008-10-31	2008-12-10	QC
	Ressources Cadiscor Inc.	2008-10-31	2008-12-10	QC
IGM Financial Inc.				
	Société financière IGM Inc.	2008-08-05	2008-12-10	MB
	Société financière IGM Inc.	2008-08-05	2008-12-10	MB
Jalasjaa, Tuula				
	La Banque de Nouvelle - Ecosse	2006-12-13	2008-12-09	ON
	La Banque de Nouvelle - Ecosse	2007-12-11	2008-12-09	ON
James, Eric William				
	Santoy Resources Ltd.	2008-11-21	2008-12-05	BC
Kronfeld, David				
	JumpTV Inc.	2008-11-24	2008-12-05	ON
Laciak, Steve				
	DPF India Opportunities Fund	2007-09-20	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-09-20	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-09-20	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-09-20	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-09-25	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-09-25	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-04	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-04	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-04	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-04	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-04	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-05	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-05	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-09	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-09	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-09	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-10	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-10	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-10	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-11	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-15	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-15	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-24	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-10-29	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-11-01	2008-12-05	ON

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	DPF India Opportunities Fund	2007-11-01	2008-12-05	ON
	DPF India Opportunities Fund	2007-11-19	2008-12-05	ON
Lee, Kevin Chin Yu				
	Trafalgar Energy Ltd.	2008-11-13	2008-12-10	AB
	Trafalgar Energy Ltd.	2008-11-18	2008-12-10	AB
Maassen, Lee Ann				
	Pason Systems Inc.	2008-11-28	2008-12-09	AB
Mangalji, Fereed Sadrudin				
	Fonds de Placement Immobilier InnVest	2008-09-29	2008-12-05	ON
Mangalji, Majid				
	Fonds de Placement Immobilier InnVest	2008-09-29	2008-12-05	ON
Manji, Salim				
	Style de Vie Amica Inc.	2008-11-24	2008-12-05	BC
McCluskey, John				
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-21	2008-12-11	BC
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-21	2008-12-11	BC
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-26	2008-12-11	BC
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-26	2008-12-11	BC
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-27	2008-12-11	BC
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-28	2008-12-11	BC
Mullen, Bruce Wayne				
	Horizon North Logistics Inc.	2008-11-25	2008-12-09	AB
Orser, David Bryce				
	Bow Valley Energy Ltd.	2008-11-20	2008-12-04	AB
Pechet, Howard E.				
	Canadian Western Bank	2006-05-23	2008-12-05	AB
	Canadian Western Bank	2006-05-23	2008-12-05	AB
	Canadian Western Bank	2006-08-31	2008-12-05	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-24	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-25	2008-12-04	AB
	Canadian Western Bank	2008-03-25	2008-12-04	AB

Opérations d'initiés déclarées hors délai

Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Thomson Reuters Corporation	2008-11-21	2008-12-05	ON
Smart, Joan Christine				
	La Banque de Nouvelle - Ecosse	2008-11-05	2008-12-10	ON
St-Louis, Paul				
	Société aurifère C2C inc.	2008-02-13	2008-12-08	QC
Tundra Semiconductor Corporation				
	TUNDRA SEMICONDUCTOR CORPORATION	2008-10-29	2008-12-08	ON
	TUNDRA SEMICONDUCTOR CORPORATION	2008-10-30	2008-12-08	ON
	TUNDRA SEMICONDUCTOR CORPORATION	2008-10-31	2008-12-08	ON
Van de Beuken, John				
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-26	2008-12-10	BC
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-27	2008-12-10	BC
	ALAMOS GOLD INC	2008-11-28	2008-12-10	BC
Wang, Charles				
	JumpTV Inc.	2008-11-24	2008-12-05	ON
White, David Gregory				
	Pason Systems Inc.	2008-11-28	2008-12-09	AB
Wight, Greg D.				
	Algoma Central Corporation	2008-11-24	2008-12-09	ON
Wilkes, LeRoy Ellsworth				
	Copper Mesa Mining Corporation (formerly Ascendant Copper Corporation)	2008-11-21	2008-12-10	BC
Wollmann, Robert Ernest Law				
	Trafalgar Energy Ltd.	2008-11-13	2008-12-10	AB
	Trafalgar Energy Ltd.	2008-11-18	2008-12-10	AB
Zabinsky, Jason				
	TriStar Oil & Gas Ltd.	2008-08-27	2008-12-10	AB

ANNEXE 4 - LISTE DES SOCIÉTÉS ADMISSIBLES AU RÉGIME « ACTIONS-CROISSANCE PME »

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
2937077 Canada Inc. (anc. ART Recherches et Technologies Avancées Inc.)	Prospectus	2006-05-10	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Advitech Inc.	Actions inscrites	2005-08-01	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Alphinat inc.	Actions inscrites	2006-06-02	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Amadeus International Inc.	Actions inscrites	2005-05-26	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ambrilia Biopharma Inc. (anc. Procyon Biopharma inc.)	Actions inscrites	2005-12-21	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Art Recherches et Technologies Avancées inc.	Actions inscrites	2007-05-07	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Arura Pharma Inc.	Actions inscrites	2007-09-14	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Aptilon Corporation	Actions inscrites	2005-12-08	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Biophage Pharma inc.	Actions inscrites	2005-11-01	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Bioxel Pharma inc.	Actions inscrites	2005-09-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Capital DCB	Actions inscrites	2006-09-26	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Conporec inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
CO2 Solution inc.	Actions inscrites	2005-06-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Corporation Groupe Mercator Transport	Actions inscrites	2008-05-05	Actions ordinaires	100	2011-12-31
Corporation Datacom Wireless	Prospectus	2007-05-30	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Corporation d'investissement Pontiac Castle	Actions inscrites	2006-12-29	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation Pourvoyeurs Mondiaux Safari Nordik	Prospectus	2007-07-17	Actions ordinaires	100	2010-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
Corporation Power Tech inc.	Actions inscrites	2006-04-05	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Corporation Technologies BioEnvelop	Actions inscrites	2005-08-11	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Corporation Technologies Wanted	Prospectus	2005-07-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
CPL Technologies inc.	Actions inscrites	2005-11-02	Actions ordinaires	100	2008-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2005-11-15	Actions ordinaires	100	2008-12-31
DiagnoCure inc.	Actions inscrites	2005-08-22	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Éclairage Divcom Inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Écopia BioSciences Inc.	Actions inscrites	2005-06-17	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Engenuity Technologies Inc.	Actions inscrites	2005-11-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ergorecherche Itée	Actions inscrites	2006-02-28	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ExelTech Aérospatiale Inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Fortsum Solutions d'affaires inc.	Actions inscrites	2006-03-14	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Goupe ADF Inc.	Actions inscrites	2006-08-02	Actions à droit de vote subalterne	100	2009-12-31
Groupe Bikini Village inc.	Actions inscrites	2007-05-11	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Groupe Conseil Omnitech inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2005-11-23	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2006-08-04	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Groupe iWeb inc.	Actions inscrites	2007-06-19	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Groupe Odésia inc.	Actions inscrites	2005-11-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
H2O Innovation (2000) inc.	Actions inscrites	2005-10-18	Actions ordinaires	100	2008-12-31
IMS Experts-conseils Inc.	Actions inscrites	2006-11-20	Actions ordinaires	100	2009-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
Industries Malette Inc.	Prospectus	2005-08-26	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Isacsoft inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions cat. A	100	2008-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2008-06-09	Actions ordinaires	100	2011-12-31
Kangourou Média Inc.	Actions inscrites	2007-06-19	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Kolombo Technologies Ltee	Prospectus	2006-10-31	Actions ordinaires	100	2009-12-31
LAB International inc.	Actions inscrites	2005-12-21	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Logibec Groupe Informatique Ltée	Actions inscrites	2005-06-13	Actions ordinaires	100	2008-12-31
LYRtech inc.	Actions inscrites	2005-12-20	Actions cat. A	100	2008-12-31
Médicago inc.	Prospectus	2006-08-30	Actions ordinaires	100	2009-12-31
MethylGene Inc.	Actions inscrites	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Mines Richmond Inc.	Prospectus	2006-05-24	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Mistral Pharma inc.	Actions inscrites	2005-08-09	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Neptune Technologies & Bioressources Inc.	Actions inscrites	2006-08-31	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Noveko International inc.	Actions inscrites	2006-03-22	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Novik inc.	Actions inscrites	2006-08-24	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Nstein Technologies inc.	Actions inscrites	2005-06-17	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Opsens Inc.	Actions inscrites	2006-09-26	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ORTHOsoft inc.	Actions inscrites	2006-06-13	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Paladin Labs inc.	Actions inscrites	2006-12-06	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Pixman Média Nomade inc.	Actions inscrites	2008-11-13	Actions ordinaires	100	2011-12-31
Prestige Telecom inc.	Placement privé	2007-09-26	Actions ordinaires	100	2010-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Taux de déduction %	Date maximale d'admissibilité
Priva inc.	Actions inscrites	2005-11-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Ranaz Corporation	Prospectus	2006-12-29	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Roctest Ltée	Actions inscrites	2005-07-28	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Savaria Corporation	Actions inscrites	2005-09-29	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Section Rouge Media Inc.	Actions inscrites	2006-10-23	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Sonomax Hearing Healthcare Inc.	Actions inscrites	2005-12-15	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Spinlogic Technologies inc.	Actions inscrites	2007-05-17	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Systèmes de Business Virtuelles Rolland Ltée	Actions inscrites	2006-04-27	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Systèmes Médicaux LMS	Actions inscrites	2006-08-03	Actions ordinaires	100	2009-12-31
Technologies 20-20 Inc.	Actions inscrites	2005-08-30	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies Clémex inc. (Les)	Actions inscrites	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies D-Box inc.	Actions inscrites	2007-06-04	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Technologies Miranda Inc.	Prospectus	2005-11-30	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Technologies SENSIO inc.	Prospectus	2006-04-28	Actions ordinaires	100	2009-12-31
TECSYS Inc.	Actions inscrites	2007-02-13	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Theratechnologies Inc.	Actions inscrites	2005-11-11	Actions ordinaires	100	2008-12-31
TSO3 inc.	Actions inscrites	2005-10-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31
Victhom Bionique Humaine inc.	Actions inscrites	2007-03-08	Actions ordinaires	100	2010-12-31
Warnex Inc.	Prospectus	2005-11-10	Actions ordinaires	100	2009-12-31
ZoomMed inc.	Prospectus	2005-12-20	Actions ordinaires	100	2008-12-31

7.

Bourses, chambres de compensation et organismes d'autorégulation

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation et des OAR
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION ET DES OAR

7.3.1 Consultation

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») – Modifications importantes apportées aux règles de la CDS – Fonction FINet

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par la CDS, de modifications à ses règles concernant la fonction FINet qui remplacera la fonction actuelle DetNet. Les modifications proposées décrivent FINet comme une fonction permettant l'établissement du solde net et la novation des opérations admissibles sur titres à revenu fixe et spécifient que FINet se chargera automatiquement des opérations admissibles. Elles décrivent les calculs d'évaluation quotidienne au marché qui seront appliqués aux obligations FINet en cours.

(Les textes sont reproduits ci-après).

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre une copie, au plus tard le 12 janvier 2009, à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
 Secrétaire de l'Autorité
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22^e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Télécopieur : 514.864.6381
 Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Monique Viranyi
 Analyste
 Direction de la supervision des OAR
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : 514.395.0337, poste 4359
 Numéro sans frais : 1.877.525.0337, poste 4359
 Télécopieur : 514.873.7455
 Courrier électronique : monique.viranyi@lautorite.q.ca

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») – Modifications importantes apportées aux règles de la CDS – Paiements électroniques des émetteurs

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par la CDS, de modifications à ses règles concernant les paiements électroniques des émetteurs. Les modifications proposées permettront d'augmenter l'efficacité et diminueront les coûts pour les investisseurs en raison de l'élimination des chèques pour les paiements de droits et privilèges.

(Les textes sont reproduits ci-après).

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires doivent en transmettre une copie, au plus tard le 9 février 2009, à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514.864.6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Danielle Boudreau
Analyste
Direction de la supervision des OAR
Autorité des marchés financiers
Téléphone : 514.395.0337, poste 4322
Numéro sans frais : 1.877.525.0337, poste 4322
Télécopieur : 514.873.7455
Courrier électronique : danielle.boudreau@lautorite.qc.ca

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC. (« CDS »^{MD})

MODIFICATIONS IMPORTANTES APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

Fonction FINet

SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

A. DESCRIPTION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

La CDS propose de remplacer sa fonction actuelle d'établissement du solde net des titres à revenu fixe et de contrepartie centrale, DetNetMD, par une nouvelle fonction, FINetMC, afin de répondre aux diverses événements survenus au sein du marché et spécifiques à DetNet depuis le lancement de DetNet en 2001.

Les modifications apportées à la Règle 7.3 des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* font état du fonctionnement de la fonction FINet. Elles décrivent FINet comme une fonction permettant l'établissement du solde net et la novation des opérations admissibles sur titres à revenu fixe et spécifient que FINet se chargera automatiquement des opérations admissibles. Elles décrivent les calculs d'évaluation quotidienne au marché qui seront appliqués aux obligations FINet en cours.

La nouvelle Règle 7.3.12 est une disposition transitoire qui décrit la période d'avis qui sera donnée aux adhérents avant la mise en œuvre de FINet ainsi que la façon dont les adhérents admissibles à DetNet seront automatiquement réputés être des adhérents FINet.

Les modifications apportées aux Règles 7.5.1 et 7.5.2 des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* font état de l'ajout de FINet. La nouvelle Règle 7.5.6 décrit le nouveau processus de règlement en temps réel FINet.

Les Règles actuelles afférentes à DetNet, soit la Règle 7.3 et les dispositions afférentes comme elles sont décrites ci-dessus, continueront d'être en vigueur jusqu'à la mise en œuvre de FINet, et elles seront annulées à la date d'entrée en vigueur. La disposition transitoire, la Règle 7.3.12 sera en vigueur au moins trente jours avant le lancement de la fonction FINet.

B. NATURE ET OBJET DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

En 2007, la CDS a entrepris une consultation auprès des intervenants du marché afin de déterminer des moyens d'améliorer l'efficacité au sein du marché des titres à revenu fixe. L'occasion d'améliorer la fonction DetNet de la CDS a été identifiée.

La croissance et l'évolution des activités au sein du marché des capitaux depuis l'introduction de DetNet en 2001 sont telles que la fonctionnalité DetNet existante n'est plus assez dynamique pour fournir une efficacité maximale au marché canadien. À la lumière des discussions, la CDS a décidé d'aller de l'avant avec la conception d'une nouvelle fonction d'établissement du solde net des titres à revenu fixe, soit FINet.

La capacité de FINet d'établir le solde net de davantage d'opérations sur titres à revenu fixe des adhérents de la CDS augmentera l'efficacité du marché de plusieurs manières par un meilleur déploiement du capital réglementaire, une réduction du risque et des limites de crédit pour la contrepartie, une augmentation de l'adhésion au service d'établissement du solde net et une réduction des risques accrue au sein des marchés de titres à revenu fixe.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Même si FINet est proposé pour remplacer la fonction DetNet à la CDS, la structure conceptuelle et juridique de DetNet est conservée et améliorée et sert de base à la fonction FINet. La fonction DetNet repose sur le fait que la CDS assure le rôle de contrepartie centrale et que les principes juridiques de la novation et de l'établissement du solde net lui permettent d'assumer un tel rôle en fonction d'une gestion prudente des risques. Ainsi, alors que quelques révisions aux Règles de la CDS sont requises, des changements fondamentaux visant l'admissibilité de davantage de valeurs et l'introduction de la novation et de l'établissement du solde net le jour même toucheront les Procédés et méthodes, les Guides de l'utilisateur et les systèmes de la TI de la CDS.

Les principales caractéristiques de FINet comprennent :

- Les valeurs admissibles à FINet comprendront les titres d'emprunt garantis par le gouvernement du Canada et les billets, les bons du Trésor et les obligations des gouvernements provinciaux. Les obligations et les bons du Trésor du gouvernement du Canada, qui sont actuellement admissibles à l'établissement du solde net DetNet, seront également admissibles à FINet.
- FINet effectuera l'établissement du solde net des opérations admissibles sans égard aux dates de valeur aux cycles d'établissement du solde net le jour même et en fin de journée, alors que DetNet établit seulement le solde net des opérations admissibles dont la date de valeur est postdatée, et ce, au cycle de fin de journée.
- FINet améliorera le processus d'établissement du solde net nul DetNet actuel permettant l'établissement du solde net d'une opération avec plusieurs. Les intermédiaires entre courtiers sur obligations seront les premiers à en bénéficier puisque le solde net de davantage d'opérations admissibles pourra être établi.
- Un nouveau système de règlement spécialement conçu pour les opérations FINet dont le solde net est établi sera lancé ce qui permettra les règlements intégraux et « partiels » tout au long de la journée.
- Les adhérents pourront, au moyen de leurs profils FINet, automatiquement retenir les opérations dont le solde net est établi, et ce, après le RNL ou après le processus d'établissement du solde net le jour même.
- L'établissement du solde net et la production de rapports seront offerts au niveau du compte interne. Les gardiens seront les premiers à en bénéficier. DetNet, pour sa part, ne fournit que l'établissement du solde net au niveau du compte interne (la production de rapports est au niveau de l'identificateur de l'unité du client (« IDUC »).
- FINet introduira une nouvelle exigence en matière de contribution au fonds des adhérents le jour même.
- La composante position en cours du fonds des adhérents FINet sera calculée en fonction d'un portefeuille pour les opérations FINet en cours qui sont admissibles aux fins de diversification et la composante position en cours du fonds des adhérents FINet sera calculée individuellement (en fonction d'un tableau de décotes) pour les opérations FINet en cours qui ne sont pas admissibles aux fins de diversification.

Les adhérents à DetNet seront informés de la date à laquelle la fonction DetNet sera supprimée. À compter de cette date, tout adhérent DetNet sera réputé s'être abonné à la fonction FINet. Un ancien adhérent à DetNet pourra, en tout temps après le lancement de la fonction FINet, se retirer de la fonction. Toutefois, si l'adhérent qui se retire a des opérations en cours dont le solde net est établi ou des opérations initiales dont le solde net est établi dont la date de valeur n'a pas encore été atteinte lorsque FINet remplace DetNet, il sera réputé être un adhérent FINet pendant 10 jours ouvrables à partir du moment où il n'a plus d'opérations en cours dont le solde net est établi et qu'il a payé le montant net dû à

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

l'égard de ses obligations évaluées au du marché liées aux opérations initiales dont le solde net est établi.

La CDS continuerait d'agir à titre de contrepartie centrale en fournissant les services d'évaluation au marché, d'établissement du solde net et de novation des opérations entre les adhérents. FINet serait élaboré sur une plateforme de l'ordinateur central prise en charge par un fournisseur, prévoyant un niveau de robustesse pour le CDSXMD et permettant l'apport d'améliorations ultérieures que l'architecture non modulaire de DetNet ne peut assurer.

C. INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

C.1 Compétition

La CDS est le seul fournisseur de services d'établissement du solde net et de novation pour les opérations au règlement individuel sur titres à revenu fixe au Canada. Comme cela est le cas pour DetNet, l'abonnement au service d'établissement du solde net des titres à revenu fixe sera facultatif et offert à tous les adhérents de la CDS à part entière. Il n'y aura aucune incidence négative en ce qui concerne la compétition par la prestation de cette fonction.

C.2 Risques et coûts d'observation

L'élaboration de la fonction FINet serait entreprise à la suite de la consultation réalisée auprès d'un groupe représentatif d'adhérents de la CDS. Elle a pour objectif de réduire tant le risque de contrepartie que le risque lié au marché et d'améliorer l'efficacité générale du marché.

La fonction FINet comporte des risques liés au paiement, des risques de remplacement et des risques de liquidité. La CDS est exposée au risque lié au paiement principalement en raison de sa position à titre de contrepartie centrale découlant de la possibilité de défaillance de la part des deux contreparties à l'opération initiale. La CDS se protège de son exposition au risque lié au paiement existant au moyen de trois mécanismes : la livraison contre paiement, le contrôle du risque lié au paiement et la mise en place de taux de décote devant être appliqués aux titres utilisés pour calculer la valeur de la garantie globale.

Dans le cours normal des activités FINet, la CDS ne serait pas assujettie au risque de remplacement. Toutefois, elle serait exposée au risque de remplacement en cas de défaillance d'un adhérent. La CDS se protégerait contre le risque de remplacement associé à la position nette d'un adhérent défaillant au moyen de deux mécanismes : d'une part, une évaluation au marché quotidienne qui vise la partie du risque lié au marché du début de la transaction par rapport à la valeur au cours du marché actuelle; d'autre part, une exigence de garantie afin de couvrir la variation potentielle de la valeur au marché, établie en fonction de la dernière évaluation au marché et de la valeur à laquelle la position nette pourrait être liquidée.

La CDS est également assujettie à un risque de liquidité. En cas de défaillance d'un adhérent, la CDS doit effectuer une opération sur le marché pour compenser le risque lié au marché. Le marché doit être suffisamment liquide pour que la CDS puisse conclure des opérations de liquidation aux cours du marché. Les biens mis en gage doivent être très liquides et doivent permettre à la CDS d'accéder à suffisamment de fonds pour être en mesure d'effectuer des opérations sur le marché en cas de nécessité. La CDS se protège en limitant FINet aux bons du Trésor et aux obligations du gouvernement du Canada, aux titres d'emprunt garantis par le gouvernement du Canada ainsi qu'aux bons du Trésor, aux billets et aux obligations de gouvernements provinciaux. Pour ce qui est de la garantie relative au fonds des adhérents, la CDS n'accepte que les actifs les plus liquides à titre de garantie. La CDS a mis en place avec un fournisseur commercial de liquidités un crédit de soutien qu'elle peut activer pour obtenir des liquidités en cas de défaillance d'un adhérent à un service de la contrepartie centrale. En outre, la CDS peut, grâce à ses arrangements bancaires et en vertu de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements*, obtenir des liquidités de la Banque du Canada.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

La CDS gèrera les risques liés à la contrepartie centrale en appliquant le modèle de risque de FINet. La CDS fixera une garantie le jour même deux fois par jour, et les adhérents seront tenus de fournir une garantie le jour même deux fois par jour. Le modèle de mesure du risque de FINet devrait conserver le niveau de confiance cible de 97 % qui s'applique à DetNet.

Il n'existe aucun problème connu de conformité pour les adhérents.

C.3 Comparaison avec les normes internationales – (a) le Comité sur les systèmes de paiement et de règlement de la Banque des règlements internationaux, (b) le Comité Technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et (c) le Groupe des Trente

FINet surpasse les normes en matière d'exposition au risque de crédit. L'évaluation au marché aura lieu deux fois par jour au moyen des cours actuels. La CDS effectue également des contrôles *ex post* des exigences en matière de garantie au fonds des adhérents FINet afin de s'assurer qu'elles sont suffisantes et que les pertes éventuelles sont limitées au moyen de Procédés et méthodes en cas de défaillance documentés et d'un mécanisme d'attribution des pertes.

De plus, FINet aura son propre fonds des adhérents conçu pour confiner les pertes découlant de la défaillance d'un adhérent (abonné à FINet) sans qu'il n'y ait de répercussion sur les autres services. Les adhérents qui s'abonnent à FINet fourniront une garantie au fonds des adhérents et l'exigence en matière de garantie de chaque adhérent correspondra à un estimé de la perte éventuelle que causerait sa défaillance.

D. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE RÉDACTION DE LA RÈGLE

D.1 Contexte d'élaboration

L'élaboration se ferait sur une plateforme technologique prise en charge par un fournisseur tout en étant compatible avec la stratégie d'architecture de la CDS. L'application serait évolutive et ses composantes et processus clés seraient conçus sous forme de modules distincts, permettant ainsi l'apport d'améliorations ultérieures de manière plus économique. Les données et les fonctions seraient regroupées en réutilisant, dans la mesure du possible, des composantes existantes du CDSX, et respecteraient les normes de sécurité et de contrôle de vérification existantes de la CDS. Les composantes de l'architecture de l'établissement du solde net des titres à revenu fixe seraient placées sur une plateforme de l'ordinateur central et tireraient avantage des nouvelles technologies en développement qui devraient accélérer le processus d'élaboration.

D.2 Processus de rédaction des Règles

Chaque modification apportée aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* est passée en revue par le groupe de rédaction des Règles de la CDS, lequel est constitué de représentants des services juridiques et d'exploitation des groupes d'adhérents. Le mandat du groupe de rédaction des Règles est de conseiller les membres de la direction et du Conseil d'administration de la CDS sur les modifications apportées aux Règles et les autres questions juridiques afférentes aux services centralisés de dépôt et de compensation de valeurs, et ce, afin de s'assurer que ceux-ci répondent aux besoins de la CDS, de ses adhérents et des intervenants du secteur des valeurs mobilières.

Ces modifications ont été revues et approuvées par le Conseil d'administration de la CDS le 26 novembre 2008.

D.3 Questions prises en compte

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à **FINet^{MD}**

La CDS a présenté au groupe de travail composé d'adhérents un certain nombre d'options en vue d'améliorer l'établissement du solde net des titres à revenu fixe. Les options suivantes ont été étudiées, puis refusées :

Admissibilité des titres accrue au RNC

La CDS a proposé de rendre les titres à revenu fixe admissibles au Service de règlement net continu (« RNC ») afin d'accroître l'efficacité du marché sur la plateforme de contrepartie centrale existante. Toutefois, la majorité des membres du groupe de travail ont fait savoir que cette proposition les obligerait ainsi que leurs centres de traitement à façon à apporter des modifications considérables à leurs systèmes pour se plier au modèle de contrepartie centrale pour le RNC. En effet :

- le modèle de RNC existant ne permet pas aux adhérents de retenir leurs obligations en cours. Bien qu'il soit possible d'activer la fonction aux fins de retenue au RNC, il est impossible de retenir une partie des positions à livrer ou à recevoir en cours. Des modifications devraient être apportées au RNC pour qu'il puisse offrir cette fonctionnalité. Le groupe de travail a signalé que cette fonctionnalité serait nécessaire pour la gestion efficace des activités de règlement d'opérations non boursières et les marges de crédit. L'analyse de rentabilité est fondée sur l'utilisation maximale des fonctionnalités existantes du RNC pour l'élaboration du service d'établissement du solde net des titres à revenu fixe.
- l'établissement du solde net supprime l'opération initiale et établit une nouvelle obligation nette avec la CDS comme contrepartie, ce qui cause des problèmes aux dépositaires, puisqu'ils exercent leurs activités au moyen de règlements individuels avec leurs clients.

Optimisation des règlements le jour même

La CDS a proposé de mettre en application un processus d'optimisation des règlements le jour même obligatoire qui aurait englobé toutes les opérations non boursières de règlement individuel sur titres à revenu fixe dont la date de valeur correspond à la date du jour ouvrable actuel. Afin de permettre aux adhérents de gérer leurs facilités de crédit, seules les opérations en suspens auraient été prises en compte pour l'optimisation du règlement. Au départ, le groupe de travail a appuyé un processus d'optimisation des règlements qui ne comprenait que les opérations sur titres à revenu fixe en suspens. Les membres du groupe de travail n'ont pas donné leur appui aux autres options, puisqu'ils doivent déterminer la priorité de règlement des opérations retenues. Le risque le plus important associé à l'inclusion des opérations retenues est l'impossibilité pour les adhérents de contrôler leur crédit disponible dans le système. Par exemple, si les opérations retenues étaient incluses dans le processus d'optimisation, il serait alors possible que les opérations d'achat retenues d'un adhérent soient réglées pendant le processus d'optimisation sans que leurs opérations de vente ne le soient, ce qui entraînerait une utilisation substantielle de la marge de crédit de l'adhérent et limiterait ainsi possiblement sa capacité de régler d'autres opérations. Un autre facteur à prendre en considération était la désactivation possible du règlement au CDSX pendant le processus d'optimisation; il aurait alors fallu adopter certaines mesures pour minimiser l'incidence de cette interruption sur les autres fonctionnalités du CDSX.

La CDS a procédé à l'analyse des efficacités prévues en fonction de diverses options visant des opérations sur titres d'emprunt et sur titres de participation et des opérations en suspens et retenues. L'efficacité au chapitre du règlement tirée de l'inclusion des opérations sur titres à revenu fixe et titres d'emprunt en suspens et des opérations qui ne sont pas retenues était minimale, variant entre 1,3 % et 3,9 %. Si les opérations confirmées sur titres d'emprunt étaient incluses, un nombre considérablement plus élevé d'opérations sur titres à revenu fixe en cours serait réglé (entre 18,3 % et 32,3 % dans l'échantillon). Au cours de la discussion qui a suivi, le groupe de travail ne s'est pas montré prêt à appuyer l'inclusion des opérations retenues, puisque des raisons spécifiques justifient leur retenue et que leur règlement n'est pas possible tant que la retenue n'est pas levée. Le groupe de travail a reconnu que l'efficacité attendue du règlement, dans l'hypothèse où seules les opérations en suspens seraient incluses, n'était pas suffisante pour entreprendre l'élaboration d'un processus d'optimisation des règlements le jour même.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Options d'établissement du solde net des titres à revenu fixe

La CDS a présenté trois options pour l'établissement du solde net le jour même au groupe de travail. Le groupe de travail n'a pas trouvé de terrain d'entente quant à l'adoption de l'une de ces options, mais une réunion subséquente avec les adhérents de DetNet a permis de conclure qu'un processus d'établissement du solde net le jour même était nécessaire. Deux autres options d'établissement du solde net le jour même ont fait l'objet de discussions, mais n'ont pas eu de suite :

- Obligations « à recevoir » ou « à livrer » avec la CDS : Cette option d'établissement du solde net le jour même aurait entraîné une obligation « à recevoir » ou « à livrer » plutôt qu'une opération de règlement individuel. Bien que les adhérents seraient en mesure de retenir le règlement, une fois la retenue levée, l'obligation pourrait être réglée jusqu'à concurrence de son montant intégral. Par conséquent, les adhérents détenant une obligation « à recevoir » pourraient ne plus avoir la capacité de gérer leur crédit au CDSX. De plus, cette option nécessiterait l'apport de modifications aux systèmes internes des adhérents, qui reposent sur un environnement de règlement individuel.
- Opération de règlement individuel avec un adhérent du service d'établissement du solde net de la CDS à titre de contrepartie : Cette option d'établissement du solde net le jour même aurait entraîné une obligation de règlement individuel avec un autre adhérent à titre de contrepartie (plutôt que la CDS). Dans le cours normal des affaires, les processus internes de gestion du risque de contrepartie des adhérents pourraient ne pas leur permettre de faire affaire avec la contrepartie qui leur est associée. Ce modèle ne permettrait pas d'alléger le bilan pour les opérations de mise en pension, puisque la mise en pension reportée serait effectuée avec une contrepartie différente.

La CDS a également étudié un certain nombre de solutions de rechange à la solution recommandée, mais n'y a pas donné suite pour les raisons suivantes :

Statu quo

Le fournisseur a une version prise en charge de l'application serveur utilisée par DetNet, et la CDS pourrait faire une mise à niveau à la version prise en charge. Toutefois :

- l'architecture de DetNet n'est pas entièrement compatible avec les normes de sécurité et de vérification de la CDS, puisqu'il s'agit d'une application non modulaire. Les composantes et processus principaux (p. ex., l'établissement du solde net et le risque) sont tous intégrés dans le même code;
- DetNet n'a pas la fonctionnalité additionnelle demandée par les utilisateurs et, étant donné l'absence de modules dans l'architecture de DetNet, toute amélioration des fonctionnalités nécessiterait des modifications considérables au code et des essais exhaustifs;
- la synchronisation de toutes les données entre les systèmes principaux et de reprise est plus difficile à maintenir en cas de défaillance du matériel;
- les services de soutien pour les applications client-serveur spécialisées seraient tout de même nécessaires, puisque DetNet ne serait pas incluse dans les services de soutien à l'ordinateur central fournis à l'heure actuelle au CDSX.

Migration de DetNet à l'ordinateur central

La migration de fonctionnalités existantes à l'ordinateur central ne répondrait pas à un certain nombre d'exigences. Le groupe de travail avait des exigences spécifiques en matière de fonctionnalités additionnelles (présentées précédemment dans l'analyse de rentabilité) pour maintenir la participation au service d'établissement du solde net des titres à revenu fixe de la CDS.

Développer FINet pour en faire une application client-serveur

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Faire de FINet une application client-serveur est possible, mais cette option n'a pas été retenue pour les raisons suivantes :

- la CDS serait incapable de tirer profit des composantes et fonctionnalités existantes du CDSX sur une plateforme client-serveur;
- la synchronisation entre le CDSX et FINet serait nécessaire, puisque FINet demeurerait une application indépendante;
- un soutien spécialisé serait nécessaire, puisque FINet ne serait pas incluse dans les services de soutien à l'ordinateur central fournis à l'heure actuelle au CDSX.

D.4 Consultation

Lors de l'élaboration de la fonction FINet, la CDS, en consultation avec les adhérents, a tenu compte de la nature des nouvelles valeurs admissibles, des risques associés et d'un modèle de mesure du risque applicable, de la plateforme de développement et de la capacité de la CDS à fournir les renseignements aux adhérents au moyen des divers dispositifs de communication et de transmission disponibles.

L'élaboration de la fonction FINet a été entreprise à la suite d'une consultation réalisée auprès d'un groupe représentatif d'adhérents et de membres de l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières (« ACCVM »). L'application sera conçue conformément à la stratégie d'architecture de la CDS.

Les options visant l'amélioration de DetNet, un modèle de règlement net continu (« RNC ») et d'établissement du solde net sans novation (dans le cadre duquel la CDS ne serait pas la contrepartie) ont été étudiées, puis refusées par le groupe de travail composé d'adhérents.

Le Comité consultatif sur le risque de la CDS a reçu le modèle de mesure du risque FINet aux fins d'examen le 23 octobre 2007. De plus, les problèmes en matière de risque afférents à FINet ont été discutés aux réunions du Comité consultatif sur le risque du 26 juin 2007 et du 15 août 2007; l'établissement des dispositions relatives aux liquidités pour les valeurs FINet a été discuté le 16 janvier 2008; l'attribution des pertes FINet a été discutée le 15 juillet 2008. L'adhésion au Comité consultatif sur le risque est ouverte aux représentants des groupes d'adhérents au CDSX énumérés ci-après : prêteurs, agents de règlement, fédérations adhérentes et emprunteurs. Les représentants des organismes de réglementation de la CDS (la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Autorité des marchés financiers du Québec et la Banque du Canada) et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières peuvent prendre part au Comité consultatif sur le risque à titre d'observateurs. Le mandat du Comité consultatif sur le risque est l'étude et la recommandation à la CDS des améliorations à apporter au Modèle de mesure du risque du CDSX, aux mesures de contrôle du risque pour les services transfrontaliers et à toute autre mesure afférente nécessaire afin d'atténuer les risques financiers pour la CDS et ses adhérents. Ce Comité est également responsable de l'examen de la pertinence de la couverture du modèle de mesure du risque contre les risques liés au CDSX et des coûts associés pour la CDS et ses adhérents aux fins de recommandations au Comité de vérification et de gestion des risques du Conseil d'administration de la CDS Itée. Le Comité consultatif sur le risque peut être appelé à faire des suggestions à l'égard de problèmes liés aux risques opérationnels de temps à autre.

D.5 Autres possibilités étudiées

L'application DetNet n'est pas évolutive et les principaux processus et composantes ne sont pas conçus comme des modules distincts. Des améliorations exigeraient des processus de développement et d'essais coûteux et ne satisferaient pas aux normes actuelles de la CDS en matière d'architecture. Les données et les fonctions ne seraient pas non plus regroupées, puisque la CDS ne pourrait pas réutiliser les composantes existantes du CDSX.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

L'élaboration de l'architecture d'établissement du solde net des titres à revenu fixe sur la plateforme de l'ordinateur central tirerait avantage des nouvelles technologies en développement, réglerait des problèmes connus liés à l'architecture DetNet existante et devrait aider à accélérer le processus de développement. Un modèle de RNC nécessiterait d'importantes modifications systémiques pour les adhérents et l'option sans novation pourrait exposer les adhérents au risque lié au règlement provenant de contreparties avec lesquelles ils n'auraient normalement pas eu d'opération.

D.6 Plan de mise en œuvre

FINet sera mis en œuvre par étape afin de réduire le risque et la complexité. Les étapes sont les suivantes :

- Étape relative à la facturation – les modifications apportées à la facturation à l'égard des titres d'emprunt au CDSX devraient être mises en œuvre le 16 février 2009 :
 - les transmissions de cours additionnelles et améliorées (comprenant les rendements des valeurs) seront reçues d'un fournisseur
 - les transmissions de taux de rendement de référence pour les séries d'obligations dont la date d'échéance est similaire et du taux canadien de pension d'un jour (CORRA) seront reçues d'un fournisseur
- Étape 1 relative aux valeurs – obligations et bons du Trésor du gouvernement du Canada – prévue le 6 avril 2009
- Étape 2 relative aux valeurs – obligations, billets et bons du Trésor des gouvernements provinciaux – prévue le 4 mai 2009
- Étape 3 relative aux valeurs – obligations garanties par le gouvernement fédéral – prévue le 25 mai 2009

La CDS est reconnue à titre d'agence de compensation par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (« CVMO ») en vertu de l'article 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario*. L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») a autorisé la CDS à poursuivre les activités de compensation au Québec en vertu des articles 169 et 170 de la *Loi sur les valeurs mobilières du Québec*. De plus, la CDS est réputée être la chambre de compensation pour le CDSX, système de compensation et de règlement désigné par la Banque du Canada en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements*. La CVMO, l'AMF et la Banque du Canada seront ci-après collectivement désignées par l'expression « autorités de reconnaissance ».

Les modifications apportées aux *Règles à l'intention des adhérents* entreront en vigueur dès l'obtention de l'approbation des modifications par les autorités de reconnaissance à la suite de la publication de l'avis et de la sollicitation de commentaires.

E. INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES SUR LES SYSTÈMES

E.1 CDS

La CDS prévoit concevoir un service facultatif à l'intention des adhérents. Du point de vue de la CDS, FINet est un nouveau service et des modifications au CDSX et aux autres systèmes existants sont requises.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

La fonction FINet remplacera la fonction DetNet existante comme plateforme technologique client-serveur de DetNet. La fonction FINet fonctionnera sur la plateforme de l'ordinateur central de la CDS et sera bien intégrée au CDSX, éliminant le besoin de synchronisation des données ou de coordination des activités sur les deux plateformes. La fonction assurera la gestion des risques afférents à la fonction et permettra de prévoir, et d'effectuer, les processus d'établissement du solde net multiples tout au long de la journée, dont deux (le jour même et en fin de journée) feront partie de la mise en œuvre initiale. Un nouveau processus de règlement est également élaboré pour le règlement partiel et intégral d'opérations FINet en temps réel, en fonction de la disponibilité des fonds, des valeurs ou de la garantie.

Des améliorations considérables sont également apportées à la facturation au CDSX relative aux titres d'emprunt parallèlement à la mise en œuvre de FINet. Ces améliorations comprennent l'automatisation de processus auparavant manuels, la réception de transmissions de cours additionnelles pendant la journée et l'utilisation des taux de rendement des valeurs provinciales pour calculer les cours des effets provinciaux, au besoin (la facturation au CDSX utilise actuellement les rendements des valeurs fédérales pour établir les cours des effets provinciaux).

E.2 Adhérents de la CDS

Du point de vue des adhérents, ceux qui sont actuellement abonnés à DetNet sont déjà prêts à recevoir les données de sortie liées au service d'établissement du solde net des titres à revenu fixe (fichier, messages InterLink, rapports) de la CDS, mais ils devront également prendre des dispositions afin de recevoir des fichiers supplémentaires et les données afférentes. Ceux qui choisissent de s'abonner à la fonction FINet devront prendre les dispositions pour recevoir les données de sortie afférentes à FINet (fichiers, messages InterLink, rapports).

E.3 Autres intervenants du marché

Aucun nouveau fichier sortant ou type de messages InterLink ne sera créé au terme de la mise en œuvre de FINet. Cependant, un nouveau type d'enregistrement sera ajouté à un fichier sortant existant et certains messages InterLink existants contiendront de nouvelles données dans des champs qui existent déjà. De plus, des données de sortie afférentes à FINet seront générées par le nouveau processus le jour même. Les adhérents ou leurs centres de traitement à façon ont été informés de ces changements et les adhérents à DetNet existants ou leurs centres de traitement à façon ont indiqué qu'ils seraient en mesure d'accepter ces données de sortie. Un régime exhaustif de tests sera suivi par la CDS et un essai général (avec les adhérents et leurs centres de traitement à façon) aura lieu avant le lancement de FINet dans l'environnement de production. Cet essai n'aura aucune incidence négative sur le CDSX.

Les modifications découlant de la mise en œuvre de FINet apportées aux fichiers sortants ou aux messages InterLink sont documentées dans le guide *Services interactifs et par lots de la CDS — Renseignements techniques de la CDS*.

F. COMPARAISON AVEC LES AUTRES AGENCES DE COMPENSATION

The Depository Trust & Clearing Corporation (« DTCC »), par l'intermédiaire de sa filiale, Fixed Income Clearing Corporation (« FICC ») a des règles en place pour son service d'établissement du solde net des titres à revenu fixe. Le service d'établissement du solde net des titres à revenu fixe précédent de la CDS (DetNet) a été conçu en fonction du modèle de la Government Securities Clearing Corporation (« GSCC ») de la DTCC, le prédécesseur de la FICC. Le nouveau service d'établissement du solde net des titres à revenu fixe de la CDS (FINet) est une amélioration de DetNet et est comparable à la Government Securities Division (« GSD ») de la FICC. Des règles de la FICC comparables comprennent la Règle 4 (*Clearing Fund & Loss Allocation*), la Règle 11 (*Netting System*) et la Règle 11B (*Guaranty of Settlement*).

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FInet^{MD}**G. ÉVALUATION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

La CDS a déterminé que ces modifications proposées ne sont pas contraires à l'intérêt général.

H. COMMENTAIRES

Veillez faire parvenir vos commentaires écrits à l'égard des modifications proposées dans les 30 jours civils suivant la date de publication du présent avis dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, aux coordonnées suivantes :

Services juridiques
Services de dépôt et de compensation CDS inc.
85, rue Richmond Ouest
Toronto (Ontario) M5H 2C9
Télécopieur : 416 365-1984
Courriel : attention@cds.ca

Veillez également faire parvenir un exemplaire de ces commentaires à l'Autorité des marchés financiers et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, aux personnes indiquées ci-après :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3

Télécopieur : 514 864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Directrice, Réglementation du marché
Division des marchés des capitaux
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20, rue Queen Ouest, bureau 1903
C.P. 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8

Télécopieur : 416 595-8940
Courriel : marketregulation@osc.gov.on.ca

La CDS mettra à la disposition du public, sur demande, des exemplaires des commentaires reçus au cours de la période de sollicitation de commentaires.

I. MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

L'annexe « A » comprend le libellé des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* en vigueur à l'heure actuelle reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées, ainsi que le libellé reflétant l'adoption des modifications proposées.

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à **FINet^{MD}**

ANNEXE « A »
MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>[Libellé des Règles avec marques de changement - - les caractères soulignés en vert représentent des ajouts et les caractères barrés en rouge représentent des suppressions]</p> <p>1.2.1 Définitions</p> <p>« date de valeur » désigne la date choisie par les adhérents qui sont partie à une opération ou à une obligation DetNetFINet pour le règlement de l'opération ou de l'obligation DetNetFINet; (<i>Value Date</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>« DetNetFINet » désigne la fonction décrite à la Règle 7.3 qui permet le traitement de certaines opérations avant le règlement; (DetNetFINet)</p> <p>[. . .]</p> <p>« fonction » désigne une méthode de traitement des opérations dans le cadre d'un service. La CDS peut offrir plus d'une fonction dans le cadre d'un service donné. Parmi les fonctions, on retrouve celles décrites dans les Procédés et méthodes, les fonctions du RNC et DetNetFINet pour les opérations traitées au moyen de la novation et l'établissement du solde net prérèglement; (<i>Function</i>)</p> <p>« fonction de la contrepartie centrale » désigne l'une ou l'autre des fonctions RNC et DetNetFINet utilisées pour traiter les opérations par novation ou établissement du solde net avant règlement; (<i>CCP Function</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>« obligation de la contrepartie centrale » désigne les obligations et les droits réciproques entre la CDS et un adhérent au terme du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen de la fonction du RNC ou de la fonction DetNetFINet. En vertu d'une obligation de la contrepartie centrale, (i) la CDS ou l'adhérent a l'obligation de livrer des valeurs et le droit de recevoir paiement pour cette livraison de valeurs et (ii) l'autre partie a le droit correspondant de recevoir des valeurs et</p>	<p>1.2.2 Définitions</p> <p>« date de valeur » désigne la date choisie par les adhérents qui sont partie à une opération ou à une obligation FINet pour le règlement de l'opération ou de l'obligation FINet; (<i>Value Date</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>« FINet » désigne la fonction décrite à la Règle 7.3 qui permet le traitement de certaines opérations avant le règlement; (<i>FINet</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>« fonction » désigne une méthode de traitement des opérations dans le cadre d'un service. La CDS peut offrir plus d'une fonction dans le cadre d'un service donné. Parmi les fonctions, on retrouve celles décrites dans les Procédés et méthodes, les fonctions du RNC et FINet pour les opérations traitées au moyen de la novation et l'établissement du solde net prérèglement; (<i>Function</i>)</p> <p>« fonction de la contrepartie centrale » désigne l'une ou l'autre des fonctions RNC et FINet utilisées pour traiter les opérations par novation ou établissement du solde net avant règlement; (<i>CCP Function</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>« obligation de la contrepartie centrale » désigne les obligations et les droits réciproques entre la CDS et un adhérent au terme du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen de la fonction du RNC ou de la fonction FINet. En vertu d'une obligation de la contrepartie centrale, (i) la CDS ou l'adhérent a l'obligation de livrer des valeurs et le droit de recevoir paiement pour cette livraison de valeurs et (ii) l'autre partie a le droit correspondant de recevoir des valeurs et l'obligation correspondante d'effectuer le</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>l'obligation correspondante d'effectuer le paiement. Une obligation de la contrepartie centrale correspond à une obligation du RNC ou à une obligation DetNetFINet; (<i>Central Counterparty Obligation</i>)</p> <p>« obligation DetNetFINet » désigne une obligation de la contrepartie centrale entre la CDS et un adhérent qui est calculée au terme du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen de la fonction DetNetFINet; (<i>DetNetFINet Obligation</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p><u>« processus de règlement en temps réel FINet » désigne un des processus de règlement décrit à la Règle 7.5; (<i>FINet Real Time Settlement Process</i>)</u></p> <p>« processus de règlement <u>individuel</u> en temps réel » ou « processus <u>individuel</u> en temps reel » désigne un des processus de règlement décrits à la Règle 7.6; (<i>Real Time Settlement Process</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>1.3.14 Finalité</p> <p>Les écritures sont passées dans les grands livres tenus pour les adhérents et pour la CDS pour que soient inscrites les transactions, y compris le dépôt, le retrait et la livraison de valeurs, la novation et l'établissement du solde net des transactions au moyen des fonctions RNC et DetNetFINet, entre deux adhérents ou la CDS et un adhérent, et que soient faits les paiements. Ces écritures sont finales et irrévocables une fois passées. Le règlement d'une obligation de paiement entre la CDS et l'adhérent est final et irrévocable une fois effectué, et ce, de quelque façon que ce soit, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS à la Banque du Canada, au moyen d'un message de paiement transmis par Fedwire, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS auprès de son banquier pour tout service transfrontalier, ou au moyen d'un paiement en provenance ou à destination du banquier qualifié de l'adhérent ou de l'agent payeur désigné. Les écritures et paiements finaux ne peuvent être ni supprimés, ni rajustés, ni contrepasés, ni remboursés ni annulés. La CDS et les adhérents ont droit à un compte rendu comptable à l'égard de</p>	<p>paiement. Une obligation de la contrepartie centrale correspond à une obligation du RNC ou à une obligation FINet; (<i>Central Counterparty Obligation</i>)</p> <p>« obligation FINet » désigne une obligation de la contrepartie centrale entre la CDS et un adhérent qui est calculée au terme du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen de la fonction FINet; (<i>FINet Obligation</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>« processus de règlement en temps réel FINet » désigne un des processus de règlement décrit à la Règle 7.5; (<i>FINet Real Time Settlement Process</i>)</p> <p>« processus de règlement individuel en temps réel » ou « processus individuel en temps reel » désigne un des processus de règlement décrits à la Règle 7.6; (<i>Real Time Settlement Process</i>)</p> <p>[. . .]</p> <p>1.3.14 Finalité</p> <p>Les écritures sont passées dans les grands livres tenus pour les adhérents et pour la CDS pour que soient inscrites les transactions, y compris le dépôt, le retrait et la livraison de valeurs, la novation et l'établissement du solde net des transactions au moyen des fonctions RNC et FINet, entre deux adhérents ou la CDS et un adhérent, et que soient faits les paiements. Ces écritures sont finales et irrévocables une fois passées. Le règlement d'une obligation de paiement entre la CDS et l'adhérent est final et irrévocable une fois effectué, et ce, de quelque façon que ce soit, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS à la Banque du Canada, au moyen d'un message de paiement transmis par Fedwire, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS auprès de son banquier pour tout service transfrontalier, ou au moyen d'un paiement en provenance ou à destination du banquier qualifié de l'adhérent ou de l'agent payeur désigné. Les écritures et paiements finaux ne peuvent être ni supprimés, ni rajustés, ni contrepasés, ni remboursés ni annulés. La CDS et les adhérents ont droit à un compte rendu comptable à l'égard de toute</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>toute transaction, mais les erreurs doivent être corrigées uniquement par de nouvelles écritures ou de nouveaux paiements conformément aux présentes Règles, et ce, si les circonstances l'exigent.</p> <p>1.6.5 Règlements</p> <p>Un règlement s'effectue selon le principe d'une livraison contre paiement. Les opérations sont enregistrées auprès de la CDS pour y être réglées par la livraison de valeurs et le paiement. Une opération peut être réglée soit (i) sans établissement du solde net prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) avec l'établissement du solde net et la novation prérèglement au moyen d'une des fonctions du RNC ou de DetNetFINet pour traiter les obligations de la contrepartie centrale. Les opérations font l'objet de vérifications diverses, y compris la vérification de la valeur de la garantie globale pour s'assurer du montant de garantie disponible pour couvrir les obligations de l'adhérent.</p> <p>Le règlement d'une opération est effectué par la CDS comme suit : elle passe des écritures de débit et de crédit des comptes pertinents dans les grands livres qu'elle tient à jour pour les adhérents qui sont parties à l'opération afin d'effectuer le paiement et la livraison des valeurs entre les adhérents. Les valeurs sont livrées par inscription comptable de valeurs détenues au service de dépôt. Au terme du règlement d'une opération, les obligations qu'ont les adhérents entre eux, c'est-à-dire la livraison des valeurs et le paiement, sont éteintes et remplacées par les obligations entre la CDS et les adhérents de livrer les valeurs inscrites aux comptes de valeurs des adhérents et d'effectuer le paiement inscrit dans les comptes de fonds des adhérents.</p> <p>5.7.1 Établissement de fonds</p> <p>Chaque adhérent qui utilise une ou toutes les fonctions suivantes doit devenir membre du fonds établi pour cette fonction :</p> <p>(a) DetNetFINet</p> <p>(b) RNC</p> <p>Chaque membre d'un fonds fait partie du groupe</p>	<p>transaction, mais les erreurs doivent être corrigées uniquement par de nouvelles écritures ou de nouveaux paiements conformément aux présentes Règles, et ce, si les circonstances l'exigent.</p> <p>1.6.5 Règlements</p> <p>Un règlement s'effectue selon le principe d'une livraison contre paiement. Les opérations sont enregistrées auprès de la CDS pour y être réglées par la livraison de valeurs et le paiement. Une opération peut être réglée soit (i) sans établissement du solde net prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) avec l'établissement du solde net et la novation prérèglement au moyen d'une des fonctions du RNC ou de FINet pour traiter les obligations de la contrepartie centrale. Les opérations font l'objet de vérifications diverses, y compris la vérification de la valeur de la garantie globale pour s'assurer du montant de garantie disponible pour couvrir les obligations de l'adhérent.</p> <p>Le règlement d'une opération est effectué par la CDS comme suit : elle passe des écritures de débit et de crédit des comptes pertinents dans les grands livres qu'elle tient à jour pour les adhérents qui sont parties à l'opération afin d'effectuer le paiement et la livraison des valeurs entre les adhérents. Les valeurs sont livrées par inscription comptable de valeurs détenues au service de dépôt. Au terme du règlement d'une opération, les obligations qu'ont les adhérents entre eux, c'est-à-dire la livraison des valeurs et le paiement, sont éteintes et remplacées par les obligations entre la CDS et les adhérents de livrer les valeurs inscrites aux comptes de valeurs des adhérents et d'effectuer le paiement inscrit dans les comptes de fonds des adhérents.</p> <p>5.7.1 Établissement de fonds</p> <p>Chaque adhérent qui utilise une ou toutes les fonctions suivantes doit devenir membre du fonds établi pour cette fonction :</p> <p>(a) FINet</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>de crédit de fonds. Chaque membre d'un groupe de crédit de fonds garantit le paiement à la CDS de certaines obligations d'un adhérent suspendu en vertu de la présente Règle 5.7. Chaque membre d'un fonds effectue des contributions à ce fonds conformément à la Règle 5.8.</p> <p>5.7.4 Calcul de la quote-part</p> <p>Toute demande de paiement de la CDS, conformément à la Règle 5.7.2, précise la date et l'heure d'entrée en vigueur à utiliser pour calculer la quote-part du membre de l'obligation de l'adhérent défaillant et fournit les détails de ce calcul. La date et l'heure d'entrée en vigueur sont la date et l'heure auxquelles survient la suspension de l'adhérent défaillant ou de l'adhérent défaillant subséquent, à moins que le Conseil d'administration n'établisse qu'une autre date et une autre heure doivent être utilisées pour un tel calcul. Le Conseil d'administration, agissant de façon raisonnable dans l'intérêt de la CDS et de l'ensemble des adhérents, peut fixer une autre heure et une autre date d'entrée en vigueur aux fins de calcul de la quote-part. La quote-part du membre de l'obligation doit former par rapport aux obligations de tous les autres membres qui utilisent le service ou la fonction une proportion égale à celle que forme la contribution du membre au fonds établi pour la fonction à l'égard de laquelle la faute a été commise par rapport au total des contributions de l'ensemble des membres (sauf l'adhérent défaillant), à la différence près que la quote-part du membre du fonds de DetNetFINet est déterminée selon une formule décrite dans les Procédés et méthodes qui se base sur les récentes transactions du membre avec l'adhérent défaillant et traitées dans DetNetFINet et supprimées du service de règlement, comme en font état les registres d'archives de telles transactions supprimées. On ne doit tenir compte ni des contributions au fonds de l'adhérent défaillant ni de celles de chaque adhérent défaillant subséquent dans le calcul de la quote-part d'un membre de l'obligation d'un adhérent défaillant subséquent. Si la contribution au fonds d'un membre est libellée séparément en dollars canadiens ou en dollars américains, alors, aux fins de la présente Règle 5.7.4, le calcul de la quote-part sera effectué en utilisant les contributions totales et en convertissant les contributions en dollars américains en leur équivalent en dollars canadiens au taux de change</p>	<p>(b) RNC</p> <p>Chaque membre d'un fonds fait partie du groupe de crédit de fonds. Chaque membre d'un groupe de crédit de fonds garantit le paiement à la CDS de certaines obligations d'un adhérent suspendu en vertu de la présente Règle 5.7. Chaque membre d'un fonds effectue des contributions à ce fonds conformément à la Règle 5.8.</p> <p>5.7.4 Calcul de la quote-part</p> <p>Toute demande de paiement de la CDS, conformément à la Règle 5.7.2, précise la date et l'heure d'entrée en vigueur à utiliser pour calculer la quote-part du membre de l'obligation de l'adhérent défaillant et fournit les détails de ce calcul. La date et l'heure d'entrée en vigueur sont la date et l'heure auxquelles survient la suspension de l'adhérent défaillant ou de l'adhérent défaillant subséquent, à moins que le Conseil d'administration n'établisse qu'une autre date et une autre heure doivent être utilisées pour un tel calcul. Le Conseil d'administration, agissant de façon raisonnable dans l'intérêt de la CDS et de l'ensemble des adhérents, peut fixer une autre heure et une autre date d'entrée en vigueur aux fins de calcul de la quote-part. La quote-part du membre de l'obligation doit former par rapport aux obligations de tous les autres membres qui utilisent le service ou la fonction une proportion égale à celle que forme la contribution du membre au fonds établi pour la fonction à l'égard de laquelle la faute a été commise par rapport au total des contributions de l'ensemble des membres (sauf l'adhérent défaillant), à la différence près que la quote-part du membre du fonds de FINet est déterminée selon une formule décrite dans les Procédés et méthodes qui se base sur les récentes transactions du membre avec l'adhérent défaillant et traitées dans FINet et supprimées du service de règlement, comme en font état les registres d'archives de telles transactions supprimées. On ne doit tenir compte ni des contributions au fonds de l'adhérent défaillant ni de celles de chaque adhérent défaillant subséquent dans le calcul de la quote-part d'un membre de l'obligation d'un adhérent défaillant subséquent. Si la contribution au fonds d'un membre est libellée séparément en dollars</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>établi par la CDS.</p> <p>7.1.1 Aperçu du service de règlement</p> <p>Le service de règlement est un service établi par la CDS pour permettre le règlement d'opérations sur valeurs admissibles au moyen de la livraison de valeurs et du paiement dans les registres de la CDS. Les valeurs deviennent admissibles au CDSX tel que décrit à la Règle 6.2. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les valeurs admissibles à une fonction donnée du service de règlement. Voici les étapes relatives au règlement d'une opération :</p> <p>[...]</p> <p>(c) Une opération peut être réglée soit (i) sans établissement du solde net prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement effectués à l'aide de la fonction du RNC ou de DetNetFINet pour traiter les obligations de la contrepartie centrale.</p> <p>[...]</p> <p>(e) Il existe troisquatre processus de règlement : le processus de règlement net continu le jour même, le processus de règlement <u>individuel</u> en temps réel, et le processus de règlement combiné par lots et net continu <u>et le processus de règlement en temps réel FINet</u>.</p> <p>7.1.2 Aperçu de l'établissement du solde net prérèglement</p> <p>Une opération peut être réglée soit (i) sans établissement du solde net prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement effectués à l'aide de la fonction du RNC ou de DetNetFINet pour traiter les obligations de la contrepartie centrale.</p> <p>Lorsqu'une opération est réglée sans établissement du solde net au moyen de la méthode de règlement individuel, les adhérents qui sont parties à l'opération conservent leur rôle de livreur et de destinataire et de débiteur et bénéficiaire pour cette opération jusqu'à ce que le règlement soit terminé entre ces adhérents.</p>	<p>canadiens ou en dollars américains, alors, aux fins de la présente Règle 5.7.4, le calcul de la quote-part sera effectué en utilisant les contributions totales et en convertissant les contributions en dollars américains en leur équivalent en dollars canadiens au taux de change établi par la CDS.</p> <p>7.1.1 Aperçu du service de règlement</p> <p>Le service de règlement est un service établi par la CDS pour permettre le règlement d'opérations sur valeurs admissibles au moyen de la livraison de valeurs et du paiement dans les registres de la CDS. Les valeurs deviennent admissibles au CDSX tel que décrit à la Règle 6.2. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les valeurs admissibles à une fonction donnée du service de règlement. Voici les étapes relatives au règlement d'une opération :</p> <p>[...]</p> <p>(c) Une opération peut être réglée soit (i) sans établissement du solde net prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement effectués à l'aide de la fonction du RNC ou de FINet pour traiter les obligations de la contrepartie centrale.</p> <p>[...]</p> <p>(e) Il existe quatre processus de règlement : le processus de règlement net continu le jour même, le processus de règlement individuel en temps réel, le processus de règlement combiné par lots et net continu et le processus de règlement en temps réel FINet.</p> <p>7.1.2 Aperçu de l'établissement du solde net prérèglement</p> <p>Une opération peut être réglée soit (i) sans établissement du solde net prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>Une opération peut être traitée avant le règlement au moyen de la fonction RNC ou de DetNetFINet, si cette fonction s'applique automatiquement à cette catégorie d'opérations ou si les conditions suivantes sont respectées : (i) les deux adhérents qui sont parties à l'opération utilisent cette fonction; (ii) la valeur faisant l'objet de l'opération est admissible à cette fonction; et (iii) les deux adhérents précisent qu'ils désirent que cette opération soit traitée au moyen de cette fonction pour le règlement.</p> <p>Lors du traitement d'une opération au moyen de la fonction RNC ou de DetNetFINet avant le règlement, chaque obligation des adhérents qui sont parties à l'opération est d'abord remplacée par les obligations entre chaque adhérent et la CDS et le solde net de l'obligation résultante envers la CDS est alors établi contre les obligations similaires de l'adhérent envers la CDS aux fins de calcul de l'obligation de la contrepartie centrale à régler entre cet adhérent et la CDS. En vertu d'une obligation de la contrepartie centrale, (i) soit la CDS ou l'adhérent a l'obligation de livrer les valeurs et (ii) l'autre partie a le droit correspondant de recevoir les valeurs et l'obligation correspondante d'effectuer le paiement. Une obligation de la contrepartie centrale est une obligation du RNC ou une obligation de DetNetFINet selon la fonction utilisée afin de traiter les opérations initiales.</p> <p>7.3 DETNETFINET FUNCTION</p> <p>7.3.1 Aperçu de la fonction DetNetFINet</p> <p>« DetNetFINet » est une fonction qui établit le solde net <u>et effectue la novation</u> des opérations admissibles <u>sur titres à revenu fixe postdatées</u>. <u>Pour les opérations admissibles, DetNet</u>FINet calcule les obligations DetNetFINet dues, de temps à autre, entre un adhérent et la CDS en remplaçant les obligations entre adhérents, <u>avant au plus tard à</u> la date de valeur, qui découlent d'une opération par des obligations envers la CDS (novation), ainsi qu'en établissant le solde net de l'ensemble des obligations similaires de l'adhérent envers la CDS. Chaque obligation DetNetFINet en résultant est une obligation de la contrepartie centrale qui est <u>réglée admissible au règlement</u> à sa date de valeur au moyen <u>du règlement en temps réel FINet ou du</u></p>	<p>effectués à l'aide de la fonction du RNC ou de FINet pour traiter les obligations de la contrepartie centrale.</p> <p>Lorsqu'une opération est réglée sans établissement du solde net au moyen de la méthode de règlement individuel, les adhérents qui sont parties à l'opération conservent leur rôle de livreur et de destinataire et de débiteur et bénéficiaire pour cette opération jusqu'à ce que le règlement soit terminé entre ces adhérents.</p> <p>Une opération peut être traitée avant le règlement au moyen de la fonction RNC ou de FINet, si cette fonction s'applique automatiquement à cette catégorie d'opérations ou si les conditions suivantes sont respectées : (i) les deux adhérents qui sont parties à l'opération utilisent cette fonction; (ii) la valeur faisant l'objet de l'opération est admissible à cette fonction; et (iii) les deux adhérents précisent qu'ils désirent que cette opération soit traitée au moyen de cette fonction pour le règlement.</p> <p>Lors du traitement d'une opération au moyen de la fonction RNC ou de FINet avant le règlement, chaque obligation des adhérents qui sont parties à l'opération est d'abord remplacée par les obligations entre chaque adhérent et la CDS et le solde net de l'obligation résultante envers la CDS est alors établi contre les obligations similaires de l'adhérent envers la CDS aux fins de calcul de l'obligation de la contrepartie centrale à régler entre cet adhérent et la CDS. En vertu d'une obligation de la contrepartie centrale, (i) soit la CDS ou l'adhérent a l'obligation de livrer les valeurs et (ii) l'autre partie a le droit correspondant de recevoir les valeurs et l'obligation correspondante d'effectuer le paiement. Une obligation de la contrepartie centrale est une obligation du RNC ou une obligation de FINet selon la fonction utilisée afin de traiter les opérations initiales.</p> <p>7.3 FINET FUNCTION</p> <p>7.3.1 Aperçu de la fonction FINet</p> <p>« FINet » est une fonction qui établit le solde net et effectue la novation des opérations</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>service de règlement.</p> <p>7.3.2 Admissibilité</p> <p>Conformément à la Règle 2.2.8, le Conseil d'administration peut imposer des critères et des conditions supplémentaires pour les adhérents admissibles à DetNetFINet qu'il juge souhaitables ou nécessaires à la protection de la CDS et des autres adhérents DetNetFINet. La CDS déterminera les opérations qui sont admissibles à DetNetFINet, en fonction des caractéristiques qu'elle juge pertinentes, y compris la catégorie de titres à livrer au terme de l'opération et la date de <u>valeurs</u><u>source</u> de l'opération.</p> <p>Une opération <u>dont la date de valeur est la date du jour, une date antérieure ou une date ultérieure</u> peut être traitée avant le règlement au moyen de DetNetFINet si DetNetFINet s'applique automatiquement à cette catégorie d'opérations ou si les conditions suivantes sont respectées : (i) les deux adhérents qui sont parties à l'opération utilisent DetNet; (ii) la valeur qui fait l'objet de l'opération est admissible à DetNet et (iii) les deux adhérents précisent qu'ils désirent voir l'opération traitée au moyen de DetNet et si l'opération respecte les critères d'admissibilité énoncés dans les Procédés et méthodes et les critères énoncés dans chaque option de service de l'adhérent.</p> <p>7.3.3 Novation des opérations avant le règlement</p> <p>Lors du traitement d'une opération au moyen de DetNetFINet, les obligations et droits de règlement entre adhérents découlant de l'opération (obligation de payer ou de livrer les valeurs ou droit de recevoir les valeurs ou le paiement) sont éteints et remplacés par des obligations et droits de règlement entre chaque adhérent et la CDS, ce qui fera en sorte que toutes les obligations et tous les droits des adhérents auront pour contrepartie la CDS. Les obligations et les droits, au terme de la novation, entre la CDS et chaque adhérent, seront dus à la date de valeur de l'opération. Si la novation des obligations et des droits de règlement a une incidence sur les modalités et conditions de l'opération sous-jacente entre les adhérents, opération qui devait être réglée par l'opération principale, les modalités et conditions en question seront réputées être modifiées, devoir prendre effet</p>	<p>admissibles sur titres à revenu fixe. Pour les opérations admissibles, FINet calcule les obligations FINet dues, de temps à autre, entre un adhérent et la CDS en remplaçant les obligations entre adhérents, au plus tard à la date de valeur, qui découlent d'une opération par des obligations envers la CDS (novation), ainsi qu'en établissant le solde net de l'ensemble des obligations similaires de l'adhérent envers la CDS. Chaque obligation FINet en résultant est une obligation de la contrepartie centrale qui est admissible au règlement à sa date de valeur au moyen du règlement en temps réel FINet ou du service de règlement.</p> <p>7.3.2 Admissibilité</p> <p>Conformément à la Règle 2.2.8, le Conseil d'administration peut imposer des critères et des conditions supplémentaires pour les adhérents admissibles à FINet qu'il juge souhaitables ou nécessaires à la protection de la CDS et des autres adhérents FINet. La CDS déterminera les opérations qui sont admissibles à FINet, en fonction des caractéristiques qu'elle juge pertinentes, y compris la catégorie de titres à livrer au terme de l'opération et la source de l'opération.</p> <p>Une opération dont la date de valeur est la date du jour, une date antérieure ou une date ultérieure peut être traitée avant le règlement au moyen de FINet si FINet s'applique automatiquement à cette catégorie d'opérations et si l'opération respecte les critères d'admissibilité énoncés dans les Procédés et méthodes et les critères énoncés dans chaque option de service de l'adhérent.</p> <p>7.3.3 Novation des opérations avant le règlement</p> <p>Lors du traitement d'une opération au moyen de FINet, les obligations et droits de règlement entre adhérents découlant de l'opération (obligation de payer ou de livrer les valeurs ou droit de recevoir les valeurs ou le paiement) sont éteints et remplacés par des obligations et droits de règlement entre chaque adhérent et la CDS, ce qui fera en sorte que toutes les obligations et</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>et s'appliquer en conformité au traitement du règlement au moyen de DetNetFINet (à moins que les adhérents en décident autrement, d'un commun accord).</p> <p>7.3.4 Établissement du solde net des opérations au terme de la novation</p> <p>Chaque fois qu'une opération entre adhérents est traitée au moyen de DetNetFINet, le solde net des droits et obligations entre chaque adhérent et la CDS, au terme de la novation, est établi avec les obligations et droits correspondants afin de calculer une seule obligation DetNetFINet pour cette date de valeur et pour l'émission de valeurs dans la monnaie courante à ce moment-là entre l'adhérent et la CDS. Une obligation DetNetFINet est semblable à une autre obligation DetNetFINet si chacune des obligations est une obligation DetNetFINet entre cet adhérent et la CDS et entre la CDS et cet adhérent, avec la même date de valeur, libellés dans la même monnaie pour la même émission de titres et découlant de toutes les autres opérations de l'adhérent traitées précédemment au moyen de DetNetFINet. Une obligation DetNetFINet d'un adhérent est semblable aux autres obligations et le solde net peut en être établi même si en vertu d'une obligation DetNetFINet la CDS est tenue de livrer les valeurs à l'adhérent et a le droit de recevoir paiement de l'adhérent; tandis qu'en vertu d'une autre obligation DetNetFINet, la CDS a le droit de recevoir les valeurs de l'adhérent et l'obligation de verser le paiement à l'adhérent et vice versa.</p> <p>La CDS tient un registre des obligations DetNetFINet en suspens de chaque adhérent, de temps à autre, dans le but d'enregistrer, par date de valeur pour chaque émission de paiement de la CDS ou (ii) l'obligation de l'adhérent de verser le paiement à la CDS et le droit de l'adhérent de recevoir les valeurs de la CDS.</p> <p>7.3.5 Traitement au moyen de DetNetFINet</p> <p>L'établissement du solde net des droits et obligations découlant d'une opération, au terme de la novation, a lieu au même moment que la novation de l'opération en question, afin de calculer une obligation DetNetFINet unique due à chaque date de valeur pour chaque émission de valeurs, et</p>	<p>tous les droits des adhérents auront pour contrepartie la CDS. Les obligations et les droits, au terme de la novation, entre la CDS et chaque adhérent, seront dus à la date de valeur de l'opération. Si la novation des obligations et des droits de règlement a une incidence sur les modalités et conditions de l'opération sous-jacente entre les adhérents, opération qui devait être réglée par l'opération principale, les modalités et conditions en question seront réputées être modifiées, devoir prendre effet et s'appliquer en conformité au traitement du règlement au moyen de FINet.</p> <p>7.3.4 Établissement du solde net des opérations au terme de la novation</p> <p>Chaque fois qu'une opération entre adhérents est traitée au moyen de FINet, le solde net des droits et obligations entre chaque adhérent et la CDS, au terme de la novation, est établi avec les obligations et droits correspondants afin de calculer une seule obligation FINet pour cette date de valeur et pour l'émission de valeurs dans la monnaie courante à ce moment-là entre l'adhérent et la CDS. Une obligation FINet est semblable à une autre obligation FINet si chacune des obligations est une obligation FINet entre cet adhérent et la CDS et entre la CDS et cet adhérent, avec la même date de valeur, libellés dans la même monnaie pour la même émission de titres et découlant de toutes les autres opérations de l'adhérent traitées au moyen de FINet. Une obligation FINet d'un adhérent est semblable aux autres obligations et le solde net peut en être établi même si en vertu d'une obligation FINet la CDS est tenue de livrer les valeurs à l'adhérent et a le droit de recevoir paiement de l'adhérent; tandis qu'en vertu d'une autre obligation FINet, la CDS a le droit de recevoir les valeurs de l'adhérent et l'obligation de verser le paiement à l'adhérent et vice versa.</p> <p>La CDS tient un registre des obligations FINet en suspens de chaque adhérent, de temps à autre, dans le but d'enregistrer, par date de valeur pour chaque émission de paiement de la CDS ou (ii) l'obligation de l'adhérent de verser le paiement à la CDS et le droit de l'adhérent de recevoir les valeurs de la CDS.</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>libellée dans la même monnaie <u>et pour le même compte de client (le cas échéant)</u>. La novation et l'établissement du solde net sont effectués lorsque des écritures sont passées dans les registres que met à jour la CDS, supprimant ainsi l'opération entre adhérents et enregistrant des obligations DetNetFINet, nouvelles ou recalculées, entre chaque adhérent et la CDS. Les écritures relatives à chaque opération sont traitées simultanément et en mode de validation; (i) soit toutes les écritures sont passées afin de supprimer l'opération et d'enregistrer les obligations DetNetFINet, soit aucune des écritures n'est passée, et (ii) la suppression et l'enregistrement ont lieu simultanément. La CDS fournit aux adhérents des renseignements démontrant que chacune des opérations a été supprimée lors du traitement au moyen de DetNetFINet, et ce, afin de les aider dans le rapprochement de leurs registres. Pour plus de certitude, le fait que la CDS fournisse des registres archivés des opérations supprimées ne diminue en rien le caractère final de la novation de toute opération traitée au moyen de DetNetFINet. Ces registres ne peuvent constituer une preuve d'une obligation entre adhérents par rapport à une opération supprimée.</p> <p>7.3.6 Cotes</p> <p>(a) <u>Calcul de l'évaluation au marché quotidienne</u>Cote établie quotidiennement</p> <p>Pour chaque jour ouvrable où une obligation DetNetFINet est courante, la CDS calcule, <u>dans les délais et</u> conformément aux Procédés et méthodes, une cote relative à l'obligation DetNetFINet. <u>Cette</u>Une cote établie quotidiennement correspond à l'élément de financement de l'obligation DetNetFINet ainsi qu'au cours des titres <u>selon les transmissions de cours quotidien</u>(à l'établissement de la cote) qui doivent être livrés-ou reçus <u>à la date de valeur par la CDS et qui peut être calculée une ou plusieurs fois par jour ouvrable l'adhérent pour cette obligation</u>DetNet. Le montant de la <u>d'une</u> cote établie quotidiennement doit être versé, le même jour ouvrable <u>(cote le jour même) ou le jour ouvrable suivant (cote de fin de journée)</u>, à la CDS par l'adhérent à qui incombe l'obligation DetNetFINet, ou par la CDS à ce dernier. De plus, le même jour ouvrable, la composante de paiement de l'obligation DetNetFINet est ajustée en fonction du montant de la cote établie quotidiennement.</p>	<p>7.3.5 Traitement au moyen de FINet</p> <p>L'établissement du solde net des droits et obligations découlant d'une opération, au terme de la novation, a lieu au même moment que la novation de l'opération en question, afin de calculer une obligation FINet unique due à chaque date de valeur pour chaque émission de valeurs, libellée dans la même monnaie et pour le même compte de client (le cas échéant). La novation et l'établissement du solde net sont effectués lorsque des écritures sont passées dans les registres que met à jour la CDS, supprimant ainsi l'opération entre adhérents et enregistrant des obligations FINet, nouvelles ou recalculées, entre chaque adhérent et la CDS. Les écritures relatives à chaque opération sont traitées simultanément et en mode de validation; (i) soit toutes les écritures sont passées afin de supprimer l'opération et d'enregistrer les obligations FINet, soit aucune des écritures n'est passée, et (ii) la suppression et l'enregistrement ont lieu simultanément. La CDS fournit aux adhérents des renseignements démontrant que chacune des opérations a été supprimée lors du traitement au moyen de FINet, et ce, afin de les aider dans le rapprochement de leurs registres. Pour plus de certitude, le fait que la CDS fournisse des registres archivés des opérations supprimées ne diminue en rien le caractère final de la novation de toute opération traitée au moyen de FINet. Ces registres ne peuvent constituer une preuve d'une obligation entre adhérents par rapport à une opération supprimée.</p> <p>7.3.6 Cotes</p> <p>(a) Calcul de l'évaluation au marché quotidienne</p> <p>Pour chaque jour ouvrable où une obligation FINet est courante, la CDS calcule, dans les délais et conformément aux Procédés et méthodes, une cote relative à l'obligation FINet. Une cote établie quotidiennement correspond à l'élément de financement de l'obligation FINet ainsi qu'au cours des titres selon les transmissions de cours quotidien qui doivent être reçus par la CDS et qui peut être calculée une ou plusieurs fois par jour ouvrable. Le montant d'une cote établie quotidiennement doit être versé, le même jour ouvrable (cote le jour même)</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>(b) Cote de défaillance</p> <p>De plus, afin d'encourager le règlement en temps opportun des obligations DetNetFINet, la CDS peut imposer une cote de défaillance pour toute livraison de valeurs retardée ou partielle découlant d'une obligation DetNetFINet ou pour tout paiement retardé ou partiel découlant d'une obligation DetNetFINet. La CDS calcule, conformément aux Procédés et méthodes, une cote de défaillance, laquelle correspond au coût de financement du règlement retardé ou partiel. Lors de l'imposition d'une cote de défaillance, le montant de la cote doit être versé à la CDS par les adhérents ayant omis de lui livrer des valeurs ou d'effectuer le paiement et doit être versé par la CDS aux adhérents à qui elle a omis de livrer les valeurs ou d'effectuer le paiement. La composante de paiement de l'obligation DetNetFINet n'est pas ajustée en fonction de la cote de défaillance.</p> <p>(c) Paiement de la cote nette</p> <p>La CDS calcule un montant net dû à ou par chaque adhérent conformément aux cotes DetNetFINet en établissant le solde net de la totalité des cotes DetNetFINet devant être payées ou reçues par l'adhérent en question et la cote nette DetNetFINet est portée au crédit ou au débit du compte de fonds de l'adhérent. Aucun montant ne sera tiré d'une marge de crédit ou d'un plafond de fonctionnement pour une cote DetNetFINet.</p> <p>7.3.7 Règlement des obligations DetNetFINet</p> <p>Chaque obligation DetNetFINet est réglée à sa date de valeur par une opération entre l'adhérent et la CDS au moyen de crédits et de débits portés au compte de valeurs et au compte de fonds de la CDS et de l'adhérent, sous réserve des mêmes vérifications et restrictions dont fait l'objet toute autre opération de cet adhérent.</p> <p>7.3.8 Règlement partiel et règlement retardé</p> <p>(a) Incidence d'un règlement partiel ou retardé</p> <p>La CDS peut retarder la réception, ou effectuer une réception partielle, de valeurs qui doivent être</p>	<p>ou le jour ouvrable suivant (cote de fin de journée), à la CDS par l'adhérent à qui incombe l'obligation FINet, ou par la CDS à ce dernier. De plus, le même jour ouvrable, la composante de paiement de l'obligation FINet est ajustée en fonction du montant de la cote établie quotidiennement.</p> <p>(b) Cote de défaillance</p> <p>De plus, afin d'encourager le règlement en temps opportun des obligations FINet, la CDS peut imposer une cote de défaillance pour toute livraison de valeurs retardée ou partielle découlant d'une obligation FINet ou pour tout paiement retardé ou partiel découlant d'une obligation FINet. La CDS calcule, conformément aux Procédés et méthodes, une cote de défaillance, laquelle correspond au coût de financement du règlement retardé ou partiel. Lors de l'imposition d'une cote de défaillance, le montant de la cote doit être versé à la CDS par les adhérents ayant omis de lui livrer des valeurs ou d'effectuer le paiement et doit être versé par la CDS aux adhérents à qui elle a omis de livrer les valeurs ou d'effectuer le paiement. La composante de paiement de l'obligation FINet n'est pas ajustée en fonction de la cote de défaillance.</p> <p>(c) Paiement de la cote nette</p> <p>La CDS calcule un montant net dû à ou par chaque adhérent conformément aux cotes FINet en établissant le solde net de la totalité des cotes FINet devant être payées ou reçues par l'adhérent en question et la cote nette FINet est portée au crédit ou au débit du compte de fonds de l'adhérent. Aucun montant ne sera tiré d'une marge de crédit ou d'un plafond de fonctionnement pour une cote FINet.</p> <p>7.3.7 Règlement des obligations FINet</p> <p>Chaque obligation FINet est réglée à sa date de valeur par une opération entre l'adhérent et la CDS au moyen de crédits et de débits portés au compte de valeurs et au compte de fonds de la CDS et de l'adhérent, sous réserve des mêmes vérifications et restrictions dont fait l'objet toute autre opération de cet adhérent.</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>reçues en vertu de la composante de valeurs d'une obligation DetNetFINet si elle est dans l'impossibilité de livrer de nouveau toutes lesdites valeurs en vertu de la composante de valeurs d'une autre de ses obligations DetNetFINet envers un autre adhérent. La CDS peut retarder la livraison, ou effectuer une livraison partielle, de valeurs qui doivent être livrées en vertu de la composante de valeurs d'une obligation DetNetFINet si elle n'a pas reçu la livraison de toutes lesdites valeurs en vertu de la composante de valeurs d'une autre de ses obligations DetNetFINet envers un autre adhérent. Advenant une livraison partielle des valeurs, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement de la composante de valeurs de l'obligation DetNetFINet, la composante de paiement est ajustée. Advenant un paiement partiel, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement de la composante de paiement de l'obligation DetNetFINet, la composante de valeurs est ajustée. Si l'obligation DetNetFINet d'un adhérent ou de la CDS n'est pas réglée en totalité à la date de valeur parce qu'une valeur ou l'ensemble des valeurs devant être livrées en vertu de l'obligation DetNetFINet ne sont pas livrées ou parce qu'un paiement ou l'ensemble des paiements devant être effectués en vertu de l'obligation DetNetFINet sont pas effectués, la date de valeur de l'obligation DetNetFINet courante sera reportée au prochain jour ouvrable. Le solde net de l'obligation sera établi contre les obligations DetNetFINet de la CDS et de l'adhérent pour la nouvelle date de valeur (si elles existent). La révision et le recalcul de l'obligation DetNetFINet se poursuivront jusqu'au règlement complet de l'obligation. Afin d'encourager le règlement en temps opportun des obligations DetNetFINet, la CDS peut imposer des frais pour toute livraison <u>ou réception</u> de valeurs retardée ou partielle découlant d'une obligation DetNetFINet ou pour tout paiement retardé ou partiel découlant d'une obligation DetNetFINet.</p> <p>(b) Procédure de couverture</p> <p>Si la CDS n'a pas livré l'ensemble des valeurs dues à un adhérent pour une obligation DetNetFINet, l'adhérent en question peut demander à la CDS de régler l'obligation FINet, alors courante, à la date de valeur <u>initiale</u>courante. Si la CDS reçoit une demande de règlement de livraison partielle ou</p>	<p>7.3.8 Règlement partiel et règlement retardé</p> <p>(a) Incidence d'un règlement partiel ou retardé</p> <p>La CDS peut retarder la réception, ou effectuer une réception partielle, de valeurs qui doivent être reçues en vertu de la composante de valeurs d'une obligation FINet si elle est dans l'impossibilité de livrer de nouveau toutes lesdites valeurs en vertu de la composante de valeurs d'une autre de ses obligations FINet envers un autre adhérent. La CDS peut retarder la livraison, ou effectuer une livraison partielle, de valeurs qui doivent être livrées en vertu de la composante de valeurs d'une obligation FINet si elle n'a pas reçu la livraison de toutes lesdites valeurs en vertu de la composante de valeurs d'une autre de ses obligations FINet envers un autre adhérent. Advenant une livraison partielle des valeurs, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement de la composante de valeurs de l'obligation FINet, la composante de paiement est ajustée. Advenant un paiement partiel, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement de la composante de paiement de l'obligation FINet, la composante de valeurs est ajustée. Si l'obligation FINet d'un adhérent ou de la CDS n'est pas réglée en totalité à la date de valeur parce qu'une valeur ou l'ensemble des valeurs devant être livrées en vertu de l'obligation FINet ne sont pas livrées ou parce qu'un paiement ou l'ensemble des paiements devant être effectués en vertu de l'obligation FINet sont pas effectués, la date de valeur de l'obligation FINet courante sera reportée au prochain jour ouvrable. Le solde net de l'obligation sera établi contre les obligations FINet de la CDS et de l'adhérent pour la nouvelle date de valeur (si elles existent). La révision et le recalcul de l'obligation FINet se poursuivront jusqu'au règlement complet de l'obligation. Afin d'encourager le règlement en temps opportun des obligations FINet, la CDS peut imposer des frais pour toute livraison ou réception de valeurs retardée ou partielle découlant d'une obligation FINet ou pour tout paiement retardé ou partiel découlant d'une obligation FINet.</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>retardée, elle peut exiger qu'un adhérent, qui a des obligations DetNetFINet de livraison des valeurs de cette émission à la CDS, à cette date de valeur, effectue la livraison en question. Au terme de cette demande formulée par la CDS, l'adhérent devra régler en totalité l'obligation DetNetFINet forcée avant l'échéance prescrite et ne pourra faire une livraison partielle ou retardée. Si l'adhérent omet de régler en totalité une opération DetNetFINet forcée, la CDS peut, en tout temps, procéder à la couverture de la livraison retardée ou partielle de l'adhérent. Lorsque la CDS procède à une opération de couverture, l'obligation DetNetFINet forcée est annulée. La CDS peut nommer un agent chargé de l'achat des titres pour la couverture. Cet achat sera fait en conformité avec les modalités que la CDS juge raisonnables, en tenant compte du fait que la CDS doit promptement recevoir les valeurs. Si la CDS effectue l'achat de valeurs, le prix de ces valeurs ainsi que tous les coûts et dépenses encourus par la CDS pour cet achat seront dus à la CDS par l'adhérent ayant omis de régler l'obligation DetNetFINet forcée.</p> <p>7.3.9 Défaillance après le règlement</p> <p>Au terme du règlement d'une obligation DetNetFINet, cette dernière ne se distingue plus des autres opérations réglées pour l'adhérent. Si l'adhérent est suspendu après le règlement de l'obligation DetNetFINet, la CDS prendra les mesures qui s'imposent à l'égard de la suspension, sans tenir compte du fait que l'obligation pour laquelle l'adhérent est défaillant comprenait des débits et des crédits découlant du règlement de l'obligation DetNetFINet. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, la CDS peut prendre les mesures décrites à la Règle 9.2 pour recouvrer le paiement d'une caution auprès des autres membres de tout groupe de crédit duquel l'adhérent défaillant est membre, et les mesures décrites à la Règle 9 de manière générale.</p> <p>7.3.10 Processus de clôture</p> <p>(a) Mesures prises par la CDS</p> <p>À la résiliation ou à la suspension de la Convention d'adhésion d'un adhérent à DetNetFINet, la CDS :</p> <p>(i) réglera les obligations DetNetFINet dues à</p>	<p>(b) Procédure de couverture</p> <p>Si la CDS n'a pas livré l'ensemble des valeurs dues à un adhérent pour une obligation FINet, l'adhérent en question peut demander à la CDS de régler l'obligation FINet, alors courante, à la date de valeur initiale. Si la CDS reçoit une demande de règlement de livraison partielle ou retardée, elle peut exiger qu'un adhérent, qui a des obligations FINet de livraison des valeurs de cette émission à la CDS, effectue la livraison en question. Au terme de cette demande formulée par la CDS, l'adhérent devra régler en totalité l'obligation FINet forcée avant l'échéance prescrite et ne pourra faire une livraison partielle ou retardée. Si l'adhérent omet de régler en totalité une opération FINet forcée, la CDS peut, en tout temps, procéder à la couverture de la livraison retardée ou partielle de l'adhérent. Lorsque la CDS procède à une opération de couverture, l'obligation FINet forcée est annulée. La CDS peut nommer un agent chargé de l'achat des titres pour la couverture. Cet achat sera fait en conformité avec les modalités que la CDS juge raisonnables, en tenant compte du fait que la CDS doit promptement recevoir les valeurs. Si la CDS effectue l'achat de valeurs, le prix de ces valeurs ainsi que tous les coûts et dépenses encourus par la CDS pour cet achat seront dus à la CDS par l'adhérent ayant omis de régler l'obligation FINet forcée.</p> <p>7.3.9 Défaillance après le règlement</p> <p>Au terme du règlement d'une obligation FINet, cette dernière ne se distingue plus des autres opérations réglées pour l'adhérent. Si l'adhérent est suspendu après le règlement de l'obligation FINet, la CDS prendra les mesures qui s'imposent à l'égard de la suspension, sans tenir compte du fait que l'obligation pour laquelle l'adhérent est défaillant comprenait des débits et des crédits découlant du règlement de l'obligation FINet. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, la CDS peut prendre les mesures décrites à la Règle 9.2 pour recouvrer le paiement d'une caution auprès des autres membres de tout groupe de crédit duquel l'adhérent défaillant est membre, et les mesures décrites à la Règle 9 de manière générale.</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>la date de valeur auprès de chaque adhérent (autre que l'adhérent défaillant), mais ce règlement peut être retardé jusqu'au terme du processus de clôture de l'adhérent défaillant, conformément à cette Règle;</p> <p>(ii) annulera toutes les obligations DetNetFINet courantes de l'adhérent défaillant (y compris les obligations DetNetFINet qui devaient être réglées à la date de la suspension et les obligations DetNetFINet avec dates de valeur ultérieures);</p> <p>(iii) déterminera le montant de clôture pour chaque obligation DetNetFINet annulée;</p> <p>(iv) déterminera la valeur d'annulation nette de toutes les obligations DetNetFINet de l'adhérent défaillant en compensant les montants de clôture qui sont des pertes pour la CDS par les montants de clôture qui sont des gains pour la CDS; et</p> <p>(v) prendra les mesures décrites à la Règle 9.</p> <p>La CDS peut décider de ne pas prendre l'ensemble ou certaines de ces mesures à l'égard d'un adhérent suspendu. Dans pareil cas, l'avis de suspension stipule les mesures à prendre.</p> <p>(b) Calcul des montants de clôture</p> <p>Le montant de clôture de chaque obligation DetNetFINet est le montant que la CDS, de bonne foi, établit comme équivalent au total de sa perte ou de son gain découlant de la défaillance de l'obligation DetNetFINet en question. Ce montant comprendra les coûts de financement. La CDS peut procéder à une opération qui aura pour effet de remplacer (dans la limite du possible) le montant équivalant à l'obligation, de l'adhérent défaillant, relative à l'obligation DetNetFINet de livrer ou de recevoir les valeurs en échange du paiement correspondant. La CDS peut, à sa discrétion, déterminer que l'opération de remplacement sera un achat/vente, un achat/rachat, un contrat de mise en pension, un prêt de titres ou une opération différente. Si l'opération de remplacement doit être réglée par une opération, cette dernière peut être traitée au</p>	<p>7.3.10 Processus de clôture</p> <p>(a) Mesures prises par la CDS</p> <p>À la résiliation ou à la suspension de la Convention d'adhésion d'un adhérent FINet, la CDS :</p> <p>(i) réglera les obligations FINet dues à la date de valeur auprès de chaque adhérent (autre que l'adhérent défaillant), mais ce règlement peut être retardé jusqu'au terme du processus de clôture de l'adhérent défaillant, conformément à cette Règle;</p> <p>(ii) annulera toutes les obligations FINet courantes de l'adhérent défaillant (y compris les obligations FINet qui devaient être réglées à la date de la suspension et les obligations FINet avec dates de valeur ultérieures);</p> <p>(iii) déterminera le montant de clôture pour chaque obligation FINet annulée;</p> <p>(iv) déterminera la valeur d'annulation nette de toutes les obligations FINet de l'adhérent défaillant en compensant les montants de clôture qui sont des pertes pour la CDS par les montants de clôture qui sont des gains pour la CDS; et</p> <p>(v) prendra les mesures décrites à la Règle 9.</p> <p>La CDS peut décider de ne pas prendre l'ensemble ou certaines de ces mesures à l'égard d'un adhérent suspendu. Dans pareil cas, l'avis de suspension stipule les mesures à prendre.</p> <p>(b) Calcul des montants de clôture</p> <p>Le montant de clôture de chaque obligation FINet est le montant que la CDS, de bonne foi, établit comme équivalent au total de sa perte ou de son gain découlant de la défaillance de l'obligation FINet en question. Ce montant comprendra les coûts de financement. La CDS peut procéder à une opération qui aura pour effet de remplacer (dans la limite du possible) le montant équivalant à l'obligation, de l'adhérent</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>moyen de DetNetFINet. Les coûts ou les gains engendrés par une opération de remplacement, y compris les montants de cotes payés ou reçus sur l'obligation DetNetFINet résultant du traitement de l'opération de remplacement au moyen de DetNetFINet, peuvent servir au calcul du montant de clôture de l'obligation DetNetFINet remplacée. Si la CDS juge qu'il n'est pas possible de procéder à une opération de remplacement, les pertes ou gains représentant le montant de clôture peuvent être établis au moyen des taux ou des prix obtenus auprès d'un ou de plusieurs courtiers réputés, et provenant du marché pertinent.</p> <p>(c) Calcul de la valeur d'annulation nette</p> <p>La CDS calculera la valeur d'annulation nette de l'ensemble des obligations DetNetFINet annulées de l'adhérent défaillant, en cas de suspension. Cette valeur sera le montant net de l'ensemble des pertes et gains découlant du montant de clôture de toutes les obligations DetNetFINet. La valeur d'annulation nette sera un montant dû et payable immédiatement par l'adhérent défaillant à la CDS.</p> <p>(d) Dégagement de responsabilité</p> <p>Chaque adhérent à DetNetFINet libère et exonère la CDS de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés par la Règle 7.3, autre que les responsabilités ou réclamations découlant de négligence grave ou de défaillance volontaire.</p> <p>7.3.11 Retrait de DetNetFINet</p> <p>Un adhérent peut se retirer de DetNetFINet en donnant avis à la CDS de son intention de se retirer. La CDS informe tous les autres adhérents qui utilisent DetNetFINet qu'elle a reçu un avis d'intention de retrait de cet adhérent et leur en communique les détails. L'avis entre en vigueur à la fin du dixième jour ouvrable suivant la plus éloignée de ces dates : (i) le jour ouvrable où l'adhérent donne l'avis ou (ii) le jour ouvrable où l'adhérent, ayant donné un tel avis, n'a pas d'obligation DetNetFINet en cours et a payé le montant net exigible relatif aux cotes DetNetFINet. Un adhérent s'étant retiré de DetNetFINet n'a pas d'obligation, conformément à la Règle 5.8, en ce</p>	<p>défaillant, relative à l'obligation FINet de livrer ou de recevoir les valeurs en échange du paiement correspondant. La CDS peut, à sa discrétion, déterminer que l'opération de remplacement sera un achat/vente, un achat/rachat, un contrat de mise en pension, un prêt de titres ou une opération différente. Si l'opération de remplacement doit être réglée par une opération, cette dernière peut être traitée au moyen de FINet. Les coûts ou les gains engendrés par une opération de remplacement, y compris les montants de cotes payés ou reçus sur l'obligation FINet résultant du traitement de l'opération de remplacement au moyen de FINet, peuvent servir au calcul du montant de clôture de l'obligation FINet remplacée. Si la CDS juge qu'il n'est pas possible de procéder à une opération de remplacement, les pertes ou gains représentant le montant de clôture peuvent être établis au moyen des taux ou des prix obtenus auprès d'un ou de plusieurs courtiers réputés, et provenant du marché pertinent.</p> <p>(c) Calcul de la valeur d'annulation nette</p> <p>La CDS calculera la valeur d'annulation nette de l'ensemble des obligations FINet annulées de l'adhérent défaillant, en cas de suspension. Cette valeur sera le montant net de l'ensemble des pertes et gains découlant du montant de clôture de toutes les obligations FINet. La valeur d'annulation nette sera un montant dû et payable immédiatement par l'adhérent défaillant à la CDS.</p> <p>(d) Dégagement de responsabilité</p> <p>Chaque adhérent FINet libère et exonère la CDS de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés par la Règle 7.3, autre que les responsabilités ou réclamations découlant de négligence grave ou de défaillance volontaire.</p> <p>7.3.11 Retrait de FINet</p> <p>Un adhérent peut se retirer de FINet en donnant avis à la CDS de son intention de se retirer. La CDS informe tous les autres adhérents qui utilisent FINet qu'elle a reçu un avis d'intention de retrait de cet adhérent et leur en communique les détails. L'avis entre en vigueur à la fin du</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>qui a trait à l'obligation d'un adhérent défaillant suspendu après l'entrée en vigueur de son avis d'intention de retrait. À moins qu'il n'exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale en vertu de la Règle 9.4, un adhérent qui a donné un avis d'intention de retrait demeure responsable de toutes ses obligations, conformément à la Règle 5.8, en ce qui a trait à l'obligation d'un adhérent défaillant suspendu avant l'entrée en vigueur de son avis d'intention de retrait.</p> <p><u>7.3.12 Disposition transitoire</u></p> <p><u>Conformément à la Règle 3.3.10, la CDS doit donner avis aux adhérents à DetNet que la fonction DetNet sera interrompue, et ce, au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur de l'interruption de la fonction DetNet [le lundi 6 avril 2009].</u></p> <p><u>Conformément aux Règles 2.2.1, 2.2.2, 2.2.7 et 2.2.8, tous les adhérents à DetNet admissibles seront réputés être admissibles, avoir demandé et avoir été approuvés pour utiliser la fonction FINet, et sont réputés être des adhérents FINet dès l'entrée en vigueur de la fonction FINet. En tout temps après l'entrée en vigueur de la fonction FINet, un adhérent FINet peut se retirer de l'utilisation de la fonction FINet conformément à la Règle 7.3.11. Toutefois, si l'adhérent FINet qui se retire a des opérations courantes dont le solde net est établi ou des opérations initiales dont le solde net est établi dont les dates de valeur n'ont pas été atteintes au moment de l'interruption de la fonction DetNet, l'adhérent FINet ne doit pas se retirer de l'utilisation de la fonction FINet conformément à la Règle 7.3.11 pendant 10 jours ouvrables à partir du moment où il n'a plus d'opérations courantes dont le solde net est établi et qu'il a payé le montant net du à l'égard de ses obligations évaluées au marché liées aux opérations initiales dont le solde net est établi.</u></p> <p>7.5.1 Processus de règlement</p> <p>Une opération en suspens ou une obligation de la contrepartie centrale courante est considérée aux fins de règlement à sa date de valeur. Il existe troisquatre processus de règlement : le processus de règlement net continu le jour même (processus RNC le jour même), le processus de règlement individuel en temps réel (processus individuel en temps réel) et le processus de règlement combiné</p>	<p>dixième jour ouvrable suivant la plus éloignée de ces dates : (i) le jour ouvrable où l'adhérent donne l'avis ou (ii) le jour ouvrable où l'adhérent, ayant donné un tel avis, n'a pas d'obligation FINet en cours et a payé le montant net exigible relatif aux cotes FINet. Un adhérent s'étant retiré de FINet n'a pas d'obligation, conformément à la Règle 5.8, en ce qui a trait à l'obligation d'un adhérent défaillant suspendu après l'entrée en vigueur de son avis d'intention de retrait. À moins qu'il n'exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale en vertu de la Règle 9.4, un adhérent qui a donné un avis d'intention de retrait demeure responsable de toutes ses obligations, conformément à la Règle 5.8, en ce qui a trait à l'obligation d'un adhérent défaillant suspendu avant l'entrée en vigueur de son avis d'intention de retrait.</p> <p>7.3.12 Disposition transitoire</p> <p>Conformément à la Règle 3.3.10, la CDS doit donner avis aux adhérents à DetNet que la fonction DetNet sera interrompue, et ce, au moins 30 jours avant l'entrée en vigueur de l'interruption de la fonction DetNet [le lundi 6 avril 2009].</p> <p>Conformément aux Règles 2.2.1, 2.2.2, 2.2.7 et 2.2.8, tous les adhérents à DetNet admissibles seront réputés être admissibles, avoir demandé et avoir été approuvés pour utiliser la fonction FINet, et sont réputés être des adhérents FINet dès l'entrée en vigueur de la fonction FINet. En tout temps après l'entrée en vigueur de la fonction FINet, un adhérent FINet peut se retirer de l'utilisation de la fonction FINet conformément à la Règle 7.3.11. Toutefois, si l'adhérent FINet qui se retire a des opérations courantes dont le solde net est établi ou des opérations initiales dont le solde net est établi dont les dates de valeur n'ont pas été atteintes au moment de l'interruption de la fonction DetNet, l'adhérent FINet ne doit pas se retirer de l'utilisation de la fonction FINet conformément à la Règle 7.3.11 pendant 10 jours ouvrables à partir du moment où il n'a plus d'opérations courantes dont le solde net est établi et qu'il a payé le montant net du à l'égard de ses obligations évaluées au marché liées aux opérations initiales dont le solde net est établi.</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>par lots et net continu (processus combiné par lots et net continu) <u>et le processus de règlement en temps réel FINet.</u></p> <p>7.5.2 Processus <u>individuel</u> en temps réel</p> <p>Le processus de règlement <u>individuel</u> en temps réel :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) est lancé lorsque le système est en fonction; (b) traite le règlement d'opérations en suspens dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode de règlement individuel (y compris les mises en gage); (c) traite le règlement des obligations DetNet courantes; (d) n'effectue pas la novation ou n'établit pas le solde net des opérations nouvellement enregistrées afin de créer des nouvelles obligations de contrepartie centrale; (e) règle une opération seulement si la totalité de l'opération peut être réglée; (f) règle une obligation DetNet courante en partie ou en totalité; (g) applique la vérification prérèglement décrite à la Règle 5.13 aux soldes des comptes de fonds et de valeurs découlant du règlement de chaque opération et de chaque obligation DetNet individuellement. <p>Si une opération ne passe pas entièrement la vérification prérèglement, elle n'est pas partiellement réglée et demeure une opération en suspens qui sera considérée de nouveau aux fins de règlement.</p> <p>Lorsque le processus <u>individuel</u> en temps réel a une incidence sur le règlement d'une opération, les montants sont tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit (au besoin) au moment de la livraison des valeurs conformément à la Règle 7.7.2 et à la Règle 7.7.4 et le paiement est effectué conformément à la Règle 7.7.5. La totalité des écritures nécessaires à</p>	<p>7.5.1 Processus de règlement</p> <p>Une opération en suspens ou une obligation de la contrepartie centrale courante est considérée aux fins de règlement à sa date de valeur. Il existe quatre processus de règlement : le processus de règlement net continu le jour même (processus RNC le jour même), le processus de règlement individuel en temps réel (processus individuel en temps réel) et le processus de règlement combiné par lots et net continu (processus combiné par lots et net continu) et le processus de règlement en temps réel FINet.</p> <p>7.5.2 Processus individuel en temps réel</p> <p>Le processus de règlement individuel en temps réel :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) est lancé lorsque le système est en fonction; (b) traite le règlement d'opérations en suspens dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode de règlement individuel (y compris les mises en gage); (c) n'effectue pas la novation ou n'établit pas le solde net des opérations nouvellement enregistrées afin de créer des nouvelles obligations de contrepartie centrale; (d) règle une opération seulement si la totalité de l'opération peut être réglée; <p>Si une opération ne passe pas entièrement la vérification prérèglement, elle n'est pas partiellement réglée et demeure une opération en suspens qui sera considérée de nouveau aux fins de règlement.</p> <p>Lorsque le processus individuel en temps réel a une incidence sur le règlement d'une opération, les montants sont tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit (au besoin) au moment de la livraison des valeurs conformément à la Règle 7.7.2 et à la Règle 7.7.4 et le paiement est effectué conformément à la Règle 7.7.5. La totalité des écritures</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à FINet^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>chaque règlement est traitée en mode validation, ce qui a pour résultat que soit la totalité des écritures (y compris toutes les écritures aux comptes de fonds et de valeurs et toutes les écritures de montants tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs) nécessaires afin de conclure le règlement est passée, soit si pour toute raison que ce soit une des écritures ne peut être passée, aucune des écritures n'est passée et l'opération n'est pas réglée.</p> <p>7.5.4 Processus de règlement net continu et par lots combiné</p> <p>Le processus de règlement net continu et par lots combiné :</p> <p>(a) est lancé une fois par jour à titre de processus distinct avant que ne soit lancé le processus <u>individuel</u> en temps réel ou le processus RNC le jour même et peut être lancé plus souvent si la CDS considère que cette mesure est nécessaire afin d'améliorer la fonctionnalité du service;</p> <p>[...]</p> <p>Le processus de règlement net continu et par lots combiné règle une opération en suspens ou des obligations de la contrepartie centrale courantes seulement si tous les soldes de comptes résultants passent la vérification prérèglement. Si tel n'est pas le cas, l'opération en suspens est retirée du lot (et non considérée aux fins de règlement partiel), et l'obligation de la contrepartie centrale est considérée aux fins de règlement partiel, conformément à la Règle 7.5.7-6-6, jusqu'à ce que les obligations restantes puissent être réglées dans les limites établies par la vérification prérèglement. Les opérations retirées du lot demeurent des opérations en suspens à considérer aux fins de règlement. Après de tels retraits, les opérations et les obligations de la contrepartie centrale restantes sont réglées par lots.</p> <p>[...]</p> <p>7.5.6 Processus de règlement en temps réel FINet</p>	<p>nécessaires à chaque règlement est traitée en mode validation, ce qui a pour résultat que soit la totalité des écritures (y compris toutes les écritures aux comptes de fonds et de valeurs et toutes les écritures de montants tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs) nécessaires afin de conclure le règlement est passée, soit si pour toute raison que ce soit une des écritures ne peut être passée, aucune des écritures n'est passée et l'opération n'est pas réglée.</p> <p>7.5.4 Processus de règlement net continu et par lots combiné</p> <p>Le processus de règlement net continu et par lots combiné :</p> <p>(a) est lancé une fois par jour à titre de processus distinct avant que ne soit lancé le processus individuel en temps réel ou le processus RNC le jour même et peut être lancé plus souvent si la CDS considère que cette mesure est nécessaire afin d'améliorer la fonctionnalité du service;</p> <p>[...]</p> <p>Le processus de règlement net continu et par lots combiné règle une opération en suspens ou des obligations de la contrepartie centrale courantes seulement si tous les soldes de comptes résultants passent la vérification prérèglement. Si tel n'est pas le cas, l'opération en suspens est retirée du lot (et non considérée aux fins de règlement partiel), et l'obligation de la contrepartie centrale est considérée aux fins de règlement partiel, conformément à la Règle 7.5.7, jusqu'à ce que les obligations restantes puissent être réglées dans les limites établies par la vérification prérèglement. Les opérations retirées du lot demeurent des opérations en suspens à considérer aux fins de règlement. Après de tels retraits, les opérations et les obligations de la contrepartie centrale restantes sont réglées par lots.</p> <p>[...]</p> <p>7.5.6 Processus de règlement en temps réel FINet</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à **FINet^{MD}**

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p><u>Le processus de règlement en temps réel FINet :</u></p> <p><u>(a) est lancé lorsque le système lance le processus de paiement en dollars canadiens et pendant la période en direct de nuit;</u></p> <p><u>(b) traite le règlement des obligations FINet dont les dates de valeur ont été atteintes et qui ne sont pas retenues;</u></p> <p><u>(c) règle une obligation FINet courante en partie ou en totalité;</u></p> <p><u>(d) applique la vérification prérèglement décrite à la Règle 5.13 aux soldes des comptes de fonds et de valeurs découlant du règlement de chaque opération et de chaque obligation FINet individuellement.</u></p> <p>7.5.7 Traitement du règlement des obligations de la contrepartie centrale</p> <p>[...]</p> <p>9.2.2 Fonctions de la contrepartie centrale</p> <p>Si un adhérent qui utilise une fonction de la contrepartie centrale est suspendu, les mesures indiquées ci-après sont prises en sus des mesures décrites à la présente Règle 9.</p> <p>[...]</p> <p>(b) Opérations non traitées</p> <p>Toutes les opérations de l'adhérent suspendu qui n'ont pas encore été traitées au moyen de DotNetFINet ou du RNC sont inadmissibles à ces fonctions.</p> <p>9.4.12 Obligation du groupe de crédit à l'égard des autres adhérents défaillants</p> <p>[...]</p> <p>En ce qui concerne de tels adhérents défaillants utilisant DotNetFINet :</p> <p>(a) la quote-part de l'adhérent se retirant d'une</p>	<p>Le processus de règlement en temps réel FINet :</p> <p>(a) est lancé lorsque le système lance le processus de paiement en dollars canadiens et pendant la période en direct de nuit;</p> <p>(b) traite le règlement des obligations FINet dont les dates de valeur ont été atteintes et qui ne sont pas retenues;</p> <p>(c) règle une obligation FINet courante en partie ou en totalité;</p> <p>(d) applique la vérification prérèglement décrite à la Règle 5.13 aux soldes des comptes de fonds et de valeurs découlant du règlement de chaque opération et de chaque obligation FINet individuellement.</p> <p>7.5.7 Traitement du règlement des obligations de la contrepartie centrale</p> <p>[...]</p> <p>9.2.2 Fonctions de la contrepartie centrale</p> <p>Si un adhérent qui utilise une fonction de la contrepartie centrale est suspendu, les mesures indiquées ci-après sont prises en sus des mesures décrites à la présente Règle 9.</p> <p>[...]</p> <p>(b) Opérations non traitées</p> <p>Toutes les opérations de l'adhérent suspendu qui n'ont pas encore été traitées au moyen de FINet ou du RNC sont inadmissibles à ces fonctions.</p> <p>9.4.12 Obligation du groupe de crédit à l'égard des autres adhérents défaillants</p> <p>[...]</p> <p>En ce qui concerne de tels adhérents défaillants utilisant FINet :</p> <p>(a) la quote-part de l'adhérent se retirant</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à [FINet^{MD}](#)

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>fonction de la contrepartie centrale sera calculée de la manière décrite dans les Procédés et méthodes;</p> <p>(b) la contribution finale de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale est appliquée en premier lieu à l'obligation de l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale, puis tout excédent est appliqué à l'obligation du premier adhérent défaillant suivant. S'il reste encore un excédent, celui-ci est par la suite appliqué à l'obligation de tout autre adhérent défaillant, et ainsi de suite, en tenant compte de l'ordre dans lequel les adhérents défaillants sont suspendus.</p> <p>(c) la quote-part de tout membre du fonds autre que l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale à l'égard des obligations de tout adhérent défaillant sera calculée de la manière décrite dans les Procédés et méthodes, en tenant compte du montant versé par l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale à l'égard de l'obligation d'un tel adhérent défaillant.</p>	<p>d'une fonction de la contrepartie centrale sera calculée de la manière décrite dans les Procédés et méthodes;</p> <p>(b) la contribution finale de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale est appliquée en premier lieu à l'obligation de l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale, puis tout excédent est appliqué à l'obligation du premier adhérent défaillant suivant. S'il reste encore un excédent, celui-ci est par la suite appliqué à l'obligation de tout autre adhérent défaillant, et ainsi de suite, en tenant compte de l'ordre dans lequel les adhérents défaillants sont suspendus.</p> <p>(c) la quote-part de tout membre du fonds autre que l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale à l'égard des obligations de tout adhérent défaillant sera calculée de la manière décrite dans les Procédés et méthodes, en tenant compte du montant versé par l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale à l'égard de l'obligation d'un tel adhérent défaillant.</p>
<p>9.4.14 Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC et à DetNetFINet</p>	<p>9.4.14 Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC et à FINet</p>
<p>(a) Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC et à DetNetFINet.</p>	<p>(a) Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC et à FINet</p>
<p>Un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale règle la totalité de ses obligations en cours à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire, et ce, dès que possible après l'exercice de son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale. Nonobstant la restriction du droit de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale d'utiliser la fonction de la contrepartie centrale, la CDS peut, à la demande de cet adhérent se retirant, permettre le traitement de certaines de ses transactions admissibles au moyen du RNC ou de DetNetFINet, pourvu qu'elle établisse qu'un tel traitement semble susceptible de réduire le montant des obligations en cours de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale à</p>	<p>Un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale règle la totalité de ses obligations en cours à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire, et ce, dès que possible après l'exercice de son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale. Nonobstant la restriction du droit de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale d'utiliser la fonction de la contrepartie centrale, la CDS peut, à la demande de cet adhérent se retirant, permettre le traitement de certaines de ses transactions admissibles au moyen du RNC ou de FINet, pourvu qu'elle établisse qu'un tel traitement semble susceptible de réduire le montant des obligations en cours de l'adhérent</p>

Avis et sollicitation de commentaires – Modifications importantes apportées aux Règles de la CDS afférentes à [FINet](#)^{MD}

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant l'adoption des modifications proposées
<p>la contrepartie centrale à l'égard de cette fonction. La sélection des transactions admissibles à un tel traitement est effectuée conformément aux critères stipulés dans les Procédés et méthodes.</p> <p>(b) Exercice du pouvoir discrétionnaire</p> <p>Lors de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en vertu de la présente Règle 9.4.14, la CDS tient compte de ce qu'elle considère être, de bonne foi, dans son intérêt véritable et dans celui de l'ensemble des adhérents. La CDS n'est pas tenue responsable envers tout adhérent, y compris l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale, des pertes, dommages, dépenses, responsabilités ou réclamations découlant de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire dans le but de sélectionner certaines transactions admissibles d'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale aux fins de traitement au RNC ou à DetNetFINet.</p> <p>11.2.4 Rôle de l'agent des transferts adhérent</p> <p>Un agent des transferts adhérent :</p> <p>[...]</p> <p>(f) ne peut utiliser les fonctions RNC ou DetNetFINet;</p>	<p>se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale à la contrepartie centrale à l'égard de cette fonction. La sélection des transactions admissibles à un tel traitement est effectuée conformément aux critères stipulés dans les Procédés et méthodes.</p> <p>(b) Exercice du pouvoir discrétionnaire</p> <p>Lors de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en vertu de la présente Règle 9.4.14, la CDS tient compte de ce qu'elle considère être, de bonne foi, dans son intérêt véritable et dans celui de l'ensemble des adhérents. La CDS n'est pas tenue responsable envers tout adhérent, y compris l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale, des pertes, dommages, dépenses, responsabilités ou réclamations découlant de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire dans le but de sélectionner certaines transactions admissibles d'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale aux fins de traitement au RNC ou à FINet.</p> <p>11.2.4 Rôle de l'agent des transferts adhérent</p> <p>Un agent des transferts adhérent :</p> <p>[...]</p> <p>(f) ne peut utiliser les fonctions RNC ou FINet;</p>

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS^{MD})

MODIFICATIONS IMPORTANTES APPORTÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

Paiements électroniques des émetteurs

SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

A. DESCRIPTION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

Depuis la mise en œuvre du CDSX^{MD} et du Système de transfert de paiements de grande valeur (« STPGV »), d'importants progrès ont été réalisés pour que les paiements de droits et privilèges sur les valeurs admissibles au CDSX soient effectués électroniquement. Par ailleurs, tant que des paiements de droits et privilèges seront effectués par chèque, les traitements manuels inefficaces continueront d'être nécessaires. La CDS a décidé d'exiger que tous les paiements de droits et privilèges effectués par les émetteurs de valeurs admissibles au CDSX et leurs agents soient faits à l'aide d'un mode électronique qui constitue un « paiement acceptable » (comme défini dans les Règles et exigé pour tout paiement de règlement) ou au moyen d'un « virement de fonds » au CDSX. Les paiements acceptables sont effectués au moyen du STPGV pour les fonds en dollars canadiens, de Fedwire pour les fonds en dollars américains ou d'une autre transaction entraînant un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS à la Banque du Canada.

B. NATURE ET OBJET DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

Actuellement, la CDS reçoit les paiements de droits et privilèges par le STPGV pour les droits et privilèges en dollars canadiens¹, par Fedwire pour les droits et privilèges en dollars américains, et par chèque. La majeure partie de la valeur des paiements de droits et privilèges est versée au moyen d'un mode de paiement électronique acceptable. Toutefois, les paiements par chèque sont utilisés pour la majorité du volume d'articles de paiement. Le traitement des chèques exige une manipulation manuelle importante et beaucoup de temps, et ne permet pas d'obtenir un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS à la Banque du Canada ou, dans le cas des paiements de droits et privilèges en dollars américains, au compte de la CDS auprès d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier. Les paiements effectués au moyen du STPGV et de Fedwire sont des paiements acceptables et, pour cette raison, sont préférables aux chèques. Or, ces paiements entraînent également des problèmes d'ordre logistique pour la CDS en raison du manque de renseignements fournis dans le message relatif au paiement. Une autre méthode électronique de paiement de droits et privilèges est le virement de fonds effectué au CDSX.

À compter du 1^{er} novembre 2011, la CDS exigera de tous les émetteurs de valeurs admissibles au CDSX et de leurs agents qu'ils effectuent les paiements de droits et privilèges électroniquement. Les paiements de droits et privilèges comprennent les dividendes, les intérêts, les versements au remboursement ou à l'échéance de valeurs ou d'autres événements comprenant des paiements et distributions aux détenteurs de valeurs, comme le décrit la Règle 6.6.1 des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents*. Plusieurs paiements doivent déjà être effectués électroniquement. Les Règles afférentes au STPGV stipulent que les paiements supérieurs à 25 000 000 \$ doivent être effectués au moyen du STPGV. De plus, la future *Entente de services relative aux valeurs inscrites en compte seulement* exigera que tous les paiements de droits et privilèges sur les valeurs inscrites en compte seulement soient effectués électroniquement.

Cette mesure augmentera l'efficacité et diminuera les coûts pour les investisseurs en raison de

¹ Veuillez consulter le document à l'adresse http://www.osc.gov.on.ca/Regulation/Rulemaking/Current/Part2/csa_20060303_24-302_not-entitlement-pay.pdf

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

l'élimination des chèques pour les paiements de droits et privilèges.

C. INCIDENCES DES MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

L'omission d'effectuer un paiement acceptable (Règle 8.2.5 des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents*) ou un virement de fonds au CDSX (Règle 1.2.1 des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents*) pour les droits et privilèges rendra les valeurs auxquelles se rapporte le paiement non admissibles au Service de dépôt de la CDS. Les paiements acceptables pour les droits et privilèges en dollars canadiens comprennent les paiements du STPGV et les transactions entraînant un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS à la Banque du Canada. Les paiements de droits et privilèges en dollars américains comprennent les paiements Fedwire et les transactions entraînant un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS auprès d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier.

La solution proposée réduira la collecte et la manipulation des chèques par le personnel de la CDS et favorisera le traitement direct des paiements de droits et privilèges. En n'ayant pas à traiter les chèques, la CDS devrait économiser environ 500 000 \$ par année. Elle prévoit également économiser environ 240 000 \$ annuellement en coûts relatifs aux garanties, lesquels ne seront plus exigés pour garantir la conversion des chèques en paiements du STPGV, un service que le banquier de la CDS offre actuellement. On prévoit une diminution du nombre d'événements nécessitant un rapprochement avec les agents des transferts et une diminution du nombre de rajustements au grand livre pour équilibrer les événements.

Même si la mise en œuvre des Règles est prévue après les approbations des organismes de réglementation, en vertu de leurs modalités, elles n'entreront pas en vigueur avant le 1^{er} novembre 2011. Les adhérents, les émetteurs et leurs agents ont droit à un long délai afin de prendre toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires pour que les paiements de droits et privilèges soient effectués électroniquement.

C.1 Concurrence

Il ne devrait pas y avoir de conséquences pour la concurrence. Les institutions financières n'auront plus à convertir les chèques en fonds du STPGV. Les émetteurs et leurs agents auront la possibilité d'opter pour un paiement de droits et privilèges au moyen du STPGV ou pour un virement de fonds au CDSX. Toutes les valeurs admissibles au CDSX seront assujetties aux mêmes exigences de paiement de droits et privilèges.

C.2 Risques et coûts d'observation

Les émetteurs et leurs agents n'émettront plus de chèques à la CDS pour les paiements de droits et privilèges. Les chèques perdus et manquants, ainsi que les risques opérationnels inhérents à la manipulation de chèques, ne constitueront plus un risque.

C.3 Comparaison avec les normes internationales – (a) le Comité sur les systèmes de paiement et de règlement de la Banque des règlements internationaux, (b) le Comité Technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et (c) le Groupe des Trente

Le Comité sur les systèmes de paiement et de règlement de la Banque des règlements internationaux, le Comité Technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et le Groupe des Trente favorisent tous un changement vers un environnement dématérialisé ou, au moins, immobilisé. Même si ces groupes ne font pas particulièrement référence aux paiements de droits et privilèges, l'élimination des chèques est conforme au changement vers un environnement dématérialisé. L'une des principales recommandations des groupes est de tendre vers un paiement irrévocable, ce qui s'intègre bien dans le projet d'élimination des chèques.

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

Dans la rubrique des services d'actifs de son rapport le plus récent concernant la CDS, Thomas Murray souligne que la CDS reçoit la plupart des paiements de droits et privilèges par chèque; toutefois, la firme fait remarquer que ces paiements ne représentent que 10 % de la valeur, mais 70 % du volume. Thomas Murray n'a pas identifié ce fait comme un risque important, mais comme un facteur qui réduit l'évaluation globale de la CDS à l'égard des risques liés aux services d'actifs.

D. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE RÉDACTION DES RÈGLES

D.1 Contexte d'élaboration

Pendant plusieurs années, des efforts ont été déployés par de nombreux représentants de la communauté financière afin d'augmenter l'efficacité des paiements de droits et privilèges. Malheureusement, malgré ces efforts, l'utilisation de chèques pour payer les droits et privilèges n'a pu être éliminée. Les modifications proposées apporteront l'efficacité recherchée pour les marchés de capitaux au Canada.

D.2 Processus de rédaction des Règles

Chaque modification apportée aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* est revue par le groupe de rédaction des Règles. Le groupe de rédaction des Règles est un comité composé de membres des secteurs juridique et financier des adhérents. Le mandat du groupe de rédaction des Règles est de conseiller les membres de la direction et du Conseil d'administration² de la CDS sur les modifications apportées aux Règles et sur les autres questions juridiques afférentes aux services centralisés de dépôt et de compensation de valeurs, et ce, afin de s'assurer que ces services répondent aux besoins de la CDS, de ses adhérents et des intervenants du secteur des valeurs mobilières.

Ces modifications ont été examinées et approuvées par le Conseil d'administration de la CDS ltée le 26 novembre 2008.

D.3 Questions prises en compte

Lorsque cette modification a initialement été proposée, un certain nombre de questions ont été soulevées. L'une d'entre elles, mentionnée précédemment au point B du présent avis, concernait le manque de renseignements afférents aux événements fournis dans le message relatif aux paiements du STPGV qui permettent d'identifier facilement les paiements. Malgré cette ombre au tableau, les économies relatives à l'élimination des chèques l'emportent sur les conséquences négatives découlant des paiements du STPGV.

La CDS ne paiera aucuns frais aux émetteurs ou à leurs agents pour qu'ils soumettent les paiements de droits et privilèges à la CDS. Tous les coûts afférents à la préparation et à la soumission des paiements électroniques de droits et privilèges devraient être assumés par les émetteurs et négociés avec leurs agents dans le but de soutenir leurs appels publics à l'épargne et de rendre leurs émissions admissibles à la CDS.

² En vertu d'une convention unanime des actionnaires conclue entre La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (« CDS ltée ») et la CDS, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2006, dans le cadre de laquelle la CDS ltée, agissant sous la supervision de son Conseil d'administration, assume la totalité des droits, des pouvoirs et des obligations du Conseil d'administration de la CDS.

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

D.4 Consultation

Depuis plusieurs années, diverses propositions visant à rendre obligatoires les paiements électroniques de droits et privilèges ont été étudiées par la CDS, le secteur des valeurs mobilières et les organismes de réglementation.³

Lors de l'assemblée du 23 septembre 2008, le Comité de gouvernance et des ressources humaines du Conseil d'administration de la CDS ltée, a demandé à la CDS de préparer les modifications aux Règles afin de mettre en œuvre la proposition exigeant que tous les paiements de droits et privilèges effectués à la CDS soient faits électroniquement, sans quoi les valeurs deviendraient inadmissibles au CDSX.

La proposition a été présentée au Comité consultatif sur le risque de la CDS à titre indicatif le 28 octobre 2008. L'adhésion au Comité consultatif sur le risque est ouverte aux représentants des groupes d'adhérents au CDSX énumérés ci-après : prêteurs, agents de règlement, fédérations adhérentes et emprunteurs. Les représentants des organismes de réglementation de la CDS (la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Autorité des marchés financiers du Québec et la Banque du Canada) et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières peuvent prendre part au Comité consultatif sur le risque à titre d'observateurs. Le mandat du Comité consultatif sur le risque est l'étude et la recommandation à la CDS des améliorations à apporter au Modèle de mesure du risque du CDSX, aux mesures de contrôle du risque pour les services transfrontaliers et à toute autre mesure afférente nécessaire afin d'atténuer les risques financiers pour la CDS et ses adhérents. Ce Comité est également responsable de l'examen de la pertinence de la couverture du modèle de mesure du risque contre les risques liés au CDSX et des coûts associés pour la CDS et ses adhérents aux fins de recommandations au Comité de vérification et de gestion des risques du Conseil d'administration de la CDS ltée. Le Comité consultatif sur le risque peut être appelé à faire des suggestions à l'égard de problèmes liés aux risques opérationnels de temps à autre.

D.5 Autres possibilités étudiées

Les modifications proposées actuelles sont le résultat des efforts de la CDS et d'autres organismes de réglementation (y compris les Autorités canadiennes en valeurs mobilières [« ACVM »]) déployés depuis plusieurs années afin d'étudier les diverses options (la proposition relative à la rationalisation des droits et privilèges étant la plus récente) visant à obtenir des émetteurs et de leurs agents qu'ils fassent les paiements de droits et privilèges électroniquement. Ces efforts sont d'autant plus pertinents, que le marché financier canadien accuse un certain retard par rapport aux pratiques exemplaires des autres marchés financiers à ce sujet. Les groupes de travail constitués de représentants des banques, d'agents des transferts, de la Banque du Canada et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario ont également contribué à ces efforts.

D.6 Plan de mise en œuvre

La CDS est reconnue à titre d'agence de compensation par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario en vertu de l'article 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario*. L'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à poursuivre les activités de compensation au Québec en vertu des articles 169 et 170 de la *Loi sur les valeurs mobilières du Québec*. De plus, la CDS est réputée être la chambre de compensation pour le CDSX, système de compensation et de règlement désigné par la Banque du Canada en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements du Canada*. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Autorité des marchés financiers et la Banque du Canada seront ci-après collectivement désignées par l'expression « autorités de reconnaissance ».

Les modifications apportées aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* entreront en vigueur dès l'obtention de l'approbation des modifications par les autorités de reconnaissance à la suite de la publication de l'avis et de la sollicitation de commentaires auprès du public.

³ Veuillez consulter la note de bas de page 1.

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

E. INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES SUR LES SYSTÈMES

E.1 CDS

Aucun changement n'est requis pour les systèmes de la CDS.

E.2 Adhérents de la CDS

La majorité des adhérents de la CDS n'auront à apporter aucun changement pour se conformer à cette modification; toutefois, certains agents payeurs qui sont des adhérents pourraient avoir besoin d'apporter quelques changements à leurs systèmes, puisqu'ils reçoivent les fonds des émetteurs et les transfèrent à la CDS.

E.3 Autres intervenants du marché

Certains agents des transferts pourraient avoir à modifier leurs systèmes internes, comme les mécanismes automatisés de production de chèques, pour prendre le virage des paiements électroniques. De plus, selon l'agent des transferts, cette modification pourrait nécessiter l'apport de modifications aux procédures à l'égard des processus manuels.

F. COMPARAISON AVEC LES AUTRES AGENCES DE COMPENSATION

Afin d'appuyer les recommandations faites en 1988 par le Groupe des Trente et dans le cadre du projet de compensation et de règlement du Groupe des Trente du comité de travail des États-Unis, des directives du secteur financier des États-Unis ont été publiées en 1993 afin qu'à compter de janvier 1995, toutes les nouvelles émissions soient admissibles aux services de dépôt et soient structurées de manière à ce que tous les paiements de capital et de revenus effectués aux services de dépôt (comme les paiements de dividendes, d'intérêts, de réorganisation et de remboursement) soient faits en fonds même jour à la date de paiement. La mise en œuvre de cette recommandation a été reportée au 22 février 1996 en raison du passage, au sein du secteur, d'une période de règlement de cinq jours à trois jours⁴.

Afin de permettre ces modifications, la Depository Trust Company (« DTC ») a instauré des heures limites pour la réception des paiements à la date de paiement et a demandé aux agents payeurs et aux agents des transferts qu'ils lui fournissent les détails des paiements, également à la date de paiement. De cette façon, la DTC est en mesure de déterminer à quoi les fonds devaient servir. Les paiements doivent être reçus par la DTC au plus tard à 14 h 30 à la date de paiement.

De plus, la DTC a mis en place une ligne de crédit à laquelle elle peut recourir lorsque les fonds n'ont pas été reçus dans les délais prescrits pour un paiement prévu. Le recours à la ligne de crédit entraîne, pour les adhérents concernés par le paiement de droits et privilèges, un débit des coûts associés à la ligne de crédit.

La DTC bénéficie également d'un droit de reprise qui lui permet d'annuler les paiements si un agent payeur ne reçoit pas les fonds attendus de l'émetteur. La DTC a informé la CDS qu'elle recevait actuellement des « fonds valables » dans 99,9 % des cas.

G. ÉVALUATION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

La CDS a déterminé que ces modifications proposées ne sont pas contraires à l'intérêt général.

⁴ http://findarticles.com/p/articles/mi_hb6642/is_ /ai_n28709180

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

H. COMMENTAIRES

Veillez faire parvenir vos commentaires écrits à l'égard des modifications proposées dans les 60 jours civils suivant la date de publication du présent avis dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, aux coordonnées suivantes :

Services juridiques
Services de dépôt et de compensation CDS inc.
85, rue Richmond Ouest
Toronto (Ontario) M5H 2C9
Télécopieur : 416 365-1984
Courriel : attention@cds.ca

Veillez également faire parvenir un exemplaire de ces commentaires à l'Autorité des marchés financiers et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, aux personnes indiquées ci-après :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3

Télécopieur : 514 864-6381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Directrice, Réglementation du marché
Division des marchés des capitaux
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20, rue Queen Ouest, bureau 1903
C.P. 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8

Télécopieur : 416 595-8940
Courriel : marketregulation@osc.gov.on.ca

La CDS mettra à la disposition du public, sur demande, des exemplaires des commentaires reçus au cours de la période de sollicitation de commentaires.

I. MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES DE LA CDS

L'annexe « A » comprend le libellé des *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* en vigueur à l'heure actuelle reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées, ainsi que le libellé des Règles reflétant l'adoption des modifications proposées.

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

**ANNEXE « A »
MODIFICATIONS PROPOSÉES AUX RÈGLES**

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées
<p>[Libellé des Règles avec marques de changement — les caractères soulignés en vert représentent des ajouts et les caractères barrés en rouge représentent des suppressions]</p> <p>1.6.2 Admissibilité des valeurs et des monnaies</p> <p>Le Conseil d'administration (mais non le comité de direction du Conseil d'administration) sélectionne de temps à autre les catégories de valeurs qui peuvent être admises au service de dépôt, les monnaies dans lesquelles les comptes de fonds des grands livres peuvent être libellés et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen de différents services et fonctions. Les valeurs ne peuvent être admises au service de dépôt que si une loi afférente stipule que les transactions sur valeurs de cette catégorie peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, le fait qu'aucune loi ne régit une valeur ne limite aucunement, en soi, l'effet et la finalité du transfert de cette valeur au service de dépôt de la CDS ni de toute transaction ou de tout règlement traité au moyen des services relativement à cette valeur. <u>Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt.</u></p>	<p>1.6.2 Admissibilité des valeurs et des monnaies</p> <p>Le Conseil d'administration (mais non le comité de direction du Conseil d'administration) sélectionne de temps à autre les catégories de valeurs qui peuvent être admises au service de dépôt, les monnaies dans lesquelles les comptes de fonds des grands livres peuvent être libellés et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen de différents services et fonctions. Les valeurs ne peuvent être admises au service de dépôt que si une loi afférente stipule que les transactions sur valeurs de cette catégorie peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, le fait qu'aucune loi ne régit une valeur ne limite aucunement, en soi, l'effet et la finalité du transfert de cette valeur au service de dépôt de la CDS ni de toute transaction ou de tout règlement traité au moyen des services relativement à cette valeur. Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt.</p>
<p>6.2 DÉPÔT DE VALEURS</p> <p>6.2.1 Admissibilité</p> <p>Seules les valeurs admissibles peuvent être déposées ou détenues au service de dépôt. Le Conseil d'administration (mais non le comité de direction du Conseil d'administration) détermine de temps à autre les catégories de valeurs qui peuvent être rendues admissibles au service de dépôt et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées dans certains services ou certaines fonctions. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les</p>	<p>6.2 DÉPÔT DE VALEURS</p> <p>6.2.1 Admissibilité</p> <p>Seules les valeurs admissibles peuvent être déposées ou détenues au service de dépôt. Le Conseil d'administration (mais non le comité de direction du Conseil d'administration) détermine de temps à autre les catégories de valeurs qui peuvent être rendues admissibles au service de dépôt et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées dans certains services ou certaines fonctions. Les Procédés et méthodes et les Guides de</p>

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées
<p>types de valeurs admissibles au service de dépôt. Pour chaque valeur admissible, les dispositifs de dépôt de valeurs (et le retrait, le cas échéant) sont offertes soit par la CDS, la Banque du Canada, l'agent des transferts pour l'émetteur, l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, un responsable de la validation de valeurs ou un gardien. <u>Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt.</u></p>	<p>l'utilisateur décrivent les types de valeurs admissibles au service de dépôt. Pour chaque valeur admissible, les dispositifs de dépôt de valeurs (et le retrait, le cas échéant) sont offertes soit par la CDS, la Banque du Canada, l'agent des transferts pour l'émetteur, l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, un responsable de la validation de valeurs ou un gardien. Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt.</p>
<p>6.6.3 Paiement de droits et privilèges admissibles</p> <p>Un adhérent, agissant en sa qualité d'émetteur de valeurs, de mandataire de l'émetteur ou de responsable du traitement des droits et privilèges, peut distribuer à la CDS des droits et privilèges sous forme de paiement en espèces. Un adhérent autre qu'un agent des transferts adhérent qui distribue de tels droits et privilèges à la CDS verse les droits et privilèges au moyen d'un paiement acceptable ou par le débit du montant des droits et privilèges au compte de fonds de l'adhérent. Un agent des transferts adhérent doit verser des droits et privilèges de cette façon uniquement s'il agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges, et ce, conformément à la Règle 11.6.</p>	<p>6.6.3 Paiement de droits et privilèges admissibles</p> <p>Un adhérent, agissant en sa qualité d'émetteur de valeurs, de mandataire de l'émetteur ou de responsable du traitement des droits et privilèges, peut distribuer à la CDS des droits et privilèges sous forme de paiement en espèces. Un adhérent autre qu'un agent des transferts adhérent qui distribue de tels droits et privilèges à la CDS verse les droits et privilèges au moyen d'un paiement acceptable ou par le débit du montant des droits et privilèges au compte de fonds de l'adhérent. Un agent des transferts adhérent doit verser des droits et privilèges conformément à la Règle 11.6.</p>
<p>11.3.1 Admissibilité des valeurs</p> <p>Conformément à la Règle 1.6.2, le Conseil d'administration établit, de temps à autre, les catégories de valeurs pouvant être admises au service de dépôt <u>et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen de différents services et fonctions. Les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur décrivent les types de valeurs qui sont admissibles au service de dépôt.</u> Toutes les valeurs pour lesquelles l'adhérent agit à titre d'agent des transferts de l'émetteur n'y sont pas admissibles. Un agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts pour une valeur devenue admissible au CDSX confirme ou refuse le dépôt et le retrait de telles valeurs et fournit à la CDS un Rapport de soldes de clôture à l'égard d'une telle</p>	<p>11.3.1 Admissibilité des valeurs</p> <p>Conformément à la Règle 1.6.2, le Conseil d'administration établit, de temps à autre, les catégories de valeurs pouvant être admises au service de dépôt et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen de différents services et fonctions. Les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur décrivent les types de valeurs qui sont admissibles au service de dépôt. Toutes les valeurs pour lesquelles l'adhérent agit à titre d'agent des transferts de l'émetteur n'y sont pas admissibles. Un agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts pour une valeur devenue admissible au CDSX confirme ou refuse le dépôt et le retrait de telles valeurs et fournit à la CDS un Rapport de soldes de clôture</p>

Avis de modifications importantes aux Règles de la CDS afférentes aux paiements électroniques des émetteurs et sollicitation de commentaires

Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées	Libellé des Règles de la CDS à l'intention des adhérents reflétant à l'aide de marques de changement les modifications proposées
<p>valeur. Agir à titre de mandataire de l'initiateur ou de l'émetteur d'une valeur ne contraint pas un agent des transferts adhérent à assumer le rôle d'agent dépositaire ou de responsable du traitement des droits et privilèges au CDSX à l'égard d'une valeur donnée. <u>Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt.</u></p> <p>11.6.1 Versement des droits et privilèges</p> <p>Un versement de droits et privilèges reçu par la CDS à l'égard de valeurs détenues pour un adhérent au service de dépôt est distribué par la CDS à l'adhérent conformément à la Règle 7. L'</p> <p><u>(a) Période de transition</u></p> <p><u>En vertu de la Règle 11.6.1(b) ci-après, l'agent des transferts adhérent et la CDS collaborent et font tout en leur pouvoir pour permettre le paiement de droits et privilèges par (i) un responsable du traitement des droits et privilèges agissant au nom de l'émetteur et portant un crédit au grand livre de droits et privilèges de la CDS à partir de son compte de fonds ou (ii) un émetteur ou son responsable du traitement des droits et privilèges effectuant un paiement au moyen du STPGV ou de Fedwire au compte bancaire précisé par la CDS. La présente Règle 11.6 ne doit pas être interprétée comme une obligation imposée à l'agent des transferts adhérent de verser des droits et privilèges à la CDS de l'une des manières précisées ou sous toute forme autre que la forme sous laquelle l'agent des transferts adhérent a reçu les fonds de l'émetteur.</u></p> <p><u>(b) Paiement de droits et privilèges ultérieur</u></p> <p><u>Le 1^{er} novembre 2011, l'agent des transferts adhérent s'assurera que tous les droits et privilèges seront payés au moyen de paiements acceptables (comme défini à la Règle 8.2.5) ou de virements de fonds.</u></p>	<p>à l'égard d'une telle valeur. Agir à titre de mandataire de l'initiateur ou de l'émetteur d'une valeur ne contraint pas un agent des transferts adhérent à assumer le rôle d'agent dépositaire ou de responsable du traitement des droits et privilèges au CDSX à l'égard d'une valeur donnée. Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt.</p> <p>11.6.1 Versement des droits et privilèges</p> <p>Un versement de droits et privilèges reçu par la CDS à l'égard de valeurs détenues pour un adhérent au service de dépôt est distribué par la CDS à l'adhérent conformément à la Règle 7.</p> <p>(a) Période de transition</p> <p>En vertu de la Règle 11.6.1(b) ci-après, l'agent des transferts adhérent et la CDS collaborent et font tout en leur pouvoir pour permettre le paiement de droits et privilèges par (i) un responsable du traitement des droits et privilèges agissant au nom de l'émetteur et portant un crédit au grand livre de droits et privilèges de la CDS à partir de son compte de fonds ou (ii) un émetteur ou son responsable du traitement des droits et privilèges effectuant un paiement au moyen du STPGV ou de Fedwire au compte bancaire précisé par la CDS.</p> <p>(b) Paiement de droits et privilèges ultérieur</p> <p>Le 1^{er} novembre 2011, l'agent des transferts adhérent s'assurera que tous les droits et privilèges seront payés au moyen de paiements acceptables (comme défini à la Règle 8.2.5) ou de virements de fonds.</p>

7.3.2 Publication

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») – Modifications d'ordre technique apportées aux Procédés et méthodes de la CDS – Nouveau type d'opération

A. DESCRIPTION DES MODIFICATIONS

Contexte

Le sous-comité chargé des titres d'emprunt du Comité d'analyse du développement stratégique de la CDS a demandé qu'un nouveau type d'opération soit ajouté au CDSX afin de faciliter le suivi des opérations engageant des virements de valeurs découlant d'une rupture de mariage. Les types d'opérations « AT » (transfert de compte) et « C » (client) sont des types d'opérations trop génériques pour adéquatement répondre à un tel besoin.

Le nouveau type d'opération « MB » aidera les adhérents à la CDS à se conformer aux nouvelles exigences de l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») en matière de déclaration fiscale afférentes au compte d'épargne libre d'impôt (« CÉLI »), qui sera offert le 1^{er} janvier 2009. Le CÉLI proposé est un compte d'épargne enregistré qui permet aux contribuables de toucher un revenu d'investissement libre d'impôt. Le nouveau type d'opération « MB » permettra aux adhérents de la CDS d'identifier des transactions précises aux fins de déclaration fiscale de fin d'exercice de leurs clients.

Description des modifications proposées

Les Procédés et méthodes indiqués ci-après seront visés par cette mesure :

Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations :

- Chapitre 1 « Introduction au règlement et aux opérations », Section 1.3

Les Procédés et méthodes avec marques de changement peuvent être consultés à partir du site Web de la CDS, aux adresses suivantes :

Français : <http://www.cds.ca/cdsclearinghome.nsf/Pages/-FR-modifications?Open>
 Anglais : <http://www.cds.ca/cdsclearinghome.nsf/Pages/-EN-blacklined?Open>

Ces modifications ont été étudiées et approuvées par le Comité d'analyse du développement stratégique de la CDS le 23 octobre 2008.

B. CLASSEMENT – MODIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE

Les modifications proposées dans le cadre du présent avis sont considérées comme étant d'ordre technique, puisqu'il s'agit de modifications destinées à assurer la cohérence ou la conformité à une règle existante, à la législation en valeurs mobilières ou à une autre exigence réglementaire.

C. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS PROPOSÉES

Conformément à l'Annexe A (intitulée « *Rule Protocol Regarding The Review And Approval Of CDS Rules By The OSC* ») de l'ordonnance de reconnaissance et de désignation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, telle que modifiée le 1^{er} novembre 2006, et à l'Annexe A (intitulée « *Protocole d'examen et d'approbation des Règles de Services de dépôt et de compensation CDS inc.* »)

par l'Autorité des marchés financiers ») de la décision 2006-PDG-0180 de l'Autorité des marchés financiers qui est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2006, la CDS a établi que ces modifications entreront en vigueur à une date ultérieure déterminée par la CDS et comme l'indique le bulletin de la CDS afférent.

D. QUESTIONS

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet du présent avis, veuillez communiquer avec :

*Euarda Matos
Conseillère juridique
La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée
85, rue Richmond Ouest
Toronto (Ontario) M5H 2C9*

*Téléphone : 416 365-3567
Télécopieur : 416 365-1984
Courriel : attention@cds.ca*

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.